



2020 UNION POUR LA MEDITERRANEE

CONFERENCE DES PARTIES PRENANTES SUR L'ECONOMIE BLEUE

"Vers une Économie Bleue durable pour le bassin de la Méditerranée"

Contributions des parties prenantes à la consultation en ligne

Gouvernance et avenir de l'économie bleue dans la région méditerranéenne : scénarios, opportunités et outils possibles	
<i>Quelles sont les mesures nécessaires pour développer davantage la gouvernance - politique, outils et actions - au niveau régional/UGP dans les années à venir ? N'hésitez pas à faire des suggestions supplémentaires sur les moyens et les modalités de coopération.</i>	
EMUNI	Volonté politique de mettre en œuvre des politiques durables, travail scientifique rigoureux (pas seulement des réunions) pour articuler des recommandations et des priorités claires.
IOC-UNESCO	L'engagement volontaire des États membres est essentiel pour relever les défis du bassin méditerranéen dans son ensemble sous les auspices de l'UpM.
CNR-INM (Italian National Research Council - Marine Engineering Institute)	Des restrictions plus sévères des émissions de GES en mer Méditerranée (déclaration de la CEA méditerranéenne), une réduction de la pollution sonore causé par les eaux maritimes et un système centralisé de surveillance du bruit des eaux est à concevoir et à mettre en place dès que possible.



FAO	L'économie bleue a la possibilité de devenir une économie bleue circulaire en adoptant des politiques au niveau des écosystèmes régionaux, et des outils par les parties prenantes, pour se transformer vers la durabilité.
MED JS	La coopération transcôtière ; des programmes pour le développement ciblé des PME et le regroupement des entreprises.
INSTM - Tunisia	Blue Biotechnologies pour la remédiation et la bioproduction innovante dans le cadre du changement climatique et des ravageurs envahissants.
University of Bolognae	Une stratégie de restauration et de protection du milieu marin dans le bassin méditerranéen. Cette stratégie devrait inclure une définition d'objectifs, de normes, de réglementations et de certifications claires. Elle devrait également inclure l'établissement d'une base morale commune pour l'action : les systèmes marins ne devraient pas être considérés uniquement comme des marchandises utilisables, car cela pourrait créer des objectifs de restauration/conservation contradictoires, par exemple lorsque les bénéfices pour les espèces ou les écosystèmes qui sont plus profitables pour les humains sont prioritaires.
CNR	Renforcer la coopération et la coordination entre les différents ministères aux niveaux national et international afin d'encourager l'utilisation durable des technologies marines sur le plan environnemental.
National Institute of Marine Sciences and Technologies	Intégrer efficacement les acteurs locaux pour prendre les bonnes décisions en matière de développement.



<p>Ministry of Economy - Palestine</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Continuer à organiser des réunions et des rencontres internationales et locales chaque année - Prévoir un calendrier de développement et d'innovation dans le domaine des outils et procédures utilisés pour le développement et le suivi - Faire des recommandations et les prendre en charge - Réseautage avec les organisations du secteur privé intéressées par le leadership écologique, intégration avec celles-ci et adoption de recommandations - Développer un tableur qui se préoccupe des problèmes mensuels et annuels, les contrôler et les suivre, et définir des solutions pour une mise en œuvre immédiate et le non report. - Ouvrir les portes à tous les entrepreneurs créatifs pour qu'ils participent à la prise de décision.
<p>AMFORHT</p>	<p>Il est important de renforcer les cours de formation axés sur l'économie bleue. Il est très important d'éduquer les décideurs et les futurs travailleurs sur ce sujet pour obtenir une meilleure gouvernance dans les prochaines années. Cela pourrait se faire en encourageant les universités, les instituts à proposer des cours, des sessions ou des écoles d'été spécifiques ouvertes aux pays méditerranéens (étudiants).</p> <p>Il est également essentiel de faire le lien (impact) entre l'économie bleue et les autres secteurs économiques (tels que le tourisme, l'industrie, ...)</p> <p>Les États pourraient proposer un plan d'action spécial axé sur l'économie bleue (accords, collaboration, cartes, ...) pour améliorer ce secteur.</p>
<p>Presa Puente Estrecho de Gibraltar, SA</p>	<p>Il est temps pour nous tous de prendre des mesures pour adapter la Méditerranée à la crise climatique que nous connaissons. Il s'agit d'un problème commun qui nécessite des solutions communes comme le soutien de l'avant-projet Presa Puente Estrecho de Gibraltar : Adapter la Méditerranée à l'élévation du niveau de la mer et à l'Union de deux continents.</p> <p>https://youtu.be/9bbFyKE2DWw</p>
<p>Universidade de Évora, MARE</p>	<p>Rendre possible, mettre en œuvre et/ou développer la cogestion des pêches marines.</p>



DynMed Alentejo - Associação para Estudos e Projectos de Desenvolvimento Regional Projectos de Dese	Créer des délégations nationales ou régionales, même informelles s'il en faut, et promouvoir des événements décentralisés d'une façon régulière, tous les semestres, par exemple.
Association Tunisienne de l'Ingénierie Côtière, Portuaire et Maritime (ATIM)	Mise en place d'un observatoire méditerranéen pour la mer et les littoraux.
Cluster Maritime Tunisien	Faire le meilleur usage possible du potentiel que représente l'Économie bleue, d'encourager la croissance, l'emploi et l'investissement et de réduire la pauvreté surtout dans les pays du Sud-Med ; tout en conservant des mers saines en bon état et en définissant une vision claire pour le développement durable et intégré des secteurs marins et maritimes au niveau national et dans le bassin méditerranéen.
UNIVERSIDAD DE MURCIA	Appliquer et promouvoir les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour améliorer l'accès à l'information et accroître la participation effective des principaux utilisateurs. Aussi, son application dans l'amélioration des processus de production liés à la bioéconomie bleue, tels que les biotechnologies bleues, l'aquaculture, la pêche, la gestion des zones marines protégées, etc.
RAED - Arab Network for Environment and Development	Maintenir le dialogue entre et avec les parties prenantes en établissant une plateforme régionale pour assurer la transparence et des canaux ouverts pour l'échange d'informations.



<p>Direcció General de Pesca i Medi Marí. Govern de les Illes Balears (Spain)</p>	<p>Dans le cas de la pêche, soutenir et renforcer le MEDAC et le GCFM.</p>
<p>Mediterranean Information Office for Environment, Culture and Sustainable Development (MIO-ECSDE)</p>	<p>Une gouvernance appropriée pour la promotion de l'économie bleue en tant que vecteur de développement durable doit être à la fois efficace et transparente. Ceci, dans une large mesure, pourrait être assuré par une information et une sensibilisation systématique de toutes les parties prenantes concernées et par des processus participatifs équilibrés et significatifs. Les dispositions relatives à ce dernier point figurent dans la convention d'Aarhus, qui pourrait et devrait être adoptée et mise en œuvre par tous les pays méditerranéens.</p> <p>Autres considérations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Établir un mécanisme de coordination léger de tous les cadres de gouvernance, politiques et conventions concernant la mer Méditerranée (UpM, Convention de Barcelone, Convention de Berne, ACCOBAMS, Commission générale des pêches pour la Méditerranée, etc.) afin de faciliter l'application de la législation et de faire progresser les synergies et la cohérence entre les politiques et leur alignement sur les engagements internationaux (cadre pour la biodiversité post-2020). - Faire progresser le partage des connaissances et les programmes de recherche conjoints.
<p>ECONCRETE</p>	<p>Promotion de politiques de durabilité et inclusion de conceptions et de matériaux innovants dans les codes généraux. Promotion des avantages de ces politiques dans le développement et l'entretien de nos côtes et de nos fronts de mer.</p>



<p>BETA Tech Center, UVic/UCC - Interreg MED Green Growth</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir des approches multidimensionnelles et horizontales dans les projets à venir tout en incluant une perspective à long terme. - Promouvoir la traduction et l'adaptation des outils existants et émergents pour les différents contextes régionaux au sein de la région méditerranéenne. - Soutenir les approches en quadruple hélice dans le cadre de projets transversaux afin d'aborder les niveaux d'acteurs multiples et la gouvernance à plusieurs niveaux. - Financer des projets/initiatives qui répondent aux défis méditerranéens et qui peuvent avoir un impact réel au niveau politique. - Encourager les PME à s'engager dans des réseaux et des grappes d'innovation et à partager les connaissances et les expériences sur les meilleures pratiques et les solutions pour adopter des approches durables.
<p>WPD OFFSHORE FRANCE</p>	<p>Il pourrait être intéressant de s'appuyer sur la Commission Inter-méditerranée (rattachée à la Conférence des Régions Périphériques Maritimes) afin de créer des GT thématiques visant à adresser les priorités régionales.</p>
<p>METU Institute of Marine Sciences</p>	<p>Des projets communs de coopération internationale pour une Méditerranée propre et productive. Impliquer la science autant que possible.</p>



<p>MedCities</p>	<p>Les mécanismes de gouvernance de la croissance bleue devraient être fondés sur une approche écosystémique qui place la santé des écosystèmes côtiers et marins au cœur de toute politique visant à assurer la durabilité à long terme des services qu'ils fournissent.</p> <p>Une attention particulière devrait être accordée aux interactions terre-mer lors de l'application de la planification de l'espace maritime, en assurant l'engagement de tous les acteurs concernés, avec une base de connaissances appropriée et en appliquant l'approche de gestion basée sur les écosystèmes.</p> <p>Le principe de prévention doit être appliqué à toute approche de planification d'une zone côtière (c'est-à-dire l'urbanisation côtière ou la protection des côtes).</p> <p>La bio-ingénierie doit être privilégiée dans la mesure du possible.</p> <p>Ces principes doivent être des recommandations aux règles locales, régionales et nationales.</p> <p>D'un point de vue local, le soutien aux processus actuels de décentralisation et de métropolisation doit être renforcé, ainsi que l'engagement des villes et des métropoles côtières dans les mécanismes de gouvernance en tant qu'acteurs clés de l'économie bleue.</p> <p>Les communications verticales et la prise de décision horizontale sont nécessaires pour assurer l'imprégnation de ces travaux/réflexions dans la société.</p>
<p>Fundacion Valenciaport</p>	<p>Créer un organisme multi-gouvernance incluant les principaux acteurs</p>
<p>REGION WESTERN GREECE</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les régions devraient être habilitées à élaborer un cadre législatif local afin de faire face aux demandes en matière d'aménagement du territoire ou de clusters maritimes, de stratégies de bassin maritime, le cas échéant, de technologies à faibles émissions, de produits et services durables. - L'harmonisation du cadre juridique entre les pays méditerranéens pourrait être la réponse aux défis ci-dessus. - Un projet co-fondé entre les pays méditerranéens pourrait être établi afin d'évaluer le cadre législatif des pays membres et les stratégies utilisées, de souligner les différences et les besoins d'harmonisation.
<p>University of Siena</p>	<p>Adoption d'une politique commune "Mare Nostrum" entre tous les pays.</p>



<p>National Research Council of Italy</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Développer des approches participatives pour prendre des décisions en s'appuyant sur des mécanismes de dialogue tels que les plateformes BlueMed pour mettre en œuvre une constellation dans différents pays en améliorant le dialogue avec la société civile, en tenant compte de son importance (par exemple, la sensibilisation, les contributions, la transparence, la participation, le consensus et le soutien) et de ses spécificités techniques (par exemple, l'engagement au niveau local, la langue, les ambassadeurs). - Renforcer la planification de l'espace maritime en tant qu'outil de gouvernance en encourageant la recherche sur la gouvernance à plusieurs niveaux et la gestion des processus multipartites, en améliorant le dialogue avec la société civile, dans une approche de la science à la politique. Coordonner les approches relatives à la gestion des côtes et à la conservation des villages/écosystèmes anthropogéniques impliquant les communautés locales.
<p>WWF</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Appeler les acteurs régionaux à développer une approche stratégique commune vers une économie bleue durable (EBS) visant à atteindre les GDD dans la région méditerranéenne. - Soutenir la mise en œuvre des principes de financement de l'économie bleue durable (CE, BEI, WWF, WRI) par l'adoption d'outils financiers (tels que les obligations bleues, par exemple), qui peuvent renforcer la résilience des zones marines et côtières. - S'engager à mieux mettre en œuvre les politiques existantes et à renforcer les mécanismes de conformité et les procédures d'infraction au sein des organisations régionales (UE, CGPM, CICTA et PNUE PAM) par des engagements contraignants. - Accroître les synergies et la coordination entre les conventions régionales et mondiales pertinentes afin d'améliorer la gouvernance régionale des océans et de parvenir à la protection de la biodiversité et à la gestion efficace des ressources marines. - Plaider pour l'adoption d'un instrument international ambitieux et juridiquement contraignant dans le cadre de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM) sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones situées au-delà de la juridiction nationale (BBNJ) en 2020.
<p>Ministère de l'agriculture, pêche maritime, développement durable eaux et forêts: département pêche maritime - Maroc</p>	<p>Implication effective des populations lors de cadrage des actions, et aussi se référer aux enquêtes publiques pour tous projet impliquant les populations autochtones. Il faut aussi renforcer les échanges d'expériences entres les communautés riveraines.</p>



Malta Maritime Forum	Une plateforme commune à toutes les parties concernées serait utile.
MedPAN, the Mediterranean Marine Protected Areas Network	<p>Un lien est nécessaire entre les actions sur le terrain (au niveau local) et les processus d'élaboration des politiques (aux niveaux national et méditerranéen) ; des structures/organisations intermédiaires peuvent aider à établir ce lien, comme les réseaux d'acteurs et d'institutions travaillant en mer. En rassemblant les parties prenantes pour une gestion efficace de la mer et en créant des liens avec les actions sur le terrain, les réseaux facilitent les processus décisionnels pertinents, à différents niveaux.</p> <p>Les réseaux d'acteurs du secteur maritime sont également nécessaires car ils permettent des échanges entre des acteurs ayant des problèmes communs dans des contextes régionaux et locaux différents, et génèrent de la créativité, la résolution de problèmes et le partage des ressources.</p> <p>Il convient également de prêter attention à la protection de la biodiversité marine et côtière lorsqu'on parle de planification de l'espace maritime ou d'économie bleue. Des outils tels que les zones marines protégées doivent être envisagés et renforcés. Des recommandations spécifiques ont été élaborées dans le cadre du projet Interreg Pharos4MPAs (coordonné par WWF) qui devraient être prises en compte.</p>



<p>Med Blue Growth community</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Exploiter les synergies entre les secteurs de l'économie bleue et promouvoir la mise en place de clusters permanents comme atouts stratégiques pour une croissance bleue durable. - Assurer une utilisation rationnelle des fonds et des instruments financiers durables pour soutenir toutes les étapes du développement de l'économie bleue - de la recherche et développement au marché - en prévenant la perte des connaissances accumulées et en donnant la priorité aux solutions durables sur le plan environnemental. - Promouvoir un nouveau paradigme pour l'économie bleue basé sur la durabilité, en développant une vision et une stratégie à long terme et en apportant des solutions concrètes pour surmonter les impacts environnementaux. - Renforcer et améliorer la coopération entre tous les pays méditerranéens (UE et non UE) en assurant le partage des données, l'échange de connaissances, le transfert de technologies, la coopération industrielle, la mobilité des experts et des professionnels, avec une responsabilité partagée en matière de durabilité environnementale. - Promouvoir le renforcement, l'alignement et l'intégration de toutes les stratégies et initiatives pertinentes capables de renforcer la gouvernance et la coopération à plusieurs niveaux, en vue d'une stratégie intégrée à long terme progressive et unique pour la Méditerranée ou du moins d'un solide mécanisme de coordination (pas nécessairement fondé sur un conseil d'administration) qui pourrait voir le jour dans la décennie 2020, en mettant fortement l'accent sur l'économie bleue durable, un secteur clé en Méditerranée. - Une interaction et une collaboration régulières entre l'UpM et les initiatives PANORAMED contribueraient certainement à accroître l'impact des actions de gouvernance entreprises et la capitalisation des expériences pertinentes de l'économie bleue en Méditerranée. - L'implication des gouvernements locaux et régionaux (UE et non UE) est primordiale dans la gouvernance de la Méditerranée. La coordination entre elles est également cruciale pour assurer la cohérence et l'impact réel des politiques de l'UE et de la Méditerranée sur le terrain, au-delà de leur simple mise en œuvre. Des initiatives telles que l'Alliance de coopération méditerranéenne, qui rassemble la plupart des réseaux d'autorités locales et régionales de la Méditerranée, sont essentielles et devraient être consultées et prises en considération lorsque le moment est venu d'élaborer des stratégies de gouvernance au niveau du bassin.
<p>eco-union</p>	<p>Une bonne gouvernance de l'Economie Bleue en Méditerranée nécessite une plateforme solide, inclusive et active de multiples parties prenantes pour évaluer l'état des lieux, discuter des options et proposer des actions liées à la promotion de secteurs et d'acteurs spécifiques de l'Economie Bleue.</p>



Green Community NGO	<p>Habituellement dans les pays du Sud de la Méditerranée, la gouvernance locale est assurée par les municipalités, qui reçoivent des budgets énormes pour servir leurs communautés locales, sans aucun rôle donné au public ni aucun pouvoir de décision sur les choix de dépenses. Ce droit est exercé de manière non transparente et bureaucratique. Afin de développer la gouvernance et de la rendre efficace et ciblée, le soutien à cet égard doit être adressé à des experts indépendants, qui conçoivent et développent la bonne gouvernance et les politiques (en dialogue et en consultation avec la communauté locale), avec lesquels les autorités locales (ici les municipalités) doivent coopérer afin de les adopter et de les mettre en œuvre. En d'autres termes, le développement de la gouvernance - politique doit se faire à partir de la base, et non pas être imposé, comme c'est le cas dans les pays du Sud de la Méditerranée.</p>
ECOCEAN	<p>Mettre en place un groupe d'experts internationaux indépendants en mesure de juger de l'efficacité des mesures faites en faveur de l'environnement (ex : mesure de restauration écologique doivent être évaluées par leur validation scientifiques, leurs gains réels, les matériaux et processus utilisés...).</p>
Assistance Communautaire et Développement (ASCOM)	<p>Parmi les mesures, nous proposons plus de coordination entre les différentes parties prenantes de la région; plus d'échanges (courrier, rencontres etc.).</p>



NOAH ReGen

Nous préconisons le déploiement de "headquarters régionaux", meeting points de la Blue economy (Blue Clusters), où toute la chaîne de valeur est présente et représentée : les project leaders, policy makers, experts, agences de mesures d'impacts, médias et que ces headquarters soient connectés à une plateforme financière (Blended Finance) dédiée.

Nous portons un projet en ce sens : NOAH ReGen (Network of Ocean Ambassadors Headquarters, ReGen pour Régénération).

NOAH propose une approche holistique de structuration d'une croissance maritime écoresponsable (Sustainable Blue Growth) à l'échelon mondial, à travers 3 initiatives conjointes :

- Le déploiement de Headquarters (NOAH's Arks) dans les grandes capitales côtières. Ces NOAH Arks sont des plateformes flottantes sur lesquelles on vient construire des Blue Hubs (incubateurs de Start-Ups innovantes et Blue Labs qui boostent la R&D et apportent des solutions pour les capitales côtières en matière de: food safety, energetic transition, waste & sanitary management, coastal & biodiversity conservancy...) par utilisation écoresponsable des ressources océaniques. Ces NOAH's Arks (établissements flottants) complètent ces Blue Hubs en rajoutant des hôtels afin de permettre le financement de ces infrastructures, car les hôtels apportent un modèle économique concret, suffisamment performant pour englober le financement des Blue Hubs.

- La création d'une plateforme financière dédiée "blended finance": NOAH's BEIP (Blue Economy Investment Platform). Cette plateforme regroupe les institutions financières privées, publiques et philanthropiques et finance la "révolution bleue": dé-risquer les projets, gérer l'assistance technique pour structurer les pipelines d'investissement entre les "projects sourcing" jusqu'à la "bankability".

Cette NOAH's BEIP va financer des start-ups régionales pour les incuber dans les NOAH's Arks et les mettre dans l'écosystème de collaboration idéal, en connexion avec toute la chaîne de valeur. (Économie circulaire).

- La médiatisation, la digitalisation, la promotion des "best practices" pour viraliser les solutions: NOAH Blue Digital Platform (Big Data)

Pour mener à bien ce projet, NOAH ReGen est en cours de création d'un Blue Consortium, structuré par l'intermédiaire d'une grande banque. Ce Blue consortium invite les acteurs principaux à développer leurs activités (croissance interne et croissance externe), à partir des NOAH's Arks afin d'augmenter la croissance économique, tout en augmentant la régénération de l'écosystème. Ce sont des NOAH EcoReGion.

NOAH ReGen qui est "project leader" de ce Blue Consortium, pourrait ainsi assumer le rôle de coordinateur, représentant le secteur privé au sein de l'UfM et ainsi devenir vecteur de croissance et de régénération pour les grandes capitales côtières.



<p>IMFMM</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'une charte en soutien à l'économie bleue en méditerranéenne ; - Multiplication des actions de sensibilisations des différents acteurs maritimes dans la région ; - Création d'un cluster maritime méditerranéen ; - Incitation les états à mettre en place des stratégies pour Mobilisations des ressources au profit à l'économie bleue en méditerranée.
<p>Institut National de Recherche Halieutique</p>	<p>La planification de l'espace maritime / pêche et aquaculture à petite échelle, utilisant des technologies modernes à faible émission de carbone / Développement de produits écosystémiques / Créer une entité de coordination des projets intégrés autour de l'économie bleue comprenant le tourisme, la pêche, l'aquaculture, l'équipement, l'environnement, etc.</p>
<p>Centre d'Études des Transports pour la Méditerranée Occidentale (CETMO)</p>	<p>L'existence d'informations homogènes, harmonisées, partagées et de qualité est la base de tout développement régional. Il est difficile de définir, de convenir et d'analyser une stratégie régionale commune dans les différents domaines de l'économie bleue sans une solide compréhension de la situation actuelle dans les différents zones méditerranéens. Le degré de connaissance varie selon le domaine d'étude, mais il est fondamentale définir la base de partie et être capable de faire le suivi des politiques grâce à la définition d'indicateurs de suivi objectives. À mode d'exemple et concernant le domaine du transport maritime, une révision des connaissances partagées serait nécessaire. La nature stratégique de l'information est souvent l'argument utilisé par les ports, les gestionnaires des transports et d'autres acteurs pour justifier la confidentialité de leurs données, empêchant ainsi une connaissance détaillée du secteur dans la région et la proposition ultérieure de politiques et de mesures régionales plus précises. D'une part, il faudrait que les informations sur les ports ou les flux qui devraient être collectés dans l'ensemble de la région du point de vue des opérations, des marchandises, de la performance, des réglementations, entre autres, soient convenues avec précision, ainsi que leur définition, processus de collecte et traitement. D'autre part, l'engagement des acteurs impliqués serait nécessaire pour garantir la bonne application des processus et le transfert des données et des indicateurs obtenus.</p>
<p>National Institute of Oceanography and Fisheries</p>	<p>Partage des capacités, transfert de l'état de la science et de la technologie, développement de l'esprit d'entreprise dans les secteurs de l'économie océanique durable, conception de stratégies et de programmes éducatifs communs, science-politique et éducation figurent parmi les apports liés à l'un des thèmes les plus prioritaires de l'agenda méditerranéen : le renforcement des capacités et le transfert de technologie. Programmes universitaires sur mesure et actions de compétences bleues orientées vers l'employabilité</p>



INSTM	Projet de recherche-développement
Centro de Ciências do Mar, Universidade do Algarve	<p>Des outils et des actions sont nécessaires. Les solutions élaborées pour l'Europe centrale ne fonctionneront pas en raison des caractéristiques environnementales et des différences socio-économiques et sociopolitiques. Il existe une ressource commune et il faut donc des objectifs et des normes communs pour garantir que la qualité et la sécurité de l'environnement soient un objectif pour tous. Des politiques communes devraient être appliquées au développement de l'économie bleue autour de la région Med. Une "région Med internationale" devrait être identifiée et recevoir un statut spécial, elle devrait être un site qui favorise et promeut des objectifs communs, elle devrait être un instrument pour stimuler l'échange de connaissances, la formation, la traduction pour l'industrie, les idées et les idéaux et la compréhension culturelle. La mission (scientifique, technologique, de suivi, de régulation pour la région Med) doit être déclarée et doit être signée par tous. Elle devrait être transdisciplinaire et viser à construire une intégration entre les domaines afin de maximiser les bénéfices pour l'économie bleue (aquaculture, bio exploration, biomatériaux, capteurs, dénomination d'origine des produits, technologie, socio-politique, socio-économique, etc).</p>
Office National des Hydrocarbures et des Mines - Maroc	<p>Associer de manière directe les différentes parties prenantes intervenant dans la mise en place des politiques publiques: Ministères, Directions, Départements, associations, public, et en sélectionnant celles propices à y contribuer activement...</p> <ul style="list-style-type: none"> - La valorisation des attitudes coopératives interdépartementales favorisant une compétition constructive et en évitant les doublons, chevauchements, etc..
Lebanese University - Green Community	<p>La gouvernance est très importante à l'UFM/Régional. Je pense que la pandémie du virus Corona a montré l'amélioration de l'environnement. À l'avenir, nous devrions appliquer des politiques et des stratégies qui conduiront à un environnement propre, ce qui signifie moins de trafic, moins de pollution et moins d'abus de terres.</p>



<p>Barcelona Advocats i Assessors</p>	<p>Une politique maritime intégrée moderne devra gérer une gestion conjointe et intégrée, à la fois des activités du secteur maritime et des défis environnementaux, et aspirer à une croissance économique durable avec des avantages évidents pour la société. Dans ce contexte, l'adaptation de cette stratégie, sa mise en oeuvre et son évaluation nécessiteront un mécanisme de gouvernance spécifique garantissant son efficacité. Le champ d'application a 3 objectifs stratégiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Utilisation de mécanismes de gestion et de cogestion innovants pleinement développés et consolidés. - Un excellent conseil de gestion - L'utilisation de la planification de l'espace maritime comme outil pour réaliser une politique maritime intégrée
<p>CIPPM</p>	<p>Promouvoir la collaboration entre les Associations de Ports de Plaisance des pays et régions méditerranéennes pour échanger des expériences pour un nouveau modèle de gestion basé sur la développement durable et environnementale, avec l'application de l'Economie Bleue et des TIC.</p>
<p>Conseil de la Région de l'Oriental</p>	<p>Le développement de la coopération décentralisée entre les régions du Nord et du Sud de la méditerranée.</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'adoption d'une stratégie relative à l'économie bleue par les pouvoirs publics.
<p>ASSOCIATION DE PROTECTION DU LITTORAL A MAAMOURA - APLM</p>	<p>Promouvoir et encourager les métiers verts et insister les entreprises a s'orienter vers la stratégie 0 papiers</p>
<p>Cedar organization Algeria</p>	<p>La promotion de l'économie bleue au regard de la gouvernance et de la gestion rationnelles des ressources vise à soutenir les économies des pays concernés et à garantir les intérêts de leurs générations dans l'avenir la position de la région MED appelant à l'impératif de trouver des mécanismes de financement pour permettre aux pays en voie de développement de prendre en charge cette problématique dans le cadre d'une coopération internationale équitable et de renforcer les relations entre les partenaires de la Méditerranée et d'engagés pour le respect des principes de bonne gouvernance et pour une investigation plus efficace des opportunités de développement de l'économie bleue offertes dans la région de manière durable.</p>



<p>Eurorégion Pyrénées Méditerranée</p>	<p>Il faudrait associer de manière systématique au préalable aux grandes rencontres entre états membres de l'UPM, les collectivités territoriales du pourtour méditerranéen et les associer sur les sujets d'actualité ou de débat, dans tous les cas il faudrait associer les réseaux les plus représentatifs de ces collectivités territoriales comme la MedCoopAlliance.</p>
<p>Ministère de l'Energie, des Mines et de l'Environnement/Départ ement de l'Environnement</p>	<p>Pour développer une bonne gouvernance des espaces marins et littoraux au niveau régional et promouvoir l'économie bleue, il est nécessaire que les pays de la Méditerranée partagent leurs savoir-faire, leurs stratégies, bonnes pratiques et surtout les leçons apprises des expériences non réussies. Au niveau national, la planification au niveau des zones côtières selon la vision de gestion intégrée des zones côtières exigée par la loi doit contenir impérativement une planification de l'espace marin. Il faut convaincre les responsables de cette planification.</p>
<p>ONG ASSISTANCE COMMUNAUTAIRE et développement ASCOM</p>	<p>Faire du plaidoyer auprès des gouvernements pour soutenir les initiatives qui Favoriser l'employabilité des jeunes et des femmes à travers l'économie bleue.</p>
<p>Generalitat Valenciana</p>	<p>Des programmes de financement concrets et spécifiques afin de développer les politiques clé de l'UpM, puis une différenciation claire de l'institution et de ses objectifs.</p>



DIRECTION DES
PORTS ET DU
DOMAINE PUBLIC
MARITIME

Au niveau stratégique :

- Adopter une stratégie globale de l'économie bleue durable et inclusive, adaptée à la vision de chaque pays de la méditerranée;
- Mettre la concertation et la coordination institutionnelles au cœur du processus de prise de décision et promouvoir la convergence des politiques touchant au littoral.
- Mettre en place des mécanismes de financement de l'économie bleue et verte au niveau du littoral.
- Partenariat renforcé entre l'administration, le secteur privé et la société civile.
- Renforcer le processus participatif autour de la gestion intégrée du littoral.

Au niveau des outils :

- Adapter l'offre de formation aux besoins des secteurs impliqués dans la mise en œuvre de la stratégie.
- Observer et surveiller le capital maritime des pays de la méditerranée ;
- Analyser les risques qui se présentent autour des métiers de la mer et du littoral
- Investir dans la recherche scientifique et l'innovation ;
- Favoriser la coopération et l'échange d'expertises entre les pays de la méditerranée et assurer une coordination entre les stratégies de l'économie bleue.
- Proposer des objectifs régionaux et des indicateurs de performance par secteur permettant d'apprécier l'atteinte des objectifs de développement durable liée à la stratégie bleue.
- Intégrer les impératifs de préservation, de protection et de valorisation dans les planifications sectorielles et dans les programmes d'investissement au niveau du littoral
- Mettre en cohérence les instruments d'aménagement de l'espace avec les impératifs de la gestion intégrée du littoral;
- Assurer la cohérence entre les programmes d'investissement au niveau du littoral en fixant des indicateurs idoines de cohérence
- Développer et créer de nouveaux indicateurs économiques afin de donner aux décideurs une image plus précise de la santé d'une économie dans sa globalité, au-delà de l'étroite perspective du seul PIB.

Au niveau des actions :

- Création et développement des nouvelles lignes maritimes favorisant la stratégie globale de l'économie bleue;
- Encourager le développement des infrastructures ;
- Promouvoir les nouveaux métiers maritimes pour soutenir l'économie bleue et verte
- Promouvoir la Recherche et l'Innovation pour le développement durable du littoral.
- Mutualiser les systèmes d'observation, de surveillance et de contrôle.
- Mettre en place un dispositif de coordination lors de la planification et la mise en œuvre des plans et stratégies publiques afin de favoriser l'intérêt collectif ;



	<ul style="list-style-type: none">- Parachever le cadre législatif et réglementaire du littoral ;- Réaliser une étude d'évaluation du coût d'adaptation du littoral et identifier les mécanismes de financements à court, moyen et long terme ;
Legambiente Onlus	<p>Une collaboration plus poussée devrait être mise en œuvre à différents niveaux : tout d'abord, il serait important de rassembler les connaissances en organisant des groupes de travail d'experts, qui pourraient créer une base de référence pour une coopération transnationale. L'élaboration d'une stratégie globale et d'actions concrètes au niveau européen avec un plan d'action à mettre en œuvre ensuite au niveau national/régional pourrait constituer une autre étape importante du scénario futur. Ensuite, des actions, projets, initiatives, etc. concrets devraient être progressivement mis en place au niveau national et régional, en coopération avec les autorités nationales et régionales, les principales parties prenantes et les décideurs politiques, en fonction des besoins nationaux/régionaux. La participation des organisations de la société civile, notamment dans le cadre d'une coopération Nord-Sud au niveau du bassin, sera un élément clé pour une coopération méditerranéenne réelle et concrète, capable de relever les principaux défis tant au niveau du bassin qu'au niveau régional. La promotion de la mise en réseau des OSC pourrait renforcer l'action des États et consolider les résultats obtenus. Le renforcement de la société civile dans les pays du sud de la Méditerranée permettra d'avoir des alliés pour une meilleure gouvernance et un avenir plus léger de la zone méditerranéenne. Le financement direct ou indirect de l'UpM pour des projets spécifiques et sur des sujets spécifiques pourrait faire la différence afin d'obtenir de bons résultats dans l'économie bleue et dans le développement marin et côtier.</p>



<p>Emilia-Romagna Region</p>	<p>Le projet financé par le programme MED est un bon exemple de renforcement de la gouvernance dans la zone méditerranéenne. Dans ce domaine, tous les pays méditerranéens sont impliqués dans le programme ETC, et MED participe en tant que partenaire à la mise en œuvre de ce projet de trois ans.</p> <p>Établir des visions à long terme partagées, ambitieuses et positives pour la Méditerranée afin de faciliter l'alignement des acteurs de différentes zones pour avancer vers des objectifs communs, afin de :</p> <ul style="list-style-type: none">- Développer une gouvernance commune dans les thèmes prioritaires afin de mieux aligner les politiques MED, nationales et régionales sur les défis communs et de promouvoir la collaboration entre les acteurs de la R&I MED vers des objectifs communs.- Sensibiliser à l'urgence de relever les défis MED en fournissant des preuves de l'impact et des coûts des pratiques actuelles.- La prise en compte des GSD nécessite de la part des gouvernements un large éventail de politiques visant à favoriser l'innovation, l'expérimentation, la diffusion et la mise en réseau, ainsi qu'à faciliter les changements économiques structurels. Par conséquent, une meilleure gouvernance des politiques d'innovation est essentielle pour aligner les efforts des divers acteurs et pour aborder les objectifs de développement durable de manière plus efficace. Deux éléments principaux sont compris dans notre compréhension d'une meilleure gouvernance : une orientation plus inclusive des politiques d'innovation vers les SDG et une meilleure cohérence de l'action dans un cadre de gouvernance ouvert et à plusieurs niveaux.- Orienter les appels à la R&I vers les priorités et les défis des MED
----------------------------------	---



<p>Intermediterranean Commission of CPMR</p>	<p>Le renforcement, l'alignement et l'intégration de toutes les stratégies et initiatives pertinentes capables de renforcer la gouvernance et la coopération à plusieurs niveaux sont essentiels (par exemple, WestMed, EUSAIR, entre autres). Viser une stratégie intégrée à long terme, progressive et unique pour la Méditerranée ou au moins un mécanisme de coordination solide (pas nécessairement basé sur un conseil d'administration) qui pourrait voir le jour dans la décennie suivant 2020, avec un accent fort sur l'économie bleue durable.</p> <p>La coordination entre les gouvernements locaux et régionaux (UE et non UE) est cruciale pour assurer la cohérence et l'impact réel des politiques de l'UE et de la Méditerranée sur le terrain, au-delà de leur simple mise en œuvre. Des initiatives telles que l'Alliance de coopération méditerranéenne sont essentielles et doivent être consultées et prises en compte lorsque le moment est venu d'élaborer des stratégies de gouvernance au niveau du bassin.</p> <p>Potentiel de collaboration entre l'UpM et la plateforme de gouvernance d'Interreg MED, à savoir PANORAMED, qui a récemment promu des projets stratégiques dédiés dans les domaines du tourisme durable (SMARTMED & BEST MED), de la surveillance maritime (OSMoSIS et SHAREMED) et bientôt de l'innovation. Une interaction et une collaboration régulières entre l'UpM et les initiatives PANORAMED contribueraient certainement à accroître l'impact des actions de gouvernance entreprises et la capitalisation des expériences pertinentes.</p> <p>La promotion d'un nouveau paradigme pour l'économie bleue basé sur la durabilité est de la plus haute importance pour vivre en sécurité et assurer l'avenir des populations, en développant une vision et une stratégie à long terme et en apportant des solutions concrètes pour surmonter les impacts environnementaux. Les pays méditerranéens et les autorités régionales et locales devraient travailler ensemble à l'alignement de seuils plus stricts concernant les impacts sur l'environnement.</p> <p>L'exploitation des synergies entre les secteurs de l'économie bleue et la promotion de la création de clusters permanents en tant qu'atouts stratégiques pour une croissance bleue durable sont également des éléments clés pour développer davantage la gouvernance et pourraient bien répondre au point ci-dessus.</p> <p>Il convient également de renforcer et d'améliorer la coopération entre tous les pays méditerranéens (UE et non UE) en assurant le partage des données, l'échange de connaissances, le transfert de technologies, la coopération industrielle, la mobilité des experts et des professionnels, avec une responsabilité partagée en matière de durabilité environnementale.</p> <p>Garantir l'utilisation rationnelle des fonds et des instruments financiers durables pour soutenir toutes les étapes du développement d'une économie bleue durable - de la recherche et du développement au marché - en prévenant la perte des connaissances accumulées et en donnant la priorité aux solutions durables sur le plan environnemental devrait être une priorité.</p>
<p>National Aquaculture Development Agency</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Favoriser la coopération entre les rives Nord et Sud pour le partage du savoir-faire et de l'expertise ; - Initier des programmes régionaux de R&D ; - Créer un réseau régional d'aquaculture pour le partage du savoir-faire et le transfert de connaissances.



UNEP/MAP Barcelona
Convention

- La région méditerranéenne est bien développée en termes de gouvernance, de politiques et d'outils en rapport avec l'économie bleue. Il est possible de renforcer plusieurs dimensions de ce dispositif et d'améliorer la cohérence des actions entreprises par l'ensemble des acteurs à tous les niveaux. À cet égard, les gouvernements et les décideurs politiques doivent réaffirmer l'importance de la dimension régionale, conformément à l'Agenda 2030, en tant que pont entre les processus mondiaux et les politiques nationales, et renforcer les organisations régionales compétentes ayant pour mandat de promouvoir l'économie bleue dans la région ;
- La priorité devrait être accordée à la poursuite du développement et de la mise en œuvre d'approches et d'outils pertinents tels que la gestion intégrée des zones côtières (GIZC), la planification de l'espace marin (PEM), la surveillance et l'évaluation de l'environnement marin et côtier, et l'évaluation des tendances et des impacts des secteurs de l'économie bleue. Le système PNUE/PAM - Convention de Barcelone et son cadre institutionnel, réglementaire et de mise en œuvre unique pour la protection du milieu marin et côtier, et le développement durable de la région méditerranéenne, apportent une forte contribution à la mise en œuvre de ce qui précède - son rôle et sa capacité devraient être encore renforcés pour intensifier l'application des engagements mondiaux et régionaux, et pour progresser grâce à des instruments juridiques, des stratégies et des politiques communs, ainsi qu'à des programmes, des projets et des initiatives scientifiques et techniques ;
- Une coopération accrue entre les organisations concernées de la région permettra d'améliorer l'efficacité. Le protocole d'accord signé en 2013 entre le PNUE/PAM et le secrétariat de l'UpM constitue un bon cadre de collaboration ; la mise à jour de la liste des activités figurant à l'annexe du protocole d'accord pour traiter spécifiquement de l'économie bleue et du changement climatique renforcera les complémentarités des deux organisations ;
- Reconnaître et renforcer les efforts visant à soutenir la mise en œuvre des politiques prospectives et des cadres stratégiques existants afin de renforcer la collaboration entre les différentes organisations et d'obtenir les meilleurs résultats aux niveaux régional et national. Par exemple, la Stratégie méditerranéenne pour le développement durable (SMDD) 2016-2025, adoptée lors de la COP 19 de la Convention de Barcelone et de ses protocoles (Athènes, Grèce, février 2016), en tant que document d'orientation stratégique pour toutes les parties prenantes et les partenaires afin de traduire l'Agenda 2030 pour le développement durable aux niveaux régional, sous-régional et national, consacre son objectif 5 à la "transition vers une économie verte et bleue", qui est complétée par le Plan d'action régional du PNUE/PAM sur la CPD en Méditerranée. La mise en œuvre des actions stratégiques du plan d'action sur la CPD devrait être davantage soutenue dans le contexte de l'économie bleue, en particulier pour l'alimentation, la pêche et l'agriculture (AFA) et le tourisme.



	<ul style="list-style-type: none"> - La situation d'urgence actuelle due à la pandémie de coronavirus devrait avoir des conséquences dévastatrices sur les économies fragiles de la région méditerranéenne, car elle touche en particulier des secteurs économiques et productifs qui sont cruciaux pour la région et essentiels pour l'économie bleue (par exemple le tourisme) - cela nécessitera des interventions innovantes, rapides et coordonnées s'appuyant sur les forces et les mandats des différents acteurs ; - Promouvoir la gouvernance participative en s'appuyant sur une coopération et des engagements de longue date avec divers partenaires et parties prenantes, y compris les jeunes, et établir des partenariats efficaces multipartites, public-privé, intersectoriels et interdisciplinaires, notamment en accélérant le partage des bonnes pratiques. À cet égard, la Commission méditerranéenne du développement durable (CMDD), qui est l'organe consultatif multipartite des parties contractantes de la Convention de Barcelone pour assurer l'interaction entre les politiques de protection de l'environnement et de développement durable dans la région méditerranéenne, est un forum pertinent pour le partage d'expériences. Réunissant sur un pied d'égalité non seulement les représentants des gouvernements mais aussi les parties prenantes de diverses catégories, la CMDD soutient les efforts d'intégration des questions environnementales dans les programmes socio-économiques et, ce faisant, promeut les politiques de développement durable dans la région méditerranéenne. - Définir des stratégies, des politiques et des programmes prospectifs et innovants pour renforcer l'Economie Bleue dans le contexte du développement durable, en tenant compte des engagements des pays méditerranéens dans le cadre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles qui établissent des obligations importantes et des normes avancées pour la protection de l'environnement marin et côtier de la Méditerranée. Sur la base de la déclaration ministérielle de Naples, adoptée lors de la COP 21 en décembre 2019, l'économie bleue est considérée comme une priorité et cela se reflétera dans la stratégie à moyen terme du PNUE/PAM 2022-2027 en cours de préparation ; - Développer des solutions de financement innovantes pour la promotion d'économies maritimes et océaniques durables, notamment par le biais de partenariats public-privé et d'instruments de marché, et assurer une utilisation rationnelle des fonds et des instruments financiers pour soutenir toutes les étapes du déploiement de l'économie bleue, de la recherche et développement au marché, en prévenant la perte des connaissances accumulées et en donnant la priorité aux solutions durables ; Déclaration, PNUE/PAM - Convention de Barcelone, décembre 2019).
<p>Underwater Gardens International</p>	<p>Il est nécessaire de mieux faire participer les secteurs public et privé. En outre, toutes les procédures administratives nécessaires à l'obtention des permis marins devraient être beaucoup plus rapides.</p>



European Environment
Agency

L'économie bleue est la Méditerranée fait face à une réalité différente : Les objectifs de l'UpM, le système d'activités réglementaires de la Convention de Barcelone - PNUE/PAM et l'UE basée à la fois sur l'intelligence socio-technique (Emodnet) et la planification (MSP). Tout en reconnaissant ce contexte et cette dimension de gouvernance interconnectée, la spécificité et la logique d'intervention de l'UpM/la région devront être clarifiées et le schéma de mise en œuvre à mettre en place pour articuler les besoins/projets nationaux et régionaux que l'UpM pourrait promouvoir et soutenir devra être précisément détaillé.

En gardant à l'esprit cet environnement opérationnel de l'UpM, le rôle clé des GDS pour permettre une vision et une stratégie à long terme offrant des solutions durables concrètes, le paquet juridique international global sur les affaires marines et maritimes, les efforts de planification maritime (MSP), un ensemble d'actions clés peut être formulé pour soutenir les aspects de gouvernance de la région/UpM.

L'ensemble d'actions proposé repose sur les connaissances acquises sur les conditions des mers européennes, notamment autour des 3 aspects suivants : 1) combler le déficit de mise en œuvre, 2) combler le déficit de connaissances et 3) orienter les efforts de mise en œuvre des politiques vers une approche systémique opérationnelle.

- Comblent le fossé entre le cadre institutionnel et le processus de mise en œuvre. Pour combler ce fossé, les institutions publiques responsables des différentes politiques (protection de l'environnement, pêche, transport maritime, agriculture, gestion des déchets, etc.) pourraient agir de manière véritablement coordonnée et utiliser la même plate-forme d'information (par exemple, pour que le suivi puisse indiquer correctement si l'utilisation de la mer est durable). Cette coordination est soutenue par la mise en place d'un processus intégratif et participatif plus solide pour la réalisation des objectifs politiques. Cela signifie qu'il faut mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs en se fondant strictement sur des preuves scientifiques ; des objectifs et des cibles fixés dans un délai réaliste. Et toutes ces mesures font l'objet d'une évaluation systématique et périodique des progrès accomplis. Cela ne nécessite pas de nouvelles politiques/législations, mais une responsabilisation des institutions publiques afin qu'elles répondent de manière adéquate aux engagements pris politiquement. Une plus grande responsabilisation nécessiterait un financement adéquat pour atteindre les objectifs individuels dans les délais convenus.
- Besoin de données et d'informations pour le présent et l'avenir. Cela nécessite à la fois une meilleure utilisation des données existantes et de nouvelles données (y compris l'utilisation de nouvelles méthodes de collecte, d'analyse et de présentation des informations tout en veillant à combler les lacunes des efforts existants), ainsi qu'une meilleure connaissance générale. C'est-à-dire se renforcer dans l'évaluation des mesures mises en place, c'est-à-dire vérifier si les progrès restent conformes aux attentes et être capable de réagir si ce n'est pas le cas. Une condition pour cela est de prendre des décisions fondées sur des preuves pour fixer des objectifs environnementaux et des valeurs seuils pour déterminer le "bon" état des écosystèmes.



	<ul style="list-style-type: none">- S'orienter vers une approche systémique. Exiger la prise en compte des différentes échelles temporelles et spatiales impliquées pour réaliser la vision actuelle et future, c'est-à-dire que le rétablissement prend du temps. L'intégration totale au sein des politiques et entre celles-ci est un élément clé que l'UpM peut soutenir et faciliter, afin de réaliser cette intégration ; coopérer à différentes échelles géographiques (locale, nationale, régionale) et entre les disciplines scientifiques, les entreprises, les pays et avec les citoyens est plus pertinent que jamais.
Generalitat de Catalunya	<p>L'un des plus grands défis de la gouvernance liée à l'économie bleue est la diversité des secteurs économiques, des domaines de recherche, des administrations et des entités sociales concernées. La coordination au sein de chacun de ces groupes au niveau régional/UGP et entre eux est fortement nécessaire et loin d'être réalisée. Des réseaux efficaces sont essentiels pour identifier la coopération et les synergies afin de développer des projets transversaux exploitant tout le potentiel de la région dans des domaines spécifiques. Une fois ces réseaux mis en place, il serait possible d'éviter les doubles emplois, de concentrer les matières premières si nécessaire (économie circulaire) et d'optimiser les investissements. L'élaboration de stratégies maritimes aux niveaux national et infranational pourrait soutenir fortement les mécanismes de gouvernance dont on a grandement besoin.</p>



<p>MCA - Mediterranean Cooperation Alliance</p>	<p>L'importance de promouvoir la gouvernance et la coopération à plusieurs niveaux pour développer davantage la gouvernance de l'économie bleue en Méditerranée. Ces dynamiques devraient faciliter l'intégration du bassin par une stratégie progressive et à long terme visant progressivement une approche macro-régionale. Ce cadre favoriserait les synergies entre l'ouest et l'est de la Méditerranée. Dans ce processus, l'implication des collectivités locales et régionales UE-MENA-MASHREQ est devenue nécessaire dès les premières étapes</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'Alliance de coopération méditerranéenne (ACM) peut faciliter la création d'un espace de gouvernance favorisant la collaboration entre les régions de la Méditerranée en facilitant l'échange d'expériences entre les réseaux travaillant déjà aux niveaux régional et local, et les institutions concernées telles que l'UpM et d'autres plateformes de gouvernance, comme Interreg MED. Ces espaces favoriseront la capacité à accroître l'impact des actions de multi-gouvernance entreprises et la capitalisation des expériences pertinentes. - En ce sens, le MCA demande un soutien à toutes les activités touchées par la crise du Covid-19, avec un accent particulier sur le soutien au tourisme durable, à l'économie verte et bleue, à la mobilité durable et à la protection de la biodiversité qui sont des éléments clés du développement durable du bassin. Le MCA rappelle également la nécessité de mettre rapidement à disposition des fonds pour les actions et les projets "prêts à démarrer" et de ne pas réduire les fonds de cohésion. - Le MCA, qui rassemble la plupart des réseaux d'autorités locales et régionales de la Méditerranée, sera prêt à être pris en considération et consulté lorsque le moment sera venu d'élaborer des stratégies de gouvernance au niveau du bassin, en collaboration avec l'UpM, comme le recommande déjà le rapport ARLEM sur l'intégration méditerranéenne (2020).
<p>CCDRAlentejo</p>	<p>Une coordination intergouvernementale de la politique étrangère européenne pour assurer l'efficacité des mesures et des politiques adoptées, et une institutionnalisation effective de l'UpM pour permettre la coordination des projets, faute de quoi leurs résultats seront dispersés et maigres.</p> <p>La coopération euro-méditerranéenne dépend donc de deux niveaux étroitement liés : d'une part, la coordination des politiques étrangères européennes (la volonté des Etats de la rive nord) en ce qui concerne la coopération au sein de l'UpM qui, pour être cohérente et produire des résultats plus substantiels, nécessite une véritable institutionnalisation de cette macro-région (la volonté des Etats de la rive sud) afin d'assurer la gouvernance des politiques et des projets à développer. Un engagement volontaire des Etats membres est indispensable pour relever les défis du bassin méditerranéen.</p>
<p>Agence Egyptienne pour l'Environnement</p>	<p>Avec la disponibilité d'un soutien adéquat des pays développés aux pays en développement pour améliorer l'alimentation durable provenant de la mer, du tourisme, des ports et assurer l'adaptation aux impacts du changement climatique et la minimisation des menaces de déchets marins, les mesures suivantes pourraient être menées aux niveaux régional et national</p>



<p>Planning Administration, Ministry of Finance - Israel</p>	<p>La planification de l'espace marin (PEM) est un outil essentiel pour promouvoir la croissance bleue. La planification et la gestion de l'espace marin conformément à l'approche de la "Croissance Bleue" garantiront un développement économique durable à long terme. La planification de l'espace marin consiste à équilibrer et à gérer l'éventail des ressources et des utilisations humaines par des lignes directrices et une planification spatiale tout en prévenant les effets négatifs sur le milieu marin.</p> <p>La mise en œuvre du PEM augmentera la certitude des investissements et créera les conditions nécessaires à l'innovation technologique, en définissant des lignes directrices pour les activités humaines, en mettant en œuvre la politique de préservation de la nature, en améliorant la coordination, en réduisant les conflits spatiaux et en définissant une structure de gestion claire et professionnelle.</p>
--	--

<p>Thème 1. Alimentation durable de la mer : pêche et aquaculture durables</p>	
<p><i>Quelles sont les actions nécessaires pour garantir que la pêche et l'aquaculture en Méditerranée deviennent durables dans un avenir proche, en tenant compte de l'environnement, de la circularité, de la sécurité alimentaire ainsi que des questions d'emploi ?</i></p>	
<p>EMUNI</p>	<p>Renforcer le rôle de la pêche à petite échelle et de la production aquacole à petite échelle en mettant l'accent sur la durabilité environnementale et les questions sociales, plutôt que sur la rentabilité et la production massive (rappel du PPOA de la CGPM). Promouvoir le modèle de l'aquaculture de précaution. Améliorer la capture des espèces envahissantes. Il faut des engagements ambitieux pour que la région inverse la tendance au cours de l'année prochaine.</p>
<p>IOC-UNESCO + INSTM TUNISIA</p>	<p>Accord régional approuvé par les États membres (autorité compétente en matière de pêche, d'aquaculture et de finances) conformément aux SDG de l'Agenda 2030 et au travail effectué par les organismes internationaux et régionaux dans la région.</p>



<p>CNR-INM (Italian National Research Council - Marine Engineering Institute)</p>	<p>Des fermes piscicoles offshore organisées comme des infrastructures partagées à gérer de manière croisée entre pays voisins.</p>
<p>FAO</p>	<p>L'harmonisation des politiques du type de celles basées sur la nature dans la région. Les systèmes alimentaires doivent être analysés sous toutes les latitudes.</p>
<p>MED JS</p>	<p>Des pilotes de conception « Cradle to Cradle » basés sur le modèle d'économie circulaire permettant d'éliminer le gaspillage.</p>
<p>INSTM - Tunisia</p>	<p>L'utilisation durable de produits sûrs pour surmonter le problème des pathologies et de la surutilisation des antibiotiques en aquaculture.</p>
<p>University of Bolognae</p>	<p>Nous avons besoin de plus de recherche et de projets pilotes pour développer l'aquaculture urbaine, à l'instar de ce qui se fait pour la production urbaine sur terre (toits verts, agriculture verticale). L'exploitation des zones urbaines et périurbaines pour l'aquaculture peut bénéficier à la fois de la conception avancée des systèmes de cages et de la biotechnologie qui améliore la production alimentaire, la santé ou atténue les facteurs de stress environnementaux (par exemple, aquapodes, aquaculture verticale, élevage intelligent). Par exemple, la ville de Baltimore utilise des systèmes d'aquaculture à recirculation (RAS) pour empêcher le rejet de déchets et améliorer la pratique environnementale de l'aquaculture en enclos à filet. Les systèmes de biofiltration microbienne développés pour améliorer l'élimination de l'azote et maximiser la réutilisation de l'eau salée dans les SRA sont essentiels à ces systèmes.</p>



CNR	Promouvoir une meilleure compréhension de l'impact de la pollution sur l'économie, outre la santé humaine et celle de la planète.
National Institute of Marine Sciences and Technologies	Le principe du MSP doit être bien renforcé pendant le développement.
Ministry of Economy - Palestine	<ul style="list-style-type: none"> - Etablir une loi pour limiter les violations des richesses marines et suivre ces lois, en particulier dans les pays en développement. - Déterminer les quantités capturées dans la richesse marine et les comparer chaque année en termes de continuité et de productivité. - Octroi de subventions financières pour la mariculture et l'aquaculture. - Partage de ces projets avec les secteurs privé et gouvernemental en termes de soutien. - Elargir la participation avec les pays voisins. - Travailler à la maîtrise technologique entre les pays de l'Union.
University of Bologna	Convertir la pêche à la mariculture en mer.
AMFORHT	<p>Impliquer la population locale dans l'aquaculture durable. Faciliter les petits prêts et aider les différents acteurs à identifier les marchés potentiels. Encourager la R&D dans ce secteur pour innover dans les nouvelles technologies, les méthodes de production et les équipements intelligents.</p> <p>Planifier la protection des côtes et des océans contre tout impact négatif de l'aquaculture et de la pêche.</p>
Presa Puente Estrecho de Gibraltar, SA	Nous devons avant tout préserver des plastiques et du déversement de substances toxiques qui affectent la flore et la faune marines.



<p>Universidade de Évora, MARE</p>	<p>Plus de surveillance des environnements marins, plus d'informations publiques sur les impacts environnementaux.</p>
<p>DynMed Alentejo - Associação para Estudos e Projectos de Desenvolvimento Regional Projectos de Dese</p>	<p>Accompagner l'évolution de la situation de très proche et maintenir un contact régulier avec les autorités nationales et/ou régionales pour adopter des mesures restrictives s'ils s'avèrent nécessaires.</p>
<p>Association Tunisienne de l'Ingénierie Côtière, Portuaire et Maritime (ATIM)</p>	<p>Une évaluation quantitative et qualitative (diagnostic approfondit) de ce qui existe doit avoir lieu avant toute décision stratégique. Aussi, une enquête internationale sur le sujet est nécessaire pour prendre en compte d'autres expériences en avance.</p>
<p>UNIVERSIDAD DE MURCIA</p>	<p>Comme je l'ai déjà dit, l'application des TIC peut rendre plus efficaces la pêche, l'aquaculture et d'autres priorités de la bioéconomie bleue, telles que l'aménagement du territoire marin, afin de réaliser des processus d'économie plus circulaire et d'économiser l'énergie et les ressources naturelles. En outre, cette optimisation augmenterait les avantages pour les utilisateurs finaux et améliorerait la gestion et la gouvernance de l'environnement et des ressources naturelles.</p>
<p>RAED – Arab Network for Environment and Development</p>	<p>Protocole ECZM pour assurer la durabilité. Des procédures de contrôle strictes pour garantir l'application. L'engagement des parties prenantes et le renforcement des capacités sont nécessaires. Fournir des incitations aux PME et des investissements pour encourager le secteur à se développer.</p>



<p>The-Marketer.net / HOMERe Permanent Secretariat South Shore Mediterranean</p>	<p>La durabilité nécessite de se concentrer sur deux piliers : économique et environnemental. Économique : en développant la capacité de gestion des industries de la pêche et de l'aquaculture afin de la gérer de la manière la plus efficace possible et des approches optimisées pour obtenir un retour sur investissement financier avec une croissance continue. Environnementale : il faudra éduquer les responsables des industries de la pêche et de l'aquaculture sur le rôle vital qu'ils doivent jouer pour protéger leur environnement commercial représenté par la vie marine. Elles pourraient être engagées par le biais du concept de RSE. Parallèlement, dans les établissements d'enseignement, des unités d'ambassadeurs juniors seront créées pour aider à diffuser le concept et la culture de la protection de l'environnement. Tout ce qui précède peut être forgé / planifié par le biais du concept d'entrepreneuriat, puisque nous avons aujourd'hui des "entrepreneurs privés" et des "entrepreneurs sociaux" ; ce dernier terme désigne un groupe qui travaille pour une cause / un problème social ayant un impact important sur la communauté. Ainsi, l'ensemble peut être conçu par le biais d'un "concept d'entreprise" adapté à "l'industrie de la pêche et de l'aquaculture".</p>
<p>Direcció General de Pesca i Medi Marí. Govern de les Illes Balears (Spain)</p>	<p>La durabilité ne peut pas être basée exclusivement sur le maintien des stocks de poissons. La durabilité et la subsistance de la pêche artisanale doivent également être assurées et la politique de l'UE est allée 30 ans dans la direction opposée. Il faut investir beaucoup plus dans la promotion de la consommation de leurs captures, les seules de proximité et du Km 0, et cesser de promouvoir la consommation d'espèces provenant de lieux éloignés et extra-méditerranéens.</p> <p>En ce qui concerne la gestion des stocks de poissons, elle devrait être basée sur des modèles écosystémiques et polypécifiques et ne pas extrapoler les données de 4 ou 5 espèces principales qui ne sont pas représentatives des plus de 150 espèces qui sont capturées et commercialisées en Méditerranée. La pêche récréative doit nécessairement être incluse dans ces modèles.</p> <p>Enfin, les instruments de gestion spécifiques à l'Atlantique, tels que les quotas individuels transférables, l'obligation de débarquer les rejets ou l'interdiction de catégories commerciales polypécifiques, doivent être éliminés car ils sont contraires à la subsistance de la pêche artisanale en Méditerranée.</p>
<p>Mediterranean Information Office for Environment, Culture and Sustainable Development (MIO- ECSDE)</p>	<p>Nous considérons que les actions suivantes sont prioritaires pour la durabilité du secteur de la pêche et de l'aquaculture:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Garantir les droits des petits pêcheurs, en veillant à ce que le système de quotas permette des allocations équitables aux flottes de courte distance. - Assurer la coopération entre les pays méditerranéens pour fixer des quotas et des mesures de gestion de la pêche qui soient équitables pour tous les pays et respectent les frontières environnementales.



	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en œuvre l'approche écosystémique de la gestion de la pêche. - Une planification appropriée de l'espace marin qui tienne compte des habitats sensibles (tels que les récifs coralliens en eau profonde, les assemblages de coralligènes, les herbiers de posidonies et autres habitats de nurseries pour les espèces commerciales) et qui permette de protéger suffisamment d'habitats pour tenir compte des effets de débordement. - Intensifier les efforts pour l'extension du réseau Natura2000 dans l'environnement marin et la désignation de nouvelles ZMP (zones marines protégées). - Renforcer la surveillance et l'application de la loi dans les eaux méditerranéennes en ce qui concerne les activités de pêche, et intensifier les efforts de lutte contre la pêche INN (illégale, non déclarée et non réglementée). - Élaborer des normes harmonisées relatives à la conception circulaire des engins de pêche afin d'encourager la préparation en vue de leur réutilisation et de faciliter leur recyclage en fin de vie. - Investir dans la R&D pour la mise au point de nouveaux types d'aliments pour poissons destinés à l'aquaculture qui n'utilisent pas d'autres produits du poisson comme source (c'est-à-dire des aliments pour poissons à base d'insectes et de plantes), d'engins de pêche plus sélectifs et de méthodes de pêche non destructrices, ainsi que pour la valorisation des prises accessoires. - Renforcer les mesures d'incitation à la réduction de la flotte afin de disposer d'une flotte de pêche active plus petite mais fonctionnant toute l'année, ainsi que les mesures d'incitation au développement de l'aquaculture
<p>ECONCRETE</p>	<p>Promotion des activités que cette industrie réalise et des avantages qu'elle apporte à la société, en donnant des chiffres, des données à la population. Promotion entre les jeunes dans les universités et les écoles pour s'assurer que les générations actuelles et futures comprennent l'importance de l'industrie et soient conscientes des opportunités d'emploi qu'elle offre. Mise en œuvre d'un programme scientifique qui peut fournir des données générales et spécifiques sur la pertinence de la pêche et de l'aquaculture.</p>
<p>BETA Tech Center, UVic/UCC - Interreg MED Green Growth</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir la diffusion, le transfert et l'adoption de solutions et d'outils innovants pour mesurer et améliorer l'efficacité des ressources - Promouvoir les investissements pour aider les PME à répondre aux demandes croissantes des clients en matière de produits et de services durables en investissant dans l'éco-innovation et l'efficacité des ressources tout au long de la chaîne de valeur - Répondre aux perceptions des utilisateurs et sensibiliser les citoyens pour promouvoir des modes de consommation durables



	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place une politique et une législation visant à promouvoir l'efficacité des ressources et des modes de consommation et de production durables - Mettre en œuvre la méthode de l'empreinte environnementale des produits dans l'ensemble des systèmes agroalimentaires dans le but d'écologiser la chaîne d'approvisionnement, notamment en améliorant l'efficacité des ressources et en réduisant les incidences sur l'environnement - Limiter la production de déchets organiques et inorganiques dans le secteur agroalimentaire en appliquant des technologies innovantes - Pour optimiser l'utilisation de matériaux d'emballage d'origine biologique - Approuver les approches horizontales et à quadruple hélice et la coopération entre les parties prenantes dans les initiatives à venir, en tant que clé pour parvenir à des systèmes agroalimentaires circulaires
<p>wpd offshore France</p>	<p>Nous recommandons de considérer les actions proposées dans le cadre du Document Stratégique de Façade adopté le 04 octobre 2019 (cf. objectifs socio-économiques, indicateurs et cibles, notamment M. et N) > http://www.dirm.mediterranee.developpement-durable.gouv.fr/la-strategie-de-facade-maritime-est-adoptee-a2892.html</p>
<p>METU Institute of Marine Sciences</p>	<p>Éduquer et former les décideurs politiques dans les pays d'abord. Favoriser une culture de co-conception avec les parties prenantes et les scientifiques.</p>
<p>MedCities</p>	<p>Faciliter/soutenir le transfert des mécanismes des GALP - Groupes d'action locale pour la pêche (GALP) en tant que partenariats entre les acteurs de la pêche et d'autres acteurs locaux privés et publics - en dehors de l'UE pour atteindre toute la Méditerranée. Ces mécanismes seront liés aux mécanismes de développement économique local, tout en favorisant la circularité.</p> <p>Soutenir les PME tout au long du changement de valeur en s'engageant dans des approches d'économie circulaire avec des initiatives comme le projet Interreg MED BLUEFASMA appliqué à l'échelle du bassin.</p> <p>Les États et les administrations publiques doivent mettre tous les efforts en œuvre pour assurer le respect des règles relatives aux saisies, aux espèces et aux zones et périodes d'exclusion de la pêche.</p> <p>Des politiques fiscales doivent être mises en place afin de favoriser/améliorer la transition vers de nouvelles formes de pêche au sein des entreprises.</p>



	<p>Augmenter le nombre de zones marines protégées et assurer leur mise en œuvre et leur gestion. Renforcer les accords entre les administrations publiques et les entreprises de pêche durable. Stimuler l'aquaculture en imposant des politiques aux producteurs et aux consommateurs. Faire en sorte que le grand public prenne conscience des entreprises durables qui existent sur les marchés.</p>
Fundacion Valenciaport	Instruments de formation et de financement.
University of Siena	Veiller à ce que toutes les activités ne diminuent pas les stocks de capital naturel et n'ajoutent pas de polluants.
National Research Council of Italy	<p>Actions axées sur les consommateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Échange de bonnes pratiques et diffusion parmi les pays méditerranéens du concept de consommation alimentaire durable et des bonnes pratiques alimentaires pour la société (par exemple, réduction de la consommation et du gaspillage alimentaire lié au tourisme, co-conception de nouvelles stratégies de conservation et de congélation des produits), ce qui permet d'améliorer les comportements de la société et les pratiques des consommateurs ; - Promouvoir les produits de la pêche et de l'aquaculture portant un label écologique ; <p>Gouvernance et renforcement des capacités :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Développer des méthodes et des outils innovants pour le suivi et la gouvernance de l'aquaculture et de la pêche en Méditerranée, en accord avec les politiques existantes. - Développer une activité de renforcement des capacités axée sur la pêche artisanale ; <p>Évaluation et gestion innovantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Améliorer les scénarios de planification et de gestion adaptatives en définissant des approches et des outils permettant d'identifier les compromis entre les dynamiques écologiques et les besoins socio-économiques, en tenant compte des biens et services des écosystèmes marins et de leur valeur environnementale, économique et sociale ; - La voie méditerranéenne pour l'aquaculture : (i) étudier et évaluer les meilleurs processus pour adapter et diversifier les activités (espèces et systèmes) et les capacités aquacoles dans un environnement en mutation, y compris pour



	<p>les petites et moyennes exploitations ; (ii) développer de nouveaux outils de gestion et une approche écosystémique, en s'attaquant aux agents pathogènes, (iii) développer des modèles conceptuels pour l'aquaculture multitrophique intégrée (AMTI) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Évaluer les stocks de poissons dans un cadre holistique en tenant compte du changement climatique (et de la diffusion des espèces exotiques) ; - Repenser l'approche de la gestion des sous-produits et des prises accessoires de la pêche et de l'aquaculture dans la chaîne de production.
<p>WWF</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir des techniques de pêche durables, en particulier des engins et des pratiques plus sélectifs et à faible impact. Accroître les investissements dans ces engins et pratiques afin de réduire les coûts de tri des prises accessoires et de tri à bord et de créer des emplois spécialisés dans le secteur manufacturier - Soutenir la pêche à petite échelle en mettant en œuvre des initiatives de cogestion pour parvenir à une pêche durable et au respect des règles et soutenir les communautés de pêcheurs en leur fournissant des moyens de subsistance alternatifs qui peuvent diversifier les sources de revenus des pêcheurs (tourisme en pesca, etc.) - Adopter des fermetures spatiales et temporelles, en particulier pour les zones d'alevinage, afin de permettre aux stocks de poissons de se reconstituer - Les États méditerranéens doivent renforcer les mécanismes de conformité au sein des organisations régionales (organisations régionales de gestion des pêches et conventions sur les mers régionales) par des engagements contraignants et des procédures d'infraction afin d'accroître la responsabilité des parties contractantes - Les gouvernements devraient augmenter les investissements dans la recherche publique sur l'aquaculture durable afin d'aider les entreprises à améliorer progressivement la durabilité et l'efficacité de la production
<p>Malta Maritime Forum</p>	<p>Réduire la pollution. Réduire le plastique est sans aucun doute le premier objectif à atteindre.</p>



<p>MedPAN, the Mediterranean Marine Protected Areas Network</p>	<p>Pour que la pêche en Méditerranée devienne durable, il faut notamment faire des efforts dans les zones marines protégées et en particulier dans les zones d'interdiction de pêche. En effet, les AMP, lorsqu'elles sont gérées efficacement et qu'elles comportent une partie suffisante de zones entièrement protégées (zones d'interdiction de pêche), sont des outils qui peuvent jouer un rôle très important dans la protection des habitats clés pour les poissons et dans le soutien de l'"effet de réserve".</p> <p>La cogestion de la pêche est également essentielle en réunissant les décideurs, les autorités et les pêcheurs pour prendre des décisions concernant la gestion de la pêche.</p> <p>En ce qui concerne l'aquaculture, veuillez consulter les recommandations du projet Interreg Pharos4MPAs (coordonné par le WWF) : https://pharos4mpas.interreg-med.eu/fileadmin/user_upload/Sites/Biodiversity_Protection/Projects/PHAROS4MPAs/AQUACULTURE_31july_single_page.pdf</p>
<p>Med Blue Growth community</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le secteur de la pêche et de l'aquaculture doit mettre en œuvre les principes de l'économie circulaire afin de conduire et de renouveler ce secteur de la croissance bleue vers une croissance plus durable. - Les possibilités de financement sont essentielles pour des investissements durables en matière d'innovation dans le secteur, qui regroupe de nombreuses PME ; - Des stratégies communes liées à la pêche et à l'aquaculture en Méditerranée doivent être mises en place, incluant les pays de toutes les rives du bassin. À cette fin, les groupements existants dans la région méditerranéenne doivent être responsabilisés et impliqués. - L'aménagement de l'espace maritime et la gestion intégrée des zones côtières doivent inclure des zones pour la pêche côtière, pour l'aquaculture en mer et pour d'autres activités liées au secteur de la pêche (par exemple, la pêche récréative). - L'utilisation efficace des déchets et des sous-produits dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture est une question non seulement environnementale mais aussi économique. - L'enseignement professionnel est également essentiel dans ce secteur, ainsi que l'apprentissage tout au long de la vie (par exemple sous la forme de laboratoires vivants). Il est mis en œuvre dans les zones côtières et insulaires où une grande partie de la population est impliquée dans cette activité.



	<ul style="list-style-type: none"> - Les populations devraient être mieux informées sur la provenance des produits qu'elles consomment, et être sensibilisées aux avantages d'une consommation saine pour le maintien des stocks.
eco-union	La pêche et l'aquaculture en Méditerranée devraient être contrôlées et réglementées afin d'éviter les impacts négatifs sur l'environnement, de respecter la capacité de charge écologique et d'assurer des revenus équitables aux pêcheurs et aux PME.
Green Community NGO	À cet égard, toute action entreprise devrait être axée sur les pêcheurs. Les pêcheurs sont l'épine dorsale de la pêche durable. La sensibilisation des pêcheurs aux avantages de la pêche durable, non seulement pour l'écosystème marin, mais aussi pour leurs propres prises (en quantité et en qualité), et à la manière dont il devient durable de maintenir leurs propres moyens de subsistance, garantit l'adoption et le succès des pratiques de pêche durable. En outre, étant donné que la plupart des pêcheurs comptent parmi les membres les plus vulnérables et les plus pauvres de la société, il convient de rechercher ou d'enseigner aux pêcheurs des activités génératrices de revenus alternatives et/ou complémentaires, comme moyen de soutien pendant la basse saison de pêche (par exemple, en les impliquant dans des activités de nettoyage du fond marin en les formant à la plongée pour l'exercer ; ou encore, en renforçant les capacités de conservation du poisson pendant la basse saison de pêche, pour pouvoir le vendre pendant la haute saison de pêche.... et d'autres activités génératrices de revenus). Enfin, la création et le soutien des pêcheurs existants Les coopératives pourraient aider à adopter des initiatives de pêche durable.
ECOCEAN	Faire intervenir les pêcheurs artisanaux (et/ou leur représentant locaux, comité des pêches) dans le renouvellement de leurs ressources en favorisant les actions de repeuplements. C'est ce que nous réalisons actuellement dans deux projets en cours (ORREA à Toulon et CASCIOMAR à Marseille).
Assistance Communautaire et	<ul style="list-style-type: none"> - Informer, former et sensibiliser les acteurs (responsables d'usines, les pêcheurs et les consommateurs) sur le respect de l'environnement, la qualité du poisson à pêcher ; - Conscientiser les pêcheurs sur les dangers liés déchets qu'ils jettent dans la mer.



<p>Développement (ASCOM)</p>	
<p>Agence nationale des ports Maroc</p>	<p>Sensibilisation des pêcheurs / Renforcer la connaissance scientifique de l'état des ressources halieutiques</p>
<p>NOAH ReGen</p>	<p>75% de la population mondiale s'installe près des côtes et principalement dans les capitales côtières qui hébergeront près de 6 milliards de citoyens d'ici à 2050. Il est évident que les solutions de "off-shore farming" sont obligatoires pour ces mégapoles côtières qui ne pourront plus compter sur les terres pour subvenir aux besoins.</p> <p>Le off-shore farming / vertical farming, combiné avec l'aquaponie 2.0 doit s'organiser (smart farming & fishery).</p> <p>Nous préconisons l'installation de "farm factories off-shore" issues du recyclage de vieux navires cargo et installer en ZEE (post 12 miles des côtes).</p> <p>Une production locale, organique, autosuffisante et combinée, en atmosphère contrôlée.</p> <p>La production doit être ensuite connectée à un réseau de "short shipping" décarboné (LNG ou hydrogène) qui récupère la marchandise directement auprès des fermes flottantes et les achemine en cœur des villes côtières, sans transport terrestre. Ces short-shippers doivent aussi servir de place de marché locaux, afin d'éliminer les intermédiaires et contrôler la chaîne de distribution en évitant la manipulation et d'emballage: "direct farm to customers".</p> <p>Cela permettra de réduire le coût pour le consommateur, tout en augmentant la qualité des produits frais et organiques.</p> <p>Ce short shipping/place de marché flottante permettra aussi d'apporter un dynamisme pour les petits ports qui pourront aussi accueillir ces nouvelles activités.</p> <p>Il faut connecter ces initiatives aux autorités locales car les ZEE sont réglementées et nécessitent l'obtention d'un accord préalable. De plus, il serait utile de considérer une fiscalité attractive (charges sociale et impositions, douane et TVA...) pour ses fermes en ZEE à plus de 12 miles des côtes.</p>
<p>IMFMM</p>	<p>- L'application stricte des conventions pertinentes en vigueur de lutte contre la pollution marine (convention internationales et régionale à l'instar de la convention de Barcelone)</p>



	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des capacités et transfert des compétences, d'expert et d'expertise entre les pays du nord et les pays du sud de la méditerranée - La mise en œuvre effective de l'annexe VI de la convention Marpol 73-78
<p>Institut National de Recherche Halieutique</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de plans d'aménagement des différentes pêcheries, basés sur l'approche écosystémique, tenant compte de l'économique, le social, l'écologique et environnemental, etc. - Renforcer le contrôle des mesures de gestion prévues dans ces plans d'aménagement - Impliquer les communautés concernées dans la prise de décision, - Considérer la recherche scientifique intégrée (biologie, écologie et socio économie) comme un axe principal dans la mise en place des différentes stratégies. - Mise en place de plan d'aménagement spécifique à l'aquaculture, en favorisant l'aquaculture à petite échelle - Améliorer les circuits de commercialisation, visant davantage la valorisation des produits de la mer et à des prix abordables. - Tous les gens de la mer devront être inscrits dans la sécurité sociale
<p>Département de la Pêche Maritime</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'une gouvernance de pêche socialement et économiquement équitable et responsable ; - Mise en place de plan de gestion des pêcheries fondé sur des avis scientifiques ; - Encourager la certification écologique ; - Réduire l'effort de pêche ; - Favoriser la traçabilité des produits de la pêche ; - Lutter contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée ; - Interdire les rejets en mer ; - Favoriser l'utilisation d'engins de pêche durable ; - Soutenir la mise en place de la planification spatiale maritime axée sur une approche écosystémique /zone ; - Transition vers une économie circulaire basée sur de l'innovation ; - Mettre en place un réseau d'AMPs connectés ; - Mettre en œuvre les directives de la FAO sur la pêche artisanale ; - Accélérer la mise en œuvre des cibles de l'ODD14. - Mise en place de plan de prévention et de gestion des espèces exotiques envahissantes - Diversification des revenus des pêcheurs par mise en place d'activités génératrices de revenus.



<p>Global Footprint Network</p>	<p>Plusieurs changements majeurs sont nécessaires pour assurer une transition vers une pêche méditerranéenne durable ainsi qu'une consommation durable des produits de la mer par les habitants de la Méditerranée. Tout d'abord, les mesures relatives à la durabilité de la production alimentaire doivent être associées à des mesures portant sur les choix alimentaires durables des consommateurs. Cela signifie que, du côté de la production, il est nécessaire de soutenir financièrement les pêcheries régionales dans le processus de certification afin que davantage de producteurs puissent réellement garantir un approvisionnement durable en produits de la mer. De même, un soutien financier est nécessaire pour la pêche à petite échelle afin que ses produits puissent voir leur pénétration du marché augmenter. Le soutien de la pêche à petite échelle peut alors également contribuer à la création d'emplois. Dans cette optique, il pourrait être nécessaire de créer des zones de non-prélèvement et d'interdire certaines pratiques et certains engins de pêche nuisibles à l'environnement. Les pratiques de cogestion dans les ZMP (entre les pêcheurs et l'autorité de gestion) doivent également être renforcées.</p> <p>D'autre part, et compte tenu du fait que la plupart des habitants de la Méditerranée exigent un nombre limité d'espèces de poissons et de fruits de mer, ce qui entraîne une pression excessive sur certains stocks de poissons, il est nécessaire de favoriser la diversification des paniers de poissons et de fruits de mer consommés par les habitants de la Méditerranée. Une telle diversification pourrait contribuer à créer un marché pour les espèces de poissons qui sont généralement rejetées parce qu'elles ne sont pas perçues comme ayant une valeur commerciale, ce qui contribuerait à réduire le gaspillage alimentaire. Cela pourrait être réalisé par des campagnes de sensibilisation régionales ainsi que par des directives alimentaires nationales.</p>
<p>National Institute of Oceanography and Fisheries</p>	<p>L'élaboration de normes de conformité et d'objectifs pour une pêche durable des Méditerranée : nouveaux outils de gestion spatiale pour soutenir les processus de prise de décision, tels que l'évaluation des conflits et des synergies, les impacts uniques et cumulatifs, l'élaboration et l'analyse de scénarios, l'évaluation de l'adéquation à des utilisations spécifiques ; promotion de l'intégration des AMP dans les processus de planification de l'espace maritime et de gestion côtière.</p>
<p>INSTM</p>	<p>Utiliser de nouveaux outils pour assurer la durabilité du secteur de l'aquaculture :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Elaboration de modèles de capacité de charge et utilisation de la télédétection en aquaculture dans le cadre de l'aménagement du territoire pour son insertion efficace et son acceptabilité sociale". - Améliorer l'alimentation des poissons et la gestion des aliments en utilisant les dernières technologies de pointe - Mise en œuvre de la biosécurité dans les systèmes de production aquacole



<p>Spanish Institute of Oceanography</p>	<p>Promouvoir l'aquaculture en mer, les systèmes d'aquaculture en recirculation et l'aquaculture d'espèces à faible impact pour réduire l'impact environnemental global de l'aquaculture Promouvoir la recherche sur la santé et le bien-être Améliorer la faisabilité des entreprises en promouvant les techniques d'élevage, l'aquaculture d'espèces à croissance rapide et les synergies avec d'autres industries Anticiper le changement climatique par la recherche sur la capacité de résilience des espèces cultivées</p>
<p>Regional Cluster "North-East"</p>	<p>Protection des espèces et des habitats sensibles, maintien de tous les types d'espèces à des niveaux acceptables, utilisation de méthodes de pêche sélectives, maintien de la biodiversité, réduction de l'énergie et des produits chimiques utilisés, responsabilité et justice sociales et économiques et sensibilisation à l'origine des captures à tout moment de la chaîne. Promotion de l'"achat responsable". La transition vers un modèle de pêche durable améliorera la situation de vulnérabilité qui existe actuellement dans les communautés de pêcheurs, en contribuant à créer plus d'emplois dans le secteur de la pêche, plus d'emplois dans d'autres activités liées aux loisirs et au tourisme des services et davantage de possibilités d'emploi pour les jeunes, les femmes et les personnes moyennement et hautement qualifiées.</p>
<p>Centro de Ciências do Mar, Universidade do Algarve</p>	<p>Il doit y avoir des règles communes à tous les pays Med pour que le "terrain de jeu" soit le même. Il est essentiel de maintenir l'engagement avec les entreprises par le biais de projets de RDI afin de fournir les outils et les conseils nécessaires et de faire évoluer les mentalités vers une approche circulaire. Le domaine de l'aquaculture est encore fragmenté et dissocié de tous les autres secteurs qui composent le "cercle". Des objectifs réalistes de durabilité doivent être fixés pour les différentes parties du cercle, car le statut actuel de durabilité est très différent. Les objectifs doivent être établis à court, moyen et long terme. Les exigences de l'économie bleue et de la durabilité doivent tenir compte de la relative "jeunesse" de celle-ci par rapport à l'agriculture terrestre qui s'est développée selon des scénarios très différents au cours de centaines d'années. Les caractéristiques uniques des aliments issus de la mer devraient être reconnues et on ne saurait trop insister sur la nécessité d'intensifier la RD&I et de stimuler l'industrie, l'approvisionnement, le développement de produits et les actions visant à obtenir l'acceptation du public.</p>



Institut National de
Recherche
Halieutique (INRH)

Afin de garantir l'alimentation durable à partir de la mer moyennant la pêche et l'aquaculture, une gestion durable de ces activités est cruciale. A cet effet, et puisque tout plan de gestion repose sur les résultats des études scientifiques en la matière, l'importance de la recherche halieutique pour atteindre les objectifs est incontournable.

Certaines actions sont jugées importantes en matière de recherche et d'expertise scientifiques et techniques dans les domaines de la pêche et de l'aquaculture :

- POUR LA PECHE:

Action 1 : La mise en place un système de traçabilité des produits de la pêche à travers l'identification correcte des espèces pêchées et la quantification précise des captures de pêche et des rejets en mer pour une meilleure évaluation des stocks. En effet, et jusqu'à présent, un grand nombre d'espèces sont mal identifiées ou bien plusieurs espèces sont désignées sous une même appellation commune ; une part non négligeable des captures n'est pas déclarée et passe par le circuit informel sans aucun contrôle ; et les rejets des captures de pêche ne sont pas spécifiquement identifiés et évalués.

Action 2 : Evaluation de la sensibilité des écosystèmes marins par rapport aux différentes pressions pour une gestion efficace du milieu marin. Ceci permettra d'évaluer les risques d'impact liés aux différentes activités par la cartographie de la sensibilité des habitats, et la mise en évidence des habitats et/ou les pressions pour lesquels les données et connaissances sont limitées, pour mieux orienter les futurs projets de recherche.

Action 3: Établir des diagnostics sur l'état des stocks des ressources halieutiques, déterminer leurs niveaux d'exploitation biologique et étudier les facteurs qui régissent leur évolution.

Action 4: Favoriser la création des Aires Marines Protégées pour assurer la protection durable des ressources naturelles et culturelles. En effet, ces AMP constituent des niches écologiques pour la protection de la biodiversité en assurant la durabilité des ressources halieutiques.

Action 5: Evaluation de l'impact des changement climatiques et de la pollution par les déchets marins sur les écosystèmes marins. En effet, l'impact des changements climatiques et de l'utilisation intensive et non contrôlée des déchets est actuellement visible sur toute la méditerranée et les problématiques engendrées sont d'ordre écologique, économique et social. A cet effet, l'étude de l'impact de ces facteurs sur les écosystèmes est devenu une nécessité pour la préservation des ressources et la durabilité des activités de pêche.

POUR L'AQUACULTURE :

Action 1 : Mise en place des infrastructures de recherche dédiées à l'aquaculture

Action 2 : Identification, évaluation des potentialités et suivi du fonctionnement des sites aquacoles et contribution à l'élaboration des plans d'aménagements



	<p>Action 3 : Suivi environnemental et classement sanitaire et zoo-sanitaire des zones conchylicoles Action 4 : Conduite des travaux de Recherche, Développement et Innovation (RDI) en matière de Technologie et l'Ingénierie Aquacole (techniques), en termes de la Zootechnie (espèces) et de nutrition (aliments) Action 5 : Valorisation des produits et coproduits issus d'aquaculture</p>
Starfish	<p>Améliorer les installations portuaires pour faciliter la gestion adéquate des déchets, réduire la charge polluante des eaux usées, réduire les impacts environnement liés à la réparation des navires et des engins de pêche.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prévoir une aide au renouvellement des flottes en remplaçant les vieux embarcations de pêche par des embarcations plus efficaces sur le plan énergétique. - Encourager le développement de programmes de certification de la pêche durable. - Développer des programmes de recherche et de développement pour obtenir des engins de pêche plus sélectifs. - Développer des programmes de recherche et de développement pour tirer part des technologies de communication afin d'optimiser les mouvements des navires de pêche - Mener des campagnes de sensibilisation et d'information sur les bonnes pratiques environnementales à l'intention des entreprises du secteur de la pêche et de l'aquaculture, situées dans les zones portuaires, afin de réduire la consommation d'énergie, réduire la consommation d'eau, réduire les rejets polluants dans la mer, réduire la quantité de déchets produits, améliorer la gestion des déchets, réduire les émissions polluantes dans l'atmosphère. - Mener des campagnes de sensibilisation à l'environnement et informer les navires de pêche sur les bonnes pratiques environnementales : réduire la consommation d'énergie, réduire les rejets polluants en mer, réduire la quantité de déchets produits, améliorer la gestion des déchets, réduire les émissions polluantes dans l'atmosphère. - Promouvoir la mise en œuvre de systèmes de gestion environnementale dans les entreprises de pêche et d'aquaculture.
Lebanese University - Green Community	<p>Les actions visant à assurer une pêche et une aquaculture durables en Méditerranée consistent à contrôler l'utilisation des outils durables par les pêcheurs et à s'assurer que les gouvernements appliquent la loi sur la pêche et que les pêcheurs respectent la période de pêche.</p>
Conseil de la Région de l'Oriental	<p>Développement du transport maritime dans le respect de l'environnement maritime pour lutter contre la pollution maritime et environnemental gg2. Développement du tourisme solidaire et côtier.</p>



<p>ASSOCIATION DE PROTECTION DU LITTORAL A MAAMOURA - APLM</p>	<p>Garantir le respect et l'application d'une manière intégrale les cahiers de charges.</p>
<p>Cedar organization Algeria</p>	<p>Les pisciculteurs revendiquent pleinement une mission d'offrir aux consommateurs le poisson qu'ils désirent, dans le respect de l'environnement, du bien-être animal et de l'homme. Il faut s'engager un dialogue avec tous les acteurs (professionnels, ministères de tutelle, scientifiques...) sur la base du développement durable pour être conscients des responsabilités ainsi de tracer un plan qui vise à prévenir ou à éliminer les surcapacités qui menacent la conservation et l'utilisation durable des ressources</p> <p>Les actions stratégiques de la gouvernance en matière de pêche et d'aquaculture sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assurer la gestion durable de la pêche et de l'aquaculture et la viabilité des pêcheries - Satisfaire la demande régionale en produits halieutiques - Développer la pêche continentale dans les zones hydro-géographiques favorables - Améliorer et moderniser les conditions d'exercice de la pêche artisanale - Renforcer la coopération sous régionale - Améliorer les conditions de la transformation artisanale - Promouvoir la recherche et le développement de produits à plus forte valeur ajoutée - Sensibiliser et former l'ensemble des professionnels - Décourager l'exportation de produits entiers congelés - Développer un système durable de financement de la pêche artisanale maritime et continentale - Renforcer la coopération bilatérale, sous régionale, multilatérale et internationale durable et avantageuse en matière de pêche et d'aquaculture
<p>Eurorégion Pyrénées Méditerranée</p>	<p>Maintenir des tables d'échange et de négociation permanente entre acteurs de la filière et partager les données et enjeux dans un observatoire commun,</p>



<p>ONG ASSISTANCE COMMUNAUTAIRE et développement ASCOM</p>	<p>Faire du plaidoyer pour lutter contre la surexploitation des ressources halieutiques. Établir des normes et des mesures correctives pour diminuer l'impact des débris marins sur les ressources halieutiques Nouer des relation avec les OSC pour mettre en place des projets de sensibilisation sur le nettoyage des plages.</p>
<p>DIRECTION DES PORTS ET DU DOMAINE PUBLIC MARITIME</p>	<p>Offrir des ports performants avec les meilleures conditions de débarquements des produits de la pêche</p>
<p>CTN - Marine Technology Centre</p>	<p>Promouvoir le développement de technologies innovantes qui peuvent être déployées dans les fermes piscicoles et qui permettent aux pisciculteurs de réduire les déchets produits par l'activité (par exemple, les aliments non consommés, les poissons morts, etc.) afin de minimiser les impacts environnementaux.</p>
<p>Legambiente Onlus</p>	<p>L'augmentation incontrôlée de l'effort de pêche dans de nombreuses zones méditerranéennes a entraîné une surpêche chronique. La réduction de l'effort de pêche pour contrôler la mortalité par pêche, le respect des avis scientifiques et la mise en œuvre effective des plans de gestion nationaux seraient donc les premières mesures à mettre en place. En outre, les dommages causés par la surpêche vont au-delà de l'environnement marin. Un travail croisé avec toutes les parties prenantes concernées pour réformer la gestion de la pêche au niveau mondial, en mettant l'accent sur des pratiques durables qui non seulement préservent les écosystèmes, mais aussi les moyens de subsistance et assurent la sécurité alimentaire, serait nécessaire. Les systèmes de contrôle et d'exécution nationaux et infranationaux sont généralement faibles. La faiblesse des contrôles et de l'application se traduit par un faible niveau de conformité aux réglementations en matière de pêche. Il serait important de lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN), qui compromet gravement les objectifs de gestion durable des pêches. En ce qui concerne le manque de transparence, il devrait être important de promouvoir les normes du règlement sur les autorisations de pêche et la transparence des accords d'accès. Ensuite, il convient de renforcer la coopération croissante entre l'UE et les pays tiers afin de consolider les systèmes de suivi, de contrôle et de surveillance de la pêche pour garantir des</p>



	<p>pratiques de pêche durables et transparentes. Un outil important pour garantir des produits de la pêche de haute qualité pourrait être la mise en œuvre de normes d'étiquetage écologique, conformément aux exigences internationales de la FAO.</p> <p>Enfin, nous devons promouvoir une culture de responsabilité, d'obligation de rendre compte et de respect des règles parmi les acteurs de la pêche en sensibilisant davantage le public, ce qui constitue une étape essentielle pour rendre la pêche durable. La promotion et l'échange des meilleures pratiques pourraient contribuer à obtenir des résultats dans ce sens.</p>
<p>Cartagena Oceanographic Research Institute</p>	<p>Les structures d'aquaculture en haute mer peuvent servir de base pour le déploiement d'instruments océanographiques. De cette façon, nous pourrions réduire les coûts de déploiement, augmenter la sécurité des instruments, obtenir des données de longue durée, et récupérer des informations utiles pour l'aquaculture. Pour ce faire, les entreprises aquacoles doivent établir une collaboration avec les institutions de recherche océanographique.</p>
<p>Universidad Politécnica de Cartagena</p>	<p>Améliorer les études d'impact environnemental liées à l'impact de la pisciculture en haute mer sur la colonne d'eau en raison de l'augmentation des nutriments provenant des rejets de poissons.</p> <p>Le phytoplancton est l'organisme marin qui offre le plus grand potentiel pour la biotechnologie bleue, par exemple en fournissant des composés primaires pour les industries pharmaceutiques, alimentaires et cosmétiques. Nous devons être en mesure de développer de nouvelles méthodes d'aquaculture à grande échelle, de manière durable et sûre.</p>
<p>Emilia-Romagna Region</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La pêche en Méditerranée sur les côtes européennes a été considérablement réduite ces dernières années, et en particulier cette réduction des effectifs a entraîné une diminution de la flotte de pêche sur les côtes de l'Adriatique occidentale d'environ 60 % de navires en moins que ceux présents et opérationnels il y a 15 ans. - Toutefois, cette réduction n'a pas apporté tous les bénéfices escomptés et les pêcheurs se plaignent encore d'une réduction de certains stocks de poissons. - Ces difficultés évoluent probablement davantage pour des raisons liées au changement climatique et aux sources de pollution non organiques que pour des raisons liées à l'effort de pêche. - Cela signifie qu'une politique de limitation de l'effort de pêche est totalement inefficace pour réduire le nombre de navires, sans tenir compte d'autres facteurs importants affectant les stocks de poissons. - En particulier, la politique environnementale qui a conduit à l'installation de stations d'épuration des eaux usées dans toutes les grandes villes de l'Adriatique n'a pas pris en compte les aspects eutrophes des apports organiques, qui, s'ils ont été



- exagérés dans le passé, sont actuellement trop rares et ont rendu l'Adriatique oligotrophe à risque, avec de graves dommages pour l'élevage des mollusques et des crustacés qui est, pour cette région, la principale activité aquacole.
- En ce qui concerne la pêche, il est toutefois nécessaire et approprié d'orienter les politiques vers une plus grande attention aux politiques de marques et de labels qui identifient la traçabilité du produit, en particulier si elle est accompagnée d'une politique de diffusion qui conduise à une plus grande consommation locale du produit capturé afin de faciliter la réduction des passages et de rendre la chaîne d'approvisionnement la plus courte possible. Ce sont donc avant tout les produits de l'aquaculture qui devront jouer ce rôle pour l'industrie de transformation que constituait autrefois le poisson sauvage.
 - L'aquaculture a également besoin d'un nouvel élan des politiques européennes en identifiant des systèmes de production durables standard et en intervenant dans les États membres pour rendre moins difficile et moins bureaucratique la création de fermes, en particulier dans les zones continentales.
 - Tout cela est absolument nécessaire, accompagné d'une prime pour les entreprises de transformation qui utilisent des produits animaux de leur zone d'établissement et, surtout, accompagné d'une politique de soutien au crédit qui rend ces investissements attractifs.
 - Les produits de l'élevage et de la pêche constituent également la plus grande ressource de protéines animales qui peuvent être obtenues à un coût bien inférieur à celui des autres sources animales.
 - C'est seulement ainsi qu'il sera possible de récupérer une partie des emplois perdus par la réduction de la flotte de pêche et de mieux développer l'élevage de produits de la pêche de qualité grâce à une politique de soutien à tous ces systèmes agricoles, peu respectueux de l'environnement et surtout orientés vers une moindre consommation de drogues.
 - En particulier, on souligne dans ce secteur l'extrême importance des politiques européennes de coopération territoriale qui, à travers le financement de projets INTERREG, ont permis l'échange de connaissances et de bonnes pratiques et la construction de diverses hypothèses de gouvernance de district, c'est-à-dire de zones maritimes ou lagunaires homogènes tant du point de vue des ressources halieutiques partagées que pour la similitude sociale et économique des populations côtières.
 - Dans ce contexte, l'expérience du district de pêche du nord de l'Adriatique et les projets Adrifish, Adriblu, Ecosea, Dory, AdriSmartFish et Prizefish sont mis en évidence. Grâce à la participation de nombreuses administrations régionales et de nombreux centres de recherche italiens sur l'Adriatique marine, les Slovènes, les Croates, les Monténégrins et les Albanais ont permis la création d'une grande communauté toujours engagée dans la recherche de solutions de gouvernance partagée pour la gestion durable des ressources halieutiques marines mais aussi pour des systèmes d'aquaculture innovants et éco-compatibles.
 - Enfin, il est absolument important que la Commission et le Parlement européen poursuivent la politique de subventions financières structurelles pour les entreprises de production et de services de la pêche et de l'aquaculture, à travers le FEM, qui doit cependant nécessairement être rendu plus simple et plus efficace dans ses mécanismes, financiers et



	<p>bureaucratiques, en prévoyant également des mesures et des mécanismes adaptés de manière plus compatible avec les conditions marines de la Méditerranée, les spécificités des ressources ichtyennes et les réalités des opérateurs du secteur.</p> <ul style="list-style-type: none"> - En particulier, en ce qui concerne le flux de financement du FEM, qui présente de gros problèmes liés à sa mise en œuvre ayant un impact sur les zones de la Méditerranée/mer Adriatique (ainsi que sur d'autres bassins maritimes de l'UE), à bien des égards, la Région Emilie-Romagne ensemble et en collaboration avec d'autres Régions et autorités locales situées dans les bassins maritimes du nord de l'Adriatique et de la Méditerranée, réclame de nouvelles règles, en commençant par un ensemble de règles de gestion plus appropriées dans le financement du FEM (qui est le seul, au sein des fonds de l'ESI, à ne pas être programmé au niveau régional, ce qui lui fait perdre sa dimension locale et régionale), et en poursuivant avec des mesures plus adaptées soutenues par d'autres sources / programmes financiers (ex. le financement du CTE ou le financement de la recherche) afin de répondre également à l'exigence d'une meilleure intégration des politiques.
<p>Intermediterranean Commission of CPMR</p>	<p>Il est essentiel d'assurer une gestion et une utilisation durables des ressources naturelles. Celle-ci doit être basée sur une approche de gestion basée sur les écosystèmes, comprenant les réciprocitys entre les ressources naturelles, d'une part, et les besoins de croissance économique, d'autre part.</p> <p>La communauté de protection de la biodiversité Interreg Med (https://backend.interreg-med.eu/fileadmin/user_upload/Sites/Biodiversity_Protection/horizontal_project/5-Deliverables/WP3_CommunityBuilding/3-5-AnimationOfCommunity/3-5-4_ThematicSynthesisReports/Policy_Paper_WG2_PANACeA_v10_FINAL.pdf).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Comblent le manque de données et garantir des données actualisées, plus harmonisées et exhaustives de la part de la communauté de la pêche et de la communauté scientifique afin de soutenir la prise de décision fondée sur des preuves au niveau européen/national et local. Le financement et le financement de la recherche sur la biodiversité sont facilités par les autorités nationales. - Soutenir le maintien, le développement, la transférabilité et la transposition à plus grande échelle des modèles de cogestion des ressources naturelles dans les pêcheries à petite échelle, les zones humides et les habitats marins. - Promouvoir le rôle des groupes d'action locale pour la pêche (FLAGS) pour soutenir le développement d'un dialogue structuré entre les acteurs de la pêche et les représentants des AMP, pour développer un système de gouvernance des AMP - en impliquant les pêcheurs et les autres parties prenantes dans le comité de gestion - par une participation active à la prise de décision conjointe (structure de cogestion) et à la co-conception des mesures de gestion.



- Mettre en place une gouvernance participative multi-acteurs et multi-niveaux pour assurer l'utilisation durable des ressources naturelles en Méditerranée. La biodiversité doit être "intégrée" dans les initiatives gouvernementales et les mesures de protection et de conservation doivent être considérées au même niveau que les objectifs sociétaux et économiques.
- Il convient d'impliquer toutes les parties prenantes, et pas seulement celles qui travaillent dans le domaine de la biodiversité. Les communautés locales, le secteur privé, la société civile doivent être engagés dans l'utilisation responsable des ressources naturelles. Lorsque les communautés locales se voient attribuer une gouvernance partagée et des droits légaux pour protéger leurs propres ressources, les objectifs de la conservation de la biodiversité tendent à être conciliés avec les besoins des communautés locales.
- En sensibilisant la production et en veillant à ce que les consommateurs soient conscients des avantages environnementaux et sociaux de l'achat de produits de la mer durables provenant de communautés de pêche à petite échelle (source : PHAROS4MPAs, 2019), on favorisera l'économie locale, mais on donnera aussi aux consommateurs les moyens de faire des choix éclairés.
- En ce sens, les populations devraient être mieux informées sur la provenance des produits qu'elles consomment, ainsi que sensibilisées aux bénéfices d'une consommation saine de leur part pour le maintien des stocks d'une part, et leur bonne santé d'autre part.
- Garantir la capacité des gestionnaires d'AMP à s'occuper des activités de gestion et de suivi et à être en mesure de relever les défis qu'implique l'émergence de l'économie bleue.
- Soutenir les systèmes de gouvernance transfrontaliers afin de mieux relier les régions entre elles et de traiter les problèmes régionaux pour réduire les impacts sur les écosystèmes méditerranéens.
- L'économie bleue doit être guidée par les principes des politiques environnementales et l'application de solutions viables pour maintenir et protéger la santé des écosystèmes et donc des populations.
- En termes de PSM, la prise de décision en connaissance de cause est cruciale en ce qui concerne le changement climatique, la perte de biodiversité, les conflits en mer. Dans quelle mesure les décideurs politiques et les planificateurs ministériels prennent-ils en compte les communications des chercheurs et des scientifiques pour les activités de planification ? Cette question reste essentielle ; la biodiversité ne doit pas être compromise, c'est pourquoi le renforcement du lien entre la science et la politique est une action prioritaire.
- En ce sens, la planification de l'espace maritime et la gestion intégrée des zones côtières doivent inclure des zones pour la pêche côtière, l'aquaculture en mer et d'autres activités liées au secteur de la pêche (par exemple, la pêche récréative), en tenant compte également des activités menées sur toutes les rives de la Méditerranée.



	<ul style="list-style-type: none"> - Les possibilités de financement sont essentielles pour les investissements durables en matière d'innovation dans les secteurs de l'économie bleue, qui regroupe de nombreuses PME ne disposant pas des ressources nécessaires pour adapter leurs infrastructures à des pratiques plus durables. - Des stratégies communes en Méditerranée doivent être atteintes, incluant les pays de toutes les rives du bassin. Les organisations et clusters - déjà existants dans ce secteur en Méditerranée - doivent être responsabilisés et impliqués dans la construction de stratégies communes et copropriétaires. - L'utilisation efficace des déchets et des sous-produits dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture n'est pas seulement une question environnementale mais aussi une question économique. Une plus grande efficacité et des stratégies communes devraient être développées en commun à l'échelle de toute la Méditerranée. - L'enseignement professionnel est également essentiel dans ce secteur, ainsi que l'apprentissage tout au long de la vie (par exemple sous la forme de laboratoires vivants). Il doit être mis en œuvre dans les zones côtières et insulaires où une grande partie de la population est impliquée dans cette activité.
<p>National Aquaculture Development Agency</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Intégrer l'économie circulaire dans l'approche de la production aquacole (développement de coproduits) ; - Exploiter le potentiel de l'intelligence artificielle dans la gestion de la production et de l'élevage ; - Diversifier la production aquacole par l'expérimentation et la maîtrise de nouvelles espèces commerciales; - Intégrer les populations de pêcheurs dans les activités aquacoles ; - Evoluer vers des approches d'économie d'usage (mise en commun des équipements et des infrastructures d'exploitation) ; - Renforcer les capacités des opérateurs en matière de bonnes pratiques aquacoles et de diagnostic des maladies.
<p>Association "Forum"</p>	<p>Les impacts des activités telles que les forages pétroliers, les installations énergétiques, l'aménagement du littoral et la construction de ports et autres infrastructures côtières, les barrages et la gestion des flux d'eau (notamment pour la pêche continentale), etc. Elle a des répercussions considérables sur la productivité aquatique, sur les habitats qui assurent la durabilité des ressources (par exemple, l'érosion et la pollution) ou sur les moyens de subsistance des communautés de pêcheurs (par exemple, en leur refusant l'accès aux zones de pêche ou en les déplaçant des établissements côtiers). Les activités de conservation et la création de zones marines protégées peuvent également avoir un impact sur les moyens de subsistance des communautés locales de pêcheurs.</p> <p>Les effets du changement climatique sont déjà visibles, avec des modifications de la répartition géographique des espèces et des espèces d'eau plus chaude se déplaçant vers les pôles, l'acidification des océans et les changements des conditions côtières qui affectent l'habitat. La pêche et l'aquaculture dans les eaux intérieures peuvent être confrontées à une mortalité plus élevée</p>



	<p>en raison des vagues de chaleur, de la rareté de l'eau et de la concurrence pour l'eau. Les effets du changement climatique sur les populations dépendantes du poisson dépendront de l'évolution des possibilités de pêche (évolution des ressources disponibles, des droits et des capacités de pêche, évolution des coûts opérationnels de production et de commercialisation) et de l'évolution des prix. Les impacts des événements extrêmes sont de plus en plus importants, avec des risques accrus de dommages ou de pertes d'infrastructures et de logements. L'élévation du niveau de la mer pourrait entraîner la relocalisation de communautés.</p>
<p>UNEP/MAP Barcelona Conception</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir et appliquer en Méditerranée l'approche écosystémique des pêches (EAF) de la FAO et le Code de conduite pour une pêche responsable (CCRF) de la FAO, ainsi que l'obligation de maintenir un bon état écologique conformément à l'objectif écologique respectif adopté par les parties contractantes à la Convention de Barcelone ; - Compte tenu du niveau de surpêche le plus élevé au monde (plus de 80 % en Méditerranée), lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) et réduire au minimum les déchets, les prises accessoires et les causes de rejets grâce à des mesures appropriées afin de rétablir les stocks de poissons à des niveaux permettant la régénération de la fonctionnalité des écosystèmes marins et le réapprovisionnement régulier des ressources qui les abritent ; - Agir sur les engagements pris dans le cadre de la déclaration ministérielle de Naples pour garantir des utilisations durables et intégrées des zones et ressources marines et côtières, ainsi que l'économie circulaire et des produits et services touristiques innovants, en identifiant, partageant et investissant dans des solutions innovantes contribuant à la gestion durable de la pêche et de l'aquaculture et assurant la sécurité alimentaire. Par exemple, promouvoir l'utilisation de la GIZC et de la PSM en tant que mesure/outil efficace pour les décideurs en vue d'une gestion durable des zones de pêche et d'aquaculture; - Renforcer et soutenir la collecte de données et la mise en œuvre des efforts de suivi et d'évaluation des poissons et mollusques et crustacés exploités commercialement, comme les efforts de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (FAO-CGPM) et du système PNUE/PAM - Convention de Barcelone par le biais du Programme intégré de suivi et d'évaluation (PIS), afin de permettre une gestion scientifique des pêches et de l'aquaculture au profit des communautés locales ; - Évaluer les impacts du changement climatique sur les industries de la pêche et de l'aquaculture et sur la sécurité alimentaire et la chaîne d'approvisionnement en Méditerranée, et proposer des mesures d'adaptation pour protéger ce secteur et assurer sa durabilité. - Améliorer les connaissances sur les captures accidentelles d'espèces vulnérables et sur la pêche et soutenir la mise en place de programmes/réseaux nationaux d'observation des captures accidentelles et des échouages d'espèces vulnérables, sur la



	<p>base des protocoles régionaux de collecte de données de la CGPM et des plans d'action régionaux du PNUE/PAM-ASP/CAR. Établir un</p> <ul style="list-style-type: none"> - stratégie régionale d'atténuation des prises accessoires après 2020, basée sur le Protocole ASP/DB de la Convention de Barcelone, les recommandations de la CGPM et les récentes conclusions relatives aux prises accessoires en Méditerranée ; - la science et la technologie : Promouvoir l'utilisation de la technologie pour les engins de pêche les plus sélectifs, efficaces et rentables qui permettent l'exploitation la plus durable des ressources marines ; Mettre en œuvre à grande échelle et améliorer l'utilisation des outils technologiques de surveillance et de suivi (VMS, suivi par satellite, etc.) ; Mettre en œuvre une gestion scientifique de la pêche et de l'aquaculture au profit des communautés locales de la pêche artisanale, et avec leur participation concrète ; - Protéger les dernières zones critiques les plus vulnérables pour les ressources halieutiques par la mise en œuvre et la gestion efficace d'outils de gestion par zone tels que les zones marines protégées (ZMP) par le biais des ASPIM, les zones de non-prélèvement (ZNT) et les fermetures temporelles de la pêche par le biais des zones de restriction de la pêche (ZRP), sur la base de données à la fois écologiques et socio-économiques; - Promouvoir et prendre des mesures pour mettre en œuvre les mesures relatives à la pêche et à l'aquaculture du plan d'action pour une consommation et une production durables, par exemple les pratiques de pêche durables, les technologies innovantes basées sur l'approche du cycle de vie ; le contrôle de la qualité, la traçabilité, l'harmonisation des normes et les systèmes de certification ; les systèmes de marchés publics durables (SPP), etc.
<p>Underwater Gardens International</p>	<p>La fourniture d'informations sur l'origine des ressources et la méthodologie d'extraction devrait être une obligation, afin que les consommateurs puissent choisir s'ils veulent acheter ce produit ou non.</p>
<p>European Environment Agency</p>	<p>Intégration des politiques</p>
<p>CCDRAlentejo</p>	<p>Repenser l'effort de pêche dans une mer où le niveau de stress environnemental est élevé en raison de la pression sur les stocks de poissons, de la pollution marine et de la pression démographique. Création de zones de sauvegarde écologique pour les principales espèces indigènes et confinement dans la pêche des espèces migratrices menacées par la surpêche.</p>



	<p>Création de mesures de protection et poursuite du développement de l'aquaculture, en vue de l'approvisionnement futur des marchés, afin de créer des emplois jeunes et spécialisés. Ce secteur est particulièrement stimulant et consommateur des activités de R&D que les centres universitaires ont développées, et les bonnes pratiques dans le secteur des PME devraient être prises en compte, en mettant l'accent sur la durabilité environnementale et les questions sociales.</p>
<p>Agence Egyptienne pour l'Environnement</p>	<p>Au niveau régional :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Coopérer pour assurer la protection des ressources aquatiques vivantes et de leur environnement en réduisant les activités de pêche illégale et non durable (par exemple : pêche aux alevins, surexploitation, etc.). - Soutenir l'adaptation de méthodes de pêche durables pour maintenir les stocks de poissons dans un état sain et éviter la surexploitation et la surpêche des stocks de poissons. - Encourager l'économie circulaire dans les industries de la pêche et améliorer les chaînes de valeur du poisson. - Encourager l'interface science-politique pour minimiser les éventuels impacts négatifs du changement climatique sur la sécurité alimentaire et la nutrition des zones les plus vulnérables et mettre en œuvre les actions nécessaires. - Élaborer des lignes directrices et des normes environnementales pour réglementer l'aquaculture côtière et promouvoir sa gestion environnementale au niveau régional et national. - Améliorer les pratiques de surveillance et de gestion des déchets marins en plastique et des microplastiques qui pourraient causer la mortalité des poissons et affecter leur qualité et encourager les activités de "pêche aux déchets". - Améliorer les systèmes de gestion de l'environnement dans les ports de pêche et améliorer leurs installations de réception afin de minimiser leurs impacts négatifs sur l'environnement. - Encourager l'application de l'approche Nexus eau, alimentation et énergie (WFE) pour assurer la durabilité de ces secteurs importants. - Soutenir les collaborations régionales afin d'encourager le partage et l'apprentissage d'expériences dans le domaine de la gestion de la pêche et de l'aquaculture et l'échange de bonnes pratiques et de savoir-faire. <p>Au niveau national :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assurer la préparation d'études nationales d'évaluation de l'impact environnemental (EIE) pour les nouvelles activités de pêche et les nouveaux ports de pêche afin de minimiser leurs impacts négatifs sur l'environnement. - Sensibiliser les pêcheurs à l'impact des activités négatives et illégales sur les stocks de poissons et leur donner les moyens de participer à la gestion des pêches".



Thème 2. Transport maritime et ports durables

Quelles actions, y compris les solutions et les mesures d'atténuation, proposeriez-vous : 1) réduire la pollution marine (déchets et fuites d'hydrocarbures) et les émissions polluantes du secteur du transport maritime ; 2) faciliter la transition vers la numérisation ; 3) adapter les compétences aux nouveaux besoins émergents en matière d'emploi ?

EMUNI	Mise en œuvre progressive des MEA et des normes environnementales et sociales qui en découlent. Accorder une plus grande attention aux questions émergentes, telles que la navigation de plaisance, en particulier motorisée (la pollution locale provenant de ces bateaux est importante, mais non comptabilisée), la pollution sonore, etc. Encourager la numérisation inclusive et la formation professionnelle axée sur la durabilité.
IOC-UNESCO	<ol style="list-style-type: none"> 1. Dans d'autres mers régionales, la Convention régionale a réussi à trouver des solutions pour réduire la pollution marine, les cas de HELCOM et OSPAR fournissent de bons enseignements pour définir une stratégie régionale pour l'avenir de la Méditerranée. 2. La majorité des pays non européens de la Méditerranée sont loin d'avoir atteint les objectifs de libre accès et de numérisation, une première étape consistera à s'assurer de l'engagement national pour comprendre l'importance de l'ouverture des données, de l'information et de la transparence. Une fois cela fait, le travail à l'échelle régionale sera plus facile, sans cette première étape, tous les efforts seront inutiles. 3. Accord régional avec les autorités nationales (ayant des compétences en matière d'éducation et de formation professionnelle) pour adapter les programmes nationaux aux nouveaux besoins émergents en matière d'emploi, pour définir un mécanisme permettant d'assurer la mobilité des étudiants, des stages professionnels dans des entreprises privées situées en Méditerranée, etc.
CNR-INM (Italian National Research)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les règles de l'ECA de la Méditerranée. 2. Nouvelles ressources humaines qualifiées à identifier et à former (5G, IdO, etc.).



Council - Marine Engineering Institute)	3. Est strictement nécessaire pour planifier et produire des visions stratégiques car probablement 50% des typologies d'emplois nécessaires dans les 15 prochaines années dans tous les clusters maritimes sont encore inexistantes aujourd'hui!
FAO	Les investissements à long terme dans la fourniture d'énergie durable au transport maritime ne peuvent plus attendre.
INSTM - Tunisia	<ul style="list-style-type: none"> - Introduction de sources bioénergétiques et moins de gaspillage à la place du pétrole et des hydrocarbures. - Renforcer les capacités techniques des compétences en matière de numérisation autour du bassin méditerranéen. - Pratique technique et encouragement de la mise en œuvre de start-ups et spin offs bleues pour les emplois bleus.
University of Bolognae	Davantage de recherches et d'études pilotes devraient se concentrer sur la biorestauration de la pollution (y compris la bioaugmentation et la biostimulation) en utilisant à la fois des macro-organismes (par exemple, les filtreurs) et des micro-organismes. Il est également nécessaire de poursuivre les recherches sur la manière d'obtenir des structures maritimes biosécurisées. La plupart des structures maritimes, telles qu'elles sont actuellement conçues, offrent un substrat particulièrement favorable à de nombreuses espèces envahissantes, ce qui accroît les risques déjà élevés d'invasion d'espèces dans les ports, les marinas et les havres. Actuellement, nous ne disposons pas de solutions efficaces pour remédier à ce problème.
CNR	L'éducation et l'enseignement supérieur sont essentiels pour atteindre les deuxième et troisième objectif. Une formation coordonnée ou jumelée impliquant de nombreux partenaires de la zone méditerranéenne pourrait être utile.
Cyprus Shipping Chamber	D'une manière générale, nous devons encourager le transfert modal des transports routiers et aériens vers les ferries et le transport maritime à courte distance. Il faut une stratégie ambitieuse. Le transport maritime est le mode de transport le plus efficace, avec de faibles émissions de CO2. Par rapport au transport routier, le transport maritime à courte distance est deux à quatre fois plus économe en carburant. Le transport de passagers par mer émet moins d'un dixième de ce qu'émet le transport aérien. Le transfert des passagers et des marchandises vers les voies navigables intérieures, les ferries et le transport maritime à courte distance permettra de réduire les émissions de CO2.



	<p>Une stratégie de l'UpM pour une industrie maritime propre et compétitive doit impliquer tous les segments du cluster maritime, car l'industrie maritime est dépendante des infrastructures de soute, des ports, des carburants, des moteurs et de la conception des navires.</p> <p>L'optimisation des escales montre que des réductions substantielles de CO2 peuvent être obtenues en optimisant l'accès des navires aux ports selon un calendrier planifié. Les ports doivent également se conformer à leurs exigences de fournir des installations de réception séparées pour toutes les substances rejetées par les navires, y compris les plastiques.</p> <p>L'UpM devrait évaluer le déploiement d'infrastructures pour la livraison de combustibles de substitution (non fossiles) dans les principaux ports du réseau méditerranéen, y compris l'électricité (alimentation à quai). Côté terre l'électricité est l'une des nombreuses solutions.</p> <p>La numérisation peut s'inscrire dans le cadre de la facilitation des efforts d'optimisation des escales et un aspect peut être la bonne mise en œuvre du guichet unique maritime de l'OMI. Un guichet unique maritime permet de soumettre par voie électronique, via un portail unique et sans duplication, toutes les informations requises par les autorités publiques en rapport avec l'arrivée, le séjour et le départ des navires, des personnes et des marchandises. Ce type de système est recommandé par la Convention de l'OMI sur la facilitation, le traité qui vise à réduire les charges administratives et à rendre plus efficaces la navigation et le commerce par mer.</p> <p>Les compétences à bord sont déjà couvertes par les exigences de l'OMI en matière de formation des marins. Les compétences à terre découleront à nouveau des développements sur l'optimisation des escales des navires et d'une meilleure compréhension des opérations des navires.</p>
<p>National Institute of Marine Sciences and Technologies</p>	<p>Réduire la pollution</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bonne gouvernance ; - Renforcer le circuit de production des usines pour atteindre la norme internationale ; - Optimiser le transport maritime en Méditerranée - Pour réduire la pollution atmosphérique, nous devons suivre les principes du développement durable - Généraliser le principe de l'économie circulaire dans toutes les activités industrielles. <p>Développer la surveillance en ligne des émissions et renforcer les capacités des parties prenantes</p> <p>Renforcement des capacités des autorités locales.</p>



<p>Ministry of Economy - Palestine</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Réseau avec les incubateurs d'entreprises - Présenter ces problèmes par le biais de concours et de conférences, et sélectionner les meilleurs participants - Mettre en œuvre les initiatives présentées par les entrepreneurs et en prendre soin - Impliquer les établissements d'enseignement dans l'élaboration de solutions à ces problèmes en les présentant aux étudiants de diverses disciplines - Partager les expériences entre les incubateurs d'entreprises locaux et internationaux et se coordonner entre eux pour trouver des solutions à ces problèmes.
<p>AMFORHT</p>	<p>Toutes les alternatives mentionnées sont importantes, et elles semblent complémentaires, mais je pense que la plus urgente est de réduire la pollution marine. Les nouvelles technologies devraient être très utiles pour atteindre cet objectif.</p>
<p>Presa Puente Estrecho de Gibraltar, SA</p>	<p>Laissez le pollueur payer.</p>
<p>Universidade de Évora, MARE</p>	<p>Plus de surveillance et de meilleure qualité, améliorer l'auto-surveillance.</p>
<p>DynMed Alentejo- Associação para Estudos e Projectos de Desenvolvimento Regional Projectos de Dese</p>	<p>Promouvoir les autorités portuaires pour l'adaptation de l'hydrogène comme carburant pour les véhicules de transport de charges dans les ports.</p>
<p>Association Tunisienne de l'Ingénierie Côtière,</p>	<p>Engager une étude avec des objectifs clairs dans ce sens. Je recommande qu'elle soit réalisée par le Plan Bleu.</p>



<p>Portuaire et Maritime (ATIM)</p>	
<p>Cluster Maritime Tunisien</p>	<p>Collaboration et dissémination des résultats auprès de tous les pays méditerranéens développant les infrastructures portuaires de commerce et encourager les pays à installer des réseaux d'électrification des quais surtout dans le pays du Sud-Med où les ports de commerce se trouvent en majorité enclavés dans les centres villes. La capacité de réaction face aux catastrophes d'origine humaine et naturelle, sachant que nous sommes devant un fait devenu top inquiétant dans notre bassin méditerranéen par le déversement de 600 Tonnes /jour de déchets marins en particulier les déchets de plastique le devenant « une mer poubelle » et aussi de la prévention de la pollution par les navires ;en coopération et dans le cadre légal convenu avec les organisations régionales concernées et par le biais d'initiatives régionales telles que le cadre régional méditerranéen pour l'intervention d'urgence contre la pollution marine accidentelle</p>
<p>UNIVERSIDAD DE MURCIA</p>	<p>Actions et solutions et mesures d'atténuation, proposeriez-vous de :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. De réduire la pollution marine (déchets et déversements d'hydrocarbures) et les émissions de pollution atmosphérique du secteur des transports maritimes ; Appliquer des plates-formes de gestion (basées sur l'Internet des objets) pour obtenir différentes sources d'information et de données : à partir de capteurs, de sources ouvertes, de travaux de terrain, etc. pour pouvoir corréler les données avec la pollution marine et établir des réponses et des stratégies précoces pour lutter contre la pollution marine. 2. Faciliter le passage à la numérisation ; Je proposerais des actions de diffusion et de formation destinées aux décideurs politiques et aux gestionnaires sur la manière d'intégrer les nouvelles technologies dans leurs pratiques. 3. Adapter les compétences aux nouveaux besoins émergents en matière d'emploi Promouvoir la transformation numérique dans le secteur par des lignes directrices concrètes et des actions de renforcement des capacités
<p>RAED - Arab Network for Environment and Development</p>	<p>Faire appliquer les lois nationales et internationales de protection de l'environnement. Des systèmes de surveillance solides. Faciliter le transfert de technologie vers les pays du Sud pour soutenir la réduction et la surveillance. Des programmes de renforcement des capacités solides pour toutes les parties prenantes.</p>



<p>The-Marketer.net / HOMERe Permanent Secretariat South Shore Mediterranean</p>	<p>Les actions proposées répondent à la question "3) adapter les compétences aux nouveaux besoins émergents en matière d'emploi". Les actions nécessiteront la réalisation d'une étude pour les industries de la pêche et de l'aquaculture afin d'évaluer leurs compétences actuelles et prévues. Ensuite, examiner les diplômés actuels / futurs sur le marché. Sur la base des lacunes identifiées, un programme d'adéquation des compétences peut être conçu en coopération avec les industries de la pêche et de l'aquaculture afin qu'elles puissent annoncer les postes vacants pour lesquels elles ont des compétences plus techniques. En conséquence, le programme de formation professionnelle sera conçu "Formation à l'embauche" en lien direct avec l'institution de pêche / aquaculture qui propose le poste vacant. Pour assurer la stabilité et la durabilité, l'embauche peut se faire en utilisant la même plateforme "HOMERe - www.homere-med.org" pour identifier les candidats potentiels, puis l'institution mènera l'entretien pour sélectionner le(s) candidat(s) à embaucher. Une fois la décision prise, le candidat recevra la formation requise, puis, à la fin, sera embauché par l'institution.</p>
<p>ECONCRETE</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Enquête plus approfondie sur d'autres moteurs ne dépendant pas de l'essence (électriques, solaires, éoliens, à hydrogène, autres). Optimiser les itinéraires et optimiser les espaces dans les navires ; 2. Mettre en place un programme de prestations pour favoriser cette transition. Diffuser les résultats et les bénéfices ; 3. Nouveaux programmes à l'école et dans les universités. De nombreux jeunes ne sont pas conscients de ces nouvelles opportunités ni des grandes possibilités que l'industrie bleue peut offrir. Encore une fois, l'éducation, la communication, la diffusion et la promotion de la part des administrations
<p>BETA Tech Center, UVic/UCC - Interreg MED Green Growth</p>	<p>Mettre en place un système de surveillance pour mesurer la pollution de l'air et contrôler les émissions, tel que le capteur dit "renifleur" qui a été utilisé à bord de l'avion de la Garde côtière belge pour vérifier les infractions environnementales et nautiques.</p>
<p>wpd offshore France</p>	<p>Cf. Document Stratégique de Façade: http://www.dirm.mediterranee.developpement-durable.gouv.fr/la-strategie-de-facade-maritime-est-adoptee-a2892.html</p>
<p>METU Institute of Marine Sciences</p>	<p>L'observation soutenue et les réponses d'urgence basées sur des données.</p>



<p>MedCities</p>	<p>MedCities soutient fermement la feuille de route convenue lors de la Cop 21 du PAM du PNUE pour la désignation éventuelle de la Méditerranée comme zone de contrôle des émissions d'oxydes de soufre conformément aux termes de l'annexe VI de la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires (MARPOL).</p> <p>D'un point de vue local, nous reconnaissons la complexité des multiples niveaux de compétence pour la gestion d'un espace et d'une activité qui, étant d'une importance économique cruciale, représente également une pression énorme en termes de pollution, de mobilité, d'occupation et d'impact sur les écosystèmes sensibles, entre autres. L'avancement et le partage des meilleures pratiques ayant un potentiel de transférabilité pour la gestion des relations entre les ports et les villes pourraient être très bénéfiques pour l'ensemble de la Méditerranée. www.mediurbantools.com pourrait jouer ce rôle en tant que référentiel.</p> <p>Les États et les autorités portuaires peuvent légiférer pour empêcher les navires polluants d'entrer dans leurs installations. Au contraire, ils peuvent donner un coup de pouce aux entreprises responsables.</p> <p>Les fonds internationaux doivent ouvrir des appels pour le financement des transitions énergétiques vers les ports.</p>
<p>Fundacion Valenciaport</p>	<p>Promotion des carburants et des technologies propres pour mesurer les impacts des émissions polluantes</p>
<p>University of Siena</p>	<p>Transition rapide vers les moteurs non diesel avec une augmentation des taxes sur le carbone</p>
<p>National Research Council of Italy</p>	<p>1. Réduire la pollution marine</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en œuvre des méthodologies multidisciplinaires intégrées pour évaluer l'impact des navires et des ports sur l'environnement au niveau transnational, exploiter les nouvelles technologies et les nouveaux outils de surveillance de la pollution. - Vers des navires et des ports à émissions zéro : soutenir l'utilisation du GNL, du méthanol, de l'hydrogène, des biocarburants, l'électrification des navires et des ports, l'utilisation de piles à combustible, la conception de centrales solaires et éoliennes, l'optimisation de la gestion de l'énergie, la recherche sur les nouveaux matériaux et les nouvelles technologies pour la traînée, le bio-encrassement et la réduction du bruit. - Développer de nouveaux concepts de navires, c'est-à-dire des navires flexibles, modulaires et à haut rendement, en utilisant de nouveaux matériaux (par exemple, haute résistance, poids réduit, intelligents, etc.) et des techniques de conception et de production avancées, avec des coûts de fabrication, de construction, d'installation, de démantèlement et de recyclage plus faibles dans la perspective de l'économie circulaire.



	<ul style="list-style-type: none"> - Concevoir et développer des solutions innovantes d'infrastructures vertes et des logiciels sur mesure pour améliorer la durabilité de la logistique et des ports. - Développer des solutions innovantes pour réduire l'empreinte écologique des transports maritimes et des infrastructures portuaires, tant commerciaux que touristiques, conformément à la stratégie à long terme de la Commission européenne pour une société climatiquement neutre d'ici 2050 et à la directive-cadre "Stratégie pour le milieu marin". - Contrôler l'efficacité des stratégies mises en œuvre et contribuer à la proposition de nouvelles réglementations. <p>2. Réduire la pollution marine et faciliter la transition vers la numérisation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Effectuer des mesures in situ et développer des outils de modélisation (y compris la modélisation Big-Data) pour comprendre la distribution, l'intensité et les sources du bruit sous-marin, ainsi que son effet sur les espèces marines. <p>3. Adapter les compétences aux nouveaux besoins émergents en matière d'emploi</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place un cours de formation transméditerranéen sur les technologies vertes pour le transport maritime.
WWF	<ul style="list-style-type: none"> - Parvenir à la ratification et à la mise en œuvre complètes des conventions et protocoles relatifs à la pollution, en particulier la convention MARPOL de l'OMI, la convention sur les eaux de ballast, la convention antisalissure et les protocoles associés de la convention de Barcelone - Investir dans la fourniture d'énergie durable dans le transport maritime (éolienne, solaire) et augmenter le financement pour l'électrification des ports et des opérations portuaires en Méditerranée - Fixer des objectifs de durabilité fondés sur la science, y compris des objectifs de décarbonisation fondés sur la science, pour le secteur du transport maritime dans la région méditerranéenne et inviter les grandes entreprises du secteur à faire de même - Soutenir une proposition commune et coordonnée de désignation de la Méditerranée comme zone de contrôle des émissions de soufre à l'OMI d'ici 2022.
Ministère de l'agriculture, pêche maritime, développement durable eaux et forêts:	<ol style="list-style-type: none"> 1. Il est proposé que l'ensemble des pays membres puissent ratifier les annexes de MARPOL et aussi ceux qui traitent la pollution marine en générale. 2. La transition requière un appui logistique et théorique aux pays qui ont moins de moyens pour la digitalisation. 3. Besoin d'un échange de savoir-faire entre les pays partis de l'UpM



département pêche maritime - Maroc	
Malta Maritime Forum	L'éducation est primordiale et la communication impliquée dans l'ensemble de la Méditerranée dans une politique commune aidera certainement à trouver des solutions et des mesures d'atténuation.
MedPAN, the Mediterranean Marine Protected Areas Network	<p>Veillez consulter les recommandations du projet Interreg Pharos4MPAs (coordonné par le WWF) relatives au transport maritime :</p> <p>https://pharos4mpas.interreg-med.eu/fileadmin/user_upload/Sites/Biodiversity_Protection/Projects/PHAROS4MPAs/MT_POLICYBRIEF_A4.pdf</p>
Med Blue Growth community	<ul style="list-style-type: none"> - Accélérer le processus de désignation éventuelle de l'ensemble de la mer Méditerranée comme zone de contrôle des émissions d'oxydes de soufre (MED-SECA), étudier les possibilités de l'étendre à la zone de contrôle des émissions d'azote (NECA) et définir des mesures de soutien socio-économiques et techniques en étroite collaboration avec le secteur privé (compagnies de croisière et de navires), les gestionnaires des zones marines protégées et les autorités locales et portuaires. - Les autorités devraient mettre en œuvre des limitations de vitesse, qui constituent une mesure importante et efficace pour atténuer les risques de collision. En outre, des vitesses plus faibles réduisent les impacts acoustiques et les émissions potentielles. - Le transport maritime à courte distance de marchandises devrait être encouragé pour contribuer à la réduction des émissions à terre ; il devrait toutefois observer une dynamique durable, c'est-à-dire utiliser des énergies/carburants plus neutres en carbone. - L'aménagement de l'espace maritime et les réglementations en matière de transit sont essentiels pour prévenir les accidents lors de la navigation des navires et les impacts environnementaux qui en découlent. Les gestionnaires des zones marines protégées doivent faire partie du processus officiel de planification de l'espace maritime, où ils peuvent jouer un rôle important dans la promotion d'initiatives auprès des autorités publiques, telles que l'établissement de zones particulièrement sensibles (PSSA), de zones à éviter (ATBA) ou de dispositifs de séparation du trafic (TSS). - Les ports de petite et moyenne taille (SMP) sont un facteur clé de la compétitivité dans l'espace MED. Ils doivent (i) optimiser leur fonctionnement et leur gestion en adoptant les nouveaux outils des technologies de l'information et des communications et les services télématiques, (ii) promouvoir l'éco-innovation et (iii) mettre en œuvre des activités d'économie circulaire.



	<p>- Une chaîne logistique plus efficace dans les ports ainsi qu'une meilleure accessibilité et connectivité aux territoires/à l'intérieur des terres doivent être recherchées afin de renforcer la durabilité et d'éviter les goulets d'étranglement. L'utilisation du chemin de fer devrait être encouragée, tant pour les marchandises que pour les passagers.</p>
eco-union	<p>La mise en place de zones de contrôle des émissions (ECA) est essentielle pour réduire la pollution atmosphérique et promouvoir des navires et des ports plus écologiques.</p>
ECOCEAN	<p>Concernant les ports durables ; nous avons démontré que les infrastructures portuaires (marinas et port de commerce) pouvaient jouer un rôle écologique positif (nurserie) pour l'environnement alentours si leur qualité d'eau était convenable et si leurs gestionnaires acceptaient de s'engager dans des actions d'écoconception.</p>
Agence nationale des ports Maroc	<p>Investir dans les installations de réception portuaires.</p>
NOAH ReGen	<p>NOAH est en train de travailler sur l'élaboration d'un Blue Credit suivant le modèle du Carbon Credit. Ce Blue Credit pourrait être adopté par les autorités et ports pour permettre la collecte auprès des armateurs, tout en créant une nouvelle dynamique d'avenir.</p> <p>Ce Blue Credit pourrait être destiné à:</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'offset des vieux navires pour un démantèlement ou recyclage écoresponsable (en fermes flottante par exemple, ou encore en production et stockage d'énergie renouvelable...). - Soutenir la R&D en vue de décarboner le transport maritime. - Soutenir la R&D en vue de booster la digitalisation (notamment en matière de contrôle et protection des espaces maritimes, d'optimisation, de big data...) <p>Un tel Blue credit adopté conjointement par les membres de l'UfM (et la commission Européenne avec qui nous en discutons déjà) pourrait donner le coup d'envoi de cette transition, tout en créant un marché "bottom to the top" concurrentiel. Nombreuses start-ups se constitueraient avec des solutions innovantes pour répondre à ces thématiques et espérer toucher un financement par le Blue Credit.</p>



<p>GRAND PORT MARITIME DE MARSEILLE</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Uniformisation de la réglementation, critères et identification des moyens techniques et humains de contrôle, suppression du HFO en méditerranée. 2. Uniformisation des données et des formats, à l'instar du EMSW 3. Programme gratuit d'enseignement à distance permettant une remise à niveau permanente
<p>IMFMM</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La mise en oeuvre effective de toutes les conventions internationales et regionales relatives à la pollution marine , - La mise en oeuvre sans delais de l'annexe VI de la convention Marpol 73-78 et les directives pertinentes de l'Organisation maritime internationale en la matière. - Création d'une plateforme regroupant les experts et les différents acteurs opérant dans le domaine maritime ;
<p>Institut National de Recherche Halieutique</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Utiliser l'énergie la moins polluante dans le transport maritime - Assurer l'échange Nord - Sud concernant la transition vers le numérique - Assurer des formations de haut niveau pour les employés dans le secteur du transport maritime
<p>National Institute of Oceanography and Fisheries</p>	<p>Aménagement de l'espace marin et regroupement des activités maritimes</p>
<p>CETMAR</p>	<p>Améliorer les systèmes de prévision et les systèmes de gestion des données. Ces deux outils sont très utiles aux décideurs. En outre, le bruit sous-marin constituera un défi important : il faudra surveiller et mesurer son impact.</p>
<p>Regional Cluster "North-East"</p>	<p>Dans toutes les fonctions professionnelles, les compétences non techniques deviendront de plus en plus importantes, en particulier pour les fonctions professionnelles hautement qualifiées. Les compétences émergentes des emplois hautement qualifiés concernent principalement la manière d'apprendre, de communiquer, d'interagir et de s'adapter à des environnements changeants, en plus d'une éducation de haute qualité. Les besoins en compétences peuvent être identifiés à différents niveaux, allant des évaluations au niveau national ou même européen du secteur à des évaluations plus précises au niveau des régions et des entreprises.</p>



	Améliorer la fourniture d'informations sur les besoins en compétences et les exigences professionnelles : c'est essentiel pour améliorer la formation et l'éducation.
Centro de Ciências do Mar, Universidade do Algarve	Nous avons besoin de certaines approches "ciel bleu" pour stimuler l'identification de nouvelles solutions de surveillance et d'atténuation de la pollution. L'Europe dispose d'une vaste capacité de numérisation, alors qu'est-ce qui la bloque dans le secteur maritime ? Les avantages de la numérisation suggèrent qu'il existe des goulets d'étranglement concrets à surmonter par des programmes spéciaux.3) la mobilité et la formation par la création de consortiums avec les universités et la création de postes de formation similaires à ERASMUS+ /da Vinci mais au niveau des entreprises du secteur des transports.
Office National des Hydrocarbures et des Mines - Maroc	<ul style="list-style-type: none"> - Concernant la question des déchets et fuites d'hydrocarbures, le recours à des taxes dissuasives pourrait avoir un effet atténuant ; - Equiper les navires susceptibles de polluer par des navires nettoyeurs ou barrages flottants pour contrer l'effet des marrés noires ; - Renforcer la législation en vigueur
Lebanese University - Green Community	Adopter des politiques de contrôle des déchets, augmenter le financement pour la prévention et le contrôle de la pollution marine, renforcer les lois sur les déchets marins et surveiller la pollution marine de manière systématique. En ce qui concerne la numérisation, les navires intelligents devraient changer et façonner l'industrie du transport maritime et devraient être respectueux de l'environnement, efficaces sur le plan énergétique et sûrs. En outre, des sessions de formation et de sensibilisation au transport maritime durable devraient être souvent organisées.
Barcelona Advocats i Assessors	L'entretien et l'amélioration des services écosystémiques est un pilier clé du soutien à l'économie bleue. Un bon état du milieu marin est une condition pour assurer une économie maritime robuste. En ce sens, le changement climatique se présente comme un défi transversal à la conservation du milieu marin et des secteurs économiques. Dans les écosystèmes marins, la forte concentration d'activités et de personnes dans les zones côtières exacerbe ce fait et augmente également le nombre de personnes exposées aux impacts qui leur sont associés. Ces pressions humaines sont associées à la pollution (directe, indirecte, opportune et / ou diffuse), aux changements d'usages (infrastructures côtières et nouvelles activités) et à la surexploitation des ressources naturelles (professionnelles, récréatives ou touristiques).



<p>ASSOCIATION DE PROTECTION DU LITTORAL A MAAMOURA – APLM</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Remplacement des filets et du matériel de pêche en matière plastique par d'autres fabriqués à base de matière écologique - Adopter une stratégie 0 papier - Intégrer dans le processus de sélection des candidats une section importante sur la protection de l'environnement
<p>Eurorégion Pyrénées Méditerranée</p>	<p>La priorité devrait être donnée à l'innovation dans les technologies notamment pour les nouveaux modes d'énergie pour les transports maritimes avec un plan Marshall pour les transports maritimes équipés de technologies moins polluantes et un plan de soutien aux formations aux technologies émergentes pour le secteur maritime</p>
<p>Ministère de l'Energie, des Mines et de l'Environnement/ Département de l'Environnement</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Renforcement du Programme national de gestion des déchets ménagers pour qu'il intègre également la gestion des déchets marins sur les plages et en surface de la mer. Renforcer la prévention et la lutte contre la pollution marine par des hydrocarbures.
<p>ONG ASSISTANCE COMMUNAUTAIRE et développement ASCOM</p>	<p>Il faut mettre en place des systèmes de surveillance pour diminuer la pollution des océans et de l'atmosphère grâce à la lutte contre les bateaux de pêche à usage industrielle.</p> <p>Mettre en place des programmes de formation sur les techniques de transformation et de valorisations des ressources halieutiques pour diminuer le chômage et encourager le consommé local.</p> <p>Intégrer des formations sur les techniques de nettoyage industrielle des usines de poissons.</p>
<p>Generalitat Valenciana</p>	<p>La participation de l'UpM dans la négociation de programmes de gestion directe de l'Union Européenne puis des Fonds Structurels et d'Investissement Européens, dans le but de faire présents ces objectifs.</p>



<p>DIRECTION DES PORTS ET DU DOMAINE PUBLIC MARITIME</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Encourager les états de la méditerranée pour la promulgation des textes portant sur le rejet illicite en mer provenant des navires et l'application des sanctions pour tout cas de violation des lois et règlements au niveau des eaux territoriales ; - Renforcement du suivi et la surveillance des navires traversant les cotes méditerranéennes notamment ceux transportant des matières dangereuses ; - Suivre les réalisations des compagnies maritimes traversant la méditerranée pour l'utilisation du diesel marin ou des énergies alternatives conformément à la nouvelle réglementation de l'OMI « Low Sulphur » entrée en vigueur le 1er janvier 2020. - Mesure et Surveillance la qualité de l'air et de l'eau de mer au niveau des ports de la méditerranée. - Encourager la mise en place des installations de réception portuaires et prévoir des mécanismes de financement à cet effet ; - Identifier les lieux de refuges des navires en détresse au niveau de la méditerranée ; - Généraliser la mise en place des guichets uniques au niveau des ports de commerce; - Améliorer la connectivité digitale des ports méditerranéens, à travers la dématérialisation et homogénéisation des procédures;
<p>CTN - Marine Technology Centre</p>	<p>(1 et 3)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Incluant le bruit sous-marin comme un polluant clé dérivé du transport maritime. - Actions de renforcement des capacités pour faciliter l'acquisition des connaissances nécessaires pour : la surveillance du bruit sous-marin, le traitement des signaux, la mise en œuvre de modèles de propagation et de prévision, etc. afin d'adapter les compétences aux nouveaux emplois émergents et de combler les lacunes techniques entre les pays de l'UE et les autres pays de la région méditerranéenne. - L'engagement des ports dans la gestion des problèmes de bruit sous-marin. - Conseil en gestion pour le changement numérique. - Mise en œuvre de l'IdO et du SIG pour le suivi des mouvements de marchandises. - Mise en œuvre de Big Data pour l'analyse des situations, l'amélioration de la prise de décision (SMART DATA) - Applications web qui améliorent la mobilité et l'efficacité du personnel portuaire.
<p>Cartagena Oceanographic Research Institute</p>	<p>Développer un système de propulsion à faible pollution sonore. Lors de la conception des navires, il convient de tenir compte de la possibilité d'installer des capteurs océanographiques à bord afin qu'ils puissent être utilisés facilement comme navires d'opportunité.</p>



<p>Universidad Politécnica de Cartagena</p>	<p>Dans certaines zones restreintes comme les lagunes côtières, nous devons nous assurer que toutes les activités de navigation de plaisance respectent les normes environnementales requises</p> <p>Utiliser des structures portuaires conçues comme des lieux de vie, permettant d'être facilement colonisées par l'organisme des communautés locales.</p>
<p>Emilia-Romagna Region</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir des incitations aux armateurs pour l'amélioration de l'efficacité et le remplacement progressif des moteurs de navire pour l'utilisation de carburants verts ou écologiques (voir moteurs électriques et GNL) <p>En outre, nous suggérons d'envisager des actions pour réduire les impacts des structures portuaires sur l'environnement et sur les côtes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir la recherche et le développement ainsi que l'application de nouvelles technologies pour la gestion durable des sédiments dans les ports et les passes maritimes afin de réduire l'utilisation du dragage traditionnel (qui a plusieurs impacts sur l'environnement et la gestion et des coûts administratifs élevés) en accordant également une attention particulière à la possibilité de réutiliser les matériaux pour l'alimentation du littoral afin de contraster l'érosion côtière.
<p>Intermediterranean Commission of CPMR</p>	<p>Le développement de réflexions communes concernant la gouvernance des ports devrait être envisagé de manière concertée par tous les pays méditerranéens. Il convient de promouvoir les futurs projets de coopération au niveau de la gouvernance, visant à atténuer la pollution atmosphérique due au transport maritime et aux réseaux et infrastructures de communication connexes, à renforcer et à améliorer la mise en réseau entre les ports, les autorités environnementales locales et les institutions scientifiques.</p> <p>Promouvoir des projets et des initiatives techniques qui traitent de la surveillance et de la gestion des risques environnementaux dans une perspective intégrée et, en particulier, favoriser le développement de réseaux de surveillance intégrée de la pollution atmosphérique. Ces réseaux utiliseraient des informations sur l'activité portuaire, des données territoriales et des mesures de la qualité de l'air et, grâce à l'utilisation d'outils de modélisation, permettraient une meilleure évaluation de la qualité de l'air, tant dans l'espace que dans le temps.</p> <p>Des investissements ciblés en faveur d'outils et/ou de procédures innovants devraient être assurés, notamment pour : la gestion et/ou la réduction des déchets, la réduction de la consommation d'eau et d'électricité, etc.</p> <p>L'accélération du processus de désignation éventuelle de l'ensemble de la mer Méditerranée comme zone de contrôle des émissions d'oxydes de soufre (MED-SECA), l'étude des possibilités de l'étendre à la zone de contrôle des émissions d'azote (NECA) et la définition de mesures de soutien socio-économiques et techniques en étroite collaboration avec le secteur privé (compagnies de croisière et de navigation), les gestionnaires des AMP et les autorités locales et portuaires.</p>



	<p>La MSP et les règlements de transit sont essentiels pour prévenir les accidents lors de la navigation des navires et les impacts environnementaux qui en découlent. Les gestionnaires de ZMP doivent faire partie du processus formel de planification de l'espace maritime, où ils peuvent jouer un rôle important dans la promotion d'initiatives auprès des autorités publiques, telles que l'établissement de zones particulièrement sensibles (PSSA), de zones à éviter (ATBA) ou de plans de séparation du trafic (TSS).</p> <p>Les autorités devraient mettre en œuvre des limitations de vitesse, qui constituent une mesure importante et efficace pour atténuer les risques de collision. En outre, des vitesses plus faibles réduisent les impacts acoustiques et les émissions potentielles.</p> <p>Une chaîne logistique plus efficace dans les ports ainsi qu'une meilleure accessibilité et connectivité aux territoires/à l'intérieur des terres devraient être recherchées afin d'améliorer la durabilité et d'éviter les goulets d'étranglement. L'utilisation du chemin de fer devrait être encouragée, tant pour les marchandises que pour les passagers.</p> <p>Les ports de petite et moyenne taille doivent optimiser leur fonctionnement et leur gestion (nécessité d'adopter de nouveaux outils TIC et services télématiques), stimuler l'éco-innovation et mettre en œuvre des activités d'économie circulaire.</p> <p>Le transport maritime à courte distance pour les marchandises doit être encouragé pour contribuer à la réduction des émissions à terre ; il doit cependant observer une dynamique durable, c'est-à-dire utiliser des énergies/carburants plus neutres en carbone, des mesures de contrôle de la vitesse, etc.</p>
<p>UNEP/MAP Barcelona Convention</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Reconnaître l'importance et poursuivre la mise en œuvre effective de la Convention de Barcelone, en particulier le Protocole de prévention et d'urgence, la Convention OMI-MARPOL et les directives pertinentes de l'UE, avec le soutien du REMPEC. Note : Un nouveau - La stratégie de lutte contre la pollution par les navires jusqu'en 2030 est en cours de négociation par les parties contractantes à la Convention de Barcelone. - Apporter un soutien politique, en coopération avec les secteurs concernés au niveau national, au processus de désignation éventuelle de l'ensemble de la mer Méditerranée comme zone de contrôle des émissions d'oxydes de soufre (MED-SECA) dans le cadre du système PNUE/PAM - Convention de Barcelone, y compris les possibilités d'étude pour l'étendre à la zone de contrôle des émissions d'azote (NECA), et définir des mesures de soutien socio-économiques et techniques en étroite coopération avec le secteur privé (compagnies de croisière et de navires) et les autorités locales et portuaires ; - Coordonner les efforts régionaux pour contribuer efficacement à la mise en œuvre de la stratégie de l'OMI sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre des navires, et soutenir les mesures visant à décarboniser le transport maritime international, y compris l'utilisation de carburants de substitution et d'énergies renouvelables, les mesures technologiques visant à améliorer l'efficacité énergétique des navires, les solutions portuaires pour réduire les émissions de GES, telles que les redevances portuaires vertes, les incitations en faveur des énergies de substitution/combustibles propres, les achats écologiques ou les installations d'alimentation à quai.. ;



	<ul style="list-style-type: none"> - La planification de l'espace maritime (MSP) et les réglementations en matière de transit sont essentielles pour prévenir les accidents lors de la navigation des navires et les impacts environnementaux qui en découlent. Les gestionnaires de ZPM doivent faire partie du processus formel de planification de l'espace maritime, où ils peuvent jouer un rôle important dans la promotion d'initiatives auprès des autorités publiques, telles que l'établissement de zones particulièrement sensibles (PSSA), de zones à éviter (ATBA) ou de plans de séparation du trafic (TSS) ; - Soutenir les efforts visant à contrôler les rejets illicites de pollution par les navires pétroliers par le biais du Réseau méditerranéen des responsables de l'application des lois relatives à MARPOL dans le cadre de la Convention de Barcelone (MENELAS) et accroître la coopération régionale pour la surveillance des navires, le partage des données, les poursuites et le contrôle par l'État du port ; - Renforcer les efforts régionaux et nationaux pour contrôler et gérer les eaux de ballast et les sédiments des navires, par des investissements des armateurs pour équiper leurs navires d'un système de traitement des eaux de ballast, des ports pour fournir des installations de réception portuaires adéquates et des autorités pour inspecter et appliquer les règlements. Encourager et soutenir la bonne volonté des pays et de l'industrie pour contrôler et gérer les bio-encrassements des navires afin de minimiser le transfert d'espèces aquatiques envahissantes ; - Appliquer le principe du pollueur-payeur et coordonner la prévention et la réduction des sources océaniques de déchets marins en faisant intervenir la source primaire de pollution (c'est-à-dire les navires marchands, les ferries et les paquebots de croisière, les bateaux de pêche, les bateaux de plaisance, les plateformes pétrolières et gazières offshore et les fermes aquacoles). Soutenir les ports pour les inciter à décharger les déchets d'exploitation des navires dans les ports plutôt qu'en mer, notamment en adoptant le système de redevance non spéciale pour l'utilisation des installations de réception portuaires. Au niveau régional, explorer les synergies entre le plan régional du PNUE/PAM sur la gestion des déchets marins en Méditerranée et le plan d'action de l'OMI pour traiter les déchets plastiques marins des navires. - 8. Les autorités compétentes devraient mettre en œuvre des limitations de vitesse, qui constituent une mesure importante et efficace pour atténuer les risques de collision. En outre, des vitesses plus faibles réduisent les impacts acoustiques et les émissions potentielles ;
<p>CCDRAlentejo</p>	<p>"Établir des normes environnementales plus élevées pour la région en termes de sécurité et d'émissions polluantes. Une plus grande surveillance de la navigation de plaisance, en tenant compte de ses impacts sur la qualité de l'air et de l'eau. Lancer le débat au sein de l'UpM sur la nécessité de développer de nouvelles sources d'énergie pouvant remplacer les carburants lourds actuellement utilisés dans le transport maritime, dont l'hydrogène vert semble être un bon exemple".</p>
<p>Agence Egyptienne de l'Environnement</p>	<p>Au niveau régional :</p>



- Soutenir l'amélioration des infrastructures portuaires et renforcer les installations concernées par des conceptions plus intelligentes, en utilisant la technologie de l'internet des objets (IoT), l'intelligence pour améliorer la productivité et l'efficacité énergétique.
- Encourager les initiatives de ports durables et écologiques (intelligents), qui constituent une solution innovante pour équilibrer le développement économique et la protection de l'environnement dans le secteur portuaire.
- Soutenir l'identification d'un certain nombre de critères et d'indicateurs clés de performance (KPI) liés à :
 - Gestion de l'environnement - Optimisation des ressources en eau -
 - Efficacité énergétique - Minimisation de la pollution (air - eau - solide - danger - bruit - accidents) - Niveau d'automatisation.
- Coopérer à l'élaboration d'un cadre clair et complet pour le développement durable et intelligent des ports en intégrant les préoccupations et les intérêts de tous les secteurs concernés (c'est-à-dire le secteur portuaire, le secteur de l'environnement, le secteur de la planification et les communautés locales)
- Soutenir l'amélioration des installations portuaires pour la réception et le traitement des eaux de ballast, afin de contrôler la propagation des espèces envahissantes.
- Promouvoir une planification d'urgence efficace en cas de marée noire et une coopération régionale en matière de préparation et de lutte contre les marées noires.
- Soutenir l'amélioration de la collecte des déchets marins et de leur élimination en toute sécurité en améliorant les installations portuaires et la gestion de l'environnement.
- Promouvoir la coopération technique, le partage des meilleures pratiques et le développement des capacités dans le domaine des ports écologiques et durables (smart).
 - Au niveau national :
 - Renforcer la mise en œuvre de systèmes de gestion environnementale pour les navires et les ports côtiers afin de minimiser leurs impacts négatifs sur l'environnement.
 - Assurer la préparation d'études d'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) pour les nouveaux ports et améliorer leur conformité par des inspections régulières.
 - Améliorer les systèmes de surveillance intégrés existants dans les ports nationaux (par exemple, qualité de l'eau - émissions atmosphériques - bruit)".



Thème 3. Tourisme durable

Que faut-il faire pour positionner la Méditerranée comme une destination touristique véritablement "verte" et maximiser son potentiel pour les jeunes entrepreneurs, la croissance des PME et le développement local durable en général ? Comment assurer les investissements publics et privés pour des infrastructures durables, des entreprises, la diversification des produits en termes de saisonnalité et d'accès à de nouveaux marchés, ainsi que l'utilisation de données importantes ?

EMUNI

Tout d'abord, le problème du sur-tourisme dans certains endroits devrait être reconnu (ici, il ne semble pas l'être) et abordé. L'un des problèmes est de cesser, à titre de mesure politique, de promouvoir le "tourisme rapide" (escapades de deux jours en avion), les grands bateaux de croisière débarquant dans les petits ports qui n'ont pas les capacités adéquates. Il convient de promouvoir un tourisme basé sur la connaissance et l'expérience réelle. Les voyages d'affaires, lorsqu'ils ne sont pas nécessaires, devraient être remplacés par des réunions en ligne, plutôt que de se rendre dans certaines destinations touristiques. Des données de grande taille devraient être utilisées pour disperser les pressions touristiques et les canaliser vers les zones sous-utilisées. L'esprit d'entreprise doit être encouragé (également via les ressources publiques), mais il convient d'exiger un impact clair sur la durabilité.

IOC-UNESCO

La Méditerranée manque de politiques communes sur les questions environnementales, mais le secteur privé, dans le cas du tourisme, s'adapte beaucoup mieux aux besoins des clients potentiels que les autorités nationales. Les aspects liés à la saisonnalité représentent un sujet en suspens pour les secteurs touristiques et tous les autres secteurs qui leur sont liés (par exemple, le transport, la gastronomie (agriculture, pêche, aquaculture), l'énergie, etc.)

FAO

Les politiques fiscales, les primes et les rabais sur les financements ainsi que les incitations à l'emploi doivent être liés à la durabilité. Le tourisme ne sera plus là si ce n'est pas durable. Zéro km ou l'intégration d'une production de haute qualité avec la consommation touristique est une approche qui viole les systèmes alimentaires. Environnement iOS primordial. Pour tout cela, des mesures existent et sont disponibles par le biais des indicateurs SDG. La FAO est le gardien de 21 d'entre eux.



MED JS	Les points supplémentaires pourraient être : la gestion durable des ressources, l'évaluation de l'impact spatial des infrastructures.
INSTM - Tunisia	Renforcer la compétitivité pour un tourisme durable et respectueux de l'environnement et la diversification des produits touristiques par la mise en œuvre de produits originaux et sûrs.
University of Bologna	<p>Nous devrions impliquer les assurances, qui sont un secteur clé, en partie à cause de l'ampleur des ressources investies et en partie parce que les assurances peuvent inciter les particuliers, les entreprises et les gouvernements à agir. Un exemple notable est la police d'assurance pour la nature qui a été développée pour le récif corallien méso-américain au Mexique, qui est entièrement basée sur un service écosystémique. L'analyse de rentabilité repose sur la garantie que le récif réduit l'exposition aux risques d'inondation côtière dus aux tempêtes tropicales et stabilise les plages afin de protéger une industrie touristique de 10 milliards de dollars par an pour les villes de Cancún et Puerto Morelos. Ces économies locales dépendent fortement du tourisme lié au récif méso-américain et aux plages qui se trouvent derrière.</p> <p>Une autre possibilité est la recherche sur les infrastructures maritimes bioactives, afin de concevoir des infrastructures maritimes riches en biodiversité comme des centres de plein air pour les activités de loisirs, d'éducation et de sensibilisation.</p>
National Institute of Marine Sciences and Technologies	<ul style="list-style-type: none"> - Appliquer l'approche du PSM / GIZC dans le cadre du développement en Méditerranée, - Impliquer les parties prenantes dans la décision - Sensibilisation des acteurs du tourisme vert - Essayer de changer la mentalité des acteurs pour aller vers un tourisme vert.
Ministry of Economy - Palestine	<ul style="list-style-type: none"> - Expositions au niveau international des entrepreneurs - Ouvrir la porte aux investisseurs pour qu'ils investissent dans ces idées - Ces expositions sont organisées annuellement dans les pays participant à l'Union pour la Méditerranée - Organiser des concours régionaux pour sélectionner les meilleures initiatives écologiques pour la jeunesse - Participation de ces initiatives à des conférences et des colloques internationaux en tant que réussites.



<p>Alma Mater Studiorum University of Bologna</p>	<p>Rationaliser les cadres juridiques pour faciliter la création d'entreprises, mettre en œuvre l'entreprise verte avec une faible empreinte carbone et utiliser des mesures d'incitation.</p>
<p>AMFORHT</p>	<p>Les groupes hôteliers et les voyageurs doivent contribuer aux efforts des institutions internationales pour protéger la mer Méditerranée (un pourcentage de leur total, la mise en œuvre des certifications de développement durable...). De plus, les gouvernements devraient travailler davantage sur la transparence par le biais de données provenant du secteur du tourisme et de la manière dont nous exploitons les mers et les plages afin de mieux connaître la situation actuelle et les réalisations futures. Investir dans des produits innovants et diversifiés, y compris dans les zones rurales éloignées des côtes, pourrait être un moyen efficace de protéger et de reconstituer les destinations côtières. Cela pourrait s'accompagner de la recherche de nouveaux marchés et de la promotion de nouveaux produits. Revoir les programmes d'études, la formation des formateurs et opter pour la responsabilité sociale des entreprises comme vecteur de développement de nouveaux programmes éducatifs en matière de tourisme.</p>
<p>Presa Puente Estrecho de Gibraltar, SA</p>	<p>Pour avoir une Méditerranée "verte", nous devons l'adapter à l'élévation du niveau de la mer et empêcher la disparition des plages.</p>
<p>Universidade de Évora, MARE</p>	<p>Améliorer l'éducation et les actions en vue d'une utilisation et d'une découverte adéquates de la nature.</p>
<p>DynMed Alentejo - Associação para Estudos e Projectos de Desenvolvimento Regional Projectos de Dese</p>	<p>Lancer une campagne publicitaire mondiale - marketing territorial - pour l'ensemble de la Méditerranée afin de souligner les vertus de l'écotourisme MED et mettre en œuvre parallèlement un programme de soutien aux PME et aux jeunes entrepreneurs dans le secteur du tourisme "vert" respectueux de l'environnement.</p>



<p>Association Tunisienne de l'Ingénierie Côtière, Portuaire et Maritime (ATIM)</p>	<p>http://planbleu.org/fr/publications/recommandations-politiques-elaborees-par-la-communaute-mediterranee-du-tourisme</p>
<p>UNIVERSIDAD DE MURCIA</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir l'utilisation d'activités écologiquement durables et permettre aux entreprises d'être plus innovantes sur le plan social, économique et environnemental grâce à la création d'un système d'incitations sociales, participatives, juridiques, économiques et fondées sur la connaissance pour faciliter le processus. - Encourager la collaboration et la participation des principaux utilisateurs à la formulation des lignes d'activité et de croissance dans les zones touristiques. Et donner des options pour diversifier les activités touristiques en promouvant d'autres activités pour les périodes de faible fréquentation.
<p>RAED - Arab Network for Environment and Development</p>	<p>Construire des modèles d'entreprise qui tiennent compte de tout ce qui précède. Diffuser les connaissances, sensibiliser et développer les capacités des bénéficiaires. Assurer la mise à jour des législations pour faciliter la mise en œuvre tout en établissant un système d'incitation fort pour encourager les différentes parties prenantes à s'impliquer.</p>
<p>The-Marketer.net / HOMERe Permanent Secretariat South Shore Mediterranean</p>	<p>Veillez revoir mes réponses précédentes car la plupart des approches nécessiteront une anticipation par des études et/ou la conception de programmes. Pour celui-ci, je pense que l'OIT peut jouer un rôle essentiel puisqu'elle dispose d'un programme conçu pour aider les entrepreneurs potentiels à créer leur entreprise, en plus d'autres programmes qui peuvent contribuer à la croissance/amélioration des entreprises existantes : Start & Improve Your Business (SIYB) - plus d'informations peuvent être trouvées sur le lien suivant :</p> <p>https://www.ilo.org/empent/areas/start-and-improve-your-business/lang--en/index.htm</p>
<p>Mediterranean Information Office for Environment, Culture</p>	<p>Nos suggestions sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la formation technique et professionnelle pour le secteur de l'hôtellerie et de la restauration avec des composantes environnementales et de développement durable.



<p>and Sustainable Development (MIO-ECSDE)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Introduire des incitations fiscales pour les entreprises liées au tourisme qui introduisent des systèmes de gestion environnementale dans leurs activités. - Renforcer la législation en matière de protection de l'environnement pour parvenir à un bon état écologique. - Limiter le développement des infrastructures et des bâtiments dans les zones côtières. - Toute approche adoptée devrait être le résultat d'un processus véritablement participatif impliquant toutes les parties prenantes dès la phase de conception. - Gazette des zones marines protégées. - Incitations fiscales pour les jeunes entrepreneurs créant des entreprises et des modèles d'entreprise axés sur le tourisme. - Promotion des AMP en tant que modèles de développement local durable. - Promotion de la pêche à petite échelle. - Promotion d'un tourisme basé sur la nature. - Promotion du patrimoine subaquatique. - Promotion du paiement des services écosystémiques pour le carbone bleu (zones humides côtières, herbiers de posidonies...). - Promotion des infrastructures vertes et bleues.
<p>ECONCRETE</p>	<p>Le respect de la nature, de la flore et de la faune locales est également fondamental. Les investissements privés devraient respecter et encourager à la fois l'artisanat et les traditions locales et la nature. Le développement doit montrer qu'il est compatible avec les traditions et la nature.</p> <p>Tout investissement public et privé doit veiller à prendre soin de l'environnement local et de la population locale en faisant appel à la population locale, en l'impliquant dans le projet, en communiquant et en s'assurant qu'il ne portera atteinte en aucune façon à la nature ni à la population. Dans le cas contraire, il favorisera et mettra en valeur les entreprises locales et la nature.</p>
<p>BETA Tech Center, UVic/UCC - Interreg MED Green Growth</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir l'écotourisme dans des destinations alternatives telles que les zones protégées. Voir l'exemple du réseau MEET. - Encourager l'évaluation de la durabilité des forfaits touristiques en tenant compte du pilier environnemental, économique et social. - Proposer des activités de renforcement des capacités pour les PME, les jeunes entrepreneurs, les entreprises afin de rendre leurs activités plus durables - Promouvoir le tourisme de proximité dans les zones rurales



wpd offshore France	NSPP (non compétent)
METU Institute of Marine Sciences	Là encore, former et éduquer les décideurs politiques et les représentants sectoriels.
MedCities	<p>Le tourisme durable doit être compris comme un tourisme responsable plutôt que comme un tourisme "vert". Le tourisme n'est pas seulement un secteur économique mais aussi une réalité transversale qui touche "l'ensemble de la société et sa vie économique, sociale, culturelle et territoriale" ; il doit donc être responsable des besoins du territoire qui accueille cette activité.</p> <p>L'aspiration est d'utiliser le tourisme pour créer de meilleurs endroits où vivre. Ce défi doit être relevé, principalement par les autorités locales, car elles ont la responsabilité d'assurer et de promouvoir la qualité de vie de leurs citoyens, et parce que les autorités locales assument les coûts environnementaux, sociaux et économiques liés aux visites touristiques. Les autorités locales ont un rôle clé à jouer pour relever ce défi vital : passer du modèle de tourisme traditionnel à un modèle de tourisme durable. Les autorités locales doivent assumer un système de gestion intégrale du tourisme, en incluant dans leurs politiques touristiques des domaines qui ne sont pas traditionnellement liés au tourisme comme la mobilité, la sécurité, l'hébergement ou l'aménagement urbain. Cette vision intégrale facilite la coexistence entre le tourisme et l'activité de la vie quotidienne dans une destination, faisant du tourisme une activité durable. Une étape essentielle pour passer du modèle de tourisme traditionnel à un modèle de tourisme durable est que les politiques touristiques doivent être construites comme un projet collectif, car il s'agit d'une question collective, et les autorités locales doivent mener ce processus en assurant un cadre participatif où le secteur privé et les acteurs sociaux et communautaires peuvent discuter tout en garantissant l'intérêt général des destinations.</p> <p>Il devient évident que les régions méditerranéennes ont besoin de stratégies pour renforcer le leadership public de la gouvernance du tourisme.</p> <p>La région méditerranéenne doit devenir une destination durable en</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réduire l'empreinte carbone des transports (réduire la distance du voyage et augmenter le nombre de nuitées) - Favoriser une économie de consommation durable et circulaire - Réduire la surpopulation - Assurer le meilleur rendement social de l'activité économique générée par le tourisme. - Stimuler l'effet d'entraînement pour promouvoir de nouvelles activités touristiques stratégiques et durables.



	<ul style="list-style-type: none"> - Faire du tourisme un levier de changement pour le lancement d'autres activités non extractives. - Garantir que le modèle touristique répond aux besoins du territoire. - Encourager la participation des populations à la création de leur modèle touristique. - Éviter la standardisation des destinations et préserver les valeurs identitaires - Créer de nouvelles destinations touristiques intérieures liées à l'identité, à l'art et au patrimoine naturel pour réduire l'empreinte sur les territoires côtiers. - Établissement de créneaux horaires ou de quotas pour un nombre maximum de personnes pour certaines destinations. <p>Il est nécessaire de sortir de la logique des politiques touristiques qui, pendant de nombreuses années, ne se sont préoccupées que d'attirer les touristes, pour construire une stratégie de tourisme durable qui renforce le leadership des autorités publiques et locales, en impliquant le secteur privé et la communauté pour créer une vision responsable à long terme qui garantisse la durabilité de la destination. Il est crucial de construire un consensus et un travail conjoint sur les politiques touristiques de la ville avec l'ensemble des acteurs impliqués ; convaincre tous les acteurs qu'aujourd'hui la durabilité et les critères responsables sont la seule façon de garantir la compétitivité des destinations.</p> <p>La stratégie de tourisme durable doit définir une stratégie de développement économique local qui garantisse la valorisation des ressources locales, facilite les investissements et les projets d'entreprises touristiques innovantes et responsables, et stimule l'emploi de qualité avec une vision à long terme et un impact territorial minimum</p>
<p>Fundacion Valenciaport</p>	<p>Les technologies devraient jouer un rôle important pour mesurer l'impact du tourisme et pour prévoir les flux touristiques. La mise en œuvre de modèles de tourisme durable pour décongestionner le flux de touristes.</p>
<p>University of Siena</p>	<p>Une politique forte en matière d'impôts et de bénéfices pour taxer de plus en plus de pratiques non durables (y compris le sur-tourisme) et financer la transition vers des pratiques durables.</p>
<p>National Research Council of Italy</p>	<p>Une action pilote régionale sur les "écosystèmes numériques pour les destinations touristiques côtières afin de soutenir la conception des politiques : de la cartographie des opportunités à la production de renseignements" devrait être mise en place. En effet, pour développer des solutions durables et à faible empreinte environnementale comme condition préalable à la</p>



	<p>préservation du patrimoine naturel et culturel à long terme, la transition vers un tourisme plus durable devrait être mise en œuvre avec le soutien de la recherche socio-économique et l'exploitation des perspectives offertes par la numérisation pour soutenir la prise de décision. Il convient en particulier d'aborder la série d'actions suivantes, orientées vers des objectifs multiples :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au-delà des marchandises : exploiter le tourisme comme vecteur de comportements respectueux de l'environnement ; - Développer des systèmes de suivi et d'évaluation des flux touristiques, en évaluant les capacités d'accueil des destinations, afin de soutenir une gestion efficace des flux et des impacts touristiques conduisant à une gouvernance efficace d'une industrie touristique plus verte et durable ; - Développer une méthodologie, des outils et des systèmes d'évaluation des impacts environnementaux du tourisme et de ses moteurs dans la zone méditerranéenne, en se concentrant sur les tendances d'urbanisation côtière (villes fantômes touristiques) et les pressions connexes pour améliorer la protection des écosystèmes côtiers ; - se concentrer sur l'analyse des grandes données et les technologies et services TIC pour renforcer l'accès aux politiques de développement durable, l'utilisation plus efficace des ressources naturelles et du patrimoine culturel, et la gestion des infrastructures dans les zones côtières et marines ; - Former une nouvelle génération de techniciens/scientifiques marins pour mener des recherches sur la protection et la valorisation du patrimoine culturel marin, y compris le rendu 3D et 4D et l'observation accrue.
WWF	<ul style="list-style-type: none"> - Élaborer et mettre en œuvre des cadres stratégiques nationaux globaux pour le tourisme durable, en définissant des objectifs nationaux clairs et en incluant des programmes de formation pour les entrepreneurs, dans les approches et les technologies de l'économie circulaire durable. - Promouvoir l'adoption à grande échelle de normes (telles que celles du Conseil mondial du tourisme durable) dans les entreprises et les destinations de tourisme de masse. - Renforcer les cadres réglementaires et les sanctions associées pour limiter les pratiques touristiques non durables et améliorer les incitations fiscales et financières nationales pour promouvoir le tourisme durable. Adopter l'approche "Réduire, Réutiliser, Recycler" également dans les investissements touristiques. - Dans le cadre des processus de planification marine et côtière (PSM, GIZC), parvenir à une meilleure intégration de la planification des développements touristiques avec la protection naturelle (en se concentrant particulièrement sur les zones côtières et les AMP) - Promouvoir des initiatives visant à réduire l'empreinte du tourisme dans les zones de tourisme de masse, et à augmenter la valeur ajoutée du secteur pour les communautés locales et les parties prenantes.



<p>Ministère de l'agriculture, pêche maritime, développement durable eaux et forêts: département pêche maritime - Maroc</p>	<p>Il faudra mettre en place des projet intégrés ou les populations puissent avoir des allitératifs pro-environnement pour réduire les pressions sur les écosystèmes notamment marins et côtiers ;</p>
<p>Malta Maritime Forum</p>	<p>S'assurer que les ports sont entièrement équipés pour le repassage à froid et la disponibilité de soutes contenant 0,5 % de soufre dans la plupart, voire la totalité, des ports de la Méditerranée.</p>
<p>MedPAN, the Mediterranean Marine Protected Areas Network</p>	<p>Les recommandations du réseau MEET (Mediterranean Experience of Eco-Tourism) (coordonné par l'UICN Med) devront être prises en compte.</p>
<p>Med Blue Growth community</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Accélérer l'investissement énergétique dans l'industrie touristique méditerranéenne. Les autorités régionales et locales devraient soutenir l'investissement dans les voyages et les installations touristiques à haut rendement énergétique, en assurant des possibilités de financement et en soutenant les activités de recherche et d'innovation. Dans ce cadre, les marchés publics durables pour l'innovation dans le secteur de l'économie bleue peuvent être un catalyseur efficace pour l'entrée sur le marché de TIC prometteuses, fondamentales pour une meilleure gestion des ressources liées au tourisme. - Renforcer le cadre de gouvernance qui promeut le tourisme durable. Notamment, en convenant d'un cadre politique commun cohérent au niveau local, régional et européen au moyen d'un processus de consensus inclusif et structuré impliquant toutes les parties prenantes. - Planifier et gérer le tourisme de manière durable. Les autorités locales et régionales devraient appliquer des moyens de planification et de gestion durables des zones touristiques, par exemple, le protocole de gestion intégrée des zones côtières, la planification de l'espace maritime, les principes de gestion écosystémique. - Réduire la saisonnalité en promouvant des offres alternatives. Les collectivités locales et régionales, ainsi que le secteur privé, devraient promouvoir des destinations alternatives, telles que le tourisme rural, l'arrière-pays, le tourisme lent et le



	<p>tourisme culturel, en particulier pendant les mois d'été, lorsque les flux touristiques sont concentrés dans les zones côtières surpeuplées.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Construire une collaboration efficace entre les acteurs du tourisme, par le biais de nouveaux réseaux pour diffuser et disséminer les politiques, les résultats des projets et les bonnes pratiques recueillies dans le cadre de l'écotourisme afin d'obtenir un effet multiplicateur. - Préserver et promouvoir le patrimoine naturel et culturel maritime méditerranéen. En augmentant les performances sociales et environnementales par le biais de certifications, de labels et de codes éthiques pour promouvoir des produits de qualité, des services responsables et des affaires transparentes, ou en communiquant sur la responsabilité collective des résidents et des touristes pour préserver les atouts naturels et culturels des destinations. - La sensibilisation des citoyens à l'environnement et au tourisme durable. Les communautés locales, ainsi que les ONG, les écoles et les centres de recherche, doivent développer des activités de sensibilisation dans le cadre du tourisme durable. - Utilisation de méthodologies, comme la méthodologie 3-PBM (projet Interreg MED iBLUE), qui sont basées sur l'utilisation itérative du cadre Business Model Canvas (BMC) et Resources-Process-Values (RPV), au cours de laquelle les entreprises du secteur de la plaisance augmentent progressivement la connaissance et la capacité de gestion de leurs performances et de leur impact économique, social et environnemental.
<p>eco-union</p>	<p>Le tourisme côtier et maritime autour de la Méditerranée doit être soigneusement surveillé et géré pour éviter les impacts environnementaux négatifs, les fuites économiques et les conflits sociaux. En particulier, des instruments volontaires et réglementaires devraient être combinés pour impliquer l'industrie du tourisme, les voyageurs et les destinations vers un tourisme plus vert et plus responsable.</p>
<p>Green Community NGO</p>	<p>Pour favoriser le tourisme durable dans toute la Méditerranée, la création d'un "label vert de tourisme bleu" suivi d'un réseau de sites labellisés pour la coordination et le partage d'expérience, la planification et le co-développement, se complétant les uns les autres, pourrait être un outil favorisant l'adoption de pratiques vertes et la conception de projets/activités de tourisme bleu durable. De plus, la communication et la coordination avec les parcs côtiers/marins et les réserves naturelles inscrits sur la liste verte serviraient de feuille de route ou de modèle, pour apprendre et obtenir un soutien par le biais du renforcement des capacités et du partage d'expérience, créant ainsi un partenariat durable et mutuellement bénéfique</p>



<p>ECOCEAN</p>	<ul style="list-style-type: none"> - -Promouvoir à l'échelle européenne les collectivités engagées dans des démarches "vertes et bleues"(ex: port propre actif en biodiversité). - Promouvoir à l'échelle européenne les territoires engagés (AMP, sentier sous-marins, actions d'ingénierie écologique, etc...) => genre de label "territoire engagé pour la nature". - Bien vérifier que les mesures/actions mises en œuvre ne soit pas du greenwashing et/ou des mesures qui n'ont aucun bénéfice écologique validé scientifiquement (cf point 8).
<p>Agence Nationale des ports Maroc</p>	<p>Encourager le tourisme de niche</p>
<p>NOAH ReGen</p>	<p>Encore une fois, c'est exactement l'initiative de NOAH ReGen. Notre modèle économique (NOAH's Arks) s'appuie sur une nouvelle offre hôtelière: NOAH AH (Augmented Hospitality). Cette marque sera flottante (création de valeur par la création de surfaces flottantes sans foncier), 100% autosuffisante, zéro déchets, modulable. La puissance du rendement hôtelier en cœur des grandes capitales côtières permet d'absorber dans le financement, les Blue Hubs qui eux sont dédiés à la croissance industrielle, à la R&D, à l'incubation de start-ups. Ces Blue Hubs ne seraient pas finançables autrement, ni le private equity ni la private debt s'intéresseraient à un modèle économique incertain de soutien à la R&D maritime. L'idée est donc d'utiliser le secteur touristique pour supporter le secteur industriel dans le modèle de financement initial.</p> <p>Ainsi, les business plans des hôtels flottants, permettent le financement des NOAH's Arks qui offrent l'infrastructure de ces Blue Hubs: headquarters de la Blue Growth. A partir de ces headquarters, les strat-ups incubées et les partenaires du Blue Consortium, apportent les solutions et la croissance industrielle, les nouveaux marchés...</p> <p>Il ne faut que l'obtention d'autorisations des autorités locales pour l'implantation des ces NOAH's Arks en cœur de ville, dès lors, nous pouvons lancer cette Blue Revolution by NOAH.</p>



<p>Institut National de Recherche Halieutique</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La nature, le paysage et les plages de la Méditerranée permettent le développement de l'écotourisme, à petite échelle, à développer. - Encourager les PME pour investir dans le secteur du tourisme écologique et rural, jusqu'à maintenant considéré comme haut risque
<p>AVITEM</p>	<p>Le tourisme est l'un des secteurs les plus fragiles et les plus cruciaux pour la région méditerranéenne. La crise sanitaire actuelle aura des conséquences très importantes sur le tourisme et tant les institutions publiques que les entreprises privées devront s'engager sérieusement pour soutenir le secteur, mais aussi pour proposer de nouveaux produits et services.</p> <p>Les parties prenantes devront relever plusieurs grands défis, anciens et nouveaux : reconstruire le secteur, faire face aux changements climatiques, répondre aux nouveaux besoins des voyageurs et des touristes après la crise (ex : nécessité de s'évader, renforcement des liens sociaux...), faire face au phénomène de sur-tourisme....</p> <p>Il est trop tôt pour faire une analyse sérieuse, mais nous pensons que les acteurs devront avant tout encourager la créativité et les approches innovantes pour imaginer des solutions efficaces pour faire face à une situation aussi exceptionnelle.</p>
<p>National Institute of Oceanography and Fisheries</p>	<p>Construire une Plateforme publique-privée active. Veiller à ce que toutes les entreprises de l'océan soient impliquées.</p>
<p>Arco Latino</p>	<p>La pandémie COVID-19 a des effets dévastateurs sur le secteur du tourisme, notamment sur l'hospitalité et les voyages. Elle démontre à quel point le secteur du tourisme est fragile, délicat et vulnérable.</p> <p>Après la pandémie, le monde ne sera probablement plus le même, et donc le tourisme. Nous devons nous préparer à de grands changements dans notre vie et dans notre façon de voyager, de visiter, d'utiliser notre temps libre.</p> <p>Nous, la communauté du tourisme durable de la Méditerranée (financée par le programme INTERREG MED FEDER), pensons que la prochaine position de l'UPM sur l'économie bleue devrait mettre en avant la reprise rapide du secteur du tourisme, qui devrait commencer par un soutien plus fort au tourisme durable. Le concept de durabilité s'applique à l'aspect économique, environnemental et social.</p> <p>Quelques apports :</p> <p>La disponibilité de fonds de relance pour des actions prêtes à être mises en œuvre "prêtes à démarrer" dans ces secteurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - marketing vers les consommateurs



- la diversification et la désaisonnalisation de l'offre
- infrastructures
- mobilité
- l'économie locale

Quelques exemples :

- investissement dans l'écologisation des infrastructures : par exemple, bâtiments à énergie zéro ; économies d'eau ; services à déchets zéro ;
- investissement dans les chaînes alimentaires locales : encourager l'approvisionnement local en denrées alimentaires, encourager les productions locales et les productions typiques ;
- investissements dans les transports verts, tant pour les touristes que pour les services liés au tourisme et aux infrastructures connexes
- des fonds rapides pour les PME locales s'occupant d'activités et d'emplois durables

Habilitation des régimes de gouvernance à plusieurs niveaux pour :

Fonds pour des projets visant à améliorer la gestion durable des côtes et la protection de la biodiversité

des fonds pour des projets qui développent un tourisme "à faible impact" et diversifié : cyclotourisme, éco-itinéraires, activités sous-marines, sports, événements durables.

- Le financement de nouveaux modèles d'entreprise et de gestion
- Subventions secteur du tourisme et de l'hôtellerie
- Des prêts et des reports de paiement pour les PME,
- Financement de la diversification de l'industrie du tourisme
- La mise en œuvre de nouveaux outils pour surveiller les conséquences des événements mondiaux sur le tourisme
- L'éducation et le transfert des meilleures pratiques en matière de gestion de crise dans le tourisme

En ce qui concerne les points du questionnaire :

Utilisation des données de grande taille

- Plaider au niveau de l'UE en faveur d'un cadre méthodologique commun pour la mesure et le suivi de la durabilité du tourisme en Méditerranée, aligné sur les outils existants dans le cadre de la politique européenne.
- Intégrer des indicateurs sur mesure pour les types de destination qui tirent parti des systèmes d'indicateurs existants au niveau de l'UE et au niveau international.



- Affecter des ressources financières supplémentaires à la mesure et au suivi de la durabilité, adaptées aux engagements des gouvernements régionaux et nationaux d'inclure des activités de mesure et de suivi dans leurs plans d'action, avec des indicateurs spécifiques et dans la recherche de résultats concrets.
- Concevoir une formation spécifique sur la mesure du tourisme et de sa durabilité à l'intention des PME, des organismes de gestion des destinations et des producteurs de statistiques.
- Mettre en place des mécanismes de collaboration entre les producteurs et les utilisateurs de données afin d'accroître la diffusion et de constituer une masse critique d'informations à plusieurs niveaux sur un large éventail de questions liées au tourisme.
- Revoir les méthodes utilisées pour établir les statistiques officielles afin de fournir aux utilisateurs finaux des données faciles à utiliser.
- Faciliter le partage des connaissances et des informations entre les parties prenantes tout en renforçant leur grande capacité en matière de données afin de promouvoir des décisions politiques fondées sur la connaissance.

Pour maximiser son potentiel de croissance des PME et de développement local global durable

- Appliquer des instruments économiques (par exemple, taxes, systèmes de tarification, incitations, etc.) pour promouvoir les changements de comportement des citoyens et des entreprises dans les zones touristiques méditerranéennes.
- Évaluer l'offre et la demande touristiques locales pour identifier les forces et les défis et optimiser la chaîne par des solutions qui augmentent la productivité et améliorent l'efficacité des ressources afin de générer des bénéfices locaux plus élevés et de réduire les pressions.
- Promouvoir des emplois stables et qualifiés pour accroître la compétitivité des destinations grâce à des produits et services de qualité, qui nécessitent des travailleurs bien formés et mieux payés.
- Comment assurer des investissements publics et privés pour des infrastructures durables, des entreprises,
- Fixer des seuils quantitatifs/qualitatifs au-delà desquels les biens naturels ou culturels ne peuvent plus accueillir de visiteurs et d'activités supplémentaires sans perdre de leur valeur et de leur attrait.
- Reconnaître la valeur des services écosystémiques dont dépendent la plupart des activités touristiques ainsi que les moyens de subsistance et le bien-être des populations locales, afin de faire campagne pour leur utilisation durable.
- Appliquer des instruments juridiquement contraignants, tels que le protocole de gestion intégrée des zones côtières, la planification de l'espace maritime, les principes de gestion écosystémique et l'approche de zonage pour la planification et la gestion des zones touristiques.
- Communiquer la responsabilité collective des résidents et des touristes pour préserver les atouts naturels et culturels des destinations.



	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à ce que les communautés locales bénéficient des investissements dans les installations, services ou biens touristiques, car ils apportent une contribution essentielle à l'industrie du tourisme (par exemple, services de mobilité, alimentation, traditions, artisanat, etc.) <p>Diversification des produits en termes de saisonnalité</p> <ul style="list-style-type: none"> - Proposer des produits et services innovants hors saison (cyclisme, éco-itinéraires, expériences culinaires, musées sous-marins et archéologie) - Promouvoir les destinations de l'arrière-pays (par exemple, par des normes de qualité) et les modèles touristiques alternatifs (par exemple, l'écotourisme et le tourisme lent) tout en offrant des solutions de mobilité à faible émission de carbone de la côte aux territoires intérieurs. - Passer d'offres "Soleil, mer, sable" tout compris ou à faible coût à des produits et services à plus forte valeur ajoutée en investissant dans des infrastructures de qualité et en mettant l'accent sur les particularités environnementales et sociales propres à chaque site afin d'accroître la différenciation par rapport aux autres destinations. <p>Accès à de nouveaux marchés</p> <ul style="list-style-type: none"> - Encourager les produits et services de qualité par des certificats et des labels clairs et faciles à mettre en œuvre, avalisés par les résidents. - Garantir l'accès à la destination pour tous, y compris les visiteurs souffrant d'un handicap physique ou mental. C'est une opportunité d'étendre le marché et un principe de responsabilité sociale. - Construire une identité, une valeur et une vision méditerranéennes communes en utilisant un patrimoine historique, culinaire ou culturel unique pour obtenir un avantage concurrentiel sur le marché mondial.
<p>Centro de Ciências do Mar, Universidade do Algarve</p>	<p>Le tourisme devrait financer et renforcer le rachat de terres pour les remettre à l'état naturel. Les hôtels construits dans des endroits inappropriés devraient être progressivement supprimés afin de restituer autant de terres que possible à un parc écologique européen. Les terres devraient être réservées au tourisme afin que les investissements nécessaires soient réellement consacrés aux organisations qui jouent un rôle clé dans la protection des parcs naturels et des ressources uniques. L'utilisation de l'eau est une priorité ; les ressources rares et d'importance capitale devraient être prises en compte dans des calculs réalistes de durabilité. Si l'écotourisme doit devenir une réalité, il faut réduire au minimum les impacts sur les paysages naturels et les ressources, étendre les zones tampons et développer une véritable "vision verte". Cette vision devrait inclure la biodiversité, les ressources naturelles, les campagnes, mais aussi la tradition (non rentable), mais véritablement durable - il est nécessaire d'ajouter de la valeur aux compétences traditionnelles et à l'utilisation des ressources afin que les gens fassent carrière dans des secteurs traditionnels en voie de disparition.</p>



<p>Universidad de Murcia</p>	<p>En réponse à la première question, le grand défi auquel est confrontée l'industrie du tourisme méditerranéen dans son évolution potentielle vers une activité plus durable est de convaincre les principaux acteurs de travailler et d'investir dans cette direction.</p> <p>Une façon de les sensibiliser à la pertinence de ce changement est de les récompenser pour leurs activités liées à la responsabilité sociale des entreprises. Les récompenses agissent comme des incitations qui les amèneront à consacrer plus d'efforts et de ressources à ces activités.</p> <p>Si les institutions publiques et les associations industrielles orientent ces récompenses vers des activités contribuant à l'économie bleue" et à la région méditerranéenne, les entreprises touristiques s'orienteront vers des efforts plus importants dans cette direction.</p> <p>De plus, la plus grande pertinence que les consommateurs associent aux marques responsables et l'expérience des services touristiques éthiques et responsables seront une autre incitation au changement dans l'industrie.</p>
<p>Lebanese University - Green Community</p>	<p>Un plan et une stratégie de tourisme durable forts sont une exigence pour un meilleur avenir méditerranéen. L'accent et les investissements devraient être mis sur le tourisme rural, l'écotourisme, l'utilisation de moins de véhicules et l'efficacité énergétique du tourisme.</p>
<p>Barcelona Advocats i Assessors</p>	<p>Les communes du littoral se caractérisent par un dynamisme fortement encouragé par le tourisme. Cependant, ce secteur peut avoir des effets tels que la saisonnalité du travail, l'augmentation des prix des logements ou la perte de valeurs culturelles. Par conséquent, afin de créer un tissu économique diversifié qui offre des opportunités stables aux jeunes et digne les professions traditionnelles, telles que la pêche, et les nouvelles, telles que celles liées à l'aquaculture et aux secteurs émergents, des mesures doivent être prises dans différents domaines.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer et soutenir le rôle local de l'économie bleue dans le développement, en tant que catalyseurs de synergies entre les acteurs maritimes locaux - Identification des besoins de personnel qualifié dans le secteur maritime et facilitation de leur formation - Création de mécanismes de formation et de passation de marchés garantissant une importance générationnelle dans la pêche. - Soutien aux petites entreprises du secteur maritime. - Promotion nationale et internationale des initiatives touristiques locales.



CIPPM	<p>En Europe, il y a plus de 40 millions de pratiquants de sports nautiques. La collaboration entre les ports de plaisance de la Méditerranée, Nord-Sud, Est-Ouest, permettra un développement durable et la création d'infrastructures touristiques et industrielles (chantiers navals) avec un fort impact socio-économique, notamment dans le sud et l'est de la Méditerranée. Cela contribuera également à réduire la pression sur le littoral, la mise en oeuvre de mesures communes contre le changement climatique et à réduire la saisonnalité.</p>
ASSOCIATION DE PROTECTION DU LITTORAL A MAAMOURA - APLM	<p>A travers l'intégration de toutes les parties prenantes dans chaque projet et l'implication de la société civile. De même le partage de données restera l'outil le plus efficace.</p>
Eurorégion Pyrénées Méditerranée	<p>Les acteurs territoriaux sont les plus à même de développer une nouvelle forme de faire du tourisme avec l'appui des investissements publics et privés. Pour cela il faudrait donner aux destinations des avantages tant fiscaux comme en termes de promotion pour les acteurs jouant la carte du tourisme vert et favoriser les initiatives de coopération touristique et de désaisonnalisation du tourisme en les appuyant financièrement dans leur campagne notamment de communication et de labellisation.</p>
ONG ASSISTANCE COMMUNAUTAIRE et développement ASCOM	<p>Aménager des infrastructures modernes et écologiques pour attirer l'attention des touristes.</p> <p>Aménager des espace verts et utiliser des espèces en voie de disparitions qui vont favoriser la protection du cordon littoral et protéger les villes contre les érosion côtières.</p>
Generalitat Valenciana	<p>La participation de l'UpM dans la négociation de programmes de gestion directe de l'Union Européenne puis des Fonds Structurels et d'Investissement Européens, dans le but de faire présents ces objectifs.</p>



<p>DIRECTION DES PORTS ET DU DOMAINE PUBLIC MARITIME</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Identifier, protéger et restaurer les écosystèmes vulnérables et dégradés des zones côtières, marines et terrestres de la méditerranée; - Identifier, valoriser et protéger le patrimoine culturel maritime, l'identité locale et les savoirs traditionnels en vue de promouvoir la position de la méditerranée comme une destination touristique. - Lancement des projets régionaux de labellisation des plages propres, marinas propres et ports verts, navires verts. - Promouvoir le sport nautique, le tourisme de croisière, au niveau des côtes de la méditerranée. - Développer les programmes de formation à la fois stratégiques, techniques et opérationnels. - Développer l'écotourisme dans les zones humides, pour une meilleure valorisation de la zone côtière. - Renforcer la synergie entre les activités de tourisme et les autres activités costières; - Mettre en place des projets de valorisation des sites écologiques du littoral dans le cadre de promotion de l'écotourisme ; - Aménager les sites dans le respect de leurs fragilités et en répondant aux attentes des visiteurs ou usagers, notamment à travers la mise en place des infrastructures pédagogiques et l'aménagement de l'espace pour les personnes à mobilité réduite
<p>IUCN Med</p>	<p>Investir davantage dans l'évaluation des impacts directs et indirects du tourisme sur les services écosystémiques dans les zones côtières. Les résultats de cette évaluation devraient ensuite servir de référence pour orienter les interventions et les investissements dans les régions côtières méditerranéennes.</p> <p>Les organisations de gestion et de marketing des destinations doivent mieux utiliser les observations directes sur le terrain et la connaissance des acteurs locaux comme des indicateurs pour reconstituer le comportement spatial des visiteurs. Ils doivent utiliser les données comme un moyen de parvenir à une fin axée sur le développement de produits et de services durables, plutôt que de considérer les données comme une fin en soi.</p> <p>Au niveau politique, il faudrait s'efforcer davantage d'aligner les agendas des secteurs de l'environnement et du tourisme, de sorte que les stratégies de ces secteurs se complètent au lieu de viser des objectifs contradictoires. (IUCNMED)</p>
<p>MEET Network</p>	<p>Diversifier les types de tourisme actuellement proposés, en mettant l'accent sur l'augmentation des possibilités d'activités écotouristiques en basse saison et en s'éloignant du tourisme traditionnel du soleil, du sable et de la mer.</p>



	<p>Offrir un tutorat et des contributions économiques aux entreprises et aux futurs entrepreneurs de la chaîne du tourisme (start-up) au niveau méditerranéen ; des initiatives et des projets approfondis financés dans le but de créer des produits et des services innovants, durables et fondés sur l'expérience et de nouveaux modèles commerciaux ;</p> <p>Aligner les campagnes de marketing et de promotion sur les besoins de durabilité du territoire ;</p>
<p>Legambiente Onlus</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Créer une sorte de boîte à outils en ligne facilement consultable, avec les résultats et les outils créés dans les différents projets européens sur le tourisme durable ; au fil des ans, de nombreux projets ont été réalisés sur le thème du tourisme durable (es : LIFE Sutour, InterregMed Consumeless, InterregMed MITOMED+, etc.), chacun d'entre eux ayant conduit à la création d'outils et de protocoles pour les PME ou les destinations ; s'il y avait un moyen de les voir tous, chacun pourrait choisir celui qui correspond le mieux à ses besoins ; - D'utiliser la méthode San Gallo (utilisation de grandes données) pour comprendre les flux touristiques au sein des destinations et planifier les activités en conséquence ; - De travailler au développement du tourisme communautaire pour encourager le développement durable du tourisme dans les petites destinations ; - De promouvoir la formation au tourisme accessible et inclusif afin de résoudre les problèmes de saisonnalité et de favoriser le développement de nouveaux marchés ; - Accroître les ressources pour l'"innovation verte" et en faciliter l'accès également pour les petites entreprises, par le biais de cours de formation, y compris un webinaire, une application interactive et des consultations gratuites ; - Améliorer le renforcement des capacités et la coopération entre les principales parties prenantes (telles que les organismes publics et privés, la société civile, les PME, les structures d'appui au tourisme) pour soutenir un marché du tourisme fondé sur la gestion durable des ressources naturelles ; - Promouvoir l'adoption de bonnes pratiques, parmi les opérateurs touristiques, telles que la consommation d'eau et d'énergie ainsi que la gestion des déchets dans les structures touristiques. Montrer ce comportement vertueux aux touristes à travers un catalogue ou similaire pour fidéliser la clientèle et en même temps, les sensibiliser.
<p>Cartagena Oceanographic Research Institute</p>	<p>Nous devons développer les outils nécessaires pour augmenter la valeur du patrimoine sous-marin.</p>



Emilia-Romagna
Region

- Les autorités compétentes devraient adopter une "approche co-évolutive" en matière de tourisme et d'aménagement du littoral, en tenant compte des impacts sociaux, économiques et environnementaux du tourisme côtier et maritime ;
- Faire le point, valoriser et s'appuyer sur les expériences, les résultats et les modèles issus de la Communauté du tourisme durable MED (programme Interreg MED) : Planification stratégique intégrée, boîte à outils et modèles de durabilité du tourisme pour le développement de destinations touristiques "vertes" (en référence à Co-Evolve, Mitoded+, Castwater et d'autres projets Interreg Med ST comme InHerit) ;
- Lancer une campagne de communication et de promotion des labels environnementaux européens et autres afin de sensibiliser les entreprises touristiques de l'espace Med à une plus grande utilisation de ces labels ;
- Traiter les lignes de financement pour la modernisation des installations touristiques avec des investissements qui ont un impact mineur sur l'environnement, et promouvoir la durabilité sous toutes ses formes, en accord avec les objectifs de développement durable des Nations Unies (A2030) :
 - Durabilité en termes d'aspects sociaux, environnementaux, économiques : bonnes conditions de travail, salaires adéquats, respect des droits / limitation de la consommation des ressources, réduction - suppression des causes de pollution de l'eau, de l'air et du sol, interdiction de tout plastique à usage unique, gestion correcte des déchets / rémunération adéquate des services, distribution adéquate des revenus, afin de garantir les bénéfices plus larges pour le territoire (entretien, protection, etc.) et les communautés locales (bien-être, éducation, santé, etc.) ;
- Concevoir des offres touristiques qui vont au-delà de la durabilité et qui respectent les principes d'inclusion et de diversification, en faisant des propositions qui tiennent compte des objectifs de développement durable des Nations unies (A2030) et qui y correspondent :
 - Inclusivité en termes de valorisation des traditions locales, d'implication des communautés locales dans la co-conception des offres touristiques (approche participative), de valorisation des aptitudes et compétences locales, d'organisation et de soutien des réseaux locaux dans l'interaction avec les opérateurs touristiques nationaux et internationaux ;
 - Diversification en termes de promotion des côtes, de la mer, ainsi que des zones intérieures, offres alternatives ciblées/spécifiques (culturelles, historiques, archéologiques, traditionnelles, gastronomiques, cyclistes, de trekking, etc.) adaptées aux différentes périodes de l'année, régir et régler la désaisonnalisation.



Intermediterranean
Commission of
CPMR

Mieux positionner la Méditerranée en tant que destination touristique "plus verte" et moteur de développement durable, culturel et économique, notamment par le biais

- Le renforcement des cadres de gouvernance qui favorisent le tourisme durable. Plus particulièrement, en convenant d'un cadre politique commun cohérent aux niveaux local, régional, européen et méditerranéen par le biais d'un processus de consensus inclusif et structuré impliquant toutes les parties prenantes.
- La planification et la gestion durables du tourisme par l'application par les autorités locales et régionales de moyens de planification et de gestion durables des zones touristiques, par exemple, le protocole de gestion intégrée des zones côtières, la planification de l'espace maritime, les principes de gestion écosystémique.
- La stimulation de la performance et de la compétitivité, en favorisant l'élément de durabilité/qualité environnementale : en encourageant une extension de la saison touristique, le dialogue public-privé ainsi que le développement des compétences nécessaires, en promouvant la R&D et les nouvelles solutions TIC.
- Plus précisément, la réduction de la saisonnalité qui pourrait être mise en œuvre par la promotion d'offres alternatives. Les collectivités locales et régionales, ainsi que le secteur privé et les communautés locales, devraient promouvoir des destinations alternatives, telles que le tourisme rural, l'arrière-pays, le tourisme lent et le tourisme culturel, en particulier pendant les mois d'été, lorsque les flux touristiques sont concentrés dans les zones côtières surpeuplées.
- En outre, le développement de l'écotourisme a également été identifié comme une solution pour atténuer les dynamiques touristiques qui doivent encore être rendues plus durables, et/ou dans les zones du bassin présentant un potentiel économique et culturel.
- L'amélioration des connaissances, en complétant le manque de données comparables et d'indicateurs communs sur le tourisme durable ainsi qu'en promouvant les certifications/labels.
- A cette fin et au-delà, la mise en place d'une collaboration efficace entre les acteurs du tourisme, par le biais de nouveaux réseaux pour diffuser et disséminer les politiques, les résultats des projets et les bonnes pratiques recueillies dans le cadre de l'écotourisme afin d'obtenir un effet multiplicateur.
- Veiller à la sensibilisation des citoyens au tourisme environnemental et durable. Les communautés locales, ainsi que les ONG, les écoles et les centres de recherche, doivent développer des activités de sensibilisation au tourisme dans le cadre du tourisme durable.
- D'autres actions et initiatives devraient être développées pour encourager l'esprit d'entreprise des jeunes dans le secteur, comme des outils adaptés (par exemple des plateformes) pour favoriser la mise en réseau entre les jeunes intéressés par la création de leur propre entreprise et des personnes/mentors plus expérimentés. D'autres actions pourraient être celles de formations/modules spécifiques pour aider les jeunes entrepreneurs à démarrer leur entreprise.
- Préserver et promouvoir le patrimoine naturel et culturel maritime méditerranéen. En augmentant les performances sociales et environnementales par le biais de certifications, de labels et de codes éthiques pour promouvoir des produits de qualité,



	<p>des services responsables et des entreprises transparentes, ou en communiquant sur la responsabilité collective des résidents et des touristes pour préserver les atouts naturels et culturels des destinations.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Transversalement, l'accélération des investissements dans les énergies propres dans l'industrie touristique méditerranéenne est essentielle pour accompagner la transition vers un secteur touristique plus durable. Les autorités régionales et locales doivent soutenir l'investissement dans les voyages et les installations touristiques à haut rendement énergétique, en assurant des possibilités de financement et en soutenant les activités de R&I. Dans ce cadre, les marchés publics durables pour l'innovation dans le secteur de l'économie bleue peuvent être un catalyseur efficace pour l'entrée sur le marché de TIC prometteuses, fondamentales pour une meilleure gestion des ressources liées au tourisme. - Dans l'ensemble, l'intégration du tourisme durable, par exemple en soutenant les actions de sensibilisation auprès des DG concernées de l'UE sur le tourisme côtier et maritime dans le cadre de l'économie bleue et des stratégies de bassin émergentes, et auprès du programme COSME de l'UE ; en réfléchissant à un futur agenda sur le tourisme côtier et maritime en Méditerranée, parallèlement aux réflexions sur les stratégies macro-régionales et de bassin maritime (comme EUSAIR et West Med). <p>Comme dans beaucoup d'autres secteurs de l'économie bleue, chacune de ces actions devrait prévoir la nécessaire implication des autorités locales et régionales pour être plus efficace et adaptée aux différents contextes. En outre, de fortes synergies entre les acteurs, les initiatives et les programmes traitant de ce sujet (par exemple, l'UpM, la CIM-CRPM, la Communauté du tourisme durable du programme Interreg MED, le programme ENI-CBC-MED, BLUEMED, EUSAIR, WESTMED, l'Alliance de coopération méditerranéenne, etc.) contribueraient à développer des actions communes percutantes et à mobiliser les investissements spécifiques nécessaires.</p> <p>En conclusion, compte tenu de la situation actuelle, il convient de mener une réflexion supplémentaire importante en ce qui concerne le tourisme (durable), à la lumière de l'impact dévastateur sur ce secteur de l'épidémie actuelle de COVID19 , qui affecte gravement l'économie mondiale, et notamment l'UE et le MED.</p>
<p>Association "Forum"</p>	<p>Le tourisme est l'un des secteurs économiques les plus dynamiques dans de nombreux pays, développés mais aussi en développement, avec un large éventail d'effets en amont et en aval sur les autres activités économiques grâce à une chaîne d'approvisionnement très étendue et diversifiée.</p> <p>De nombreux pays disposent d'atouts d'une valeur énorme pour le secteur du tourisme, tels que la culture, l'art, les paysages, la faune et le climat, et sont très bien placés pour développer le tourisme en tant que secteur clé contribuant à la croissance économique.</p> <p>Une élaboration plus poussée du tourisme durable fait référence à la nécessité de ce dernier : Utiliser de manière optimale les ressources environnementales qui constituent un élément clé du développement du tourisme, en maintenant les processus</p>



	<p>écologiques essentiels et en contribuant à la conservation du patrimoine naturel et de la biodiversité, Respecter l'authenticité socioculturelle des communautés d'accueil, conserver leur patrimoine culturel bâti et vivant et leurs valeurs traditionnelles, et contribuer à la compréhension et à la tolérance interculturelles, Assurer des opérations économiques viables à long terme, en fournissant à toutes les parties prenantes des avantages socio-économiques équitablement répartis, notamment des emplois stables, des possibilités de revenus et des services sociaux aux communautés d'accueil, et en contribuant à la réduction de la pauvreté.</p>
<p>UNEP/MAP Barcelona Convention</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Développer et promouvoir l'économie circulaire et les produits et services touristiques innovants, en partageant les expériences et les informations à tous les niveaux entre institutions, programmes et projets, notamment par la mise en œuvre des dispositions du protocole GIZC de la convention de Barcelone en vue d'une utilisation intégrée des zones et ressources marines et côtières ; - Planifier et gérer le développement du tourisme dans le cadre d'une planification stratégique plus large et veiller à ce qu'une combinaison d'autres politiques sectorielles soit prise en considération - en ce qui concerne à la fois l'impact du tourisme sur ces secteurs et leur capacité à soutenir le développement du tourisme. Cela permettrait de garantir que le tourisme reste dans les limites de la capacité de charge des territoires, des ressources et des populations bénéficiaires ; - Développer un cadre d'indicateurs spécifiques pour évaluer l'impact du tourisme marin et côtier sur les destinations et pour promouvoir l'écotourisme et l'agritourisme dans les zones côtières, et ancrer les développements touristiques sur des indicateurs de durabilité et une répartition équitable des coûts et des bénéfices ; - Promouvoir des produits et services innovants pour réduire la saisonnalité et le déséquilibre territorial entre les zones côtières et intérieures dans le cadre du concept de "seuil maximal" ; - Garantir de solides mécanismes collectifs de capitalisation et de diffusion entre les acteurs du tourisme côtier et maritime et les programmes de soutien à l'innovation, afin d'intensifier les innovations bénéfiques pour l'environnement dans les secteurs du tourisme maritime et côtier (y compris les croisières et la navigation de plaisance) - Soutenir et diffuser des labels de ports et de marinas durables/intelligents, avec des normes contrôlées et de plus en plus ambitieuses, et faciliter l'intégration en travaillant avec les gouvernements locaux, les réseaux d'autorités locales et les autorités portuaires. - Communiquer de manière idoine sur les innovations en matière de durabilité qui sont possibles dans les secteurs importants et en croissance (par exemple, les hôtels, les croisières...) afin d'avoir un impact sur la demande et les attentes du public. - Promouvoir et prendre des mesures pour mettre en œuvre les mesures liées au tourisme du plan d'action pour un tourisme durable, par exemple l'éco-efficacité des activités touristiques et l'utilisation de systèmes de gestion environnementale (par



	<p>exemple ISO 14001) ; le modèle de gestion des destinations et le réseau de destinations durables ; la formation au tourisme durable local ; la diversification de l'offre touristique, du tourisme de masse aux formes alternatives de tourisme (par exemple l'écotourisme, le tourisme culturel, le tourisme rural, le tourisme hors saison) ; la législation sur le tourisme ; les écotaxes, les éco-charges ou les redevances comme instrument efficace pour internaliser les externalités (e. l'allègement fiscal des activités touristiques en basse saison) ; l'approche de l'évaluation de la capacité de charge du tourisme (TCCA) en tant qu'analyse obligatoire pour la préparation de la planification touristique nationale et locale et pour l'approbation de nouveaux investissements touristiques ; les écolabels touristiques avec des critères environnementaux solides basés sur un système de normes vérifiées par un organisme indépendant (par exemple, l'écolabel européen, la clé verte, le cygne nordique, etc.) ; les activités de marketing et de communication axées sur la promotion des destinations méditerranéennes durables, etc.</p>
Underwater Gardens International	<p>Underwater Gardens International est une société qui a conçu un modèle d'entreprise qui combine le tourisme durable, la croissance économique locale, la régénération des habitats marins et côtiers et la recherche en sciences marines.</p>
CCDRAIentejo	<p>Identifier, cartographier et promouvoir les projets exemplaires et les bonnes pratiques d'expériences de tourisme gastronomique durable existant dans les régions MED.</p> <p>Identifier les destinations qui sont soumises à une pression touristique excessive et réorienter l'offre, en créant des niches de qualité où la réduction de la pression sur les ressources n'enlève pas de valeur à la facturation.</p> <p>Promouvoir le tourisme gastronomique basé sur le patrimoine culturel méditerranéen, en renforçant la cohésion territoriale, comme moyen de créer de nouvelles attractions touristiques qui échappent à la saisonnalité et de dynamiser les zones à l'intérieur des pays, en réhabilitant les connaissances et les traditions qui font partie du patrimoine culturel, en cherchant à décongestionner les zones côtières qui sont de plus en plus sollicitées.</p> <p>Impliquer les PME et autres organisations d'entreprises et centres d'entrepreneuriat dans la création de ces dynamiques locales, afin de créer et de promouvoir plus de connaissances et un tourisme authentique basé sur l'expérience (création de routes du patrimoine gastronomique, bâti, environnemental...).</p>
Agence Egyptienne de l'Environnement	<p>Au niveau régional :</p>



- Promouvoir le tourisme durable afin de renforcer la croissance économique et sociale, par la réalisation des exigences de développement, tout en minimisant les impacts sociaux, culturels et environnementaux négatifs.
 - Coopérer pour améliorer le processus de planification, de contrôle et d'intégration des opérations touristiques avec d'autres activités économiques, sociales et écologiques.
 - Soutenir des politiques et des actions appropriées pour conserver les biens culturels et naturels et la biodiversité, par l'expansion, la gestion efficace et la conservation des zones protégées.
 - Soutenir les instruments visant à améliorer la durabilité des entreprises touristiques (c'est-à-dire les contrôles de planification, l'évaluation d'impact, la certification et les incitations financières).
 - Améliorer la minimisation des impacts négatifs de l'industrie du tourisme sur l'environnement (c'est-à-dire les déchets, les eaux usées, l'érosion et les menaces liées au changement climatique).
 - Promouvoir l'utilisation durable des ressources naturelles dans le cadre d'un tourisme axé sur la nature et améliorer l'éco-infrastructure et les services publics dans les parcs protégés.
 - Encourager la production et la consommation durables dans le secteur du tourisme, y compris la réduction de l'utilisation des ressources (c'est-à-dire l'eau et l'énergie).
 - Soutenir l'identification et le suivi de la durabilité du tourisme grâce à des indicateurs quantitatifs et/ou qualitatifs permettant d'évaluer avec précision les impacts "réels" du tourisme.
 - Collaborer pour encourager le soutien technique et partager les meilleures pratiques et expériences dans l'industrie du tourisme durable et de l'écotourisme.
- Au niveau national :
- Encourager la mise en œuvre de l'initiative "hôtel vert" et renforcer les politiques et actions régionales et nationales en faveur de la croissance verte.
 - Sensibiliser les communautés locales à l'importance de la protection de la nature des sites touristiques (zones holistiques, récréatives, protégées, etc.)".



Thème 4. Energies marines renouvelables

Quelles sont les actions nécessaires pour exploiter le potentiel des énergies renouvelables marines (éoliennes offshore, y compris l'énergie flottante, houlomotrice et marémotrice) en Méditerranée ?

EMUNI	Il est indispensable de tester l'acceptation par la société de l'énergie dite propre et d'explorer la résistance à cette énergie. Il faut prendre au sérieux les préoccupations de la société plutôt que de se contenter d'imposer des politiques. Présenter de manière transparente (avec des informations et des images) les défis liés à l'énergie dite propre, puis chercher des solutions adéquates pour les développer, conformément aux vues de la société.
IOC-UNESCO	Les autorités nationales ont le mandat final et la compétence pour délivrer des licences pour les initiatives d'énergie renouvelable marine à mettre en œuvre. Les projets et les activités au niveau régional doivent se concentrer sur des sites de "démonstration" qui pourraient être plus efficaces et réels que la recherche théorique. Les États membres doivent comprendre l'importance des énergies marines renouvelables à court et à long terme.
MED JS	L'élaboration d'un cadre fiable pour la planification et le financement.
INSTM - Tunisia	Plusieurs énergies marines renouvelables existent et devraient être valorisées comme l'énergie solaire et l'énergie verte provenant de la micro et de la macroalgue avec l'énergie marémotrice et éolienne. La production de biogaz par des micro-organismes marins représente une source nouvelle d'énergies renouvelables.
National Institute of Oceanography and Fisheries (NIOF), Egypt	Réseau de marégraphes autour de la Méditerranée, en particulier pour les pays d'Afrique du Nord.



University of Bolognae	Nous avons besoin de plus de recherches et de projets pilotes sur les infrastructures offshore à concepts multifonctionnels, comme les brise-lames flottants combinés à des convertisseurs d'énergie des vagues, ou les brise-lames flottants combinés à l'aquaculture urbaine.
CNR	Optimiser la conception des dispositifs pour obtenir une production d'énergie à faible coût.
National Institute of Marine Sciences and Technologies	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les autorités à l'utilisation de l'énergie marine, - Investir des prototypes dans les villes méditerranéennes, - Identifier les régions qui se caractérisent par un fort potentiel d'énergie marine.
Ministry of Economy - Palestine	<ul style="list-style-type: none"> - Bénéficier de la surface des mers et des océans, en utilisant l'énergie solaire - Développer un système de turbine marine en utilisant pleinement l'énergie des vagues - Utiliser l'énergie des vagues internes de l'océan - Créer des îles artificielles équipées de tous les outils nécessaires pour produire de l'énergie - Réseautage avec les pays voisins pour adopter une politique de transmission de l'énergie électrique en fonction des besoins entre eux - Investir dans des idées entrepreneuriales pour améliorer la qualité des ressources énergétiques générées par le secteur maritime.
University of Bologna	Rationaliser les cadres juridiques pour que la mise en œuvre des exploitations agricoles offshore donne des incitations.
AMFORHT	Encourager l'investissement dans ce type d'industrie : politique fiscale, facilitation financière pour les entreprises et les nouveaux investisseurs.



<p>Presidencia de Gibraltár, SA</p>	<p>Les énergies renouvelables propres sont essentielles et leur production et leur utilisation doivent être encouragées.</p>
<p>DynMed Alentejo - Associação para Estudos e Projectos de Desenvolvimento Regional Projectos de Dese</p>	<p>Sensibiliser les gouvernements et autres autorités pour lancer des projets et programmes d'engagement dans les énergies renouvelables, d'une façon consistante.</p>
<p>Association Tunisienne de l'Ingénierie Côtière, Portuaire et Maritime (ATIM)</p>	<p>Il faut commencer par l'état des lieux et mettre en place des objectifs concrets.</p>
<p>UNIVERSIDAD DE MURCIA</p>	<p>Faciliter la production de connaissances scientifiques et la promotion de politiques participatives pour développer ces activités</p>
<p>RAED - Arab Network for Environment and Development</p>	<p>Une coopération Nord-Sud plus réelle. Elle couvre la technologie, les finances et le développement des capacités. Les pays du Sud doivent établir des stratégies nationales pour faire face à ce défi.</p>
<p>Mediterranean Information Office for Environment,</p>	<p>Les actions nécessaires pour créer et appliquer les conditions favorables à une large promotion de la vente des énergies renouvelables dans la région méditerranéenne comprennent une série d'interventions interdépendantes impliquant différents cadres et disciplines. Outre les cadres institutionnels et les instruments de financement et de planification physique appropriés,</p>



<p>Culture and Sustainable Development (MIO-ECSDE)</p>	<p>il est essentiel que les installations concernées respectent des critères stricts de protection de l'environnement et de la nature et des critères sociaux afin de minimiser et d'atténuer les perturbations environnementales et esthétiques et de rendre ces investissements réellement durables et acceptables par la société. La coopération entre les entreprises et les communautés locales et les systèmes de "contrôleurs de gestion" externes pourraient grandement faciliter ces approches qui sont les plus nécessaires pour faire de la Méditerranée une source importante d'énergie propre.</p>
<p>ECONCRETE</p>	<p>Recherche, investigation et promotion de StartUps et de centres scientifiques. Implication du secteur privé dans le soutien de ces StartUps et de la recherche scientifique. Les universités et les centres de recherche devraient être liés à des entreprises privées spécialisées dans le secteur afin d'impliquer très tôt les jeunes chercheurs et les étudiants pour tirer le meilleur parti du système éducatif public et des puissantes entreprises privées afin d'obtenir les meilleurs résultats. En outre, les administrations devraient promouvoir les primes et les économies d'électricité auprès des entreprises qui fournissent de l'énergie propre au système électrique régional/national/étatique.</p>
<p>wpd offshore France</p>	<p>Les gouvernements devraient fixer une planification spatiale maritime ambitieuse :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Politiques pour fournir 450 GW d'ici 2050. - Fixer des objectifs ambitieux pour les énergies renouvelables dans les Plans climatiques (PNCE) jusqu'en 2030 et au-delà - Spécifier des politiques détaillées pour atteindre ces objectifs, en commençant immédiatement en 2020, y compris le calendrier des appels d'offres et les mécanismes de soutien en vigueur - Coordonner pour garantir la solidité des objectifs nationaux agrégés - Coordonner les plans énergétiques et climatiques nationaux (PNCE) avec le - Commission européenne en ce qui concerne la disponibilité rapide des sites utilisant - Plan d'aménagement du territoire maritime (MSP) de chaque pays - Les plans maritimes spatiaux nationaux devraient être alignés sur les objectifs des NCEP - Coordonner au niveau international, partager les plans nationaux et coordonner - les décisions au niveau du bassin pour optimiser l'utilisation de l'espace marin - Mettre en place des forums régionaux pour des discussions de planification - Concevoir un cadre réglementaire pour permettre la co-utilisation des parcs éoliens avec d'autres utilisateurs de la mer, y compris l'aquaculture, la pêche, d'autres énergies sources et activités de défense - Explorer et promouvoir la coexistence de parcs éoliens et de parcs naturels protégés, exploitant le potentiel de l'énergie éolienne pour objectifs de restauration et de conservation - Augmenter la zone de location de l'énergie éolienne offshore à partir de 2025 en avant afin de réaliser la vision 2050 - Accélérer la mise en œuvre de la stratégie environnementale Évaluations (EES)



- Harmoniser les méthodologies pour réaliser les études d'impact environnemental
 - Créer un référentiel open source pour collecter et partager les informations et données d'études d'impact environnemental
- Les gouvernements devraient veiller à ce que les autorités disposent de l'expertise et des ressources nécessaires pour superviser les processus d'autorisations.
- Etudier les bonnes pratiques et partager des informations entre les autorités
 - Établir des guichets uniques pour les projets et travailler à la simplification des procédures d'autorisation conformément à la refonte de la Directive sur les énergies renouvelables
 - Explorer les procédures d'autorisation en guichet ouvert, et laisser la possibilité aux industriels d'initier les travaux de développement

Les gouvernements devraient accélérer l'expansion des infrastructures de réseau on et offshore.

- Laisser aux développeurs la possibilité de créer leurs propres connexions au réseau
- à terre pour les projets éoliens offshore afin de poursuivre les réductions de coûts
- Coordonner entre les pays et GRT Régionaux les calendriers d'appels d'offres et les schémas de développement du réseau pour permettre la connexion des parcs aux interconnexions
- Coordonner une vision à long terme avec des jalons clairs pour une intégration basée sur des connexions radiales, hybrides et maillées, stockage et power-to-x
- Accélérer l'autorisation et la construction de projets d'intérêt commun
- Coordonner et partager les meilleures pratiques pour l'optimisation du réseau et la gestion du fonctionnement de systèmes intégrant des grandes quantités d'énergie renouvelable
- Augmenter les fonds pour développer et renforcer les infrastructures électriques au niveau national
- Augmenter l'interconnectivité entre les pays à 15% d'ici 2030
- Mettre à jour les résultats de la modélisation du réseau pour TYNDP-2018 avec les volumes 2030 pour identifier les travaux et renforcements nécessaires et les mettre en œuvre dans les plans nationaux

L'UE devrait élaborer un cadre réglementaire clair pour l'offshore projets hybrides, comprenant.

- La compatibilité des actifs hybrides offshore avec l'article 16 du règlement de l'UE sur l'électricité qui établit 70% des capacités de transmission dans toutes les interconnexions à des fins commerciales
- Conformité avec les règles d'allocation des capacités et de gestion de la congestion
- Mécanismes de stabilisation des revenus applicables aux hybrides offshore y compris la valeur des technologies de flexibilité comme le stockage et power-to-x
- Cohérence avec les règles de séparation dans le troisième paquet énergie en ce qui concerne la propriété, la construction et l'exploitation des actifs hybride offshore



	<p>Les gouvernements devraient accélérer l'électrification des transports, chauffage et procédés industriels.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ce processus doit être adapté dans les plans énergétiques et climatiques nationaux (NECP) au vu des potentiels identifiés pour les EMR, l'éolien en mer et les technologies de réseaux - Fixer des objectifs d'électrification clairs dans les plans nationaux sur l'énergie et le climat (NECP) <p>Les gouvernements devraient garantir la visibilité et la confiance dans les volumes et les mécanismes de financement.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Concevoir des modèles de stabilisation des revenus et des mécanismes d'enchères pour favoriser la compétitivité - Mettre à jour les mécanismes de vente d'énergie et services réseau à l'échelle nationale pour fournir des revenus stables - Les normes techniques doivent être harmonisées pour améliorer les techniques en favorisant l'innovation. La mise en œuvre de ces les normes doivent être coordonnées dans toute l'Europe.
METU Institute of Marine Sciences	Nécessité d'investir dans la recherche fondamentale et le développement des capacités.
MedCities	<p>Approuver des règles qui établissent des quotas pour le mélange de production d'énergie dans chaque État en fonction de chaque réalité territoriale afin de stimuler les sources renouvelables et de bloquer les sources fossiles.</p> <p>Combiner les sanctuaires naturels avec les sanctuaires énergétiques afin que les AMP puissent devenir aussi, lorsque cela est possible, des réserves de production d'énergie renouvelable.</p>
University of Siena	Commencer à soutenir la mise en œuvre de telles solutions dans tous les pays en fonction de leur potentiel. Impliquer les architectes dans des concours de "belles" solutions. Jusqu'à présent, beaucoup d'entre elles ne sont pas vraiment belles puisqu'elles sont en phase de développement
National Research Council of Italy	<ul style="list-style-type: none"> - Accroître la compétitivité des EMR par rapport à d'autres formes consolidées d'énergie renouvelable, notamment en étudiant et en améliorant l'acceptabilité des projets d'EMR grâce à une meilleure connaissance de leurs interactions environnementales et à une évaluation multidisciplinaire approfondie incluant la dimension socio-économique ;



	<ul style="list-style-type: none"> - Définir et lancer des actions de sensibilisation auprès des industries, du secteur de la recherche et de la société civile afin d'accroître la compréhension du public et de faciliter l'acceptation des projets d'EMR ; - Encourager les gouvernements à fournir des cadres réglementaires et à évaluer clairement les ressources marines renouvelables disponibles pour soutenir le développement des EMR ; - Analyser les co-activités potentielles des EMR pour concevoir des plateformes intégrées polyvalentes pouvant servir à la fois le secteur énergétique et d'autres secteurs maritimes, en combinant la production et le stockage d'énergies vertes (hydrogène, etc.) avec la pêche et l'aquaculture, le tourisme, la recherche en mer, la surveillance de la vie marine et de l'environnement, la surveillance maritime et le contrôle de la pollution ; - Modélisation des impacts économiques et des interactions des EMR avec d'autres utilisations et activités maritimes ; - Renforcer les capacités et le développement de compétences spécialisées pour augmenter la part des centrales électriques ERM installées.
WWF	<ul style="list-style-type: none"> - La planification des parcs éoliens en mer devrait refléter les priorités en matière de conservation et viser à éviter les zones protégées et précieuses sur le plan écologique, et impliquer un processus complet de consultation des parties prenantes - Les évaluations d'impact des projets de parcs éoliens en mer devraient promouvoir le caractère exemplaire de l'approche "éviter-atténuer-compenser" et prendre en compte les impacts cumulés - La collecte de données, la recherche sur les espèces et le fonctionnement des écosystèmes devraient être largement encouragées afin de parvenir à une meilleure évaluation des impacts des parcs éoliens en mer.
Ministère de l'agriculture, pêche maritime, développement durable eaux et forêts: département pêche maritime - Maroc	Il y a besoin de disposer de cartes de potentialités énergétiques pour l'ensemble des pays membres et adapter les opportunités aux moyens disponibles.
Malta Maritime Forum	Projets de recherche et développement dans le domaine des énergies renouvelables durables. Le financement de projets dans le domaine de l'énergie éolienne et de l'énergie des vagues va certainement dans la bonne direction.



<p>MedPAN, the Mediterranean Marine Protected Areas Network</p>	<p>Veillez consulter les recommandations du projet Interreg Pharos4MPAs concernant le secteur de l'énergie éolienne : https://pharos4mpas.interreg-med.eu/fileadmin/user_upload/Sites/Biodiversity_Protection/Projects/PHAROS4MPAs/OWF_POLICYBRIEF_17june_singl_e_page.pdf</p>
<p>Med Blue Growth community</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La planification de l'espace maritime et la mise en œuvre et l'application de la GIZC devraient accélérer le développement des énergies marines renouvelables (ERM) en (i) identifiant les zones potentielles de développement des ERM et en réglementant la coexistence entre les énergies marines renouvelables et d'autres secteurs économiques ; et (ii) en envisageant les possibilités d'utilisations multiples découlant de l'utilisation conjointe de l'espace marin par différentes typologies d'énergies marines renouvelables ou couplées à d'autres activités maritimes (par exemple l'aquaculture, la protection de la nature, le tourisme). - Les autorités financières et de financement devraient assurer un soutien à toutes les phases du développement des énergies marines renouvelables en assurant une mobilisation/allocation stable des fonds/ressources publics pour la recherche à tous les stades, en optimisant l'utilisation des fonds pour le secteur des énergies marines renouvelables et la typologie des entreprises, et en concentrant les efforts sur un nombre limité de technologies prometteuses. - Les administrations infranationales, régionales et locales devraient être plus activement engagées dans le processus de consultation préalable à l'élaboration des projets d'ERM et être en mesure de participer à la prise de décision finale tout en évaluant les véritables incidences socio-économiques sur les communautés locales et l'environnement. Cela devrait faciliter l'acceptation sociale des énergies marines renouvelables. - Les avantages environnementaux importants des énergies marines renouvelables doivent être mis en évidence dans les politiques émergentes et futures, notamment en ce qui concerne l'atténuation du changement climatique. - Les plates-formes des pôles d'énergie bleue (par exemple, la plate-forme des projets PELAGOS Interreg MED) peuvent combler les lacunes dans le manque d'innovation et de coopération concernant le domaine en pleine expansion de l'énergie bleue. En particulier, ces plateformes peuvent offrir aux organisations des possibilités de coopération dans le domaine des énergies marines renouvelables, ainsi que des technologies et des services innovants dans ce domaine. - Les plateformes nationales de webgis (par exemple, la géodatabase Interreg MED de MAESTRALE), qui sont en accès libre, peuvent fournir des informations sur les potentiels d'énergie renouvelable marine, les technologies existantes (sous forme d'études de cas) et les cartes des parties prenantes, et peuvent être réellement utiles au niveau méditerranéen. Elles peuvent également être largement utilisées comme outil de soutien pour la formation des étudiants dans le domaine de l'énergie bleue. - Création et adoption de programmes éducatifs (par exemple, le projet Interreg MEd BLUE DEAL avec ses laboratoires BLUE DEAL), par le biais de processus participatifs et de l'utilisation de résultats concrets, concernant les études de faisabilité des projets pilotes. Ces "plans pour l'énergie bleue" viseront de grandes zones côtières dans les régions Med et



	soutiendront des actions d'intégration dans les politiques nationales/régionales, afin d'encourager les initiatives entrepreneuriales dans le secteur de l'énergie bleue.
eco-union	Les énergies renouvelables marines doivent être développées avec soin mais sûrement en investissant massivement dans la recherche et le développement, en assurant un dialogue transparent avec les communautés locales, en impliquant les gouvernements locaux et nationaux ainsi qu'en s'engageant avec l'industrie des ER.
ECOCEAN	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuivre leur déploiement - Aider les opérateurs à obtenir les autorisations d'exploitation en amont des AO pour éviter de perdre trop de temps - Utiliser ces zones d'EMR pour développer des coactivités (R&D, écoconception, algoculture etc)
Agence nationale des ports Maroc	Travailler sur des projets pilotes et communiquer sur les résultats
NOAH ReGen	<p>Il y a nombreuses opportunités en matière de production et stockage d'énergies renouvelables à partir des ressources maritimes et côtières: il y a l'éolien off-shore (flottant ou ancré), l'hydrolien, la marémotrice, la houlomotrice, le solaire flottant, la biomasse, l'hydrogène, un combiné de plusieurs de ces solutions. En matière de stockage, les hautes pressions des profondeurs doivent aussi permettre l'implantation de solutions efficaces et sécurisées et il y a nombreuses technologies qui peuvent être découvertes.</p> <p>Tout repose sur le financement. Les initiatives existent, les technologies existantes doivent pouvoir être améliorées et testées. Le manque d'accès au financement est le frein principal.</p> <p>Il semble important là encore, de s'appuyer sur la création d'une plateforme d'investissement "blended finance", telle que le propose la NOAH's BEIP.</p> <p>Chaque prototypage doit pouvoir être "dé-risqué" au maximum par plusieurs phases d'investissements de sources différentes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1. La R&D doit être couverte par des dispositifs fiscaux de type Crédit d'Impôts Recherche (CIR). Le CIR doit être lévergé par de la philanthropie.



	<ul style="list-style-type: none"> - 2. Une fois ces sources de fonds sécurisés, il faut le commitment des fonds publics internationaux (GCF, EIF, World Bank, AFD, KfW...), nationaux, régionaux... pour investir en "junior debt, first lost" afin de dé-risquer davantage les projets. - 3. Avec (1) + (2), nous avons un enfin un pipeline très attractif pour les investissements privés (private equity + private debt) et ainsi obtenir la bankability des projets innovants.
IMFMM	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des capacités , échanges d'expert et d'expertise ; - Mise en place des programmes de formation initiale au niveau de la formation professionnelle et universitaire (Ingénieur); - Prevoir des appels à projet dans ce secteur ; - Prevoir des aides et des subventions pour les jeunes promoteurs qui se lancent dans ce domaine d'activité.
Institut National de Recherche Halieutique	L'énergie éolienne est une grande oppotunité au niveau du contour méditerranéen, d'ailleurs dans plusieurs pays, il existe des stratégies nationales pour le développement de cette énergie.
National Institute of Oceanography and Fisheries	Assurer une mer Méditerranée durablement exploitée et productive dépendra du développement d'une économie durable, de la gestion des ressources et de l'intégration de l'aménagement de l'espace marin à la gestion des côtes. Définir des seuils sûrs et durables, fondés sur des données scientifiques, pour les opérations économiques en mer Méditerranée, afin de favoriser l'exploitation durable des ressources non renouvelables et des ressources basées sur le patrimoine naturel et culturel de la mer Méditerranée.
Centro de Ciências do Mar, Universidade do Algarve	Il est essentiel de disposer de pilotes démontrant la rentabilité. Cela est contraire à l'intégrité écologique car cela implique souvent de grands objets inesthétiques qui peuvent représenter un danger à plusieurs niveaux. Le soleil en lui-même pourrait fournir de l'énergie solaire mais aussi en exploitant les algues cyanobactéries, etc. À mon avis, c'est là que l'argent devrait aller. Je ne suis pas convaincu que cette zone limitée, qui subit déjà une forte pression du tourisme et des activités commerciales (navigation, loisirs, aquaculture, etc.), devrait également être considérée comme un lieu d'implantation d'infrastructures énergétiques. Pourquoi ne pas utiliser le soleil et réserver le maritime pour d'autres actions spécifiques.



<p>Office National des Hydrocarbures et des Mines - Maroc</p>	<p>Favoriser le développement des compétences dans ce secteur encore peu connu et le renforcement des compétences à l'échelle locale Evaluer le potentiel réel des énergies renouvelables marines et leur impact... Etablir un cadre réglementaire définissant leur usage...</p>
<p>Lebanese University - Green Community</p>	<p>Les énergies éolienne, solaire et houlomotrice sont des techniques de production d'énergie durable. Les régions méditerranéennes sont riches de ces ressources et nous devrions élaborer des politiques et des stratégies pour les utiliser.</p>
<p>Cedar organization Algeria</p>	<p>Lorsque l'on parle d'énergies marines renouvelables (EMR), on parle des technologies susceptibles de produire de l'électricité en exploitant l'énergie de la mer. Et celles-ci sont diverses. Néanmoins, les énergies marines renouvelables ont deux avantages face aux autres énergies renouvelables. Elles sont plus prédictibles et posent moins de problèmes liés à l'exploitation des sols. Il s'agit également d'élaborer à court terme une première planification multi-scénarios pour ce qui concerne les EMR et avec les actions suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser de nouveaux industriels aux atouts des EMR et les motiver à s'engager durablement dans cette filière - Disposer d'une cartographie à jour mettant en relation les demandes industrielles et l'offre de formation initiale et continue - Renforcer et financer la R&D, en lien avec le domaine d'innovation stratégique des activités maritime pour une croissance bleue ; - Renforcer la force de frappe à l'international - Promouvoir l'offre du port de la région MED en vue d'implanter des sites industriels ; - Développer des sites d'essais relatifs aux technologies houlomoteur et éoliens flottants ; - Encourager la partenariat entre les pays de la région MED en matière de R&D ;
<p>Eurorégion Pyrénées Méditerranée</p>	<p>Mettre en place une plateforme de financement public à grande échelle avec l'appui des principales banques de développement européennes et africaines pour avoir un pool de projets collectifs notamment d'éoliennes offshore ou d'énergie flottante).</p>



<p>Ministère de l'Energie, des Mines et de l'Environnement/Département de l'Environnement</p>	<p>Pour le Maroc, il faut commencer par initier des projets pilotes pour exploiter les énergies renouvelables marines</p>
<p>ONG ASSISTANCE COMMUNAUTAIRE et développement ASCOM</p>	<p>Il est nécessaire de disponibiliser des programmes de formation sur l'exploitation des en énergies renouvelables grâce tout appliquant des études d'impact environnementale Favoriser l'applicabilité des jeunes diplômés chômeurs pour diminuer l'immigration clandestine et la fuite des cerveaux.</p>
<p>Generalitat Valenciana</p>	<p>La participation de l'UpM dans la négociation de programmes de gestion directe de l'Union Européenne puis des Fonds Structurels et d'Investissement Européens, dans le but de faire présents ces objectifs, puis une meilleure coordination avec la Comission Européenne (DG MARE, DG REGIO et autres).</p>
<p>DIRECTION DES PORTS ET DU DOMAINE PUBLIC MARITIME</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Encourager la recherche en matière d'énergie houlomotrice et marémotrice ; - Financer des projets pilotes pour l'utilisation de ce type d'énergie au niveau des ports et installations offshores; - Élargissement des connaissances de base en la matière au niveau des instituts maritimes et des écoles d'ingénieurs;
<p>CTN - Marine Technology Centre</p>	<p>Promouvoir le développement d'un site d'essai en mer Méditerranée afin de faciliter la mise à l'échelle de prototypes d'énergie marine renouvelable adaptés aux conditions de la mer Méditerranée. Promouvoir la collaboration entre les développeurs d'énergie et les parties prenantes telles que les ports, les marinas, les centres de vacances, les usines de dessalement, etc. afin de déployer des dispositifs d'énergie renouvelable marine pour produire de l'énergie à petite échelle, par exemple l'alimentation électrique d'un port de plaisance.</p>



<p>Legambiente Onlus</p>	<p>La Méditerranée est aujourd'hui au centre d'une bataille pour le contrôle des ressources en pétrole et en gaz avec des projets de nouvelles plateformes et de nouveaux réseaux. Il n'y a pas de vision commune de la transition vers les sources renouvelables ni de la protection de l'environnement nécessaire. Il faut changer cette situation ou l'impact du changement climatique ne pourra pas être arrêté. La première action est un accord pour arrêter les nouvelles explorations pétrolières et gazières, c'est pourquoi nous demandons de maintenir les combustibles fossiles sous la mer et dans le sol. La deuxième action consiste à créer des projets communs de recherche et de développement d'éoliennes en mer, notamment flottantes pour l'importante production qu'elles pourraient garantir. La collaboration entre les États est nécessaire, en raison de la complexité des interventions qui nécessitent des ressources et des connaissances, de nouveaux réseaux et des infrastructures. Mais les potentialités sont vraiment importantes, tant pour la sécurité énergétique que pour le développement économique.</p>
<p>Emilia-Romagna Region</p>	<p>Les énergies renouvelables marines (ERM) désignent toutes les énergies renouvelables générées par le milieu marin ; elles comprennent les énergies produites par le vent, les vagues, les courants, les marées ou la salinité et la température de l'eau de mer.</p> <p>À ce stade, les différents types d'ERM sont limités ou en sont à des stades très précoces de développement dans la zone méditerranéenne.</p> <p>Ce développement peut se faire sous certaines conditions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une très bonne connaissance des conditions naturelles et environnementales avec lesquelles les EMR sont directement liés - Des efforts supplémentaires pour renforcer la recherche et le développement afin de tirer de l'énergie des océans; - La coordination des calendriers de déploiement des gouvernements et des politiques de soutien aux EMR afin de maximiser la coopération régionale avec les parties prenantes pour accroître les investissements - Des instruments de financement supplémentaires pour permettre l'accès à un financement à faible coût pour les projets pilotes et pour augmenter le financement de la recherche et de l'innovation en mettant l'accent sur la compétitivité des coûts - Des cours de formation pour développer des compétences spécifiques "liées à un sujet" ; - Des compétences non techniques pour permettre le dialogue entre les parties prenantes et faciliter la décision et la prise de conscience de mettre en œuvre des projets d'éducation aux médias - Des fonds publics pour améliorer l'acceptation par le public ainsi que des incitations fiscales - Un cadre législatif, réglementaire et administratif clair concernant toutes les procédures d'approbation de la construction et de la gestion des parcs d'ERM ; - Pour faire face aux différentes difficultés liées au développement du marché : <ol style="list-style-type: none"> a) les coûts de production de l'énergie, b) la durée de vie des équipements, c) la logistique, d) le stockage de l'énergie,



	<p>e) l'interconnexion avec les réseaux énergétiques terrestres.</p>
<p>Intermediterranean Commission of CPMR</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La planification de l'espace maritime et la mise en œuvre et l'application de la GIZC devraient accélérer le développement de l'ERM en (i) identifiant les zones potentielles de développement de l'ERM et en réglementant la coexistence entre les secteurs économiques et d'autres secteurs ; et (ii) en envisageant les possibilités d'utilisations multiples découlant de l'utilisation conjointe de l'espace marin par différentes typologies d'ERM ou couplées à d'autres activités maritimes (par exemple l'aquaculture, la protection de la nature, le tourisme). - Les autorités financières et de financement devraient assurer un soutien à toutes les phases du développement des EMR en assurant une mobilisation/allocation stable des fonds/ressources publics pour la recherche à tous les stades, en optimisant l'utilisation des fonds pour le secteur des EMR et la typologie des entreprises, et en concentrant les efforts sur un nombre limité de technologies prometteuses. - Les administrations infranationales, régionales et locales devraient être plus activement engagées dans les processus de consultation préalables à l'élaboration des projets d'ERM et être en mesure de participer à la prise de décision finale tout en évaluant les véritables impacts socio-économiques sur les communautés locales et l'environnement. Cela devrait faciliter l'acceptation sociale de l'ERM. - Les avantages environnementaux importants de l'ERM doivent être mis en évidence dans les politiques émergentes et futures, notamment en ce qui concerne l'atténuation du changement climatique. Ceci, tout en veillant à ce que les ERM soient incluses dans les politiques d'atténuation du climat en tant que solutions potentielles. - Par exemple, la plateforme du projet PELAGOS Interreg MED peut combler les lacunes dans le manque d'innovation et de coopération concernant le domaine croissant de l'énergie bleue. Ces plateformes peuvent offrir aux organisations des opportunités de coopération dans le domaine de l'ERM, ainsi que des technologies et des services innovants dans ce domaine. - Les plateformes nationales WebGIS (par exemple, la géodatabase Interreg MED de MAESTRALE) qui sont en accès libre peuvent fournir des informations sur les potentiels d'ERM, les technologies existantes (sous forme d'études de cas) et des cartes des parties prenantes. Elles peuvent être réellement utiles au niveau méditerranéen et pourraient également être largement utilisées comme outil de soutien pour la formation des étudiants dans le domaine de l'énergie bleue. - Création et adoption de programmes éducatifs (par exemple, le projet Interreg MED BLUE DEAL avec ses laboratoires BLUE DEAL), par le biais de processus participatifs et de l'utilisation de résultats concrets, concernant les études de faisabilité des projets pilotes. Ces "plans énergétiques bleus" cibleront les grandes zones côtières des régions Med et soutiendront des actions d'intégration dans les politiques nationales/régionales, afin de favoriser les initiatives entrepreneuriales dans le secteur des EMR.



	<p>Dans le cadre d'une réflexion transversale plus générale, les politiques ont été identifiées comme un acteur clé et catalyseur du développement de l'ERM dans le bassin, qui doit être davantage mis en évidence dans les politiques émergentes et futures, en particulier en ce qui concerne l'atténuation du changement climatique (Green Deal de l'UE, la législation européenne sur le climat, la nouvelle stratégie de l'UE sur l'adaptation au changement climatique, le plan d'investissement durable de l'UE).</p> <p>En outre, il convient de renforcer la coopération euro-méditerranéenne en matière d'EMR, en trouvant et en encourageant de fortes synergies entre les acteurs, les initiatives et les programmes traitant de ce sujet (par exemple, l'UpM, la CIM-CRPM, les communautés de la croissance bleue/énergie renouvelable d'Interreg MED, le programme ENI-CBC-MED, BLUEMED, EUSAIR, WESTMED, etc.), ce qui contribuerait à élaborer et à mettre en œuvre des actions communes efficaces et à mobiliser les investissements spécifiques nécessaires.</p>
<p>UNEP/MAP Barcelona Convention</p>	<p>PNUE/PAM Convention de Barcelone</p> <ul style="list-style-type: none"> - La mise en œuvre et l'application de la GIZC et du PSM devraient accélérer le développement des énergies marines renouvelables (ERM) en (i) identifiant les domaines potentiels de développement des ERM et en assurant la coexistence avec d'autres secteurs économiques (possibilités d'utilisation multiple) ; - Les IFI devraient veiller à soutenir le développement des énergies marines renouvelables en fournissant des ressources pour la recherche à tous les stades et en concentrant les efforts sur un nombre limité de technologies prometteuses ; - Mettre en place un processus de consultation avant le développement de projets d'EMR, en soutenant la participation du public dans la prise de décision tout en évaluant les impacts socio-économiques sur les communautés locales et l'environnement ; - Les avantages environnementaux des énergies marines renouvelables doivent être mis en évidence dans les politiques émergentes et futures, notamment en ce qui concerne l'atténuation du changement climatique.
<p>Underwater Gardens International</p>	<p>Il est nécessaire de concevoir tous les plans de gestion de ces projets dans une optique holistique basée sur une approche écosystémique (décrite par la COP en 2000) et sur la réalisation des 12 principes du Malawi dans leur intégralité.</p>
<p>CCDRAIentejo</p>	<p>Lancer un large débat au sein de l'UpM sur la nécessité d'accroître les énergies renouvelables, en particulier l'énergie éolienne et photovoltaïque, afin de renforcer leur utilisation également dans la production d'hydrogène vert, afin d'aligner l'UpM sur l'initiative Green Deal de l'Union européenne.</p>



The UfM Secretariat
is co-funded by the
EUROPEAN UNION



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الاتحاد من أجل المتوسط



**The Hashemite
Kingdom of Jordan**

Créer un cluster macro-régional qui rassemble le maximum de connaissances scientifiques et techniques dans la production d'H2 vert, soutenir des actions concrètes pour augmenter et un réseau de production expérimental dans les pays de l'UpM, en cherchant à accélérer le processus industriel de création et de diffusion de cette source d'énergie alternative.



Thème 5. Adaptation au changement climatique

Que faut-il faire pour faire face aux effets alarmants du changement climatique sur les ports, les villes côtières et les infrastructures de la Méditerranée, ainsi que sur les zones humides, les dunes côtières, les falaises et les plages, et les habitats connexes ? Toute suggestion supplémentaire sur les aspects cruciaux à prendre en compte sera prise en compte

EMUNI	L'accent est mis sur le CC. En faire une priorité, dans le contexte des SDG et de son rôle fondamental en tant que facteur d'habilitation. S'adapter aux effets de la manière la moins néfaste possible. Communiquer les impacts à la société et aux décideurs politiques. Lorsque les impacts peuvent être évités à moindre coût, faites-le. Le développement de tout secteur (y compris le tourisme, les transports, l'énergie propre) doit être envisagé de manière intégrée, en tenant compte du CC.
CIO-UNESCO	Les effets du changement climatique ne peuvent pas être traités de la même manière pour les zones métropolitaines et les écosystèmes côtiers touchés. La réhabilitation des écosystèmes côtiers avec la mise en œuvre de solutions basées sur la nature pourrait être un bon début, mais les résultats ne seront pas efficaces si les grandes infrastructures (sur terre, dans les districts hydrographiques et les zones côtières) continuent à être développées sans une évaluation appropriée de l'impact environnemental. Nous n'avons pas besoin de recherches supplémentaires ici, nous avons besoin d'une meilleure compréhension des autorités nationales de leur propre responsabilité dans l'atténuation des impacts du changement climatique sur les côtes et les zones marines de la Méditerranée.
FAO	L'agriculture et la pêche, l'aquaculture et la sylviculture, la faune sauvage et l'urbanisation font partie de la même approche intégrée. Nous devons pousser plus loin les compromis vers la durabilité.
MED JS	Protection maritime renforcée, protection des côtes, gestion durable des bassins fluviaux de la Méditerranée, stratégies de conservation des paysages culturels et du patrimoine urbain, élaboration de stratégies de résilience au changement climatique



INSTM - Tunisie	Réduction des émissions de gaz à effet de serre de différentes manières et minimisation des déchets terrestres
Institut national d'océanographie et de pêche (NIOF), Égypte	<p>Les gouvernements doivent mettre en œuvre des options d'adaptation telles que des mesures de protection côtière rentables, des infrastructures et des services publics résilients, l'aménagement de l'espace côtier et marin, la réglementation/législation et les contrôles en matière de pollution marine et de développement durable.</p> <p>Les gouvernements africains méditerranéens doivent promouvoir les opportunités et le partenariat existants pour l'engagement du secteur privé dans la mise en œuvre des mesures d'adaptation dans les zones côtières et urbaines.</p>
Université de Bologne	<p>Nous devons investir davantage dans la recherche et le financement de solutions basées sur la nature. De nombreux habitats intertidaux et sub-tidaux peu profonds (notamment les récifs d'huîtres, les marais salants, les herbiers marins) peuvent atténuer les courants locaux, amortir l'énergie des vagues et accumuler et stabiliser les sédiments, agissant ainsi comme un tampon efficace contre les inondations et l'érosion. Ces défenses fondées sur la nature sont plus durables et plus rentables que le génie côtier classique et offrent des avantages supplémentaires, car les écosystèmes restaurés peuvent soutenir toute une série d'autres services essentiels, notamment la purification de l'eau, la séquestration du carbone, la nurserie pour la pêche et l'espace pour la faune et la flore et les loisirs. De plus, les solutions basées sur la nature ont un plus grand potentiel d'auto-entretien et de changement que les approches techniques traditionnelles. Dans certains pays, des politiques tournées vers l'avenir ont commencé à encourager les dépenses (publiques et privées) préalables aux catastrophes qui soutiennent explicitement l'utilisation des infrastructures naturelles pour la réduction des risques, ce qui favorise l'innovation en faveur de nouvelles solutions pour les efforts de prévention et de rétablissement.</p>
Institut national des sciences et technologies marines	<ul style="list-style-type: none"> - Lancer des études pour évaluer l'effet des CC sur les régions côtières, - Sensibiliser les gouvernements pour qu'ils lancent des actions d'anticipation pour combattre l'effet des CC
Ministère de l'économie - Palestine	<ul style="list-style-type: none"> - Activer le code pénal pour les contrevenants et ceux qui causent la pollution de l'environnement. - Adopter des idées entrepreneuriales pour résoudre ces problèmes. - Planifier financièrement la mise en œuvre annuelle des projets de réforme4-Activer la politique des services entre les pays de l'Union pour faire face à ces défis par la coopération entre eux en formant des équipes pour déterminer l'ampleur de ces problèmes et la coopération pour y faire face.



Alma Mater Studiorum Université de Bologne	Accroître les connaissances scientifiques sur les impacts spécifiques du changement climatique dans les zones côtières méditerranéennes et proposer autant que possible des solutions basées sur la nature
AMFORHT	Elaboration d'études récentes sur l'impact du changement climatique sur les activités touristiques côtières
Presa Puente Estrecho de Gibraltar, SA	La Méditerranée, en raison de sa position stratégique, est la seule mer que nous pouvons protéger de la montée des eaux de l'océan Atlantique suite au dégel polaire. Grâce à ce projet, 24 pays peuvent en bénéficier en même temps et n'auront donc pas à le faire individuellement (voir MOSE à Venise) ; de plus, il est possible de protéger plus de 15 000 îles et des milliers de km de côtes.
DynMed Alentejo - Association pour les études et les projets de développement régional Dese Projects	Protéger ce qu'on a déjà et préparer les gens et les lieux pour les effets des changements qui sont connus pour le moment.
Association Tunisienne de l'Ingénierie Côtière, Portuaire et Maritime (ATIM)	Mettre en place un système de prédiction et de modélisation numérique pour évaluer les impacts des solutions à réaliser
UNIVERSIDAD DE MURCIA	Promouvoir des actions telles que les villes intelligentes, mais dans d'autres domaines et secteurs : AMP intelligentes, ports intelligents, zones humides intelligentes et gestion des habitats côtiers. Notre groupe de recherche travaille sur ce sujet (Smart marine protected areas)
RAED - Réseau arabe pour l'environnement et le développement	Des mesures d'adaptation réalistes, assorties d'un calendrier très clair, pour les zones côtières, y compris les AMP. Le tout doit être complété par un mécanisme de coopération très clair entre le nord et le sud et un engagement solide des parties prenantes.



<p>ECONCRETE</p>	<p>Il convient d'aborder la question de la recherche scientifique et de la confiance dans les experts scientifiques. L'ingénierie écologique des projets côtiers est une discipline en pleine évolution qui vise à construire des structures côtières et marines plus inclusives, plus résistantes et plus sûres pour les personnes et la nature, qui maximisent les avantages pour les écosystèmes, la société et les économies. Pour parvenir à une amélioration écologique significative dans les zones urbaines et côtières, il est nécessaire de procéder à une implantation à grande échelle, ce qui exige des solutions pratiques pouvant être mises en œuvre de manière simple et rentable par l'industrie conservatrice de la construction. À une époque où le développement côtier s'accélère, nous devons promouvoir des moyens innovants pour développer des côtes urbaines plus productives : Des fronts de mer "vivants", urbains et durs, qui génèrent des habitats prospères, au lieu de paysages marins en béton stérile. L'application de l'innovation, des nouvelles technologies et des conceptions qui incluent et s'adaptent aux écosystèmes naturels et aux habitats marins se révèle indispensable pour faire face au changement climatique.</p>
<p>BETA Tech Center, UVic/UCC - Interreg MED Croissance verte</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en œuvre des solutions basées sur la nature lorsque cela est possible - Conserver les zones côtières naturelles, ou promouvoir leur restauration, et éviter l'urbanisation grâce à une planification urbaine durable - Appliquer une approche d'économie circulaire dans le processus de transformation de la façon dont nous produisons et consommons des biens et gérons les déchets dans les villes côtières
<p>METU Institut des sciences de la mer</p>	<p>Investir dans la science et le développement des capacités</p>
<p>MedCities</p>	<p>Les stratégies et les plans de protection des côtes devraient surmonter les chevauchements de compétences au fur et à mesure et devenir réellement intégrés, sur la base des meilleures connaissances disponibles et compte tenu de la complexité des écosystèmes marins, côtiers et terrestres. Les stratégies de protection des côtes doivent aller de pair avec celles des bassins fluviaux. Nous devons passer de la théorie du "maintien de la ligne" à celle d'une variabilité assez importante de notre littoral, accepter le retrait contrôlé comme une option et explorer tout le potentiel des solutions basées sur la nature en investissant dans la restauration d'habitats côtiers essentiels tels que les systèmes de dunes et les zones humides. La localisation de tous les types d'infrastructures doit également être reconsidérée dans l'aménagement du territoire et des villes, en ne maintenant sur le littoral que celles qui ne peuvent pas se trouver ailleurs. D'après cela, une directive semble nécessaire afin d'obliger les</p>



	<p>Etats membres à préserver leurs côtes de l'urbanisation extrême (logements, ports, etc.). Les dunes, les zones humides et les écosystèmes côtiers non AMP doivent être protégés par des plans et des lois d'urbanisme et d'aménagement du territoire. Un inventaire méditerranéen doit être réalisé afin de protéger ces zones.</p>
RÉGION GRÈCE OCCIDENTALE	<p>Des projets ciblés pour les parties prenantes sur l'érosion côtière et d'autres menaces imminentes résultant du changement climatique, dans lesquels les meilleures pratiques seront adoptées et partagées entre les partenaires.</p>
Université de Sienne	<p>Tout d'abord, agissez pour l'atténuation !</p>
Conseil national de la recherche d'Italie	<p>Lancer un programme intégré sur les stratégies d'adaptation au climat et d'atténuation des effets du changement climatique, en couplant les activités relatives au changement climatique et à la croissance bleue. Le programme ciblera les côtes méditerranéennes en s'attaquant à l'impact du changement global sur les écosystèmes marins méditerranéens (chaînes alimentaires, biodiversité, habitats) et donc sur les principaux moteurs sociaux et économiques suivants : pêche et aquaculture, tourisme, voies de transport.), adopter des outils de PSM pour soutenir les politiques de gestion et partager les bonnes pratiques et la sensibilisation des populations des villes "maritimes" pour enfin définir une nouvelle stratégie vert-bleu pour le développement durable des villes côtières, vers une économie circulaire à zéro émission, une réduction de la pollution dans les eaux adjacentes peu profondes ou profondes, une utilisation plus judicieuse des réservoirs d'eau douce, une préservation des écosystèmes fragiles et une atténuation de l'impact de l'accélération de l'élévation du niveau de la mer.</p>
WWF	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer la résilience des écosystèmes au changement climatique en protégeant les principaux habitats et espèces fonctionnels et en réalisant un développement durable dans les limites de l'écosystème marin - Soutenir le développement de nouvelles infrastructures vertes/bleues afin d'obtenir un réseau interconnecté de zones gérées capables de fournir des services écosystémiques - Intégrer et intégrer les solutions basées sur la nature (NBS) dans les plans d'action nationaux, les actions et initiatives climatiques et les instruments liés à la politique climatique - Accroître les financements internationaux et nationaux, publics et privés dans les NBS - Développer de nouveaux plans de restauration efficaces pour les habitats côtiers et marins dégradés tels que les prairies sous-marines, les forêts de macroalgues, les assemblages coralligènes et les zones humides côtières et développer de



	nouvelles solutions technologiques dans les infrastructures côtières (i.Soutenir la GIZC fondée sur les écosystèmes et veiller à ce qu'elle comprenne des mesures visant à améliorer le piégeage du carbone et/ou à protéger les puits de carbone.
Ministère de l'agriculture, pêche maritime, développement durable eaux et forêts: département pêche maritime – Maroc	Chaque pays doit disposer d'une stratégie nationale pour faire face au changement climatique. Mais les stratégies doivent être complémentaires.
Forum maritime de Malte	La remise en état des terres et l'exploitation minière sous-marine doivent être surveillées pour s'assurer qu'elles respectent les règles établies pour sauvegarder l'environnement.
MedPAN, le réseau méditerranéen d'aires marines protégées	Le rôle des aires marines protégées doit être considéré comme un outil de gestion de l'espace marin pour soutenir l'adaptation et l'atténuation du changement climatique basées sur les écosystèmes (voir les recommandations de la feuille de route AMP Méditerranée 2020 / axe 5 - 2ème édition du Forum AMP Méditerranée à Tanger en 2016). Recommandations intéressantes du projet MPA-Adapt Interreg Med (coordonné par l'UICN Med).
Communauté de la croissance bleue Med	<ul style="list-style-type: none"> - Intégrer les solutions basées sur la nature dans les plans nationaux liés à l'atténuation et à l'adaptation au climat, tels que les NDC (National Determined Contributions) et les PAN (Plans d'adaptation nationaux) requis par l'Accord de Paris et les plans RRC (Réduction des risques de catastrophe) conformément au Cadre de Sendai. - Gérer durablement les écosystèmes côtiers et marins, y compris les zones humides, afin d'améliorer leur capacité à servir de puits de carbone et de tampons climatiques, de restaurer les stocks de poissons épuisés et de protéger la biodiversité marine.
éco-union	Les impacts du changement climatique doivent être bien évalués et communiqués aux décideurs politiques et aux responsables régionaux, nationaux et locaux afin de promouvoir des politiques et des actions d'atténuation et d'adaptation adéquates, fondées sur l'approche par la nature et les écosystèmes.



<p>ONG de la Communauté verte</p>	<p>Le changement climatique en tant que menace mondiale ne peut pas être affronté par une réponse réactive, mais plutôt par des mesures proactives, où les pays gros pollueurs doivent respecter les recommandations des traités internationaux (Accord de Paris, Protocole de Kyoto) de manière obligatoire, et non par choix ! Sinon, l'impact d'interventions isolées, localisées au niveau national, même consolidées, ne pourrait pas atteindre les résultats souhaités pour atténuer les répercussions du changement climatique. Le déclenchement de la pandémie COVID-19 et le gel mondial de la navigation aérienne, de la circulation automobile et des émissions des usines, une nette diminution de la pollution atmosphérique a été constatée, ce qui aura un effet positif sur l'atténuation des effets du changement climatique, montre que des mesures synchronisées au niveau mondial sont la seule façon d'atteindre des résultats plausibles à cet égard. Cette fois-ci, c'était obligatoire, nous espérons que nous continuerons à l'adopter de notre plein gré !</p>
<p>ECOCEAN</p>	<p>Je ne vois pas comment lutter contre l'augmentation du niveau de la mer. Les ports doivent pouvoir réduire leurs émissions Les ports doivent électrifier leurs infrastructures afin de limiter les émissions à quai.</p>
<p>Assistance Communautaire et Développement (ASCOM)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Reboiser des arbres pour la fixation du cordon dunaire - Interdire toute activités de creusage sur la dune côtière - Assurer des maintenances régulières des infrastructures
<p>Agence nationale des ports Maroc</p>	<p>Sensibiliser les concepteurs de nouveaux projets et adapter les projets existants</p>
<p>MedWet</p>	<p>Le bassin méditerranéen a perdu environ 50 % de ses zones humides côtières au cours des 50 dernières années en raison du développement incontrôlé des infrastructures côtières et de l'extraction intensive d'eau, tant pour le tourisme que pour l'agriculture et l'industrie. Mais ce qui est moins connu et pas assez reconnu, c'est que les zones humides saines font partie des meilleures solutions disponibles et rentables basées sur la nature pour atténuer et s'adapter aux effets du changement climatique qui affectent déjà de manière drastique les communautés côtières méditerranéennes, les économies locales et les écosystèmes naturels. Parmi les nombreux services fournis par les zones humides, et en particulier les zones humides côtières, pour lutter contre le changement climatique, on peut citer</p>



- Absorption et piégeage du carbone : les zones humides sont parmi les plus importants puits de carbone du monde (les estimations montrent qu'elles stockent jusqu'à 40% des émissions mondiales de carbone)
- Contribution à l'atténuation de l'augmentation de la température pendant les vagues de chaleur
- Défenses contre les inondations : les zones humides côtières se dispersent et absorbent l'excès d'eau en cas d'inondations dues à des conditions météorologiques extrêmes et empêchent l'érosion des sols
- Protection contre l'élévation du niveau de la mer : le long de la côte, les zones humides protègent la terre des vagues et du vent en cas de tempêtes côtières et protègent les villes et autres établissements côtiers contre les inondations, les terres agricoles, l'approvisionnement en eau potable et les écosystèmes d'eau douce contre l'intrusion d'eau salée.
- Approvisionnement et purification de l'eau : alors que le changement climatique réduit la quantité et la qualité de l'eau et que la demande continue d'augmenter, les zones humides stockent et nettoient notre eau potable
- Protéger une très riche biodiversité (innombrables espèces d'oiseaux, de poissons, de flore, etc.) qui assure une meilleure résilience des zones côtières au changement climatique
- Approvisionnement alimentaire : l'aquaculture et la pêche côtière durables peuvent toutes deux fournir d'importantes sources de nutrition à faible teneur en carbone tout en réduisant les émissions nettes de carbone

Pour que les zones humides côtières continuent à apporter des réponses aussi positives au changement climatique et à profiter au bien-être des générations futures de personnes et de la nature, les mesures suivantes doivent être mises en place et appliquées efficacement dans tous les pays méditerranéens :

- Interdire la conversion de tous les écosystèmes de zones humides côtières protégées et non protégées en terres agricoles, urbanisées, touristiques ou tout autre développement côtier artificiel
- Encourager une plus grande sensibilisation du public et des acteurs locaux à l'importance et aux valeurs des zones humides côtières en tant qu'outil efficace et rentable de lutte contre le changement climatique pour le bien-être des populations côtières, les économies locales et les écosystèmes naturels
- Renforcer la gouvernance locale et la participation des parties prenantes pour leur gestion durable, leur conservation et leur restauration (en Sardaigne d'Oristano, des structures de gouvernance efficaces des communautés locales sont en place pour assurer la gestion durable des zones humides côtières)
- Renforcer les dispositions juridiques et politiques nationales pour conserver les zones humides côtières existantes et les faire appliquer. (Par exemple, au Maroc et en Algérie, des stratégies nationales pour les zones humides sont en place et développées, de nouveaux sites Ramsar ont été désignés conformément aux recommandations de la Convention de Ramsar)
- Intégrer pleinement la conservation des zones humides côtières dans la planification et la gestion de l'utilisation des terres côtières avec la participation de tous les acteurs nationaux et locaux concernés
- Appliquer des incitations économiques et financières ciblées et inclusives pour les communautés et les entreprises côtières afin de sauvegarder et de restaurer les zones humides côtières
- Développer et mettre en œuvre des plans de gestion avec des solutions basées sur la nature pour tous les sites Ramsar côtiers et autres zones humides côtières protégées (à Oristano, par exemple, les zones riveraines des lagunes/étangs et des zones



	<p>humides sont restaurées avec des plantes indigènes, des bandes tampons utilisant la végétation naturelle sont utilisées pour remplacer les anciens revêtements en béton afin d'atténuer les impacts du ruissellement agricole, de réduire l'érosion, les espèces exotiques sont éliminées, etc.)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assurer la connectivité des systèmes côtiers marins et terrestres en intégrant des mesures de conservation sur terre et sur mer pour préserver les processus environnementaux naturels - Assurer l'écoulement de l'eau des bassins versants intérieurs vers les zones humides côtières et réduire les prélèvements d'eau - Réaliser ou mettre à jour les inventaires nationaux des zones humides côtières - Rappeler les engagements des pays méditerranéens vis-à-vis de la convention de Ramsar, de la convention de Barcelone, de l'accord de Paris sur le changement climatique, de la stratégie mondiale pour la biodiversité et de la réalisation des objectifs de développement durable en 2030 <p>Assurer des actions coordonnées au niveau régional pour garantir une meilleure conservation, une gestion durable et une restauration des zones humides côtières et un échange de bonnes pratiques entre les pays méditerranéens.</p>
<p>MedWet</p>	<p>Le bassin méditerranéen a perdu environ 50 % de ses zones humides côtières au cours des 50 dernières années en raison du développement incontrôlé des infrastructures côtières et de l'extraction intensive d'eau, tant pour le tourisme que pour l'agriculture et l'industrie.</p> <p>Mais ce qui est moins connu et pas assez reconnu, c'est que les zones humides saines font partie des meilleures solutions disponibles et rentables basées sur la nature pour atténuer et s'adapter aux effets du changement climatique qui affectent déjà de manière drastique les communautés côtières méditerranéennes, les économies locales et les écosystèmes naturels.</p> <p>Parmi les nombreux services fournis par les zones humides, et en particulier les zones humides côtières, pour lutter contre le changement climatique, on peut citer</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absorption et piégeage du carbone : les zones humides sont parmi les plus importants puits de carbone du monde (les estimations montrent qu'elles stockent jusqu'à 40% des émissions mondiales de carbone) - Contribution à l'atténuation de l'augmentation de la température pendant les vagues de chaleur - Défenses contre les inondations : les zones humides côtières se dispersent et absorbent l'excès d'eau en cas d'inondations dues à des conditions météorologiques extrêmes et empêchent l'érosion des sols - Protection contre l'élévation du niveau de la mer : le long de la côte, les zones humides protègent la terre des vagues et du vent en cas de tempêtes côtières et protègent les villes et autres établissements côtiers contre les inondations, les terres agricoles, l'approvisionnement en eau potable et les écosystèmes d'eau douce contre l'intrusion d'eau salée. - Approvisionnement et purification de l'eau : alors que le changement climatique réduit la quantité et la qualité de l'eau et que la demande continue d'augmenter, les zones humides stockent et nettoient notre eau potable - Protéger une très riche biodiversité (innombrables espèces d'oiseaux, de poissons, de flore, etc.) qui assure une meilleure résilience des zones côtières au changement climatique



- Approvisionnement alimentaire : l'aquaculture et la pêche côtière durables peuvent toutes deux fournir d'importantes sources de nutrition à faible teneur en carbone tout en réduisant les émissions nettes de carbone
- Pour que les zones humides côtières continuent à apporter des réponses aussi positives au changement climatique et à profiter au bien-être des générations futures de personnes et de la nature, les mesures suivantes doivent être mises en place et appliquées efficacement dans tous les pays méditerranéens :
- Interdire la conversion de tous les écosystèmes de zones humides côtières protégées et non protégées en terres agricoles, urbanisées, touristiques ou tout autre développement côtier artificiel
 - Encourager une plus grande sensibilisation du public et des acteurs locaux à l'importance et aux valeurs des zones humides côtières en tant qu'outil efficace et rentable de lutte contre le changement climatique pour le bien-être des populations côtières, les économies locales et les écosystèmes naturels
 - Renforcer la gouvernance locale et la participation des parties prenantes pour leur gestion durable, leur conservation et leur restauration (en Sardaigne d'Oristano, des structures de gouvernance efficaces des communautés locales sont en place pour assurer la gestion durable des zones humides côtières)
 - Renforcer les dispositions juridiques et politiques nationales pour conserver les zones humides côtières existantes et les faire appliquer. (Par exemple, au Maroc et en Algérie, des stratégies nationales pour les zones humides sont en place et développées, de nouveaux sites Ramsar ont été désignés conformément aux recommandations de la Convention de Ramsar)
 - Intégrer pleinement la conservation des zones humides côtières dans la planification et la gestion de l'utilisation des terres côtières avec la participation de tous les acteurs nationaux et locaux concernés
 - Appliquer des incitations économiques et financières ciblées et inclusives pour les communautés et les entreprises côtières afin de sauvegarder et de restaurer les zones humides côtières
 - Développer et mettre en œuvre des plans de gestion avec des solutions basées sur la nature pour tous les sites Ramsar côtiers et autres zones humides côtières protégées (à Oristano, par exemple, les zones riveraines des lagunes/étangs et des zones humides sont restaurées avec des plantes indigènes, des bandes tampons utilisant la végétation naturelle sont utilisées pour remplacer les anciens revêtements en béton afin d'atténuer les impacts du ruissellement agricole, de réduire l'érosion, les espèces exotiques sont éliminées, etc.)
 - Assurer la connectivité des systèmes côtiers marins et terrestres en intégrant des mesures de conservation sur terre et sur mer pour préserver les processus environnementaux naturels
 - Assurer l'écoulement de l'eau des bassins versants intérieurs vers les zones humides côtières et réduire les prélèvements d'eau
 - Réaliser ou mettre à jour les inventaires nationaux des zones humides côtières
 - Rappeler les engagements des pays méditerranéens vis-à-vis de la convention de Ramsar, de la convention de Barcelone, de l'accord de Paris sur le changement climatique, de la stratégie mondiale pour la biodiversité et de la réalisation des objectifs de développement durable en 2030



	Assurer des actions coordonnées au niveau régional pour garantir une meilleure conservation, une gestion durable et une restauration des zones humides côtières et un échange de bonnes pratiques entre les pays méditerranéens.
NOAH ReGen	<p>NOAH ReGen propose de créer des NOAH EcoReGions pour apporter une réponse holistique à cette problématique.</p> <ul style="list-style-type: none"> - On déploie des NOAH's Arks, le siège de la Croissance Bleu - On invite les membres du NOAH Blue Consortium et les start-ups incubées, soutenus par la plateforme financière Blended NOAH's BEIP, à déployer à partir des NOAH's Arks, des solutions innovantes (off-shores) pour les grandes thématiques (sécurité alimentaire, gestion des déchets, transition énergétique, conservation côtière et de la biodiversité) - On invite les membres du NOAH Blue Consortium et les start-ups incubées, soutenus par la plateforme financière Blended NOAH's BEIP, à déployer à partir des NOAH's Arks, des solutions de régénération des terres côtières et rivières (wet lands): agro-reforestation, dépollution des rivières, régénération des coraux. En effet, les pollutions maritimes qui entraînent des réactions en cascades, sont malheureusement impossible à traiter une fois en mer. Il est plus aisé et moins coûteux d'opérer en amont, sur terre. <p>Pour la partie "blended finance" il faut s'appuyer sur une "révolution financière" et créer des outils adaptés : Blue Credits, Blue Bonds, Blue Crowdfunding, Blue stock exchange, Blue coins...</p> <p>De tels outils connectés avec les agences de mesures d'impacts pourront aussi compter sur les crédits carbone pour dé-risquer les investissements et mobiliser le secteur privé.</p>
IMFMM	<ul style="list-style-type: none"> - Programmer des actions de sensibilisations auprès des acteurs maritimes, des usagers portuaires, des riverains... ; - Encadrer les activités maritimes des villes côtières (activités touristiques, activités de la pêche, activités nautiques, activités portuaires...) - Renforcer les actions de contrôle de l'exercice de ces activités par les autorités étatiques locales ; - Mise en place d'un cadre juridique adéquat pour la réduction de l'impact du changement climatiques sur les ports et les villes côtières.
INSTM-Tunisia	Réduction des émissions de gaz carbonique de différentes manières et minimisation des déchets terrestres



CETMAR	<p>Une bonne réponse nécessite toujours une bonne évaluation et une bonne connaissance de la situation. Par conséquent, de longues séries de données seront nécessaires pour valider les modèles, et il faut donc encourager les systèmes d'observation des océans, y compris les données in situ et satellitaires</p>
Regional Cluster Nord-East	<p>L'augmentation des activités économiques, la forte urbanisation, l'utilisation accrue des ressources et la croissance démographique ne cessent d'accroître la vulnérabilité de la zone côtière. Cette vulnérabilité est aujourd'hui encore accrue par la menace du changement climatique et l'accélération de l'élévation du niveau de la mer. Les adaptations peuvent réduire les impacts négatifs et, dans certains cas, peuvent même permettre à certains systèmes de tirer profit des nouvelles conditions induites par les changements climatiques. Les pressions induites par l'homme et les options de gestion non durable peuvent influencer considérablement la vulnérabilité, la sensibilité et l'adaptabilité d'un système. En outre, le contexte économique et institutionnel influence la capacité du système à adopter des réponses appropriées au changement climatique.</p>
Med Wet	<p>Le bassin méditerranéen a perdu environ 50 % de ses zones humides côtières au cours des 50 dernières années en raison du développement incontrôlé des infrastructures côtières et de l'extraction intensive d'eau, tant pour le tourisme que pour l'agriculture et l'industrie.</p> <p>Mais ce qui est moins connu et pas assez reconnu, c'est que les zones humides saines font partie des meilleures solutions disponibles et rentables basées sur la nature pour atténuer et s'adapter aux effets du changement climatique qui affectent déjà de manière drastique les communautés côtières méditerranéennes, les économies locales et les écosystèmes naturels. Les nombreux services fournis par les zones humides, et en particulier les zones humides côtières, pour lutter contre le changement climatique sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absorption et séquestration du carbone : les zones humides sont parmi les plus importants puits de carbone au monde (les estimations montrent qu'elles stockent jusqu'à 40 % des émissions mondiales de carbone) - Contribution à l'atténuation de l'augmentation de la température pendant les vagues de chaleur - Défense contre les inondations : Protection contre l'élévation du niveau de la mer : le long de la côte, les zones humides protègent les terres contre les vagues et le vent en cas de tempête côtière et protègent les villes et autres établissements côtiers contre les inondations, les terres agricoles, l'approvisionnement en eau potable et les écosystèmes d'eau douce contre l'intrusion d'eau salée. - Approvisionnement et purification de l'eau : alors que le changement climatique réduit la quantité et la qualité de l'eau et que la demande continue d'augmenter, les zones humides stockent et purifient notre eau potable -



Protégeant une très riche biodiversité (innombrables espèces d'oiseaux, de poissons, de flore, etc.) qui assure une meilleure résilience des zones côtières au changement climatique -

Approvisionnement alimentaire : l'aquaculture et la pêche côtière durables peuvent toutes deux fournir d'importantes sources de nutrition à faible teneur en carbone tout en réduisant les émissions nettes de carbone. Pour garantir que les zones humides côtières continuent à apporter ces réponses positives au changement climatique et à profiter au bien-être des générations futures de personnes et de la nature, les mesures suivantes doivent être mises en place et appliquées efficacement dans tous les pays méditerranéens :

- Interdire la conversion de tous les écosystèmes de zones humides côtières protégées et non protégées en terres agricoles, urbanisées, touristiques ou tout autre développement côtier artificiel-
- Encourager une plus grande sensibilisation du public et des acteurs locaux à l'importance et aux valeurs des zones humides côtières en tant qu'outil efficace et rentable pour lutter contre le changement climatique pour le bien-être des populations côtières, économies locales et écosystèmes naturels - Renforcer la gouvernance locale et la participation des parties prenantes pour leur gestion durable, leur conservation et leur restauration (en Oristano Sardaigne, des structures de gouvernance efficaces des communautés locales sont en place pour assurer la gestion durable des zones humides côtières)
- Renforcer les dispositions juridiques et politiques nationales pour conserver les zones humides côtières existantes et les faire appliquer. (Par exemple, au Maroc et en Algérie, des stratégies nationales pour les zones humides sont en place et développées, de nouveaux sites Ramsar ont été désignés comme recommandé dans le cadre de la Convention de Ramsar)
- Intégrer pleinement la conservation des zones humides côtières dans la planification et la gestion de l'utilisation des terres côtières avec la participation de tous les acteurs nationaux et locaux pertinents -
- Appliquer des incitations économiques et financières ciblées et inclusives pour les communautés et les entreprises côtières afin de sauvegarder et de restaurer les zones humides côtières -
- Élaborer et mettre en œuvre des plans de gestion avec des solutions basées sur la nature pour tous les sites Ramsar côtiers et autres zones humides côtières protégées (à Oristano), Par exemple, les zones riveraines des lagunes/étangs et des zones humides sont restaurées avec des plantes indigènes, des bandes tampons utilisant la végétation naturelle sont utilisées pour remplacer les anciens revêtements en béton afin d'atténuer les impacts du ruissellement agricole, de réduire l'érosion, d'éliminer les espèces exotiques, etc.)
- Assurer la connectivité des systèmes côtiers marins et terrestres en intégrant des mesures de conservation sur terre et sur mer pour préserver les processus environnementaux naturels-



	<p>Assurer l'écoulement de l'eau des bassins versants intérieurs vers les zones humides côtières et réduire les prélèvements d'eau- Réaliser ou mettre à jour les inventaires nationaux des zones humides côtières- Rappeler les engagements des pays méditerranéens vis-à-vis de la convention de Ramsar, la convention de Barcelone, l'accord de Paris sur le changement climatique, la stratégie mondiale pour la biodiversité et la réalisation des objectifs de développement durable en 2030 - assurer des actions coordonnées au niveau régional pour garantir une meilleure conservation, une gestion durable et la restauration des zones humides côtières et l'échange de bonnes pratiques entre les pays méditerranéens.</p>
<p>Centro de Ciências do Mar, Universidade do Algarve</p>	<p>Il est clair que davantage de terres doivent être remises dans leur état initial en permettant le développement de dunes et de zones humides plus étendues. Malheureusement, l'occupation sauvage d'une grande partie de la côte méditerranéenne a conduit à la situation actuelle en raison d'intérêts économiques débridés. Il n'y a pas de zone tampon entre les zones humides et la construction. Des méga développements sont toujours en cours en Espagne et au Portugal malgré les menaces évidentes de la mer. La législation, les perceptions et la gestion des terres par les conseils doivent être en phase. Il n'est pas possible d'envisager une protection de la mer pour toutes les villes en danger. Une nouvelle planification et un nouveau recul seront nécessaires. Dans certains endroits, il peut être judicieux de construire des défenses, mais dans d'autres, les terres devraient être rendues à la mer pour y construire des défenses. Il est important de créer une zone tampon et de ne pas dépenser des millions et des millions pour mener une bataille que nous allons perdre. Il est clair que les nouveaux développements prévus pour les régions côtières (beaucoup plus autour) doivent être arrêtés, il doit être prouvé que la zone en cours de développement se trouve en dehors de la région à risque. La déclaration d'intérêt public est utilisée pour surmonter toutes les lois et le bon sens afin de permettre l'avancement de grands projets de construction. Programmes d'incitation pour les conseils et les pays qui prennent des mesures de protection.</p>
<p>Université libanaise – Green Community</p>	<p>Moins d'émissions de dioxyde de carbone, des stratégies d'énergie verte et des campagnes massives de reboisement même si elles ne seront pas menées dans les zones côtières.</p>
<p>CIPPM</p>	<p>Le changement climatique fait que les infrastructures portuaires actuelles sont gravement touchées (par exemple la tempête Gloria en Catalogne et l'Occitanie, janvier 2020) et ne font plus office d'ouvrages de protection. Cela a conduit à une situation d'urgence climatique. Un nouveau modèle de gestion est nécessaire, planifier des actions conjointes, échanger des expériences,</p>



	<p>générer des modèles de prévision climatique, des plans d'urgence, la formation des travailleurs, etc. Le secteur doit évoluer vers un modèle de gestion plus durable, appliquant de nouvelles technologies et basé sur l'Économie Bleue.</p>
<p>Conseil de la Région de l'Oriental</p>	<p>Rationaliser les politiques des ports maritimes dans le sens de préserver l'environnement. préserver le patrimoine côtier</p>
<p>Emilia-Romagna Region</p>	<ul style="list-style-type: none"> - En matière de gouvernance et de gestion des zones côtières, un changement de paradigme est nécessaire : le littoral et la plage doivent être considérés comme la "première structure de protection" de l'intérieur des terres contre les effets du changement climatique (élévation du niveau de la mer, augmentation de la fréquence des tempêtes de mer violentes, intrusion d'eau salée, etc.), au-delà de sa fonction commerciale et récréative traditionnellement considérée. - Les actions sur les littoraux (plages, falaises basses et hautes) doivent être guidées en premier lieu par le concept que nous gérons et intervenons sur la principale structure de protection de l'intérieur des terres (établissements humains, infrastructures, habitats, zones naturelles protégées, etc.) ; - La fonction de protection intérieure représentée par les littoraux, doit être prise en compte dans l'évaluation du service écosystémique des plages et des systèmes de falaises ; - Pour l'adaptation au changement climatique, la fonction de protection intérieure des littoraux doit être gérée et renforcée de manière intégrée, en tenant compte des interactions entre les activités humaines et les infrastructures et des interactions entre celles-ci et l'environnement (écosystèmes, habitats, zones naturelles protégées) et du rapport coût-bénéfice effectif des différentes solutions possibles ; - La valeur de la fonction de protection des littoraux à l'intérieur des terres doit être prise en compte de manière appropriée (en accordant le poids nécessaire, avec des méthodes scientifiques) dans l'évaluation coûts-bénéfices des différentes solutions, pour l'être humain lui-même, pour les écosystèmes, les habitats, etc ; - Afin d'apporter une réponse systémique efficace au niveau méditerranéen aux défis du changement climatique le long des côtes, il convient de promouvoir et de soutenir les initiatives nouvelles et existantes, comme l'initiative de la Charte de Bologne (www.bolognacharter.eu) qui partage une stratégie commune, crée des synergies, échange des pratiques et des technologies, renforce la coopération entre les autorités (aujourd'hui 29 autorités de l'espace Med soussignées plus la CRPM-CMI), de différents niveaux de gouvernement, compétentes en matière de protection et de gestion des côtes. Le document d'orientation de la Charte de Bologne et son Plan d'action conjoint indiquent les mesures et les lignes d'action qui seraient intégrées dans une stratégie efficace d'adaptation au changement climatique des zones côtières et des établissements humains, des infrastructures, des zones naturelles protégées ainsi que : <ul style="list-style-type: none"> - Approfondissement des connaissances sur les phénomènes, la modélisation, la réponse du territoire, les technologies d'appui ;



	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer/rétablir la résilience des systèmes côtiers en termes de restauration d'espaces opportuns afin de laisser les processus naturels se développer et "être absorbés" sans affecter directement les éléments d'intérêts ; - Déplacer les établissements, les infrastructures, les habitats qui doivent être protégés ; les établissements et les infrastructures peuvent également - ou à défaut - être surélevés en fonction des scénarios d'effets du changement climatique, de l'élévation du niveau de la mer, des hautes eaux, des ondes de tempête, etc ; - Adopter des systèmes d'alerte précoce basés sur des modèles de prévision, couplés à des plans de protection civile, des dispositifs de protection, des mesures ou des plans d'évacuation ; - Atteindre et maintenir dynamiquement - selon des scénarios changeants - un quota opportun de littoraux par rapport à l'élévation prévue du niveau de la mer, à l'augmentation des eaux hivernales - très probable - ou aux fortes ondes de tempête - peu probable -, à l'intrusion d'eau salée, etc ; - Consolider les falaises côtières basses et hautes soumises à l'érosion ou à des glissements de terrain/rochers menaçant des éléments d'intérêts spécifiques ; - Restaurer le transport fluvial des solides pour réactiver les processus naturels d'alimentation des littoraux ; - Réduire le prélèvement de fluides du sous-sol (eau, gaz, etc.) pour réduire les affaissements dans les zones côtières et/ou activer les opérations de réinjection de fluides dans les roches réservoirs du sous-sol ; - Les solutions basées sur la nature devraient être préférées, normalement, malgré les efforts, toujours en fonction d'une évaluation coûts-avantages, y compris les coûts d'entretien et de contrôle de l'efficacité et, pour les efforts, y compris la réversibilité et les coûts relatifs ; - Le retour en arrière (des établissements, des infrastructures, de l'habitat, etc.) et la "non-intervention" devraient être des options toujours prises en considération dans l'évaluation des actions et l'analyse d'impact, tant pour les interventions à grande échelle que pour les interventions locales ou dans les stratégies globales.
<p>ASSOCIATION DE PROTECTION DU LITTORAL A MAAMOURA - APLM</p>	<p>Préparer une liste de recommandations/adaptations pour faire face aux effets négatifs liés aux changements climatiques. Mener des actions anticipatives sur terrain pour renforcer la capacité de résistance de l'infrastructure existante.</p>
<p>Eurorégion Pyrénées Méditerranée</p>	<p>La priorité doit être donnée à permettre la restauration des espaces anthropisés (dunes, bords de plage...) et avoir des zones tampons neutres d'édifices ou de bétons ou peu peuplées capables d'absorber les grandes crises climatiques de plus en plus fréquentes</p>



<p>Ministère de l'Energie, des Mines et de l'Environnement/Dépa rtement de l'Environnement</p>	<p>Les mesures à mettre en œuvre pour faire face aux impacts des changements climatiques sur les villes côtières il faut renforcer la loi sur le littoral par ses textes d'application et veiller à l'application de cette loi et du plan national du littoral</p>
<p>ONG ASSISTANCE COMMUNAUTAIRE et développement ASCOM</p>	<p>Protéger les dunes côtières et favoriser les initiatives telle que la fixation des dunes pour diminuer les érosion côtières</p> <p>Interdire les aménagements qui sont source de pollution et interdire le ramassage de sables à usage de construction fermer les brèches pour atténuer les inondations.et les incursions marines dont souffrent plusieurs pays.</p> <p>Faire des campagnes de sensibilisation sur les impacts des changements climatiques et établir des projets sur l'atténuation des effets du changements climatiques par le biais du nettoyage des plages.</p>
<p>Generalitat Valenciana</p>	<p>La participation de l'UpM dans la négociation de programmes de gestion directe de l'Union Européenne puis des Fonds Structurels et d'Investissement Européens, dans le but de faire présents ces objectifs, puis une meilleure coordination avec la Commission Européenne (DG CLIMA, DG ENVE, DG REGIO et autres).</p>
<p>DIRECTION DES PORTS ET DU DOMAINE PUBLIC MARITIME</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Établir les cartes de vulnérabilité des côtes de la Méditerranée; - Mettre en place des mécanismes de financement pour la protection des différentes zones côtières en fonction du niveau de leur vulnérabilité au changement climatique ; - La nécessité de disposer de données scientifiques (climatiques, biologiques, chimiques, physiques, etc.), permettant de parvenir à une gestion durable et intégrée des zones côtières et du milieu marin ; - Intégrer les cartes de vulnérabilité dans les cartes d'aménagement afin de définir les zones sensibles et assurer la durabilité des aménagements. - L'adaptation des infrastructures portuaires aux changements climatiques, à travers notamment la surélévation des côtes d'arase des ouvrages de protection portuaires. - Intégrer le changement climatique et la durabilité de l'environnement dans les plans, politiques et textes de lois en vigueur ou à venir portant sur l'économie bleue;



	<ul style="list-style-type: none"> - Concevoir et renforcer le cadre assurant la promotion d'infrastructures à l'épreuve du climat et respectueuses de l'environnement (ports verts, recours aux technologies reposant sur les énergies renouvelables, etc.); - Améliorer la réduction des risques de catastrophe par la mise en place ou le renforcement des systèmes d'alerte précoce (plateformes de connaissances, formation et renforcement des capacités, recensement des zones les plus exposées, campagnes d'information...); - Renforcer les capacités des pays membres pour la préparation de montages financiers innovants en matières de projet de résilience des infrastructures face aux changements climatiques;
<p>Université Mohammed V de Rabat</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Favoriser la recherche et la coopération scientifique sur le changement climatique et améliorer la disponibilité et l'utilisation de données, d'informations et d'outils fiables pour garantir une prise de décision mieux informée. - Soutenir la mise en œuvre de mesures d'adaptation efficaces, efficientes et durables, en favorisant les solutions basées sur la nature, notamment pour les zones humides, en réhabilitant leurs services écosystémiques. - Renforcer la résilience des populations côtières les plus vulnérables, en protégeant les écosystèmes dont elles dépendent pour leurs moyens de subsistance. - Créer des réseaux (Hubs) éducation-industrie-pouvoirs publics au niveau méditerranéen pour cartographier les activités éducatives existantes, permettre la mise en commun et le partage des meilleures pratiques, développer des programmes de formation communs avec l'aide du MedECC et favoriser la mobilité transnationale des apprenants et des enseignants. - Promouvoir les réformes institutionnelles, politiques et juridiques pour une intégration efficace des mesures d'adaptation au changement climatique - Tirer parti des mécanismes de financement climatique existants et émergents, y compris les instruments internationaux et nationaux
<p>Legambiente Onlus</p>	<p>Les conséquences du changement climatique dans la région méditerranéenne, en particulier sur les villes côtières et les plages, pourraient être terribles si aucune mesure n'est prise dans les plus brefs délais. Il n'existe pas de politique commune entre les États pour lutter contre cette situation. Ce dont nous avons besoin, c'est de nous mettre d'accord sur des politiques visant à protéger les zones côtières des nouvelles infrastructures et des nouveaux bâtiments, et de prendre des mesures concernant les politiques d'adaptation dans tous les pays. Nous devons partager les meilleures pratiques et politiques, les mesures visant à défendre les personnes et les espaces urbains contre l'impact des inondations et des vagues de chaleur, et mettre des ressources à disposition pour financer ces interventions.</p>



<p>Institut de recherche océanographique de Cartagena</p>	<p>Mener une campagne locale de sensibilisation pour faire participer la société au problème du changement climatique, à la manière dont il affecte la population locale et l'associer à la solution</p>
<p>Université Polytechnique de Carthagène</p>	<p>Nous avons besoin d'un meilleur modèle de prévision locale, fusionnant les modèles océanographiques, météorologiques et écologiques, pour nous aider à mieux comprendre les conséquences du changement climatique sur les zones côtières.</p>
<p>PNUE/PAM Convention de Barcelone</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Définir une stratégie ambitieuse d'adaptation au changement climatique, en fonction des spécificités de la mer et des côtes méditerranéennes, en s'appuyant sur les mécanismes développés dans les décisions, projets et initiatives du PNUE/PAM - Convention de Barcelone, tels que, entre autres, le Cadre régional d'adaptation au changement climatique pour les zones marines et côtières méditerranéennes et le Cadre régional commun pour la GIZC ; - Évaluer les incidences environnementales, économiques et sociales de l'élévation du niveau de la mer et des risques côtiers, ainsi que de l'augmentation de la température de la mer, de l'acidification de la mer et de la prolifération des espèces non indigènes associées au changement climatique, en vue de garantir des mesures d'atténuation, la gestion intégrée des zones côtières, l'aménagement de l'espace marin et le développement d'infrastructures appropriées ; - Stimuler le renforcement des capacités et la participation de la communauté scientifique, du secteur privé et de la société civile à la conception et à la mise en œuvre des stratégies d'adaptation, et mobiliser des ressources financières, notamment par des réformes des subventions et une collecte efficace des taxes vertes ; - Considérer les solutions basées sur la nature (NbS) comme des mesures efficaces pour la préservation des fonctions des écosystèmes, l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets. Les goulets d'étranglement dans la mise en œuvre et l'extension des solutions basées sur la nature doivent être identifiés aux niveaux national et local, y compris les aspects administratifs et comportementaux, et des efforts substantiels doivent être investis pour soulager ces goulets d'étranglement. - Renforcer les composantes de l'interface socio-économique et science-politique des Experts Méditerranéens sur le Changement Climatique et Environnemental (MEDECC).
<p>Commission Interméditerranéenne de la CRPM</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La neutralité climatique devrait être atteinte par tous les territoires de l'UE d'ici 2050 sans exclure aucune région et sans menacer l'accessibilité des régions périphériques, uniquement accessibles par voie aérienne et maritime. -



Le(s) règlement(s) qui guiderait(ent) la transition devrait(ent) assurer un certain niveau de flexibilité en autorisant différentes sources d'énergie et combinaisons modales en fonction des caractéristiques territoriales.

- Les régions périphériques maritimes devraient être considérées comme des laboratoires d'innovation pour développer et tester des solutions de transport nouvelles et innovantes, tandis qu'un plan d'investissement dans les transports adapté à la neutralité climatique d'ici 2050 devrait être élaboré.
- L'inclusion des autoroutes de la mer dans le règlement RTE-T dans le cadre du "Green Deal" devrait également être recherchée.
- En ce sens, des pratiques réussies pourraient être explorées pour un transfert entre toutes les rives de la Méditerranée afin que l'ensemble du bassin puisse continuer à évoluer vers des économies plus neutres sur le plan climatique. Il est important que les seuils soient de plus en plus alignés, que les investissements soient réalisés en conséquence en fonction des situations nationales et, éventuellement, que l'idée d'un "pacte vert" méditerranéen soit développée et prise en charge conjointement pour être mise en œuvre par tous les pays méditerranéens.

Efficacité énergétique & CC :

(projets Interreg Med ENERMED, MARIE, ELIHMED, SHERPA). Certaines recommandations préconisent une approche plus centralisée et intégrée en ce qui concerne la supervision des agences locales de l'énergie et des acteurs privés, la coordination des instruments et procédures financiers et administratifs et l'établissement de stratégies énergétiques au niveau régional. D'autres options innovantes utilisant l'énergie pourraient être appliquées à l'agriculture dans les territoires méditerranéens confrontés aux effets du changement climatique, en utilisant des infrastructures d'irrigation solaire/photovoltaïque (projet H2020 SolAqua). La coopération transnationale est une valeur ajoutée évidente en ce sens, principalement en termes de capitalisation, de communication et d'échange de pratiques.

Biodiversité et climat : De nouvelles zones marines protégées (ZMP) devraient être désignées et la gestion des zones existantes devrait être renforcée.

- Les pressions exercées par les différents secteurs économiques de la mer Méditerranée devraient être réduites pour permettre la préservation de sa biodiversité, principalement de ses AMP existantes. Il est important de prendre en compte les pressions par secteur, mais aussi le fait que, s'accumulant d'un secteur à l'autre, leurs impacts sont beaucoup plus importants que lorsque seules les études sont alors sectorielles.
- La gouvernance locale et régionale et la coopération transfrontalière sont des outils clés pour la mise en œuvre efficace des stratégies concernant la protection de la biodiversité, tandis que l'élaboration d'unités et de plates-formes de planification éco-régionale acceptées au niveau régional et conçues sur la base d'un consensus géopolitique et scientifique est essentielle.



	<ul style="list-style-type: none"> - Intégrer des solutions fondées sur la nature dans les plans nationaux liés à l'atténuation et à l'adaptation au climat, tels que les CDN (contributions nationales déterminées) et les PAN (plans d'adaptation nationaux) requis en vertu de l'accord de Paris et les plans RRC (réduction des risques de catastrophe) conformément au cadre de Sendai. - Gérer durablement les écosystèmes côtiers et marins, y compris les zones humides, afin d'améliorer leur capacité à servir de puits de carbone et de tampons climatiques, de restaurer les stocks de poissons épuisés et de protéger la biodiversité marine.
<p>PNUE/PAM Convention de Barcelone</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Définir une stratégie ambitieuse d'adaptation au changement climatique, en fonction des spécificités de la mer et des côtes méditerranéennes, en s'appuyant sur les mécanismes développés dans les décisions, projets et initiatives du PNUE/PAM - Convention de Barcelone, tels que, entre autres, le Cadre régional d'adaptation au changement climatique pour les zones marines et côtières méditerranéennes et le Cadre régional commun pour la GIZC ; - Évaluer les incidences environnementales, économiques et sociales de l'élévation du niveau de la mer et des risques côtiers, ainsi que de l'augmentation de la température de la mer, de l'acidification de la mer et de la prolifération des espèces non indigènes associées au changement climatique, en vue de garantir des mesures d'atténuation, la gestion intégrée des zones côtières, l'aménagement de l'espace marin et le développement d'infrastructures appropriées ; - Stimuler le renforcement des capacités et la participation de la communauté scientifique, du secteur privé et de la société civile à la conception et à la mise en œuvre des stratégies d'adaptation, et mobiliser des ressources financières, notamment par des réformes des subventions et une collecte efficace des taxes vertes ; - Considérer les solutions basées sur la nature (NbS) comme des mesures efficaces pour la préservation des fonctions des écosystèmes, l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets. Les goulets d'étranglement dans la mise en œuvre et l'extension des solutions basées sur la nature doivent être identifiés aux niveaux national et local, y compris les aspects administratifs et comportementaux, et des efforts substantiels doivent être investis pour soulager ces goulets d'étranglement. - Renforcer les composantes de l'interface socio-économique et science-politique des Experts Méditerranéens sur le Changement Climatique et Environnemental (MEDECC).
<p>Underwater Gardens International</p>	<p>Il est nécessaire de faire comprendre à la société qu'avoir des écosystèmes côtiers sains est la clé pour "combattre" les conséquences du changement climatique. Les décideurs politiques doivent également intégrer l'idée qu'aucun développement n'est durable et rentable (à long terme) si les fonctions et les services des écosystèmes sont menacés. Il convient de promouvoir des modèles commerciaux holistiques qui intègrent la conservation des habitats, la croissance économique et l'éducation environnementale.</p>



<p>Agence européenne pour l'environnement</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Appliquer les connaissances disponibles pour la prise de décision en cas d'incertitude, par exemple par le biais de dialogues scientifiques et politiques ; - Améliorer la résilience climatique des infrastructures à long terme ; Mieux intégrer les actions de la stratégie entre elles et avec la dimension internationale de l'adaptation ; - Mieux surveiller la mise en œuvre et l'efficacité des stratégies et des plans d'adaptation nationaux ; - Encourager la mise en place de stratégies d'adaptation locales dans les pays ; - Améliorer l'analyse des effets distributifs des impacts du changement climatique et des mesures d'adaptation. Les domaines à améliorer comprennent, entre autres, l'exploitation des synergies entre l'adaptation au changement climatique, l'atténuation du changement climatique et la réduction des risques de catastrophe ; - la facilitation de l'adaptation fondée sur les écosystèmes ; une meilleure intégration dans la politique maritime et de la pêche de l'UE ; - le renforcement des liens entre la santé publique et l'adaptation ; et un meilleur soutien à l'adaptation pour les investisseurs et les assureurs, y compris les investisseurs privés.
<p>Generalitat de Catalunya</p>	<p>Pour ne pas accroître la vulnérabilité des zones côtières en les exposant à l'impact du changement climatique. Afin de réduire l'exposition à cet impact et de sauver ces zones, la construction de toute infrastructure doit être interdite et il faut y mettre fin.</p> <p>Les bâtiments et/ou les infrastructures présentant un risque élevé en raison de l'impact du changement climatique doivent être retirés des zones côtières et donc placés ailleurs dans l'arrière-pays.</p> <p>Afin de ne pas gaspiller d'argent et de conserver son cycle naturel, les plages ne doivent avoir aucun entretien après avoir été caressées par une tempête (comme Gloria). Les écosystèmes suivent leur propre cycle naturel de nettoyage et d'entretien, de sorte que l'aide humaine est à peine nécessaire dans la plupart des cas.</p> <p>Il est essentiel de renforcer les défenses naturelles : Une des améliorations naturelles notables pour réduire les impacts des tempêtes sur les plages sont les lits de poseidonia oceanica qui aident au nettoyage du fond de la mer et augmentent la vie marine de l'écosystème. En outre, les dunes de sable font office de boucliers pour empêcher l'érosion causée par les vagues. Les zones marines protégées sont essentielles en ce sens.</p>



<p>CCDRA lentejo</p>	<p>Soutenir les actions visant à diffuser auprès du public les impacts mondiaux et régionaux déjà associés sans équivoque au changement climatique en cours, afin qu'il devienne évident que le changement climatique est bien là et qu'il est aussi réel que la gravité terrestre.</p> <p>Produire des cultures agricoles plus résistantes à la chaleur, remplacer les voyages d'affaires par des vidéoconférences chaque fois que possible, manger moins de viande et de produits laitiers, réduire les déchets alimentaires, consommer des produits locaux et saisonniers.</p> <p>Réfléchissez aux mesures politiques visant à atténuer et à contenir les effets sur les zones côtières présentant un risque élevé d'inondation, et introduisez-les dans les instruments de planification et d'aménagement du territoire. Le changement dépend de la volonté des citoyens et des gouvernements de s'engager dans cette transformation nécessaire.</p>
<p>Agence égyptienne de l'environnement</p>	<p>Au niveau régional :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Soutenir l'identification des vulnérabilités côtières pour différentes régions côtières en utilisant différents scénarios (c'est-à-dire climatiques et socio-économiques). - Développer une connaissance commune des impacts du changement climatique sur les écosystèmes côtiers, et reconnaître le rôle des écosystèmes dans l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à celui-ci. - Coopérer pour améliorer l'éducation, la sensibilisation, les capacités humaines et institutionnelles en matière d'adaptation au changement climatique, de réduction des impacts et d'alerte précoce. - Encourager l'adaptation au changement climatique basée sur la nature (structures douces) plutôt que sur les structures artificielles qui affectent le littoral côtier. - Soutenir la mise en œuvre de programmes de développement des capacités en matière de gestion des risques liés au changement climatique et du littoral pour les points chauds et les zones côtières vulnérables. - Soutenir le développement des capacités et l'assistance technique dans le domaine des outils récents de surveillance, d'évaluation et de gestion des menaces liées au changement climatique. - Encourager le partage des expériences et des meilleures pratiques liées au développement, à la maintenance et à l'amélioration des systèmes d'observation, des systèmes d'analyse des données, des simulations numériques et des modèles de prévision. <p>Au niveau national :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place un système national intégré d'observation et de prévision du climat côtier. - Soutenir l'intégration des mesures relatives au changement climatique dans les politiques, les stratégies et la planification nationales en tant que question transversale. - Renforcer les politiques et les actions nationales visant à atténuer les effets négatifs du changement climatique (intrusion d'eau salée, élévation du niveau de la mer, etc.) dans les zones vulnérables. - Encourager la mise en œuvre de projets d'adaptation pour les communautés locales dans les zones vulnérables, y compris des activités de diversification économique pour renforcer leur capacité d'adaptation.



Thème 6. Compétences bleues (recyclage et perfectionnement), carrières et emploi

Quelles sont les meilleures modalités de perfectionnement et de requalification dans les secteurs de l'économie bleue pour accroître sensiblement l'employabilité et l'esprit d'entreprise, pour rapprocher et autonomiser les femmes et les jeunes qui entrent sur le marché du travail, tout en luttant contre la fuite des cerveaux ? Comment les partenariats des secteurs public et privé peuvent-ils fonctionner en termes opérationnels et comment les autorités locales peuvent-elles jouer un rôle plus important ? Des suggestions sur la manière dont la plateforme des parties prenantes de l'économie Med Blue pourrait être utilisée pour échanger des outils de formation et promouvoir des programmes de mobilité seraient les bienvenues.

EMUNI

Une étude fondée sur des données probantes est nécessaire pour déterminer où se situent les besoins en termes de compétences. Beaucoup de déclarations sont basées sur des impressions et des anecdotes. Donnez aux jeunes un objectif politique ambitieux pour y parvenir (une région modèle de durabilité). Des formations plus courtes sur des questions d'actualité qui complètent des études plus substantielles sont un bon outil.

CIO-UNESCO

Le secteur privé à l'échelle locale comprend mieux la possibilité d'interagir avec d'autres secteurs, qu'à plus grande échelle. La diversification des secteurs maritimes traditionnels pourrait être un début. Le développement de zones marines protégées, la déclaration de sites historiques pour promouvoir la culture commune en Méditerranée pourraient être utiles. Les programmes de mobilité permettant aux dirigeants et aux acteurs locaux de partager leurs expériences et les enseignements tirés par le secteur privé maritime ont montré leur utilité dans d'autres régions du monde. La meilleure recette pour reproduire les bonnes pratiques est d'avoir les autorités nationales à bord, de soutenir pleinement ces initiatives et d'encourager le développement de nouvelles initiatives à l'échelle locale. La majorité de ces initiatives ne nécessitent pas d'investissements financiers importants.

FAO

La FAO peut offrir un apprentissage électronique complet à tous les secteurs de l'économie bleue liés à l'alimentation. L'apprentissage en ligne pour le personnel maritime, les passagers et les personnes liées aux chaînes de valeur est essentiel pour sensibiliser le public. La plateforme des systèmes alimentaires durables dans la région méditerranéenne peut offrir une approche pour intégrer les bonnes pratiques. Le sommet de l'alimentation de 2021 pourrait prendre cette plateforme (FAO UfM CHIEAM) comme exemple.



INSTM - Tunisie	Amélioration des stratégies bleues avec des liens entre les ONG environnementales et les entreprises socio-économiques et renforcement du rôle des autorités locales pour la sensibilisation du public à l'importance de l'économie bleue circulaire.
Institut national d'océanographie et de pêche (NIOF), Égypte	Ateliers et conférences régionales et programmes de formation
Université de Bologne	Les sciences de la mer en Méditerranée doivent renforcer leur position en développant une base de connaissances plus importante, en formant la prochaine génération de praticiens à la réflexion interdisciplinaire, en brisant les barrières traditionnelles entre les secteurs et les pays, et en communiquant au grand public une plus grande sensibilisation aux mers. Nous devons former la prochaine génération d'urbanistes et d'ingénieurs marins, de gestionnaires de ressources et de scientifiques au développement et à l'application de l'éco-ingénierie et de solutions basées sur la nature pour les infrastructures marines et l'aménagement du territoire
CNR	Incitations à la création d'entreprises dans ce domaine.
Institut national des sciences et technologies marines	<ul style="list-style-type: none"> - Formation des jeunes dans le secteur des EB, - Les gouvernements doivent encourager la création de nouveaux emplois dans le secteur des EB
Ministère de l'économie - Palestine	<ul style="list-style-type: none"> - Créer une plateforme et des membres permanents de l'économie bleue - Activer le rôle des membres de cette plateforme dans chaque conférence et symposium au niveau local et international - Ajouter d'autres secteurs à cette plateforme en écoutant leurs opinions et en les impliquant dans la prise de décision - Présenter des projets pilotes aux institutions gouvernementales et privées et leur fournir des opportunités d'emploi - Octroyer des bourses pour des idées d'entreprise et bénéficier de leurs expériences
Alma Mater Studiorum Université de Bologne	Mieux se connecter aux plateformes de recherche de l'UE telles que Copernicus, EMODnet, BlueCloud, etc. Concentrer une importante formation postdoctorale (Marie Curie) pour les étudiants en médecine, créer des réseaux, etc.



AMFORHT	Oui, en effet, une plateforme qui permet aux acteurs privés et publics de contribuer au processus éducatif, aux cours et aux formations alternatives sera très utile à la formation et à la requalification dans l'économie bleue
Presa Puente Estrecho de Gibraltar, SA	L'éducation et la sensibilisation sont essentielles pour améliorer l'adaptation au changement climatique et son atténuation (Crise climatique)
DynMed Alentejo - Association pour les études et les projets de développement régional Dese Projects	Un vrai partenariat entre les institutions d'enseignement supérieur, les experts de ce sujet scientifique et les acteurs locaux directement liés aux questions clés de l'économie circulaire.
Association Tunisienne de l'Ingénierie Côtière, Portuaire et Maritime (ATIM)	A ce stade, je pense qu'il faut vulgariser l'économie bleue chez tous les peuples de la méditerranée et surtout chez les étudiants. Aussi, il est important de diffuser la plateforme existante chez les jeunes et le grand public.
Cluster Maritime Tunisien	<p>L'importance de parvenir à une définition commune de l'économie bleue ,qui peut inclure ,entre autre ;l'ensemble des activités humaines dépendant de la mer et/ou sous tendues par les interactions terre/mer dans le cadre du développement durable en considérant que la mer est le futur de la terre et inciter au niveau national et régional à changer et développer les mentalités des jeunes citoyens à s'orienter vers les métiers de la mer et qui comprend notamment des secteurs de l'industrie et des services tels que l'aquaculture ,la pêche ,les biotechnologies bleues ;le tourisme nautique littoral et maritime ,le transport maritime, la construction, l'architecture et la réparation navale, les ports ,l'énergie ,des vagues et des houles et l'énergie marine renouvelable ,y compris l'éolien offshore ;qui représentent les principaux secteurs économiques maritimes traditionnels et émergents dans le bassin méditerranéen .</p> <p>L'importance du renforcement des capacités humaines et de la mobilité des étudiants, des chercheurs et des travailleurs afin d'encourager la création d'emplois bleus ,la mise en place d'un ou plusieurs réseaux et/ou le renforcement des réseaux existants entre les institutions d'éducation ,de formation et de recherches concernées dans les métiers maritimes et de la mer qui répondent aux besoins des professions dédiées ;seraient bénéfiques pour la création de nouveaux cursus ;programmes d'enseignement et professions dans l'économie bleue ;par exemple dans les domaines des nouvelles technologies (la construction et l'architecture</p>



	navale et les industries nautiques et halieutiques...),de la sécurité maritime et des gens de mer et l'intelligence bleue et permettant de stimuler les compétences et l'employabilité dans le bassin méditerranéen.
UNIVERSIDAD DE MURCIA	La création et le renforcement d'alliances entre les acteurs doivent être encouragés et une manière intéressante de le faire serait d'utiliser la plateforme et de créer 3 forums : un pour la formation, un pour l'échange d'informations et la participation, et un autre pour générer des initiatives communes entre les acteurs qui peuvent avoir des idées ou des projets similaires et faciliter leur mise en œuvre.
RAED - Réseau arabe pour l'environnement et le développement	Les réseaux régionaux d'ONG peuvent jouer un rôle important dans le renforcement et la requalification du secteur. Campagne de sensibilisation et de renforcement des capacités. Les ONG ont un rôle important à jouer pour atteindre cet objectif. La plateforme des parties prenantes de MedBlue Economy est le bon endroit pour discuter et se mettre d'accord sur cette campagne. Il devrait y avoir suffisamment de ressources pour permettre aux partenaires actifs et engagés de s'impliquer dans la campagne. Le PPP est nécessaire pour assurer la durabilité.
The-Marketer.net / HOMERe Secrétariat permanent Rive Sud de la Méditerranée	Pour lutter contre la fuite des cerveaux, permettez-moi de vous suggérer de consulter le programme HOMERe : il est conçu pour aider les jeunes à trouver un emploi et à conserver leurs compétences dans la région méditerranéenne grâce à une approche qui fait intervenir : l'entité éducative, l'étudiant, l'association d'entreprises et le secteur privé. Là encore, il s'agit d'améliorer et de renforcer les compétences, ce qui nécessite une évaluation par des études et des recherches sur le terrain afin de comprendre la situation et les circonstances actuelles et les compétences requises pour exister au sein de l'institution. L'établissement peut en dire plus sur ses besoins futurs. En ce qui concerne la formation, il pourrait être souhaitable de créer une plateforme de formation en ligne - soutenue par Multilinguage - permettant une utilisation à travers la Méditerranée. Il convient de souligner à nouveau que les résultats attendus de la formation doivent être directement liés aux aptitudes et compétences requises.
Bureau d'information méditerranéen pour l'environnement, la culture et le développement durable (MIO-ECSDE)	L'amélioration de l'employabilité, en particulier des femmes et des jeunes, ne commence pas par un perfectionnement et un recyclage, mais par l'éducation "en soi". Le manque de sensibilisation ne se limite pas à l'existence d'outils sur la requalification, etc., mais sur l'économie bleue dans le cadre du concept de développement durable lui-même et sur les conditions et les outils nécessaires pour y parvenir. Vient ensuite, bien sûr, l'inadéquation des systèmes méditerranéens actuels d'enseignement supérieur et de formation professionnelle pour satisfaire les besoins non seulement des entreprises mais aussi des institutions publiques, des autorités locales et des OSC pour soutenir une gouvernance appropriée.



	<p>La Stratégie méditerranéenne pour l'éducation au développement durable (MSESD) approuvée en 2014 par les ministres de l'environnement de l'UpM et son plan d'action adopté par les ministères de l'éducation en 2016 offrent un cadre d'orientation utile pour les activités spécifiques traitant des questions susmentionnées. Il est nécessaire d'adapter rapidement les programmes et la culture des établissements d'enseignement méditerranéens. Ces derniers devraient être revus à la suite de consultations avec les institutions et les parties prenantes régionales (méditerranéennes), nationales et locales à tous les niveaux. Dans cet exercice, la Plateforme de l'économie Med Blue peut jouer un rôle utile.</p>
ECONCRETE	<p>Il devrait y avoir un programme d'échange similaire à Erasmus Mundus ou Leonardo qui permette de mettre en valeur les fouilles d'étudiants et de travailleurs de différentes régions de la Méditerranée afin de sensibiliser aux différences et aux similitudes entre toutes les régions de la Méditerranée et de renforcer les liens entre les pays et les personnes. La plateforme des acteurs de l'économie MedBlue peut être l'institution idéale pour gérer et aborder un tel programme.</p>
BETA Tech Center, UVic/UCC - Interreg MED Croissance verte	<ul style="list-style-type: none"> - Intégrer l'économie bleue dans les programmes éducatifs (par exemple, les écoles, les universités, etc.) - Offrir des cours de formation spécialisés sur des thèmes spécifiques du secteur de l'économie bleue - Soutenir les approches en quadruple hélice dans le cadre de projets transversaux afin de répondre aux besoins des secteurs privé et public - Plate-forme des parties prenantes de l'économie bleue MED : elle devrait rassembler les résultats les plus pertinents des projets passés et existants sur l'économie bleue ; elle devrait apporter un soutien dans la traduction des documents, des outils, etc. afin d'atteindre un public plus large dans la région MED ; une section "trouvez votre partenaire" pourrait être développée où les besoins et les offres des utilisateurs pourraient être affichés.
RÉGION GRÈCE OCCIDENTALE	<p>La plateforme méditerranéenne des acteurs de l'économie bleue pourrait accueillir un "hub web" dans lequel les acteurs affiliés (secteur public, instituts, universités, secteur privé) pourraient annoncer leurs besoins de mise en réseau et de participation à des projets communs portant sur tous les thèmes de l'économie bleue</p>
Université de Sienne	<p>Impliquer les écoles (en particulier les lycées) dans tous les projets développés dans la région</p>



Conseil national de la
recherche d'Italie

L'élément humain est un facteur crucial pour débloquer de manière responsable le potentiel de croissance bleue de la mer Méditerranée. Le fossé des compétences entre l'offre d'éducation et le marché du travail doit être comblé par une coopération accrue entre le monde universitaire et l'industrie. L'attractivité des secteurs bleus doit également être renforcée, y compris vis-à-vis des femmes, et par le biais de la connaissance des océans. Une exploitation massive des technologies numériques à des fins de formation, y compris la réalité virtuelle ou augmentée, peut servir ces objectifs.

En ce qui concerne le monde universitaire, en s'appuyant sur l'expérience des réseaux existants, les objectifs suivants peuvent être poursuivis pour préparer la prochaine génération de scientifiques, de technologues et d'entrepreneurs de l'économie bleue : promouvoir davantage l'alignement des programmes d'enseignement supérieur, concevoir des programmes communs de maîtrise et de doctorat, des échanges scientifiques à court terme.

La plateforme des parties prenantes de l'économie bleue Med peut servir d'un côté à intégrer et à rendre accessible l'offre éducative dans la région. De l'autre, de connecter les incubateurs, les start-ups, les investisseurs, les accélérateurs, les entrepreneurs, les réseaux d'entreprises, les universités pour accroître les écosystèmes bleus innovants. En outre, le développement et l'intégration d'une plateforme électronique pour le mentorat en ligne des jeunes entreprises en phase de démarrage dans la croissance bleue agissant comme un incubateur virtuel pour créer un écosystème vivant d'entrepreneurs de l'innovation, peuvent être explorés.



<p>Ministère de l'agriculture, pêche maritime, développement durable eaux et forêts: département pêche maritime – Maroc</p>	<p>Il faut mettre l'accent sur l'implication soutenue des femmes dans la prise de décision, et mieux inciter le secteur privé à contribuer aux actions d'appui et formation des compétences</p>
<p>Forum maritime de Malte</p>	<p>L'échange d'expériences éducatives dans différents pays aide à comprendre les différences culturelles et à renforcer l'unité et la direction vers des objectifs communs dans l'économie bleue.</p>
<p>MedPAN, le réseau méditerranéen d'aires marines protégées</p>	<p>Le partage des meilleures pratiques et des connaissances doit être renforcé, notamment par des réunions virtuelles et présentielles régulières (ateliers techniques annuels pour les grands groupes, visites d'échanges techniques régulières en petits groupes).</p> <p>Un mécanisme de formation permanente pourrait également être mis en place (voir par exemple le mécanisme de formation des gestionnaires d'AMP coordonné par MedPAN, les AMP jouant le rôle de "centres de formation" puisqu'elles accueilleront des formations régulières et bénéficieront de cursus de formation sur mesure).</p>
<p>Communauté de la croissance bleue Med</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Investir dans l'éducation et la sensibilisation, en créant des possibilités de développer de nouvelles compétences bleues à tous les niveaux d'éducation, et combler les écarts entre les demandes des secteurs et les compétences de la main-d'œuvre en améliorant également les compétences. - Les autorités publiques devraient établir de nouveaux programmes d'emploi basés sur la coopération entre l'industrie et l'éducation. - Le renforcement du sentiment d'appartenance à la communauté méditerranéenne est une condition préalable pour motiver les gens à contribuer par leur expertise au développement durable des zones méditerranéennes, et donc un bon moyen de lutter contre la fuite des cerveaux. - Comblent le déficit de compétences dans les secteurs de l'économie bleue. Les autorités locales et régionales devraient encourager la création de nouvelles "carrières bleues" basées sur des secteurs clés exigeants en Méditerranée, tels que le tourisme durable à tous les niveaux d'éducation, et devraient promouvoir les compétences numériques, linguistiques, managériales et écologiques des travailleurs en leur offrant une formation professionnelle adaptée. - Des programmes éducatifs intégrés, prenant en considération les différents secteurs de l'économie bleue, seront mis en œuvre (par exemple, l'Université d'été du projet Interreg MED InnoBlueGrowth Horizontal - Kotor - 2019), en observant une approche plus globale pour ce qui concerne les territoires méditerranéens dans leur ensemble. Les secteurs de l'économie bleue ne sont pas indépendants les uns des autres, la plupart du temps ils se croisent ou même convergent.



ONG de la Green Community	Je suggère de dresser une liste non exhaustive de compétences comme condition préalable pour figurer parmi les destinations labellisées "tourisme bleu-vert", afin d'inciter à la recherche d'un perfectionnement et d'une requalification. Favoriser cette incitation par un programme de subvention des formations et du renforcement des capacités pour l'acquisition de ces nouvelles compétences, garantirait également cette tendance chez les opérateurs du secteur de l'économie bleue.
ECOCEAN	<ul style="list-style-type: none"> - Apporter de nouvelles compétences aux personnels portuaires comme la gestion des déchets, des pollutions mais également des mesures en faveur de la biodiversité. - Mettre en œuvre des actions dont les efficiences écologique et financiers reviennent en quasi-totalité sur le territoire concernés (emplois...)
Assistance Communautaire et Développement (ASCOM)	<ul style="list-style-type: none"> - Former les jeunes entrepreneurs sur l'économie - Former les femmes et les jeunes sur les métiers de l'économie bleue qui les permettent de gagner leur vie - Donner des avantages en termes de taxation aux entreprises qui se focalisent sur l'économie bleue ;
NOAH ReGen	<p>Ici encore, les NOAH's Arks sont prévues pour répondre à cela. Leurs sièges offrent : des incubateurs de start-ups, Blue labs, showroom Blue CleanTecs, plateformes événementielles et de formations. En outre, elles offrent une capacité d'hébergement hôtelières multi budgets. A partir de ces NOAH's Arks, il semble nécessaire d'organiser des formations régulières, thématiques et mobiles de la Blue Economy (R&D, industries, finances, politiques, best practices...).</p> <p>Il serait envisageable de créer 4 ou 5 modules spécifiques animés par des experts et praticiens de ces thématiques, favorisant la participation féminine et jeunes diplômés. Ces modules seraient dispensés à tour de rôle dans chacune des NOAH's Arks du bassin Méditerranéen avec les mêmes animateurs.</p> <p>Par exemple, pour chaque NOAH's Arks, 5 modules, 5x1 semaine en alternance avec des stages dans les start-ups incubées pour un diplôme à la clé (type master en Economie Bleu appliquée).</p> <p>Les jeunes auraient en plus, le bénéfice de la constitution d'un réseau d'entrepreneurs, d'experts, de BlueCleanTec et seraient connectés à la plateforme financière. Tous les ingrédients pour réussir la création de nouvelles entreprises ou le soutien aux entreprises déjà incubées.</p>
IMFMM	<ul style="list-style-type: none"> - Création de site web ou de forum de discussion gérer par entités professionnelles (public ou privé à identifier) ou par des associations avec la participation de tous les établissements qui offrent des formations en relation avec les secteurs d'activités de l'économie bleue en méditerranée ou on trouvera toutes les offres de formations , les critères d'admissions, les bourses disponibles, les possibilités de stages, les opportunités de mobilités pour les enseignants et les étudiants. - Mettre en place une stratégie de vulgarisation des métiers bleues ;



	<ul style="list-style-type: none"> - Harmoniser les programmes de formations dans la mesure du possible ; - L'adéquation entre l'offre de compétences et la demande du marché des métiers bleues
Institut National de Recherche Halieutique	Déjà, dans les politiques des gouvernements, il faut commencer à considérer l'économie bleue comme un axe prioritaire Allouer un budget important pour la formation continue dans les secteurs liés à l'économie bleue
Institut national de l'océanographie et de la pêche	La plate-forme de la Décennie des Nations unies pour l'océanographie au service du développement durable
Cluster régional "Nord-Est	<p>Adapter et moderniser l'enseignement et la formation professionnels (EFP) et les systèmes d'enseignement général, mais le faire sur une base nationale plutôt que pour l'ensemble de l'UE.</p> <p>Améliorer la fourniture d'informations sur les besoins en compétences et les exigences professionnelles.</p> <p>Collaborer avec tous les acteurs concernés et intensifier la coopération dans le domaine de l'éducation et de la formation.</p> <p>Renforcer la coopération dans les mesures de formation sectorielles afin de proposer des offres de formation flexibles et actualisées.</p> <p>Faciliter la coopération en matière de formation entre les PME - qui doit être soutenue par les organismes nationaux de formation et les organisations sectorielles de partenaires sociaux et bénéficier d'un financement public, ainsi que la diffusion des meilleures pratiques.</p> <p>Renforcer la flexibilité par la modularisation de l'éducation et de la formation et par des formes d'apprentissage mixte, c'est-à-dire un mélange de différents médias, méthodes et formes d'apprentissage soutenant un apprentissage décentralisé, autodirigé et efficace plus indépendant dans le temps et l'espace.</p>
Setap Tunisie Gérant	<p>MED-SATT, « ACCÉLÉRATEUR DU TRANSFERT DE TECHNOLOGIES POUR L'ESPACE EURO-MÉDITERRANÉEN ».</p> <p>Cette initiative, en partenariat actif avec le CMT – Cluster Maritime Tunisien, s'intègre dans le cadre du thème « Compétences Bleues (reskilling et upskilling), carrières et emplois »</p> <p>Il s'agit de mettre en place une structure d'interface entre le monde de la recherche et les acteurs économiques opérant dans les secteurs de l'économie bleue;</p> <p>Trait d'union entre la recherche académique et les marchés économiques dans la région euro-méditerranéenne, l'organisme MED-SATT a pour vocation de maximiser l'impact socio-économique des résultats de la recherche académique et de favoriser la création d'emplois, en simplifiant, accélérant et en facilitant le transfert de technologies et de connaissances de la recherche publique et privée, vers les entreprises de toute taille. Concrètement, la MED-SATT protège les inventions et les résultats de la</p>



	<p>recherche et d'innovation créés par diverses structures (universités, laboratoires de recherche, centres d'innovation...), et valorise les résultats issus des programmes de recherche (dépôts de brevets, licences, création de startups...) pour répondre aux besoins spécifiques des entreprises.</p> <p>La MED-SATT aura pour objectif de simplifier et de professionnaliser le transfert des innovations issues de la recherche vers les marchés socio-économiques. Elle intervient sur toute la chaîne de transfert, notamment à travers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'exploration des pistes de coopération potentielles avec les organismes d'accélération et de transfert de technologie nationaux, et la coordination entre les différentes parties prenantes. - La mise en place d'une plateforme innovante de réseautage regroupant des entreprises, des clusters et des laboratoires de recherche intervenants dans l'espace euro-méditerranéen et dans les différents secteurs de l'économie bleue. - L'Identification de projets innovants à valeur ajoutée, et le positionnement par rapport à la concurrence et au besoin du marché. - La protection des résultats de recherche par le dépôt et l'entretien de titres de propriété intellectuelle et industrielle. <p>La MED-SATT aura aussi pour mission la valorisation des concepts de la recherche et de développement, auprès des acteurs économiques, qui créent la valeur ajoutée scientifique et technologique.</p>
<p>Université libanaise - Communauté verte</p>	<p>Accorder plus d'attention aux personnes vulnérables, principalement les femmes et les jeunes. Donner plus de pouvoir à l'artisanat et à l'industrie alimentaire, dont les femmes sont les principales bénéficiaires. Les jeunes peuvent également être formés pour devenir des guides dans les activités rurales et d'écotourisme et dans la culture artisanale méditerranéenne.</p>
<p>CIPPM</p>	<p>Avec le soutien initial de l'Union pour la Méditerranée, un forum de débat et de collaboration entre tous les pays méditerranéens sera créé. Les associations nationales et régionales de ports de plaisance, soutenues par les administrations des pays et régions méditerranéens, permettront de mettre en oeuvre des politiques de génération d'impact socio-économique basées sur l'Économie Bleue et développement du secteur nautique, notamment dans les pays de la région sud.</p>
<p>Conseil de la Région de l'Oriental</p>	<p>La création des activités créatrices de l'emploi pour les jeunes et pour les femmes. Echange d'expériences dans la zone méditerranéenne.</p>
<p>Emiliga Romagna Region</p>	<p>Dans l'espace Med d'abord par le programme MED, la Région Emilie-Romagne travaille en participant à des réseaux européens tels que l'initiative Bluemed, l'initiative OuestMed et la CRPM. Nous pensons que c'est très important :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Optimiser l'utilisation des infrastructures de R&I de la zone MED, en créant des cartes complètes des projets existants et des capacités de R&I dans la zone MED (notamment en ce qui concerne les usines pilotes et le prototypage) et en développant des plateformes et des protocoles MED pour visualiser les informations pertinentes sur le financement, les stratégies, les programmes, les acteurs, les projets, les résultats, éventuellement complétées par des données ouvertes.



Donner la priorité aux infrastructures de R&I qui répondent aux défis et aux besoins des territoires et promouvoir des réseaux d'infrastructures de R&I avec une logique MED, en garantissant la capillarité sur le territoire. Promouvoir de nouvelles formes de gouvernance et de nouveaux modèles économiques pour les infrastructures et les équipements de R&I, en facilitant l'accès aux PME, en promouvant l'innovation ouverte et en optimisant leur utilisation. Considérer les projets technologiques comme ayant un impact potentiel sur les groupes et les territoires vulnérables. Les chercheurs doivent travailler plus étroitement avec les utilisateurs, les communautés et l'administration publique afin d'anticiper les impacts des solutions technologiques et leur potentiel à répondre aux besoins sociaux.

- **Reconnaître et renforcer les contributions des communautés locales aux défis du programme MED : travailler et apprendre avec et pour elles.** Promouvoir l'expérimentation technologique et sociale au niveau local par le biais de laboratoires vivants et d'autres espaces ouverts encourageant l'engagement des citoyens. Développer et adopter de nouveaux indicateurs quantitatifs et qualitatifs, des indicateurs et des méthodologies d'évaluation pour l'impact social de la recherche et de l'innovation.
- **L'articulation des mécanismes MED pour les clusters transnationaux afin d'identifier les opportunités et les nouvelles opportunités commerciales générant une valeur sociale et environnementale, doit se faire en collaboration avec d'autres acteurs MED travaillant aux niveaux local, régional, national et MED.**

La bioéconomie bleue jouera un rôle stratégique pour relever les défis du programme MED, car elle peut améliorer la sécurité alimentaire, la sûreté des aliments et le bien-être des populations, tout en contribuant aux applications non alimentaires pertinentes pour un mode de vie plus durable. La bioéconomie bleue est également un domaine prometteur en termes de percée de la recherche et d'emploi hautement qualifié, mais pour atteindre son potentiel, elle a besoin d'un soutien important tant dans la recherche et le développement du marché que dans les changements de législation et de réglementation.

Il est important de renforcer l'écosystème d'innovation de la bioéconomie bleue dans la zone MED en promouvant la spécialisation intelligente de la bioéconomie bleue :

- Promouvoir une feuille de route pan-méditerranéenne pour l'innovation en tenant compte des stratégies et programmes existants ;
- Promouvoir la collaboration et l'échange de connaissances et de pratiques entre les acteurs de l'espace MED afin de relever les défis communs de l'espace MED. Développer des outils communs, en favorisant la visibilité, la transparence et la mise en réseau au sein de l'écosystème de bioéconomie bleue MED ;
- Développer des mécanismes pour renforcer les synergies avec les projets et initiatives en cours traitant de l'innovation dans le secteur de la bioéconomie bleue (par exemple, l'initiative Bluemed, les plateformes S3, les projets CTE, H2020, RIS3, l'initiative Vanguard, etc.)



	<ul style="list-style-type: none"> - Cartographier les infrastructures de R&I dans la zone MED et faciliter l'accès transnational en utilisant le réseau européen déjà disponible et Cartographier les solutions technologiques pour relever les défis MED et identifier et élaborer des études de cas de démonstration des potentiels de la biotechnologie bleue sur des secteurs et des produits spécifiques qui promeuvent la bioéconomie bleue. - Promouvoir le transfert de connaissances de la recherche vers les entreprises par le biais de laboratoires vivants et de centres régionaux et d'autres formes d'interaction entre la science, les entreprises, les décideurs politiques et la société. - Promouvoir de nouvelles chaînes de valeur et des opportunités commerciales liées à la bioéconomie bleue contribuant aux défis du MED. Par exemple, la production et la valorisation durables des bioressources bleues pour le bien-être de la société (aliments fonctionnels, applications pharmacologiques et nutraceutiques, etc. - Accroître et améliorer les mécanismes de financement pour soutenir les start-ups et les PME développant de nouveaux modèles d'entreprise et de nouvelles chaînes de valeur à partir des bioressources marines, en particulier dans les phases de validation de concept et de transposition à plus grande échelle (y compris l'investissement transnational). - Soutenir la création de connaissances et le développement des capacités et des compétences nécessaires au développement du secteur de la bioéconomie bleue. - Soutenir la production de nouvelles connaissances sur la biomasse marine et l'exploration de l'environnement marin ;
<p>ASSOCIATION DE PROTECTION DU LITTORAL A MAAMOURA – APLM</p>	<p>Il faut lancer des évènements des startup dans le domaine de l'économie bleue et renforcer les bonnes initiatives par la mise à leur disposition d'une large gamme d'expertise.</p>
<p>Eurorégion Pyrénées Méditerranée</p>	<p>Permettre d'installer des antennes de grands centres de recherche mondiaux en bord de méditerranée dans des pays du sud et attirer les cerveaux par des conditions d'installation intéressantes et en favorisant autour de ces hubs internationaux de recherche la formation de personnel qualifié local.</p>
<p>ONG ASSISTANCE COMMUNAUTAIRE et développement ASCOM</p>	<p>Il est primordial de faire un partage d'expérience entre les pays de la méditerranée. Intégrer des actions écologiques qui peuvent servir d'exemple pour les autres. Soutenir l'entrepreneuriat pour autonomisation des femmes et des jeunes. Nouer des partenariats avec le secteur privé et les acteurs communautaires pour une meilleure collaboration.</p>



<p>Generalitat Valenciana</p>	<p>La participation de l'UpM dans la négociation de programmes de gestion directe de l'Union Européenne puis du Fond Social Européen Plus, dans le but de faire présents ces objectifs et de promouvoir les compétences bleues, puis une meilleure coordination avec la Commission Européenne.</p>
<p>DIRECTION DES PORTS ET DU DOMAINE PUBLIC MARITIME</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Créer des établissements de formation et d'enseignement dans le but de fournir des ressources humaines à l'économie bleue; - Accompagner la transition vers une ceinture bleue par le développement de compétences spécialisées et la définition de la nomenclature des métiers maritimes.
<p>Région Emilie-Romagne</p>	<p>Dans l'espace Med d'abord par le programme MED, la Région Emilie-Romagne travaille en participant à des réseaux européens tels que l'initiative Bluemed, l'initiative wet med et la CRPM. Nous pensons qu'il est très important :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'optimiser l'utilisation des infrastructures de R&I de MED, en créant des cartes complètes des projets existants et des capacités de R&I dans l'Espace MED (en particulier en ce qui concerne les usines pilotes et le prototypage) et en développant des plateformes et des protocoles MED pour visualiser les informations pertinentes sur les financements, les stratégies, les programmes, les acteurs, les projets, les résultats, éventuellement complétés par des données ouvertes. Donner la priorité aux infrastructures de R&I qui répondent aux défis et aux besoins des territoires et promouvoir des réseaux d'infrastructures de R&I avec une logique MED, garantissant la capillarité sur le territoire. Promouvoir de nouvelles formes de gouvernance et de nouveaux modèles économiques pour les infrastructures et les équipements de R&I, en facilitant l'accès aux PME, en promouvant l'innovation ouverte et en optimisant leur utilisation. Considérant les projets technologiques, l'impact potentiel sur les groupes et territoires vulnérables. Les chercheurs doivent travailler plus étroitement avec les utilisateurs, les communautés et l'administration publique afin d'anticiper les impacts des solutions technologiques et leur potentiel à répondre aux besoins sociaux. - Reconnaître et renforcer les contributions des communautés locales aux défis du programme MED : travailler et apprendre avec et pour elles. Promouvoir l'expérimentation technologique et sociale au niveau local par le biais de laboratoires vivants et d'autres espaces ouverts encourageant l'engagement des citoyens. Développer et adopter de nouveaux indicateurs quantitatifs et qualitatifs, des indicateurs et des méthodologies d'évaluation pour l'impact social de la recherche et de l'innovation. - Articuler les mécanismes MED pour les clusters transnationaux afin d'identifier les opportunités et les nouvelles opportunités commerciales générant une valeur sociale et environnementale, devrait être fait en collaboration avec d'autres acteurs MED travaillant aux niveaux local, régional, national et MED. <p>La bioéconomie bleue jouera un rôle stratégique pour relever les défis MED puisqu'elle peut améliorer la sécurité alimentaire, la sûreté des aliments et le bien-être des populations ainsi que contribuer aux applications non alimentaires pertinentes pour un mode de vie plus durable. La bioéconomie bleue est également un domaine prometteur en termes de</p>



	<p>percée de la recherche et d'emploi hautement qualifié, mais pour atteindre son potentiel, elle a besoin d'un soutien important tant dans la recherche et le développement du marché que dans les changements de législation et de réglementation.</p> <p>Il est important de renforcer l'écosystème d'innovation de la bioéconomie bleue dans la zone MED en promouvant la spécialisation intelligente de la bioéconomie bleue :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir une feuille de route pan-méditerranéenne de l'innovation en tenant compte des stratégies et programmes existants ; - Promouvoir la collaboration et l'échange de connaissances et de pratiques entre les acteurs de la zone MED pour relever les défis communs de la zone MED. Développer des outils communs, favorisant la visibilité, la transparence et la mise en réseau au sein de l'écosystème de la bioéconomie bleue MED ; - Développer des mécanismes pour renforcer les synergies avec les projets et initiatives en cours traitant de l'innovation dans le secteur de la bioéconomie bleue (par exemple, l'Initiative Bluemed, les plateformes S3, les projets CTE, H2020, RIS3, l'Initiative Vanguard, etc. - Cartographier les infrastructures de R&I dans l'espace MED et faciliter l'accès transnational en utilisant le réseau européen déjà disponible et Cartographier les solutions technologiques pour relever les défis MED et identifier et élaborer des études de cas de démonstration des potentiels de la biotechnologie bleue sur des secteurs et produits spécifiques qui promeuvent la bioéconomie bleue. e. Promouvoir le transfert de connaissances de la recherche vers les entreprises par le biais de laboratoires vivants et de centres régionaux et d'autres formes d'interaction entre la science, les entreprises, les décideurs politiques et la société. f. Promouvoir de nouvelles chaînes de valeur et opportunités commerciales liées à la bioéconomie bleue contribuant aux défis MED. Par exemple, la production et la valorisation durables des bioressources bleues pour le bien-être de la société (aliments fonctionnels, applications pharmacologiques et nutraceutiques, etc.). - Accroître et améliorer les mécanismes de financement pour soutenir les start-ups et les PME développant de nouveaux modèles d'entreprise et de nouvelles chaînes de valeur à partir des bioressources marines, en particulier dans les phases de validation du concept et de transposition à plus grande échelle (y compris l'investissement transnational). - Soutenir la création de connaissances et le développement des capacités et des compétences requises pour le développement du secteur de la bioéconomie bleue. - Soutenir la production de nouvelles connaissances sur la biomasse marine et l'exploration de l'environnement marin ;
<p>Commission Interméditerranéenne de la CRPM</p>	<p>Une approche participative forte à plusieurs niveaux devrait être utilisée pour soutenir le développement et l'amélioration nécessaires des compétences, des carrières et de l'emploi dans le domaine de l'économie bleue et pour combler les écarts entre les demandes des secteurs et les compétences de la main-d'œuvre. Les acteurs locaux et régionaux peuvent contribuer à ce processus (par exemple, les conseils régionaux de la jeunesse), en contribuant à promouvoir le potentiel des compétences</p>



	<p>bleues, en adaptant des actions spécifiques aux différents contextes et secteurs de la Méditerranée. Par exemple, les autorités locales et régionales devraient encourager la création de nouvelles "carrières bleues" basées sur des secteurs clés exigeants en Méditerranée tels que le tourisme durable à tous les niveaux de l'éducation, et devraient promouvoir les compétences numériques, linguistiques, managériales et écologiques des travailleurs en dispensant une formation professionnelle adaptée. Des programmes éducatifs intégrés dédiés, prenant en considération les différents secteurs de l'économie bleue, seront mis en œuvre, en observant une approche plus globale pour ce qui concerne les territoires méditerranéens dans leur ensemble. De bons exemples de formations et d'universités d'été transnationales (par exemple Vasco da Gama, Interreg MED Communauté de croissance bleue, etc.) ont permis des échanges et des processus d'apprentissage fructueux entre une variété d'acteurs venant d'horizons différents.</p> <p>De ces expériences, on peut voir qu'assurer la mixité des acteurs pendant les formations est aussi un moyen de créer des réseaux et des environnements permettant aux jeunes d'interagir avec des professionnels qui peuvent représenter des opportunités d'emploi potentielles. Il est essentiel d'organiser ce type de formations mixtes dans toute la Méditerranée pour continuer à construire une compréhension commune du tissu socio-économique méditerranéen, tout en promouvant la diversité des emplois bleus.</p> <p>En ce sens, le renforcement du sentiment d'appartenance à la communauté méditerranéenne est une condition préalable pour motiver les gens à contribuer par leur expertise au développement durable des zones méditerranéennes, et donc un bon moyen de lutter contre la fuite des cerveaux vers les pays non méditerranéens (et donc pour un meilleur développement du bassin lui-même).</p> <p>De même, il est important de favoriser l'attrait des possibilités d'emploi de l'économie bleue pour les jeunes et les femmes, ce qui implique également une promotion accrue du secteur, y compris des dispositions financières pour créer des opportunités et des investissements dans l'éducation à tous les niveaux, avec le soutien de partenariats public-privé.</p>
<p>Association "Forum</p>	<p>Les facteurs de changement les plus pertinents sont les facteurs démographiques (vieillesse, déclin de la population, diversité sociale), la situation des revenus, la concurrence mondiale croissante et la segmentation du marché, les réseaux de production mondiaux et régionaux, les réglementations du travail et de l'environnement, les nouveaux services et l'innovation technologique.</p> <p>Dans toutes les fonctions professionnelles, les compétences non techniques vont devenir de plus en plus importantes, en particulier pour les fonctions professionnelles hautement qualifiées. La tendance générale à l'amélioration des compétences dans toutes les fonctions professionnelles devrait se poursuivre dans les années à venir. Certaines connaissances - notamment les compétences électroniques - gagneront en importance. Les compétences émergentes des emplois hautement qualifiés concernent principalement la manière d'apprendre, de communiquer, d'interagir et de s'adapter à des environnements changeants, en plus d'une éducation de haute qualité. Les compétences émergentes des emplois moyennement qualifiés qui exécutent principalement des tâches et des processus définis se réfèrent principalement à des ensembles de connaissances spécifiques qui peuvent être enseignées par l'apprentissage. Plutôt que de se concentrer sur une solution unique, un ensemble de choix stratégiques liés entre eux sera dans la plupart des</p>



	<p>cas la meilleure stratégie à suivre. Il est clairement nécessaire d'établir des priorités à la fois dans le temps (quoi d'abord, où suivre) et dans l'allocation des ressources (y compris l'orientation budgétaire), puis de les affiner davantage pour garantir que les besoins en compétences sont ciblés et résolus.</p>
<p>PNUE/PAM Convention de Barcelone</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Soutenir la Décennie des Nations unies pour l'océanographie au service du développement durable (2021-2030) afin de générer et d'utiliser les connaissances pour les actions nécessaires à la réalisation d'océans et de mers sains, sûrs et résistants pour un développement durable. - Renforcer le pouvoir des femmes, car elles jouent un rôle essentiel dans la progression vers une économie durable basée sur les océans et la mer et sont essentielles à la réalisation de la SDG 14 ; - Veiller à ce que les enfants, les jeunes et les adultes soient dotés de connaissances et de compétences pertinentes qui leur permettent de comprendre l'importance et la nécessité de contribuer à la santé de la mer Méditerranée en promouvant et en soutenant une éducation de qualité et un apprentissage tout au long de la vie pour la connaissance des océans, ainsi que des programmes et des formations spécialisés en sciences océaniques et des possibilités d'emploi connexes ; - Assurer une solide éducation environnementale à tous les niveaux dans les secteurs de formation maritime, dans les domaines traditionnels et émergents, et investir dans l'éducation et la sensibilisation, en créant des possibilités de développer de nouvelles compétences bleues à tous les niveaux d'enseignement, et combler les écarts entre les demandes des secteurs et les compétences de la main-d'œuvre. - Veiller à ce que les nouvelles compétences bleues soient diffusées auprès des petites parties prenantes, notamment les petites et moyennes entreprises, les entrepreneurs individuels et les jeunes, et promouvoir les synergies entre la recherche/l'innovation et les entrepreneurs pour développer de nouvelles compétences bleues ;
<p>CCDRA l'entejo</p>	<p>Pouvoir profiter des expériences et des projets déjà consolidés dans ces thèmes qui ont leur développement dans les pays du bassin méditerranéen, semble être la meilleure voie à suivre.</p> <p>La cartographie des initiatives, projets et programmes régionaux se développant dans la région devrait être l'une des desiderata à prendre en compte au sein des institutions scientifiques et techniques de l'UTM. Un bon exemple à prendre en compte pourrait être la ville du Pirée qui a créé l'Initiative de croissance bleue du Pirée (BGI) qui aborde les questions de l'entrepreneuriat structuré et promeut une compétition pour l'innovation qui se concentre sur l'économie marine et maritime.</p>



<p>Planning Administration, Ministry of Finance - Israel</p>	<p>L'outil le plus important pour l'amélioration et le recyclage des compétences dans les secteurs de l'économie bleue est la promotion du développement et de l'innovation liés à la zone maritime.</p> <p>Le domaine du développement et de l'innovation présente un potentiel de croissance économique particulier, car il peut s'appuyer sur le capital humain du pays et sur ses compétences en matière de développement technologique et d'innovation, et n'est pas affecté de manière significative par les conditions physiques de la mer.</p> <p>Composantes pour la promotion de la R&D et de l'innovation :</p> <ul style="list-style-type: none">- Réglementation qui permet et encourage la planification et l'innovation- Financement et soutien- Une formation universitaire qui peut renforcer les capacités de la main-d'œuvre professionnelle dans diverses zones maritimes- Infrastructure physique disponible - quais, navires, zones logistiques, zones marines pour la recherche et le développement- Transfert efficace d'informations et de données - un programme national de surveillance, un centre d'information accessible capable de fournir en grandes quantités des données fiables- Une gouvernance et une coordination efficaces de manière à réduire les conflits- Créer des synergies entre les différents secteurs- - Création d'un Centre Maritime National pour promouvoir la R&D et l'innovation, d'un centre de technologie marine, etc.
--	--



Thème 7. Litière marine

Quelles autres actions sont nécessaires pour y parvenir : 1) les principes de circularité soient appliqués aux processus économiques, que nous remodelions notre façon de produire et de consommer des biens et que les citoyens/consommateurs modifient leur comportement et leurs habitudes en conséquence ; 2) le blanchiment d'argent soit abordé à la fois sur terre et en mer ; 3) la coopération régionale, qui a déjà été lancée, soit encore renforcée et étendue.

EMUNI	Mettre fin à la pollution de tous les cours d'eau. Réaliser et populariser une étude sur l'ampleur du problème en Méditerranée. Dans un deuxième temps, exigez des normes environnementales plus strictes pour les rejets. Surveiller et quantifier le projet pilote Bluemed Plastic.
CIO-UNESCO	La coopération régionale, les échanges, les interactions et la mobilité des acteurs publics et privés, la sécurité alimentaire et la durabilité, y compris des conditions de travail respectueuses, la santé et la sécurité juridique sont essentiels.
FAO	Au-delà des politiques (je n'ai pas l'intention de les développer ici), je crois que nous devons intégrer des outils, concrets, réalisables et applicables aux acteurs économiques (pêcheurs, opérateurs portuaires, acteurs des systèmes alimentaires, de la pêche durable à la transformation, de la logistique à la consommation, de l'attitude du consommateur à la gestion des déchets. Des outils de conformité aux DSD peuvent et doivent être proposés aux acteurs économiques.
MED JS	Mettre en œuvre la conception "du berceau au berceau", établir un cadre pour des solutions de micro-réutilisation créatives à l'échelle de l'entreprise, de la communauté ou de la localité, à tester et à étendre
INSTM - Tunisie	Mise en place d'un groupe régional de mise en réseau avec différents acteurs bleus pour évaluer les efforts et les grandes études de construction de données et de statistiques pour différentes activités et leurs progrès.
Université de Bologne	Nous devons changer les politiques perverses qui empêchent la réutilisation de ce qui vient de la mer. Par exemple, chaque année, l'industrie de l'aquaculture subit des dommages importants en raison de la prolifération de macro-algues, qui sont actuellement éliminées sous forme de déchets spéciaux à un coût très élevé. Ces produits pourraient être recyclés dans l'agriculture locale. De même, nous devrions explorer les moyens de réutiliser les coquillages dans l'industrie maritime (par exemple, des bétons plus durables). En ce qui concerne les déchets marins, nous avons besoin : 1) d'un ensemble complet de



	données sur la distribution et les impacts des PM et des PM microplastiques dans les écosystèmes marins méditerranéens ; 2) d'un outil basé sur la modélisation pour visualiser la distribution et la dynamique des PM à travers les frontières, afin d'aider les décideurs ; 3) de nouveaux outils analytiques pour détecter les impacts des PM sur les organismes et les écosystèmes marins, et des indicateurs de vulnérabilité.
CNR	Campagnes de sensibilisation, réseaux régionaux sur la science et les technologies, coopération UE-PPM sur les plastiques biodégradables
Institut national des sciences et technologies marines	-Sensibilisation forte des acteurs et des populations -Création de lois pour l'application des principes de la CE
Ministère de l'économie - Palestine	<ul style="list-style-type: none"> - Réduire les produits qui contiennent des additifs nocifs pour l'homme - Activer les campagnes de sensibilisation et éduquer le public sur ces produits et sur la façon de les traiter et leur importance - Activer le système de suivi des clients après la vente en termes de confiance et de sécurité avec les clients - Déterminer la liste des commerçants qui s'occupent du blanchiment d'argent et les tenir pour responsables - Interêt pour la coopération régionale et internationale pour contrôler le blanchiment d'argent et les affaires illégales - Attention à chaque entrepreneur, le travail volontaire, privé ou gouvernemental afin de nettoyer la mer et les plages de la pollution - L'attention portée à la publication et à l'éducation des médias sur les réalisations qui sont en cours et l'importance de soutenir et de financer ces réalisations pour leur continuité
Alma Mater Studiorum Université de Bologne	Interface avec les programmes de l'UE
AMFORHT	La coopération régionale, qui a déjà été lancée, doit encore être renforcée/élargie.
Presidencia de Gibraltor, SA	Nous devons tous être conscients que nos actions individuelles ont une influence significative sur l'environnement de la Méditerranée et de la terre entière en général.



<p>DynMed Alentejo - Association pour les études et les projets de développement régional Dese Projects</p>	<p>Contrôle administratif et sensibilisation des opérateurs économiques.</p>
<p>Association Tunisienne de l'Ingénierie Côtière, Portuaire et Maritime (ATIM)</p>	<p>Commençons par appliquer comme il le faut, le protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution provenant de sources et activités situées à terre (adopté en 1980, amendé en 1996) et qui est entré en vigueur en 2011 : http://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/7096/Consolidated_LBS96_ENG.pdf?sequence=5&isAllowed=y</p>
<p>UNIVERSIDAD DE MURCIA</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Utilisation des TIC dans l'amélioration des processus de lutte contre les déchets marins - Améliorer les techniques d'obtention des données relatives aux déchets marins et mettre en commun ces données dans une plate-forme ouverte pour lutter plus efficacement - Renforcer la coopération aux niveaux local, régional, national et international pour lutter contre le problème des déchets marins en facilitant le contact direct entre eux
<p>RAED - Réseau arabe pour l'environnement et le développement</p>	<p>Il devrait y avoir une volonté politique de relever le défi du ML. Il existe suffisamment de connaissances et de capacités pour relever ce défi. Un environnement favorable, comprenant des législations et des alternatives, est nécessaire pour effectuer le changement.</p>
<p>Direcció General de Pesca i Medi Marí. Govern de les Illes Balears (Espagne)</p>	<p>La lutte contre le plastique doit être menée à la source, en cessant de produire et d'utiliser de nombreux plastiques inutiles. Chaque jour, de plus en plus de produits périssables (légumes, fruits, viandes et même poissons) sont vendus dans des emballages en plastique, alors qu'ils pourraient parfaitement être vendus en vrac. La seule raison de son existence et de son augmentation est la suppression de personnel dans les grands supermarchés et l'augmentation des profits. Ici, la Commission européenne peut faire beaucoup, comme elle l'a fait avec les gobelets en plastique, les écouteurs, etc.</p>
<p>Bureau d'information méditerranéen pour l'environnement, la culture et le</p>	<p>En ce qui concerne l'économie circulaire et le remodelage de nos modes de production et de consommation des biens : Des modifications législatives sont nécessaires afin d'étendre les aspects de durabilité des produits à un niveau obligatoire... Ces aspects devraient porter sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'amélioration de la durabilité, de la réutilisabilité, de l'évolutivité et de la réparabilité des produits ;



<p>développement durable (MIO-ECSDE)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - l'augmentation de l'efficacité des ressources des produits ; - l'augmentation du contenu recyclé des produits ; - la possibilité de refabrication et de recyclage de haute qualité des produits ; - la réduction de l'empreinte écologique des produits ; etc. <p>Concernant les citoyens et les consommateurs et le changement de leurs comportements : Outre la mise en place de campagnes de sensibilisation efficaces - qui devraient fournir des informations fiables et de qualité en vue de décisions éclairées - les citoyens et les consommateurs devraient être responsabilisés par un étiquetage approprié des produits, l'établissement d'un "nouveau droit à la réparation", la disponibilité de services de réparation, etc.</p> <p>En ce qui concerne les déchets marins abordés sur terre et en mer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des mesures ciblées et sur mesure doivent être mises en œuvre sur la base de preuves scientifiques solides et être couplées et/ou pilotées par des objectifs ambitieux en matière de déchets marins. - Les articles à usage unique, y compris certains types d'engins de pêche, devraient être progressivement éliminés et remplacés par des options plus "durables" en tant qu'action prioritaire. - Il convient de s'attaquer aux idées fausses et aux incertitudes liées à certaines mesures afin d'éviter les "fausses" solutions qui aggraveront le problème des déchets marins (c'est-à-dire qu'à ce jour, il n'existe pas de plastique pouvant se biodégrader dans le milieu marin ; par conséquent, cette question ne devrait même pas être examinée comme une solution potentielle). <p>En ce qui concerne la coopération régionale :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des mécanismes efficaces de capitalisation et d'apprentissage mutuel devraient être mis en place pour faciliter l'échange structuré d'expériences pratiques entre les régions en ce qui concerne l'opérationnalisation des mesures. - Des lignes directrices opérationnelles régionales devraient être élaborées pour soutenir la mise en place efficace de mesures ciblées de prévention et d'atténuation des déchets marins.
<p>ECONCRETE</p>	<p>L'éducation, l'information et la diffusion sont essentielles pour sensibiliser la population en général et les travailleurs dépendants spécialisés et apparentés. L'adoption de matériaux et de technologies innovants est indispensable pour s'attaquer à ce problème. Une coopération accrue entre les secteurs public et privé et entre les régions, ainsi que la diffusion des résultats de cette coopération, sont également très importantes. L'interdiction de l'utilisation de plastiques et d'autres matériaux (non renouvelables à court terme) dans un certain horizon devrait être fortement envisagée et finalement mise en œuvre.</p>



<p>BETA Tech Center, UVic/UCC - Interreg MED Croissance verte</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir la diffusion, le transfert et l'adoption de solutions et d'outils innovants pour mesurer et améliorer l'efficacité des ressources dans différents secteurs - Promouvoir les investissements visant à aider les PME à répondre aux demandes croissantes des clients en matière de produits et de services durables en investissant dans l'éco-innovation et l'efficacité des ressources tout au long de la chaîne de valeur - Répondre aux perceptions des utilisateurs et sensibiliser les citoyens pour promouvoir des modes de consommation durables - Mettre en place une politique et une législation visant à promouvoir l'efficacité des ressources et des modes de consommation et de production durables - Lancer des initiatives pour réduire les déchets sur terre, avant qu'ils n'atteignent les rivières et plus tard la mer - Investir dans des mécanismes et des installations de recyclage dans les pays où il n'est pas mis en œuvre
<p>METU Institut des sciences de la mer</p>	<p>Investir dans la science, développer les capacités, concevoir conjointement des actions solides et réalisables qui s'attaquent au problème à la source.</p>
<p>MedCities</p>	<p>S'il est clair que la priorité est à la prévention, par un changement de paradigme de nos modes de production et de consommation actuels, nous ne pouvons pas oublier l'importance énorme d'un système adéquat de collecte, de gestion et de traitement des déchets pour empêcher les déchets et autres polluants de pénétrer dans l'environnement.</p> <p>Il est toujours nécessaire d'investir dans la modernisation de la gestion des déchets dans toute la Méditerranée, dans l'élimination des décharges et des décharges non contrôlées. L'amélioration de la collecte des déchets, de la séparation et de la gestion correcte de la fraction organique reste une priorité absolue pour les villes côtières méditerranéennes.</p> <p>En ce qui concerne les déchets générés par les activités maritimes, il est nécessaire de renforcer le contrôle du respect des conditions fixées par l'annexe V de MARPOL - visant à éliminer et à réduire la quantité de déchets rejetés à la mer par les navires - en mettant également l'accent sur le contrôle de la navigation de plaisance. Des installations de réception portuaires adéquates devraient s'appliquer à tous les ports et à l'ensemble de la Méditerranée.</p> <p>En ce qui concerne la pêche, il convient de soutenir l'adoption de pratiques de gestion des déchets saines et d'initiatives et de réglementations visant à prévenir "les engins de pêche abandonnés, perdus ou autrement rejetés"-ALDFG.</p> <p>Le principe de la responsabilité du producteur doit être établi par des lois ou des engagements entre les États méditerranéens.</p> <p>Les systèmes de retour de la dévolution des déchets doivent être renforcés.</p> <p>Les politiques fiscales visant à favoriser les bonnes pratiques en matière de gestion des déchets (en premier lieu la prévention) doivent être étendues.</p>
<p>Université de Sienne</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Une taxe forte et croissante sur les plastiques, en particulier pour l'usage unique. - Nettoyer les berges des rivières



<p>Conseil national de la recherche d'Italie</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les principes de circularité sont appliqués aux processus économiques, nous remodelons notre façon de produire et de consommer des biens, et les citoyens/consommateurs modifient leur comportement et leurs habitudes en conséquence : <ul style="list-style-type: none"> - Définir la distribution, la concentration et la provenance de toutes les formes de déchets à la surface de la mer, dans la colonne d'eau, sur le fond marin et dans les environnements côtiers-estuariens ; sensibiliser les citoyens par l'alphabétisation et la science citoyenne ; - Quantifier l'impact des déchets plastiques en termes d'activités économiques, d'emplois, de bien-être des citoyens et d'écosystèmes ; réduire leur production, prévenir les déchets et exploiter les possibilités de collecte et du recyclage ; - Développer des cours régionaux de formation en ligne sur les déchets marins pour accroître les connaissances et la sensibilisation. 2. Le ML doit être abordé à la fois sur terre et en mer : <ul style="list-style-type: none"> - Mesurer et identifier les composés chimiques émergents provenant de sources terrestres, en déterminant la dispersion des contaminants dans toutes les matrices marines ; caractériser les sources, les voies de pénétration et les effets sur les écosystèmes marins ; - Comblent les lacunes dans la compréhension de la dynamique de la mer Méditerranée, des modèles biogéographiques, de la biodiversité et des fonctions des écosystèmes en utilisant de nouvelles méthodes de surveillance, par exemple les satellites, les drones marins, les outils moléculaires/génétiques pour développer de nouveaux modèles de bout en bout permettant de prévoir la capacité de charge des écosystèmes méditerranéens. Prendre pleinement en considération les effets à long terme des interventions humaines historiques sur les systèmes côtiers, notamment les détournements de cours d'eau, les barrages, le creusement de canaux et la construction de structures en dur pour la défense des côtes, les décharges de matières toxiques et la propagation de la pollution dans le temps. 3. La coopération régionale, qui a déjà commencé, soit encore renforcée/élargie : de régionale à mondiale : faire de l'action pilote BlueMed pour une mer Méditerranée saine et sans plastique une initiative régionale globale, également dans la perspective de la mise en œuvre de l'objectif sociétal de la Décennie des Nations unies pour l'océanologie au service du développement durable : des océans propres.
<p>WWF</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Reconnaître la nécessité de prendre de nouvelles mesures pour traiter le problème de la pollution par les plastiques aux niveaux national, régional et international, notamment en élaborant un nouvel accord international juridiquement contraignant pour lutter contre la pollution marine par les plastiques au niveau mondial de manière intégrée, et conformément au nouveau plan d'action de l'UE pour l'économie circulaire ; - renforcer les synergies avec le nouveau plan d'action de l'UE pour l'économie circulaire et la stratégie de l'UE pour les plastiques afin de garantir une approche cohérente de l'économie circulaire dans la région méditerranéenne ; - soutenir le processus de mise à niveau du plan d'action du PNUE PAM pour les déchets marins, y compris les objectifs contraignants en matière de collecte et de recyclage des déchets, afin d'éliminer toutes les fuites de plastique d'ici 2030 ;



<p>Ministère de l'agriculture, pêche maritime, développement durable eaux et forêts: département pêche maritime - Maroc</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Il y a lieu de revoir les modes de gestion des déchets et la re utilisation des matières consommées notamment celles qui sont non biodégradables - Il faut une approche intégrée pour la gestion et la manipulation des déchets de sorte à ce que les communautés puissent mieux gérer les polluants. - Un jumelage entre les communes frontalières est aussi un moyen pour assurer les synergies entre pays
<p>Forum maritime de Malte</p>	<p>La réduction des plastiques ou leur élimination complète dans les biens de consommation contribuera à une réduction sensible de la pollution de nos mers. D'autres initiatives visant à réduire certains matériaux d'emballage qui polluent tout autant que les plastiques.</p>
<p>MedPAN, le réseau méditerranéen d'aires marines protégées</p>	<p>Veillez consulter les recommandations du projet Interreg ACT4LITTER et du projet Interreg Plastic Busters.</p>
<p>Communauté de la croissance bleue Med</p>	<p>Mettre en pratique la théorie de la science citoyenne. La science citoyenne est un processus dans lequel les citoyens peuvent devenir une partie intégrante du partage des résultats et des conclusions au sein de la communauté au sens large et l'interaction est un processus à double sens. L'implication des citoyens dans les sciences marines peut offrir plusieurs avantages tels que l'amélioration des capacités de surveillance, l'autonomisation des citoyens et la sensibilisation à l'environnement.</p>
<p>ONG de la Communauté verte</p>	<p>Les efforts déployés par les différents projets, programmes et parties prenantes devraient être consolidés afin d'identifier et de caractériser les types et les origines du blanchiment d'argent. Une fois cette tâche accomplie, la liste des principaux types de blanchiment et de leurs origines pourrait permettre d'aborder chaque type majeur selon une méthodologie scientifique et organisée.</p> <p>Deuxièmement, l'incitation et la formation des pêcheurs et des entreprises de pêche à la récupération (formation à la plongée et au nettoyage des fonds marins) de leurs filets perdus pourraient constituer une intervention gagnant-gagnant, permettant d'atténuer le problème des filets fantômes (et autres ML) et de permettre aux pêcheurs de récupérer leur principal atout : les filets.</p> <p>La troisième suggestion est de traiter le problème du blanchiment d'argent provenant des côtes. Pour ce faire, la formation et l'incitation au recyclage des déchets et des articles non désirés permettent de créer des emplois, de recycler une énorme quantité de déchets destinés à devenir du ML, de générer des revenus pour certaines personnes marginalisées et d'apporter une valeur ajoutée aux articles adoptés dans les destinations touristiques bleues figurant sur la liste verte.</p>



<p>ECOCEAN</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuivre les recherches sur les nouveaux matériaux vraiment biodégradable. - S'attaquer de façon prioritaire sur les rejets des villes dans les fleuves plutôt que de tenter de nettoyer la mer. - Interdire l'usage de plastiques en mer (y compris les plastiques biosourcés)
<p>Agence nationale des ports Maroc</p>	<p>La sensibilisation aux impacts des activités humaines sur l'environnement et la biodiversité</p>
<p>NOAH ReGen</p>	<p>NOAH propose que les plateformes NOAH's Arks soient utilisées comme vecteur de sensibilisation et d'éducation. Il est obligatoire de changer les modes de consommations, mais plus encore, les comportements individuels. L'économie liée à la collecte et la valorisation de la filière plastique n'est pas assez performante pour véritablement mobiliser les fonds nécessaires à la dépollution de plastique, quand celle-ci est encore possible. Une fois en mer, la majorité des plastiques coulent et se transforment en micro plastique qu'il n'est plus possible de traiter, ni d'extraire.</p> <p>La seule issue efficace est d'informer les individus des dégâts et des conséquences irréversibles générés par ces pollutions plastiques, afin qu'ils prennent conscience de l'importance de la modification individuelle de leurs comportements. Les NOAH's Arks doivent offrir des événements de sensibilisation ludiques, une exposition itinérante qui passe de NOAH's Ark en NOAH's Ark, que toutes les écoles régionales, dès les plus jeunes âges, doivent venir visiter, entendre et comprendre afin que jamais, ces élèves ne génèrent pas de pollution plastiques. Ces expositions doivent être ouvertes au grand public pour sensibiliser les citoyens non étudiants et doivent être relayées médiatiquement pour toucher le plus grand nombre.</p> <p>Enfin, je pense qu'il serait intéressant que les gouvernements proposent un offset pour différentes catégories de citoyens, de participer à une grande campagne de dépollution plastique:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les bénéficiaires d'aides et de prestations sociales qui sont sans activités depuis x mois - les criminels condamnés à des peines légères - ceux ayant des contraventions pécuniaires et qui préfèrent les convertir en dépollution plastique... <p>Les gouvernements et les coopérations régionales pourraient offrir des solutions alternatives (obligatoires pour certaines catégories et à discrétion pour d'autres) et envoyer ces individus pour x jours de collectes de déchets plastiques. Cela permettrait de nettoyer à moindre coûts, les zones les plus polluées.</p> <p>Encore une fois et en complément, les initiatives financières telles que Blue Credit pourraient aussi offrir de nouvelles façons de produire pour les industries, utiliser les dérivés de plastiques, issue de la R&D et des ressources maritimes que les NOAH's Arks et NOAH's BEIP peuvent contribuer à voir développer.</p>



<p>GRAND PORT MARITIME DE MARSEILLE</p>	<p>Intensification de la sensibilisation au tri, facilitation des collectes, aide aux projets novateurs</p>
<p>Institut National de Recherche Halieutique</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place un grand programme de sensibilisation sur les dangers de la pollution marine causée par les déchets - Trouver les meilleures solutions pour les déchets à terre et essayer les rejets en mer des déchets solides - Développer davantage les programmes de recherche sur les déchets marins, comment les recycler, etc. - Trouver des alternatives pour les produits utilisés en mer, pour qu'ils soient le plus biodégradables, tels que la conception de filets de pêche avec des matériaux biodégradable
<p>Centre des sciences de la mer, Université d'Algarve</p>	<p>Les multinationales qui sont autorisées à tout emballer en couches et en couches de plastique et de carton doivent être soumises à une taxe. D'autres moyens d'emballage et de conservation sont nécessaires. Pourquoi la mer est-elle pleine de plastique, de déchets mais aussi d'hygiène personnelle - interdisez les micro et nano-plastiques. Ne traitez pas la mer comme une décharge, donnez aux gens la perspective de contrôler la production.</p> <p>Accorder plus d'attention au traitement des eaux usées et des déchets urbains ainsi qu'au rejet de produits chimiques, développer et améliorer les systèmes, faire des zones humides des points de rétention des déchets et des boues. Mettre la science en pratique, mais cela nécessite de réels investissements. Mettre en place un système de dépistage, faire participer le public, faire de la publicité sur les sources de déchets et la pollution marine. Financer des projets visant à réutiliser ou à réduire au minimum les déchets plastiques (par exemple, des projets innovants). Nous devons développer de nouvelles idées, créer un écosystème à tester avec les entreprises avant de passer aux essais en situation réelle. Ce dernier processus doit être facilité car il est bureaucratique et les entreprises complexes ne sont pas intéressées et n'ont pas les ressources humaines nécessaires pour catalyser le changement.</p>
<p>Université libanaise - Communauté verte</p>	<p>La pollution par le plastique est un problème majeur et une source de déchets en mer Méditerranée. C'est pourquoi nous devrions interdire l'utilisation unique du plastique et c'est une demande principale de l'UFM d'élaborer une politique au niveau méditerranéen interdisant l'utilisation unique du plastique. De plus, au niveau des activités, nous pouvons organiser une journée pour tous les pays méditerranéens afin de nettoyer les plages.</p>
<p>Conseil de la Région de l'Oriental</p>	<p>Prendre des initiatives entre les régions dans le cadre de la coopération régionale pour sensibiliser la population locale.</p>



<p>Eurorégion Pyrénées Méditerranée</p>	<p>Principalement de communication, sensibilisation du grand public, consommateurs finaux mais aussi les principaux producteurs de la filière, en s'intéressant aussi financièrement aux résultats obtenus.</p>
<p>Ministère de l'Energie, des Mines et de l'Environnement/Départ ement de l'Environnement</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Des projets pilotes sont nécessaires pour mettre en évidence d'une part le bénéfice économique du recyclage et du changement des comportements et permettre d'autre part de sensibiliser sur l'obligation de changements d'habitudes en faveur de la réduction des déchets et en particulier des plastiques qui dans la majorité des cas se retrouvent dans les milieux marins. - Renforcer les systèmes de gestion des déchets ménagers qui constituent une grande partie des déchets sur les plages. Intégrer la gestion des déchets marins dans les cahiers de charge des gestionnaires des déchets domestiques. Impliquer les associations, les pêcheurs, et autres partenaires pour la collecte des déchets en mer se trouvant à la surface ou bien au fond de la mer - Mettre en œuvre davantage de projets de coopération en matière de gestion des déchets marins et mettre l'accent sur les projets concrets ayant des résultats tangibles sur le terrain
<p>ONG ASSISTANCE COMMUNAUTAIRE et développement ASCOM</p>	<p>Il est nécessaire d'attirer l'attention de tout le monde sur le fait que les ressources sont tarissables et que si des mesures ne sont pas prises nous risquons de ne plus s'en servir dans l'avenir</p> <p>Donc nous devons agir avant qu'il ne soit pas tard</p> <p>Conscientiser les communautés et attirer leur attention sur la gestion durable et rationnelle des ressources halieutiques.</p> <p>Installer des usines de transformation des déchets pour des usines de pêche</p>
<p>Generalitat Valenciana</p>	<p>La coopération régionale doit tenir compte d'initiatives et réseaux, comme la WestMed, la CRPM, la Fondation Anna Lindh et autres, puis tirer profit des instruments de l'Union Européenne comme l'ENICBCMED ou l'INTERREG.</p>
<p>DIRECTION DES PORTS ET DU DOMAINE PUBLIC MARITIME</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Ratification de la convention MARPOL et ses annexes et tout amendement ultérieur; - Nécessité de mettre en place à chaque port de commerce / groupe de ports une installation de réception portuaire adéquate au type de déchets provenant des navires. - Nécessité de mettre en place à chaque installation de réception portuaire d'un plan de réception, traitement, et évacuation des déchets ; - Refonte du système de tarification et de recouvrement des coûts des installations de réception portuaire. - Enlèvement des épaves maritimes;



Legambiente Onlus

Sur la base des processus économiques, une approche de gestion basée sur les écosystèmes est nécessaire, en particulier dans les secteurs socio-économiques maritimes qui devraient considérer la conservation du milieu marin comme une priorité. Il est nécessaire de transposer les récents paquets d'économie circulaire, les directives SUP et la stratégie plastique, et de transmettre leurs principes aux pays méditerranéens non-membres de l'UE. En outre, la pratique de la réutilisation nécessite une législation harmonisée au niveau européen, au moins, et sa pratique devrait être encouragée au niveau méditerranéen. Un soutien et des investissements supplémentaires dans les technologies industrielles 4.0, l'innovation des produits et l'amélioration de la conception ; il est très important de renouveler également les systèmes de logistique et de distribution des produits, en développant de nouvelles compétences et de nouveaux emplois.

En attendant, des mesures de sensibilisation et de réduction de la consommation par le biais de l'éducation scolaire et citoyenne sont nécessaires. Les initiatives de science participative devraient être utilisées pour la collecte de données et la sensibilisation des personnes (sans oublier la précision requise dans cette pratique).

Il faut surtout réduire la production de déchets et mettre en place une bonne politique de gestion des déchets, tant sur les côtes que dans les agglomérations intérieures. Il est nécessaire de se concentrer sur les rivières et sur l'efficacité des stations d'épuration des

eaux usées. Sur les zones côtières, il est nécessaire d'élargir la présence des zones marines protégées et de fournir aux administrateurs des outils pour identifier les mesures les plus efficaces pour lutter contre les déchets marins dans leurs AMP, en partageant les bonnes pratiques entre les réseaux d'AMP et les projets existants, conformément à la cible 14 des objectifs de développement durable des Nations unies.

Les projets sont des instruments permettant de rationaliser les meilleures pratiques et les recommandations en instruments de gestion et de politique, ils doivent être encouragés et traités en récompensant les initiatives parmi les pays de l'UE et les pays tiers. Il est important de soutenir la recherche sur les flux de déchets marins et les impacts du blanchiment d'argent sur les secteurs socio-économiques maritimes, sur les biotes et sur la santé humaine dans l'ensemble du bassin et des sous-bassins méditerranéens, mais il est nécessaire de promouvoir la nécessité de protocoles de surveillance harmonisés, de fournir des outils et des connaissances pour lutter contre les déchets marins en précisant et en définissant des lignes de base et des objectifs de réduction pour mesurer les tendances et les progrès.

Obtenir des résultats est important pour assurer une coopération et une coordination transfrontalières efficaces, en particulier avec les pays tiers, dans le partage des bonnes pratiques et de la bonne gestion des déchets, mais aussi pour encourager la mise en œuvre des politiques existantes qui favorisent la construction de réseaux spécifiques. Un exemple en est donné par le projet commun, dirigé par Legambiente, centré sur l'Italie, la Tunisie et le Liban. Dans ce projet, la coopération transfrontalière est l'une des bases de la lutte contre les déchets marins et s'adresse non seulement aux hommes politiques mais aussi à d'autres



	groupes de parties prenantes. Il est prévu de créer un réseau de villes côtières contre les déchets marins et un réseau permanent de centres de sauvetage des tortues marines pour l'étude des déchets marins.
Université Polytechnique de Carthagène	Nous devons développer de nouvelles techniques et méthodologies qui nous permettent de : réaliser une concentration quantitative et qualitative de microplastiques sur la colonne d'eau et les sédiments de manière rapide et sûre, et de récupérer les déchets marins déposés au fond de la mer.
Région Emilie-Romagne	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir la conception et la production de produits en plastique qui répondent pleinement aux besoins de réutilisation, de réparation et de recyclage ; - Réduire et prévenir la dispersion des déchets plastiques dans l'environnement, en particulier dans les mers, les voies navigables et les zones protégées ; - Promouvoir des actions visant à impliquer les fabricants de plastique dans la responsabilité de la gestion ultérieure des déchets plastiques ; - Mesures nécessaires pour réduire l'utilisation de produits en plastique à usage unique pour les boissons de distribution alimentaire dans les établissements et les événements publics, à commencer par ceux organisés dans les zones sensibles ; - Possibilité de conclure un accord sur la chaîne d'approvisionnement agricole ; associations de pêcheurs et de pêcheurs ; aquaculteurs pour introduire des formes de simplification de la gestion de leurs déchets ; - Soutien aux projets de recherche et d'expérimentation conduisant à des solutions écologiques pour remplacer les plastiques actuels ou l'utilisation de plastiques, en particulier dans le secteur agricole, agroalimentaire et aquacole ; - Mesures visant à récompenser les entreprises qui expérimentent des solutions plastiques gratuites pour leurs produits ou procédés, ou qui ont l'intention de promouvoir l'utilisation de matériaux de remplacement ou de plastiques écologiques.
Université de Sienne	Actuellement, des projets et des activités sont en cours dans la région méditerranéenne pour la surveillance des impacts du ML sur les écosystèmes marins et sur les biotes qui les habitent. Ces activités doivent d'abord être renforcées (en favorisant la connexion et l'échange de données et d'informations entre elles), puis prolongées dans le temps afin d'accroître nos connaissances sur l'ensemble des impacts du ML. Si les processus politiques et de gouvernance sont présents dans le nord de la Méditerranée (par exemple, le PNUE/PAM et le MSFD), ils font en quelque sorte défaut dans le sud de la région et l'UpM pourrait donc jouer un rôle clé pour garantir l'engagement des pays d'Afrique du Nord ainsi que l'engagement de la Ligue des États arabes sur cette question. D'une manière générale, il est essentiel de veiller à ce que le blanchiment d'argent soit traité comme une question d'envergure régionale et, à cet égard, l'UpM peut jouer un rôle fondamental en tant qu'acteur et plateforme. Une connexion et une collaboration entre les autorités de financement sont également nécessaires pour garantir la



	<p>mise en œuvre conjointe des activités dans le nord et le sud de la Méditerranée (pour favoriser également l'échange nord-sud et sud-sud de connaissances et de meilleures pratiques).</p> <p>Ensuite, il est nécessaire de renforcer les liens entre les activités (à nouveau ML) en mer et celles à l'intérieur des terres. À cette fin, il convient de poursuivre les travaux pour s'attaquer aux sources ponctuelles de pollution par les métaux lourds en adoptant des approches régionales sur les mesures d'atténuation, telles que l'interdiction complète des plastiques à usage unique (pas seulement dans la partie nord de la Méditerranée), l'interdiction des engins de pêche particulièrement nocifs et des campagnes de sensibilisation à l'échelle régionale. Il convient également de favoriser les études établissant un lien entre les activités humaines quotidiennes et les déchets plastiques qu'elles génèrent, afin de sensibiliser les consommateurs et la population aux conséquences de leurs activités quotidiennes sur la pollution par le plomb.</p>
<p>Commission Interméditerranéenne de la CRPM</p>	<p>Communauté Interreg MED pour la protection de la biodiversité (https://backend.interreg-med.eu/fileadmin/user_upload/Sites/Biodiversity_Protection/horizontal_project/5-Deliverables/WP3_CommunityBuilding/3-5_AnimationOfCommunity/3-5-4_ThematicSynthesisReports/panacea_ml_policy_report_wg1_1_1_20190408_gd.pdf ; https://biodiversity-protection.interreg-med.eu/fileadmin/user_upload/Sites/Biodiversity_Protection/horizontal_project/5-Deliverables/WP3_CommunityBuilding/3-5_AnimationOfCommunity/3-5-4_ThematicSynthesisReports/PAN_report_Mediterranean_biodiversity_and_marine_litter_LowRes2.pdf).</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Renforcer la coordination entre la conservation et les secteurs socio-économiques, en particulier maritimes, en incluant les principes de la gestion écosystémique dans d'autres politiques (paquet économie circulaire, stratégie pour les plastiques), et en favorisant une approche coordonnée entre les gestionnaires des zones protégées (AP) et les autres secteurs. <ul style="list-style-type: none"> - La société civile devrait être davantage impliquée et reliée aux projets visant à sensibiliser les communautés locales et à impliquer les autorités locales et régionales, en développant des initiatives scientifiques participatives sur les déchets marins et terrestres, la surveillance et l'évaluation, etc. - Il convient d'apporter un soutien supplémentaire aux autorités locales, aux gestionnaires des aires protégées et aux communautés locales, en leur fournissant des instruments efficaces pour surveiller et gérer les déchets marins et terrestres. Cela pourrait se faire en améliorant leur coordination administrative, le renforcement des capacités et le soutien technique, et en donnant la priorité aux solutions en amont, conformément à la hiérarchie de la gestion des déchets. 2. En outre, soutenir la poursuite des recherches visant à combler les lacunes actuelles dans les connaissances sur les flux de déchets marins et terrestres, sur les incidences des déchets marins et terrestres sur les secteurs socio-économiques terrestres et maritimes, sur les effets des déchets marins sur les biotes et sur la santé humaine, en particulier en mer, sur l'occurrence



des déchets abandonnés, Les engins de pêche perdus ou autrement rejetés (ALDFG), et sur les mécanismes de dégradation des déchets marins et terrestres dans l'environnement, y compris la prise en compte des matériaux "biodégradables" ayant des propriétés de dégradation améliorées, car on craint qu'ils ne se décomposent en fragments non dégradables.

- Il convient de soutenir l'élaboration et l'utilisation de protocoles communs et de méthodes normalisées pour l'évaluation des déchets marins et terrestres respectivement en Méditerranée, notamment en ce qui concerne les différentes catégories de taille, les procédures d'échantillonnage et les valeurs de référence. Plus précisément, de nouveaux protocoles devraient être élaborés pour surveiller les micro-déchets, l'enchevêtrement des espèces marines, l'effet de la colonisation des déchets par les petites espèces et les zones d'eau profonde à l'échelle de la Méditerranée.
 - Un soutien supplémentaire est nécessaire pour la recherche scientifique en vue d'une définition plus claire des valeurs de référence et des objectifs de réduction permettant de mesurer les progrès réalisés dans la lutte contre les déchets marins.
 - À cet égard, la communauté de la protection de la biodiversité, dans son document d'orientation, recommande d'envisager l'utilisation du nouvel "indice d'accumulation des déchets marins sur les plages" et d'étudier plus avant l'utilisation des forêts animales comme indicateurs d'enchevêtrement, afin d'établir des valeurs de référence et des objectifs de réduction plus clairs dans le contexte de la directive européenne sur les déchets solides marins et du PAM/PNUE. Soutenir des projets qui s'attaquent aux sources de déchets marins en mer, comme le transport maritime, la pêche, les installations offshore ou le déversement de déchets en mer, pourrait être une action efficace pour lutter contre la diffusion de déchets atteignant la mer Méditerranée et ayant un impact sur son écosystème.
3. Cette approche intégrée devrait cibler les espèces ou groupes d'espèces communes dans les AMP et dans les écorégions méditerranéennes, car elle fait encore cruellement défaut. Cela permettrait de consolider un mécanisme de coopération régionale pour surveiller et évaluer correctement les pressions transfrontalières dans la mer Méditerranée et leurs tendances au fil du temps, car les solutions partielles et les actions prises uniquement au niveau local et national se sont avérées ne pas être pleinement efficaces.
- Assurer la création d'un lien permanent entre les résultats communautaires et les plateformes de connaissances existantes sur les déchets marins à l'échelle de la Méditerranée, de manière à favoriser l'accessibilité aux ressources disponibles, la transférabilité des connaissances et des outils générés et la reproductibilité des solutions testées. Un soutien supplémentaire devrait être accordé à la coopération transfrontalière et aux actions de coordination en Méditerranée, en partageant les connaissances et les outils développés par la communauté Interreg MED pour les déchets marins, en particulier avec des partenaires de pays tiers.



<p>Association "Forum</p>	<p>Préserver et améliorer le capital naturel en contrôlant les stocks finis et en équilibrant les flux de ressources renouvelables. Optimiser le rendement des ressources en faisant circuler les produits, les composants et les matériaux au maximum de leur utilité.</p> <p>Favoriser l'efficacité du système en révélant et en concevant les externalités négatives.</p> <p>L'économie circulaire fait référence à une économie industrielle qui est intentionnellement réparatrice, qui vise à s'appuyer sur les énergies renouvelables, qui minimise, suit et élimine l'utilisation de produits chimiques toxiques et qui éradique les déchets grâce à une conception minutieuse. Le terme va au-delà des mécanismes de production et de consommation de biens et de services dans les domaines qu'il cherche à redéfinir (par exemple, la reconstruction du capital, y compris social et naturel, et le passage du consommateur à l'utilisateur).</p> <p>L'élaboration d'une compréhension commune des sources et des impacts de la pollution plastique incite à la coopération entre les acteurs en amont et en aval, ainsi qu'à la coordination entre les secteurs. L'engagement d'un plus grand nombre de parties prenantes et la hiérarchisation des investissements qui entraînent des changements de comportement, du niveau individuel au niveau mondial, contribueront à briser le cycle de l'insuffisance des ressources au niveau local et à empêcher les plastiques d'atteindre les océans.</p> <p>L'arrêt des déchets plastiques avant qu'ils n'atteignent les voies navigables et l'océan est le plus rentable. Le besoin immédiat est d'orienter les ressources vers une amélioration radicale de la capacité des gestionnaires locaux de déchets et d'eaux usées à contrôler, réduire et capturer les déchets plastiques.</p> <p>Investir dans le développement de méthodes permettant de caractériser les types, les sources et les comportements des plastiques dans les environnements fluviaux et marins afin de mettre l'accent sur le changement de comportement.</p>
<p>PNUE/PAM Convention de Barcelone</p>	<ul style="list-style-type: none"> - S'engager pleinement et mettre en œuvre le plan régional sur la gestion des déchets marins en Méditerranée (2013), complété par le plan d'action régional sur la consommation et la production durables (CPD) en Méditerranée, et renforcer le cadre réglementaire pour réduire les produits plastiques à usage unique, en fixant des objectifs quantitatifs ambitieux et en intégrant des mesures de réduction, notamment sur les microplastiques, dans le programme national sur les déchets marins ; - Prévenir et réduire de manière significative les fuites de plastique en mer Méditerranée d'ici 2025 grâce à des engagements clairs visant à réduire la consommation de plastique, à soutenir l'éco-conception et l'innovation, l'utilisation efficace des ressources et l'amélioration effective de la gestion des déchets, ainsi qu'à des mesures de contrôle et de prévention renforcées telles que des interdictions, des incitations, des taxes et des systèmes de responsabilité élargie des producteurs ; - Promouvoir des mesures de prévention et des approches circulaires pour ouvrir des possibilités d'économie verte, en soutenant des objectifs de recyclage viables à long terme, en adoptant des plans nationaux pour atteindre progressivement



une collecte et un recyclage à 100 % des déchets plastiques d'ici 2025, et en s'adressant au secteur privé pour réduire au minimum les emballages plastiques.

- Rendre pleinement opérationnel le programme intégré de surveillance et d'évaluation basé sur la surveillance des déchets marins en Méditerranée, en fournissant une évaluation des impacts des déchets marins en mer Méditerranée et dans les zones côtières sur une base régulière ;
- Promouvoir davantage les programmes de responsabilité élargie des producteurs (REP) afin d'inciter les entreprises privées à participer aux programmes de recyclage, et introduire l'éco-conception et l'éco-innovation dans les articles en plastique à usage unique prioritaires, élaborer des incitations économiques pour encourager les fabricants à développer des conceptions innovantes, et impliquer davantage l'industrie du plastique et les fabricants de plastique dans ces processus ;
- Continuer à soutenir une gestion efficace dans les ports, à renforcer les campagnes de sensibilisation visant les compagnies maritimes et à consolider les installations de réception portuaires et les procédures de livraison des déchets des navires, notamment par la mise en œuvre de deux lignes directrices récemment adoptées dans le cadre du PAM -
- Convention de Barcelone : c'est-à-dire la mise à disposition d'installations de réception dans les ports et la livraison de déchets d'exploitation des navires ; et l'application de redevances à des coûts raisonnables pour l'utilisation des installations de réception portuaires.
- Entreprendre des évaluations détaillées des stations d'épuration des eaux usées pour identifier les sources de déchets détournés vers ces stations d'épuration, dans le but d'examiner leur contribution sur les déchets marins et la génération de microplastiques ;
- Évaluer et surveiller davantage les apports fluviaux de déchets marins grâce à des normes et des méthodologies communes
- Entreprendre l'évaluation de l'analyse des flux de matières pour les plastiques dans tous les pays méditerranéens afin d'identifier les types de plastiques utilisés dans chaque pays et les principaux objectifs/utilisations ;
- Renforcer et étendre la coopération régionale/internationale, en particulier les plateformes existantes telles que le PNUE/GPML et la plateforme de collaboration régionale du PNUE/PAM sur les déchets marins en Méditerranée, afin de promouvoir une action coordonnée de tous les partenaires régionaux ;
- Réduire la pollution marine, y compris les déchets plastiques marins et la pollution par les nutriments, en contribuant à des approches globales du cycle de vie qui comprennent une meilleure gestion des déchets et en développant de nouveaux matériaux biodégradables qui peuvent réduire les déchets plastiques marins supplémentaires, y compris les microplastiques;
- Mettre en œuvre les plans d'action et les décisions des accords multilatéraux sur l'environnement liés à la pollution et des réunions du G7 et du G20 pour lutter contre les déchets marins en synergie avec les conventions sur les mers régionales, afin de donner une impulsion mondiale à l'élimination à long terme des rejets de déchets et de microplastiques dans les océans et les mers ;
- Appliquer les principes de circularité aux processus économiques, remodeler la façon de produire et de consommer les biens, promouvoir davantage l'approche du cycle de vie et de la hiérarchie des déchets, ce qui permet de réduire (par



	<p>exemple, en s'attaquant au suremballage et en décourageant la consommation "sur le pouce") et de prévenir (par exemple, concevoir des produits, en particulier ceux en plastique, pour une plus grande durabilité et une meilleure réutilisation) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Soutenir davantage les efforts portant sur d'autres sources, secteurs et filières terrestres, notamment la libération de microplastiques (en particulier le textile de forme), qui reste mal connue dans la région ; - Dans le prolongement de la stratégie européenne pour les plastiques, élaborer des mesures visant à réduire la perte ou l'abandon en mer des engins de pêche (par exemple, en fixant des objectifs de recyclage, en mettant en place des programmes de REP, - fonds de recyclage ou systèmes de dépôt) et pour limiter les pertes de plastique dues à l'aquaculture (par exemple, un éventuel document de référence sur les meilleures techniques disponibles ; - 16. Soutenir davantage la mise en œuvre de mesures de prévention/atténuation des déchets marins dans les AMP en Méditerranée.
<p>Underwater Gardens International</p>	<p>Le principe du "cradle to cradle" (du berceau au berceau) devrait être habilité par les gouvernements internationaux et devrait être appliqué à tous les secteurs. Les plateformes et institutions internationales devraient être renforcées pour faire face à ce problème à l'échelle mondiale. En outre, les secteurs privé et public doivent travailler ensemble pour trouver des solutions.</p>
<p>Agence européenne pour l'environnement</p>	<p>Consacrer des ressources suffisantes pour faire respecter l'interdiction des plastiques à usage unique et l'élimination appropriée des déchets des navires en mer liée à l'utilisation des installations portuaires Assurer que le système REACH et la surveillance des eaux de surface de la DCE couvrent les microplastiques Réduire les rejets directs dans la mer - interdire les micro/nano-plastiques dans les produits d'hygiène, les cosmétiques et autres produits de consommation concernés, intercepter les plastiques à l'embouchure des rivières et améliorer le traitement des eaux usées</p>
<p>CCDRAIentejo</p>	<p>L'UpM doit mobiliser tous les efforts pour réduire l'empreinte écologique des produits circulant sur les marchés. Produire localement en privilégiant les produits indigènes et en respectant la saisonnalité de leurs cycles de production. La réindustrialisation des économies nationales pour éviter une dépendance excessive vis-à-vis des pays tiers, en particulier ceux dans lesquels la production industrielle européenne a été délocalisée depuis des années. Encourager les réseaux de coopération entre les acteurs régionaux locaux et les pays afin de tirer profit des synergies qui en résultent. Dans le cas des déchets maritimes, un bon exemple à suivre pourrait être le projet en cours dans l'Espace Atlantique appelé CleanAtlantic http://www.cleanatlantic.eu .</p>



Agence européenne
pour l'environnement

- Les ONG sont essentielles pour sensibiliser à l'action et changer les habitudes d'utilisation des citoyens. Leurs efforts poussent les décideurs politiques et le secteur du plastique à agir sur les déchets marins. Elles sont d'excellents facilitateurs dans l'émergence de nouvelles idées et initiatives.
Il existe des centaines d'ONG qui travaillent dans différents domaines de la protection du milieu marin à l'échelle paneuropéenne. Cependant, la valeur et l'utilisation des efforts des ONG en matière de collecte de données sur les déchets marins ont fait l'objet de discussions dans le domaine scientifique. Les décideurs ont soutenu l'émergence d'efforts de science citoyenne. Cependant, ces efforts n'ont été appréciés que comme des "activités de sensibilisation" par les scientifiques, car ils n'utilisent pas de méthodes de surveillance avancées et n'appliquent pas de lignes directrices appropriées. L'assurance de la qualité des données de la science citoyenne n'est pas facile, car les métadonnées ou les qualifications des propriétaires des enquêtes sont souvent limitées. Les ONG effectuent des nettoyages et des contrôles dans le cadre d'initiatives de lutte contre les déchets marins, comme le Marine Litter Watch (MLW) de l'Agence européenne pour l'environnement (science citoyenne/communautaire), ou bien leurs données de contrôle peuvent être utilisées comme contrôle officiel par certains pays européens. Nous devrions nous attacher davantage à persuader les citoyens et les ONG que leurs efforts pour contribuer à l'élaboration des politiques sont pris au sérieux. Nous devrions leur faire sentir qu'ils sont partie prenante de l'action et de la solution.
- Nous devrions être en mesure de surveiller le blanchiment d'argent à la fois à la source et dans ses voies d'acheminement, ainsi que dans le puits (les mers), afin d'évaluer efficacement l'état et les solutions du problème. Actuellement, les évaluations de la pollution plastique tendent à se concentrer sur le domaine marin, c'est-à-dire sur l'état et l'impact du blanchiment en soi. Compte tenu des limites actuelles de la surveillance du blanchiment et de la complexité des facteurs affectant la répartition des déchets dans la mer, les tendances relatives à l'état de la pollution ne disent pas grand-chose sur l'efficacité des mesures préventives, du moins à court terme. L'utilisation des informations socio-économiques relatives à la prévention et à la gestion des déchets permettra d'avoir une vision plus globale de la question de la pollution plastique, "de la source à la mer". En outre, les rivières sont les principaux véhicules de transport des déchets plastiques dans les environnements côtiers et marins. Par conséquent, le développement des efforts de surveillance des rivières permettra de générer des données importantes sur les apports de déchets provenant de sources terrestres et donc sur les mesures mises en œuvre pour les prévenir.

Les sources, les facteurs et les impacts des déchets doivent être analysés et surveillés à l'aide d'une méthodologie commune. Actuellement, les unités de surveillance et les détails sur les déchets ne permettent pas d'obtenir des informations significatives sur les déchets marins. Ils ne peuvent être utilisés que pour obtenir des informations indirectes sur les sources et les voies d'entrée. Une fois que les indicateurs sur les déchets et les déchets marins seront adaptés pour s'alimenter mutuellement, nous serons en mesure de mieux comprendre les sources, les facteurs, les pressions, les voies de pénétration des déchets marins et d'établir des solutions plus efficaces.



	<p>- Les résolutions de l'UNEA sont des éléments constitutifs grâce à la construction d'un accord international contraignant. Un accord international contraignant sur les déchets marins peut accélérer les efforts mondiaux pour trouver une solution, car il peut contribuer à harmoniser les méthodes et les approches à l'échelle nationale et régionale et à réglementer l'intégration de la législation environnementale internationale en matière de déchets.</p> <p>Une approche équitable pour parvenir à une économie circulaire mondiale est nécessaire. Les différences économiques entre les pays du Nord et du Sud doivent être prises en compte. Les pays développés doivent aider les pays en développement à développer leurs pratiques en matière de gestion des déchets, notamment en ce qui concerne la gestion des déchets. En outre, les pays développés doivent cesser d'utiliser les pays en développement (où le pourcentage de déversement incontrôlé des déchets est élevé et où la capacité de recyclage est si faible) comme décharges pour les déchets plastiques. La récente modification de la convention de Bâle, qui prévoit le contrôle du commerce des déchets plastiques, devrait être une étape supplémentaire dans l'interdiction du commerce des déchets. Si l'on considère l'ampleur du commerce des plastiques, il est facile de comprendre l'importance de la décision de BASEL : le plastique recyclé est un produit commercialisé au niveau mondial. 78 % des exportations sont réalisées par les dix premiers pays, qui sont en même temps des pays à revenu élevé.</p> <p>Les conventions maritimes régionales sont des institutions clés pour l'élaboration et la mise en œuvre de la législation sur les déchets marins, des plans d'action régionaux et de la surveillance. L'inclusion de dispositions relatives aux déchets marins dans les règlements et protocoles existants des SCR a déjà commencé. Toutes les SCR ont récemment produit des plans d'action sur les déchets marins, couvrant les mers paneuropéennes. Leurs efforts en matière de surveillance régionale des déchets sont essentiels pour définir l'état, les impacts et les tendances, qui constituent la base de l'élaboration des politiques. La communication et la coopération entre les SCR devraient être renforcées. En outre, les SCR disposant de faibles ressources devraient être soutenus financièrement par leurs parties contractantes et les mécanismes de financement internationaux.</p>
<p>Agence égyptienne de l'environnement</p>	<p>Au niveau régional :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un soutien technique supplémentaire est nécessaire pour le suivi, l'évaluation et la gestion des microplastiques. - Encourager les études sur les déchets marins et les recherches scientifiques concernant les questions transfrontalières aux niveaux national et régional. - Coopérer pour lutter contre l'utilisation de plastiques à usage unique, promouvoir des alternatives écologiques et encourager les initiatives de valorisation énergétique des déchets. - Soutenir l'harmonisation des activités existantes de surveillance et de gestion des déchets marins aux niveaux régional et national et améliorer la communication et la coordination des initiatives correspondantes.



- Renforcer la mise en œuvre de systèmes de gestion de l'environnement dans les ports afin de garantir l'élimination appropriée des déchets d'exploitation des navires. - Soutenir le développement de l'analyse des flux de matériaux des déchets plastiques à usage unique afin d'identifier la cause profonde de leur génération par le biais de la production, de la consommation et de la gestion des déchets (c'est-à-dire la collecte et le transport, le recyclage, l'élimination, etc.
- Soutenir la responsabilité élargie des producteurs (REP) et les activités de recyclage pour réduire au minimum les déchets plastiques à usage unique. - Soutenir les programmes de pêche aux déchets par la contribution active des pêcheurs à la traîne.

Au niveau national :

- Soutenir la mise en œuvre de programmes de surveillance et d'évaluation des déchets marins au niveau national. - Développer des campagnes nationales de sensibilisation pour les pêcheurs à la ligne sur les menaces que représentent les déchets marins pour l'environnement, l'économie et la santé. - Renforcer l'engagement des communautés locales, des autorités locales, des ONG, des écoles primaires et secondaires, de la société civile, des bénévoles, etc. dans les activités de nettoyage des plages.



Thème 8. Sécurité et surveillance maritimes

Quelles sont les actions nécessaires pour renforcer la sécurité et la sûreté maritimes en Méditerranée dans les années à venir ? Quelles actions proposeriez-vous pour assurer une meilleure coopération entre les pays de l'UpM ?

EMUNI	Renforcer la sécurité, la surveillance et la défense de l'État de droit, tout en défendant une approche humanitaire. L'État de droit doit être maintenu et renforcé dans la région.
CIO-UNESCO	Une coordination régionale et un engagement clair des autorités nationales à mettre en œuvre et à participer activement à tous les types d'accords, d'actions, de formations communes, d'échanges, etc. Collaboration entre les marines nationales, les garde-côtes nationaux et FRONTEX. Partage des données et des informations clés en temps réel afin de créer le meilleur contexte de collaboration pour lutter contre la pollution, l'immigration illégale, la piraterie, la contrebande, etc.
INSTM - Tunisie	Plusieurs études et travaux de recherche ont encore été effectués, mais les résultats n'ont pas été pris en compte. Ces études doivent donc être prises en compte pour résoudre tant de problèmes.
Institut national des sciences et technologies marines	<ul style="list-style-type: none"> - Établir un suivi en temps réel et un échange de données entre les gouvernements, - Améliorer le renforcement des capacités des parties prenantes, - Les gouvernements doivent assurer l'application des lois à tous les utilisateurs de la mer
Ministère de l'économie - Palestine	<ul style="list-style-type: none"> - Créer une liste commune entre les États membres et définir les tâches et les responsabilités - Suivre la mise en œuvre de ces responsabilités et les évaluer par des comités spécialisés - Renforcer les recommandations pour chaque membre et y prêter attention - Activer une équipe de contrôle accréditée par plusieurs agences locales et internationales et adopter les décisions de l'équipe - Publier et exposer chaque violation et manque d'intérêt pour la sécurité et la sûreté du secteur maritime par le biais de divers médias - Amende pour chaque personne qui contribue à la destruction du milieu marin, en activant le système des services de police et en coopérant avec l'organisation méditerranéenne - Développement et adoption de tout ce qui est nouveau et sert le secteur maritime



Alma Mater Studiorum Université de Bologne	Créer une alliance d'agences nationales techniques et fournir des données ouvertes et gratuites sur le trafic maritime
AMFORHT	Initiative "Crossroader", actions et programmes communs, programmes de mobilité
Presa Puente Estrecho de Gibraltar, SA	Réaliser l'avant-projet Presa Puente Estrecho de Gibraltar pour unir l'Europe et l'Afrique et pour sauver les côtes de la Méditerranée de la disparition. https://youtu.be/9bbFyKE2DWw
DynMed Alentejo - Association pour les études et les projets de développement régional Dese Projects	Renforcer le rôle et les actions menées para l'UpM et mettre en œuvre d'autres OuestMed, dotées de moyens d'action efficaces.
Association Tunisienne de l'Ingénierie Côtière, Portuaire et Maritime (ATIM)	Mettre en place un observatoire méditerranéen de la mer et des littoraux
Cluster Maritime Tunisien	L'amélioration de la sécurité maritime, conformément aux conventions de l'OMI. L'agence européenne pour la sécurité maritime et l'initiative SAFEMED et récemment en 2019 l'initiative ECAMED pour une mise ne place d'une zone ECA en méditerranée (Emissions control AREA) sur les émissions du trafic maritime en oxydes de soufuffle (SOX) et en oxyde d'Azote (NOX) sont réduite par rapport à la réglementation en vigueur.
UNIVERSIDAD DE MURCIA	<ul style="list-style-type: none"> - Faciliter et homogénéiser la collecte de données dans la région méditerranéenne et créer des outils permettant d'utiliser ces données (de manière sûre pour les citoyens) dans le cadre d'une gestion coordonnée entre les gouvernements. - Renforcement des capacités des parties prenantes et promotion du partage des visions pour obtenir un diagnostic participatif à appliquer par tous les pays



<p>RAED - Réseau arabe pour l'environnement et le développement</p>	<p>Un groupe de travail régional spécial au sein de l'UpM sur la sûreté et la sécurité pour assurer la coopération et l'échange d'informations.</p>
<p>ECONCRETE</p>	<p>Promotion et mise en œuvre de l'éducation et de la formation des pays méditerranéens les moins développés. Promotion du commerce équitable avec les fabricants locaux et traditionnels qui sont sensibles à l'environnement. Création d'une institution capable de coordonner l'ensemble avec ses propres ressources provenant du secteur public/privé.</p>
<p>Conseil national de la recherche d'Italie</p>	<p>Actions techniques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Développer de nouvelles solutions fondées sur la cybersécurité pour sécuriser les données et les communications dans les systèmes maritimes complexes et critiques tels que les ports et les navires (systèmes de positionnement, systèmes de communication, systèmes de contrôle d'accès, ...) - Développer des solutions intégrées basées sur des drones/robots autonomes et sans équipage (maritimes et aériens) pour la surveillance autour du navire et dans les zones portuaires, renforcées par des systèmes avancés (de surface et sous-marins) de détection et de poursuite de cibles - Développer des systèmes avancés de gestion des alertes capables de fournir une connaissance situationnelle continuellement mise à jour sur les conditions de sécurité et de sûreté d'un navire et d'améliorer la gestion des crises, conformément aux normes internationales en la matière, notamment celles stipulées par les instruments de l'Organisation maritime internationale ; - Développer de nouveaux concepts et protocoles avec des sociétés privées et des opérateurs maritimes pour maximiser l'utilisation des infrastructures, des navires et des plates-formes à des fins de surveillance scientifique et environnementale, de sûreté et de sécurité ; - Développer des systèmes de sécurité des ports basés sur l'intégration des technologies de détection des plates-formes multi-observation (aériennes, drones, terrestres, de surface et sous-marines) pour le contrôle des personnes et des biens (conteneurs, véhicules, ...). <p>Actions visant à assurer une meilleure coopération régionale :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser davantage, tant au niveau civil que politique, à la dégradation du milieu marin, qui pose des problèmes de sécurité cruciaux en termes de perturbation des économies nationales, de déplacement de populations, de dégénérescence des identités nationales et de pertes de vies humaines. - Examiner la possibilité d'élaborer des directives régionales concernant la sécurité des navires de pêche et la protection contre la pollution marine générée par ces unités ;



	<ul style="list-style-type: none"> - Créer les conditions législatives, technologiques et infrastructurelles nécessaires pour promouvoir un système de transport maritime hautement connecté et automatisé afin d'améliorer la sécurité et l'efficacité du transport maritime ; - Joindre les efforts pour assurer la sécurité dans la chaîne de valeur de la production et de la consommation de produits de la mer ; - Améliorer les centres de formation et les capacités méditerranéennes pour réaliser des projets de sécurité dans les opérations pétrolières et gazières en mer, y compris les risques environnementaux et les nouvelles technologies ; - Renforcer et consolider la coopération et la coordination en matière de recherche et de sauvetage maritimes en Méditerranée.
WWF	Adopter des stratégies de surveillance par satellite pour détecter les rejets illégaux des navires dans la région.
Ministère de l'agriculture, pêche maritime, développement durable eaux et forêts: département pêche maritime - Maroc	Il faut généraliser les chaînes sémaphoriques VMS au niveau des pays membres et assurer une meilleure coordination entre les pays voisins.
Forum maritime de Malte	L'échange d'informations et de données est certainement une priorité.
Communauté de la croissance bleue Med	<ul style="list-style-type: none"> - Une approche de surveillance maritime à part entière pour la région méditerranéenne doit s'inscrire dans une perspective à plusieurs niveaux, impliquant des interventions aux niveaux communautaire, multinational, régional et local. Il est essentiel d'impliquer les organismes publics et privés, les universités, les autorités locales et les citoyens afin d'intervenir plus efficacement sur les questions stratégiques et de garantir une meilleure efficacité et une plus grande réussite de la surveillance maritime ; - La grande diversité des acteurs et des secteurs exige de mettre en place des approches volontaristes fondées sur les besoins des communautés d'utilisateurs qui s'occupent des questions de surveillance maritime, y compris la convergence de leurs feuilles de route. Le développement de clusters, depuis les citoyens jusqu'aux institutions multinationales, peut jouer un rôle clé pour instaurer la confiance entre les différents niveaux, mais aussi pour renforcer la coopération transnationale en vue de stimuler l'innovation, le transfert de connaissances et de renforcer la valeur économique du secteur.



	<ul style="list-style-type: none"> - Le partage des données rendra la surveillance plus efficace en offrant des systèmes plus abordables et plus accessibles qui s'attaquent aux problèmes d'intégration et d'organisation. L'échange de données devrait être favorisé par (i) l'harmonisation des différents cadres législatifs nationaux et des institutions compétentes en matière de surveillance maritime, tout en envisageant un rôle accru des autorités locales et régionales dans le soutien de ces processus ; (ii) en identifiant les entités et les agences au niveau national ayant des responsabilités en matière d'application de la loi dans l'environnement maritime, capables de mener et de promouvoir l'échange d'informations entre les États et (iii) en favorisant la définition d'un cadre régional dédié au partage des informations maritimes, en envisageant la possibilité d'un accord mixte public-privé pour traiter la question de la propriété des données commerciales provenant du secteur privé ; - La politique peut contribuer à libérer le potentiel de développement du secteur de la surveillance maritime en fournissant des cadres juridiques appropriés et harmonisés pour l'utilisation de données confidentielles (entre différents pays). - Les autorités financières et de financement devraient assurer un soutien à toutes les phases du développement de la surveillance maritime et en particulier (i) aider à la viabilité financière des pôles de surveillance maritime en garantissant la confiance, l'ouverture, la stabilité, la responsabilité et des impacts externes positifs sur les territoires et (ii) fournir des fonds et des ressources pour la surveillance maritime (par exemple, prêts rétroactifs, subventions publiques, programmes de financement monétaire, capital-risque, etc.) - Favoriser les synergies et la coordination entre l'UpM, la Communauté renouvelée de croissance bleue MED et en particulier les deux projets stratégiques dédiés PANORAMED, MED OSMoSIS et SHAREMED, permettrait d'unir les forces pour un plus grand impact des actions de soutien au secteur mentionnées ci-dessus.
<p>Secrétariat général de la mer</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Coopération dans le contrôle des navires de plaisance circulant à travers la Méditerranée - Réglementation commune sur les mouillages
<p>Agence nationale des ports Maroc</p>	<p>Transposition de la réglementation internationale en loi nationale et veille à l'application des lois</p>
<p>NOAH ReGen</p>	<p>Il serait utile de plancher sur un mécanisme de Blended Finance UfM qui permettrait le financement du développement de drones autonomes pour la protection des espaces maritimes.</p> <p>Dans ce cas, il serait nécessaire de modéliser un prototype de drones innovants, amphibiens et volants, autonomes en énergie. Par exemple, un drone avec ballon gonflable à l'hélium (pour qu'il ne consomme que peu d'énergie en vol), équipé d'un compresseur pour réduire le volume d'hélium dans son ballon et donc contrôler son altitude, équipé d'une petite éolienne et d'une surface photovoltaïque pour assurer son autonomie énergétique.</p> <p>Ce type de drone peu ainsi rester en vol durant de longues périodes et se déplacer sur de longues distances avec de simples hélices de propulsion.</p> <p>Équipé de caméras, de capteurs thermiques, de capteurs anti collision et autres, un réseau de drones pourrait assurer une</p>



	<p>surveillance efficace de l'espace maritime et d'acquisition / transmission de big data. En cas de forte tempête ou de manque d'énergie, le drone compresse son hélium dans un réservoir et réduit le volume de son ballon pour le faire descendre jusqu'à atteindre la surface de l'eau où il se mettra en veille et en recharge. Une fois les conditions réunies, il regonfle son ballon en libérant l'hélium compressé dans le réservoir et reprend de l'altitude pour de nouvelles missions de surveillance et d'acquisition/transmission de data.</p> <p>Une coopération financière et politique des nations côtières de l'UfM pour le déploiement d'une telle technologie sous contrôles des autorités locales et accord d'échange de données big data, pourrait permettre une surveillance très efficace des zones sensibles en priorité, avant d'étendre à d'autres zones moins sensibles. Les CAPEX et OPEX de ce genre de solution, devrait être raisonnable par rapport à des solutions "humaines" ou "par satellites".</p> <p>Voici un challenge qui pourrait être relevé par une collaboration entre les start-ups incubées dans les NOAH's Arks.</p>
GRAND PORT MARITIME DE MARSEILLE	Partage des connaissances et d'expérience, plus on partage la même vision sur les objectifs plus facile sera la tenue des engagements
IMFMM	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'une stratégie commune entre les différents pays méditerranéen qui englobe l'échange d'information , la mutualisation des moyens et des équipements qui seront déployés pour le renforcement et le contrôle de la sécurité et la sûreté maritime. - Renforcement des capacités - La mise en œuvre effective des instruments internationaux et régionaux relatives à la sécurité et la sûreté maritime .
Institut National de Recherche Halieutique	Création d'une académie régionale sur la collaboration continue en matière de contrôle Formation continue sur les hautes technologies utilisées pour la surveillance
Institut national de l'océanographie et de la pêche	Renforcer les capacités des pays en développement et faire respecter les conventions
CETMAR	Les systèmes de prévision, les outils SIG et l'analyse des données importantes seront des aspects clés de la sécurité



<p>Centre des sciences de la mer, Université d'Algarve</p>	<p>La question des migrants est une question humanitaire choquante qui fait honte au monde. L'intégration doit avoir lieu ; l'Europe a une population vieillissante ; les jeunes sont nécessaires ; les migrants sont une source. Ils doivent être formés afin de pouvoir avoir une vie et une contribution significatives. L'isolement ou le rejet n'est pas la solution. C'est le plus grand problème de bien-être en Europe, tant de législation sur les droits et le bien-être des animaux, mais c'est un trou noir ! La criminalité prospère là où il y a de la misère humaine et une perte d'espoir, c'est-à-dire toutes sortes de crimes - l'Europe doit accueillir ces nouveaux citoyens européens. Il faut les former, les faire travailler, les intégrer dans la société.</p>
<p>Université de Murcie</p>	<p>Les litiges existants sur la délimitation des zones marines constituent un défi pour la sécurité maritime. Cette absence de frontières empêche les autorités de l'État d'agir de manière claire et énergique, mais il n'est pas possible de résoudre rapidement tous les problèmes de délimitation qui existent en Méditerranée. Il est essentiel de trouver une solution qui concilie l'absence de frontières claires avec la sécurité maritime, et la coopération est la voie à suivre.</p>
<p>Université libanaise – Green Community</p>	<p>Un plan commun à tous les pays méditerranéens et une plateforme pour communiquer les défis et les opportunités afin de développer notre région et nos populations comme une seule communauté à différents niveaux comme l'éducation, la technologie, l'économie et autres.</p>
<p>Conseil de la Région de l'Oriental</p>	<p>L'organisation d'une conférence entre les régions membres de la CIM sur ce thème.</p>
<p>ASSOCIATION DE PROTECTION DU LITTORAL A MAAMOURA - APLM</p>	<p>Développer une plate-forme interactive et intelligente pour regrouper tous les acteurs connectés.</p>
<p>ONG ASSISTANCE COMMUNAUTAIRE et développement ASCOM</p>	<p>Mettre en place des systèmes de surveillance des zones pour éviter la surpêche et intercepter les bateaux qui sont source de pollution. Établir un programme de coordination et une plateforme pour enregistrer tous les acteurs qui œuvrent dans le secteur de la pêche de l'environnement pour réfléchir ensemble sur les priorités et apporter une meilleure collaboration.</p>



<p>Generalitat Valenciana</p>	<p>La coopération régionale doit tenir compte d'initiatives et réseaux, comme la WestMed, la CRPM, la Fondation Anna Lindh et autres, puis tirer profit des instruments de l'Union Européenne comme l'ENICBCMED ou l'INTERREG.</p>
<p>DIRECTION DES PORTS ET DU DOMAINE PUBLIC MARITIME</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer la coordination et l'échange des informations relatives à la sécurité maritime entre les VTS portuaires et côtiers par la création d'un centre régional d'information maritime. - Mutualiser les efforts au niveau régional en termes de contrôle et surveillance. - Réviser et adopter des textes de loi et des politiques pour lutter contre les activités criminelles en mer et les autres menaces pesant sur le milieu marin.
<p>Legambiente Onlus</p>	<p>La route de la Méditerranée centrale est devenue l'itinéraire le plus utilisé vers l'UE ces dernières années, se transformant en un immense cimetière pour les migrants noyés. En cinq ans seulement, de 2014 à 2018, le projet de l'OIM (Organisation internationale pour les migrations) sur les migrants disparus a recensé plus de 30 900 décès - des femmes, des hommes et des enfants ayant perdu la vie en essayant de rejoindre d'autres pays. Au cours de cette période, la mer Méditerranée a connu le plus grand nombre de décès, faisant au moins 17 919 victimes, dont 64 % n'ont pas été retrouvées dans la mer (Rapport sur l'état de la migration dans le monde 2020). En outre, selon le rapport de l'OIM, nous sommes confrontés cette année à 219 décès de migrants enregistrés en mer Méditerranée (https://missingmigrants.iom.int/region/mediterranean). Alors que le nombre total de décès enregistrés en 2019 en Méditerranée centrale a diminué par rapport à 2018 (https://www.iom.int/news/mediterranean-migrant-arrivals-reach-76558-2019-deaths-reach-1071), le taux de mortalité (le nombre de décès par rapport aux tentatives de traversée) est en hausse. Cela indique que les conditions de voyage des migrants se sont détériorées.</p> <p>Les politiques de l'UE, comme l'externalisation des contrôles aux frontières européennes, ne représentent pas la bonne réponse à ce phénomène complexe et dramatique. Les ONG se plaignent des violations inacceptables du principe de droit international par le non-respect du droit d'asile prévu par les Constitutions et la Charte de Nice pour les demandeurs d'asile et les réfugiés. De même, les directives européennes sur la protection internationale ont été violées. Pour faire face à cette crise, il est nécessaire d'approuver une meilleure collaboration entre les États membres de l'UE et les autres pays méditerranéens, ainsi qu'une révision du règlement de Dublin et des politiques d'admission plus larges, en particulier pour les travailleurs migrants. En outre, pour une implication plus importante et plus efficace des ONG dans le sauvetage des migrants en mer, une coopération plus approfondie entre elles et les garde-côtes des pays méditerranéens concernés est essentielle. Les nouvelles politiques migratoires doivent réfléchir aux moyens de gérer les migrations environnementales et présenter des stratégies concrètes. Aujourd'hui encore, les personnes qui migrent pour des raisons environnementales n'entrent dans aucune des catégories particulières prévues par le cadre juridique international existant. L'OIM affirme que l'ampleur des</p>



	<p>migrations internationales augmente conformément aux tendances récentes. Nous assistons dans le monde entier à une augmentation du nombre de migrants internationaux, estimé à près de 272 millions, dont environ deux tiers sont des travailleurs migrants. Ce nombre dépasse déjà certaines projections faites pour l'année 2050, ayant prévu un total de 230 millions de migrants dans le monde (Rapport sur les migrations dans le monde 2020). Par conséquent, nous demandons que les politiques nationales et internationales reconnaissent d'urgence le statut de réfugié climatique, afin de mieux faire face au défi croissant et de coopérer plus efficacement à une plus grande échelle.</p>
<p>Commission Interméditerranéenne de la CRPM</p>	<p>Le MSS doit aborder une perspective à plusieurs niveaux, impliquant les niveaux d'intervention de l'UE, multinationaux, régionaux et locaux. Il est essentiel d'impliquer les organismes publics et privés, les universités, les autorités locales et les citoyens afin d'intervenir plus efficacement sur les questions stratégiques et de garantir une meilleure efficacité et un meilleur succès des MSS.</p> <p>La grande diversité des acteurs et des secteurs exige de mettre en place des approches volontaristes fondées sur les besoins des communautés d'utilisateurs qui s'occupent des questions liées aux MSS, y compris la convergence de leurs feuilles de route. Le développement de groupements, depuis les citoyens jusqu'aux institutions multinationales, peut jouer un rôle clé pour établir la confiance entre les différents niveaux. La création d'un cluster maritime méditerranéen (par exemple le projet PROteuS d'Interreg MED) pour renforcer la coopération transnationale entre les acteurs clés de la Méditerranée devrait être exploitée. Ceci, afin de stimuler l'innovation et le transfert de connaissances, tout en augmentant la valeur économique du secteur. Les autorités nationales responsables de la R&D+i devraient soutenir les développements et l'harmonisation des expériences entre les pays Med (par exemple, en stimulant le développement de TIC innovantes, en encourageant la transformation des technologies en véritables systèmes de partage de données, en soutenant la gouvernance à plusieurs niveaux, en augmentant la participation de tous les pays MED aux projets de recherche de l'UE).</p> <p>Le partage des données rendra les MSS plus efficaces en offrant des systèmes plus abordables et plus accessibles qui abordent les questions d'intégration et d'organisation. L'échange de données devrait être favorisé (i) en harmonisant les différents cadres législatifs nationaux et les institutions compétentes en matière de MSS, tout en envisageant un rôle accru des autorités locales et régionales dans le soutien de ces processus ; (ii) en identifiant les entités et les agences au niveau national ayant des responsabilités en matière d'application de la loi dans l'environnement maritime, capables de mener et de promouvoir l'échange d'informations entre les États et (iii) en promouvant la définition d'un cadre régional dédié au partage des informations maritimes, en envisageant la possibilité d'un accord mixte public-privé pour traiter la question de la propriété des données commerciales</p>



	<p>provenant du secteur privé. Les autorités financières et de financement devraient assurer un soutien à toutes les phases du développement des MSS et en particulier (i) aider à la viabilité financière des clusters MSS en assurant la confiance, l'ouverture, la stabilité, la responsabilité et des impacts externes positifs sur les territoires et (ii) fournir des fonds et des ressources pour les MSS.</p> <p>Promouvoir le secteur en renforçant les capacités des PME (par exemple, création de clusters, accords internationaux pour de nouveaux métiers, transfert de technologie, PPP, formation des opérateurs, etc.)</p> <p>Une participation adéquate des autorités locales et régionales et des parties prenantes au processus de décision et d'élaboration des politiques devrait être prévue pour les MSS, car elles sont souvent les premières à connaître les problèmes liés à la pollution, à la migration, etc. La production et la gestion des connaissances et des données marines et maritimes devraient être pleinement prises en compte, par exemple sur la base des expériences de la Charte de Bologne et des travaux réalisés dans le cadre de MAREMED et d'autres projets Interreg Med comme Med-IAMER et PANACeA.</p> <p>Favoriser les synergies et la coordination entre l'UpM, la Communauté de croissance bleue MED et les projets Interreg MED OSMoSIS et SHAREMED permettrait d'unir les forces pour un plus grand impact afin de soutenir le secteur.</p>
<p>PNUE/PAM Convention de Barcelone</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Accroître l'utilisation des outils mis à disposition par l'OMI pour renforcer la sécurité et la sûreté maritimes, en Méditerranée, y compris le développement des zones maritimes particulièrement sensibles (PSSA) et des mesures de protection associées (APM) ; 2. La grande diversité des acteurs et des secteurs exige la mise en place d'approches volontaristes fondées sur les besoins des communautés d'utilisateurs qui s'occupent des questions de surveillance maritime, y compris la convergence de leurs feuilles de route ; 3. Le partage des données rend la surveillance plus efficace, en offrant des systèmes plus abordables et plus accessibles. L'échange de données devrait être favorisé par <ul style="list-style-type: none"> - l'harmonisation des différents cadres législatifs nationaux et des institutions compétentes en matière de surveillance maritime, tout en envisageant un rôle accru des autorités locales et régionales dans le soutien de ces processus ; - l'identification des entités et des agences au niveau national ayant des responsabilités en matière d'application de la loi dans l'environnement maritime, capables de mener et de promouvoir l'échange d'informations entre États ; - la promotion de la définition d'un cadre régional dédié au partage d'informations maritimes, en envisageant la possibilité d'un accord mixte public-privé pour traiter la question de la propriété des données commerciales provenant du secteur privé.



The UfM Secretariat
is co-funded by the
EUROPEAN UNION



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الاتحاد من أجل المتوسط



The Hashemite
Kingdom of Jordan

CCDRAIentejo	<p>Une coordination régionale et un engagement clair des autorités nationales à mettre en œuvre et à participer activement à toutes sortes d'accords, d'actions, de formations communes, d'échanges, etc. Collaboration entre les marines nationales, les garde-côtes nationaux et FRONTEX.</p> <p>Partager des données et des informations importantes en temps réel afin de créer le meilleur contexte pour collaborer dans la lutte contre la pollution, l'immigration illégale, la piraterie, la contrebande, etc. COI-UNESCO Améliorer la sécurité maritime conformément aux conventions de l'OMI. Penser à l'urgence de la PAIX sociale et politique dans le bassin méditerranéen.</p>
--------------	--